هكذا من الأصل

UNIVERSITY LIBRARY

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 979 DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 18 - LUNDI 19 MAI 1980

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

3,00 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 f. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 220 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pas ; Grande-Bretagne, 25 p. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 125 rls. ; Italie, 500 l. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 C. C. P. 4207-23 PARIS Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Coup de théâtre à Tokyo

Ni M. Ohira, le chef du gouvernement japonais, ni l'opposition socialiste ne semblent être encore revenus de leur surprise après le vote de défiance exprimé vendredi par le Parlement. Les amis du premier ministre étaient si sûrs de leur fait que la presse du soir de Tokyo avait publié des manchettes annonçant la victoire du parti gouvernemental, comme si elle était déjà acquise. Quant aux formations d'opposition, elles ne s'étaient ralliées, certaines en maugréant, à la motion de censure socialiste, déposée par routine, que parce qu'elles avaient la conviction qu'elle n'avait aucune chance d'être adoptée.

C'est donc un véritable coup de théâtre qui s'est produit à Tokyo. M. Ohira en a tiré la conclusion *qui s'imposait : pour la deuxième* fois en moins d'un an, les électeurs seront appelés aux urnes le 22 juin. Cette situation ranime soudain la vie politique nippone, quelque peu somnolente du fait du monopole du pouvoir exercé depuis trente ans par les conservateurs.

D'abord parce que le parti libéral - démocrate (P.L.D.) du premier ministre paraît au bord du démembrement. La division au sein de cette formation est désormais ouverte et profonde. La confrontation entre le courant majoritaire du P.L.D., dont le noyau est l'alliance des factions de MM. Ohira et Tanaka, et les clans adverses de MM. Fukuda, Miki et Nakagawa n'est certes pas nouvelle. Le P.L.D. n'est monolithique qu'en apparence. Depuis le mois d'octobre dernier, le consensus au sein du parti, déjà chancelant depuis la chute de M. Tanaka en 1975, paraissait extrêmement précaire. Prenant prétexte du résultat électoral décevant obtenu par M. Ohira, ses adversaires avaient tenté en vain de le contraindre à se démettre. En un sens, la fronde qui s'est manifestée vendredi à la Chambre basse est la conclusion logique de cette confrontation.

Le fait nouveau est que certains dirigeants du P.L.D. paraissent prêts, aujourd'hui, à courir le risque d'un éclatement de leur formation. M. Fukuda, ancien premier ministre, a déjà laissé entendre qu'il n'écartait pas la possibilité de la création d'un nouveau parti. Ainsi, le Japon retournerait à la situation d'avant 1955 quand existaient ou partis conservateurs, le parti libéral et le parti démocrate.

Du côté de l'opposition, c'est également l'incertitude qui règne. En fait, à droite comme à gauche, il semble qu'on ait agi sans trop se soucier des conséquences : les conservateurs obnubilés par leurs dissensions internes, et l'opposition manifestant pour sa part, à la veille d'élections sénatoriales, son mécontentement, mais sans croire qu'il pût entraîner un tel dénouement. Censurer, mais sans pour autant retourner devant les électeurs, telle était la position des partis d'opposition, notamment des centristes (sociaux-démocrates et Komeito, d'inspiration bouddhiste). Aujourd'hui, ces derniers critiquent M. Asukata, le chef du parti socialiste, pour avoir agi à la légère et les avoir placés dans une situation délicate.

Malgré le revirement des socialistes en janvier et leur abandon de l'union de la gauche au profit d'une alliance avec le centre, la coalition des forces d'opposition n'est pas d'avance assurée. La précipitation soudaine des événements pourrait ne pas la faciliter, laissant ainsi ouverte l'issue de la prochaine consultation.

Un parti libéral-démocrate déchiré, une opposition embarrassée par son succès : curieusement, aucun des deux camps ne semble en bonne posture pour affronter des élections anticipées que ni l'un ni l'autre ne souhaitaient vraiment.

(Lire nos informations page 3.)

DIX-SEPT PAYS RIVERAINS DE LA MÉDITERRANÉE SIGNENT UN ACCORD POUR LUTTER CONTRE LA POLLUTION

(Lire page 16.)

Une rencontre Brejnev-Giscard d'Estaing permettrait à Moscou de développer son offensive diplomatique

Samedi 17 mai, en fin de matinée, l'Elysée se refusait toujours à confirmer ou à démentir les informations en provenance de Varsovie selon lesquelles M. Giscard d'Estaing se rendrait dimanche après-midi et lundi dans la capitale polonaise pour y rencontrer MM. Brejnev et Gierek. L'attitude volontairement ambiguë de la présidence et une série d'autres indices — notamment le fait que les correspondants occidentaux à Varsovie aient été alertés par des officiels polonais — permettent cependant de penser qu'un contact franco-soviétique au plus haut niveau est proche. S'il a bien lieu, il constituera un succès pour la diplomatie soviétique qui aura ainsi renoué, avec un pays occidental, des relations au sommet suspendues depuis l'invasion de l'Afghanistan.

Une rencontre Brejnev-Giscard d'Estaing permettrait, d'autre part, à l'U.R.S.S. d'affirmer que certaines capitales occidentales accordent du crédit à l'offensive de paix que vient de lancer Moscou, en proposant notamment la convocation d'une conférence mondiale des chefs d'Etat et de gouvernement.

Le projet de rencontre Giscard d'Estaing-Brejnev-Gierek, qui a sans doute été évoqué par MM. Gromyko et François-Poncet à Vienne vendredi, pourrait être annoncé samedi après-midi aux ministres des affaires étrangères de la C.E.E. qui se réunissent à Naples. M. François-Poncet participe à cette réunion. La journée de vendredi a, d'autre part, été marquée dans la capitale autrichienne par l'échec de l'entrevue qu'ont eue MM. Gromyko et Muskie : le ministre soviétique des affaires étrangères et le nouveau secrétaire d'Etat américain n'ont pas pu se mettre d'accord sur le principe d'une nouvelle rencontre.

Les premières dispositions pour un sommet franco-soviétique en territoire polonais semblent avoir été prises à la fin d'avril, lors de la visite que M. Poniatowski fit à Varsovie. Reçu le 25 de ce mois par M. Gierek en tant qu'envoyé spécial de M. Giscard d'Estaing, M. Poniatowski avait remis à son *interlocuteur un message du président français*, du moins selon un communiqué de l'agence polonaise PAP qui ne fit l'objet d'aucun démenti à Paris. Les Soviétiques semblent avoir été particulièrement intéressés à l'aboutissement d'un tel projet, dans lequel ils ont dû voir une étape importante de leur « offensive de paix » lancée ces derniers jours, notamment avec la réunion du pacte de Varsovie et les propositions de M. Karmal sur un règlement en Afghanistan.

C'est en tout cas de l'Est, une fois n'est pas coutume, que sont venues les premières indiscrétions. Vendredi 16 mai, le correspondant du *Daily Telegraph* à Moscou, John Miller, annonçait que M. Brejnev « *insiste de manière pressante pour avoir avec M. Giscard d'Estaing une rencontre ou sommet destinée à maintenir un dialogue avec l'Ouest malgré l'Afghanistan*. Des *négociations hautement secrètes sont bien avancées à ce sujet* », ajoutait-il, rendant « *possible* » une rencontre « *dans les prochaines semaines dans quelque capitale neutre telle que Vienne ou Genève* ». Dans la soirée du même jour, un officiel polonais qui refusait de se laisser identifier publiquement, lâchait la nouvelle aux journalistes occidentaux présents à Varsovie, en demandant de la présenter jusqu'à nouvel ordre comme une « *rumeur* ».

Du côté français, l'Elysée se réfugiait dans un « refus de commenter » qui ne se voulait ni démenti ni confirmation. Mais quelques indications donnaient à penser que les emplois du temps de certaines personnalités proches du président, tant à l'Elysée qu'au Quai d'Orsay, avaient été réaménagés, de manière à permettre un déplacement en Pologne à partir de dimanche après-midi. Certes, rien n'est changé au programme de la visite de M. Lopez Portillo, président du Mexique, avec lequel M. Giscard d'Estaing passe une bonne partie de sa journée de samedi, et qu'il recevra dimanche, comme prévu, pour un déjeuner « familial » au Trianon. Mais, si l'on continue d'affirmer à l'Elysée que le président suivra lundi son « *programme de travail normal* », aucune audience publique n'est prévue pour ce jour-là, et rien n'exclut, par conséquent, un bref séjour à l'étranger. Quant à M. François-Poncet, il devait en terminer dimanche, au début de l'après-midi, avec la conférence ministérielle des Neuf à Naples, et pourrait donc rejoindre le président en Pologne.

On relève encore que le ministre français des affaires étrangères a eu vendredi 16 mai un entretien de moins d'une demi-heure, à Vienne, avec M. Gromyko. *Il avait été annoncé initialement qu'une telle rencontre ne pouvait avoir lieu, faute de temps*, M. François-Poncet devant se trouver à Paris dès vendredi soir pour se joindre aux entretiens franco-mexicains. En outre, un *tel* entretien paraissait superflu après les longues discussions que le ministre soviétique venait d'avoir à Paris. C'est pourtant à l'insistance de ce dernier qu'un rendez-vous fut finalement aménagé : après avoir proposé une rencontre pour samedi matin à Vienne, puis pour vendredi soir, M. Gromyko trouvait un nouveau « créneau » dans son emploi du temps vendredi matin. L'entrevue fut brève et l'on parla officiellement, selon la partie française, des seules propositions de l'Est sur l'Afghanistan et le désarmement en Europe. Mais il est permis de penser que l'idée d'un sommet à trois en Pologne fut avancé à cette occasion.

Du côté soviétique, la seule surprise provient de ce que M. Brejnev n'avait pas cru nécessaire, jusqu'au jeudi 15 mai, de rester en Pologne après la conférence au sommet de son alliance : la *Pravda* de vendredi reproduit une photographie montrant le président soviétique accueilli la veille à Moscou par plusieurs membres du Politburo, dont MM. Souslov et Andropov. On notait pourtant à Varsovie, selon l'agence U.P.I. que les très nombreux envoyés spéciaux de la presse soviétique, venus dans la capitale polonaise pour le sommet des sept pays socialistes, annonçaient leur intention de rester sur place, dans leur majorité, au moins jusqu'au 20 mai. On peut en conclure qu'une rencontre Brejnev-Giscard d'Estaing n'était considéré jusqu'à jeudi que comme une possibilité : elle ne serait devenu un projet concret qu'à partir de vendredi, en particulier après la rencontre Gromyko-François-Poncet de Vienne.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 2.)

POINT

L'autodiscipline remède miracle ?

« Médecine de riches et médecine de pauvres » : l'accusation portée contre la nouvelle convention entre la Sécurité sociale et les praticiens, avant même qu'elle ne soit signée, est un lourd handicap. D'autant que l'anathème a d'abord été lancé par la Confédération des syndicats médicaux avec laquelle, voici vingt ans, fut instauré un système qui était parvenu à concilier la médecine libérale et un remboursement des soins le rendant accessible à tous.

Dorénavant, le taux de remboursement — si l'accord s'applique — sera le même, que le médecin souscrive ou non au tarif de la convention, ce qui n'est pas le cas actuellement. Bon nombre de praticiens pourraient donc prendre la clé des champs.

Les négociateurs répliquent par un maître mot : autodiscipline. Le respect des tarifs d'honoraires sera assuré par un système rigoureux associant paritairement les représentants des syndicats médicaux et ceux des caisses, qui seront généralement des médecins-conseils. De plus, la tentation de s'évader des barèmes conventionnels sera freinée par la concurrence.

Cependant, le plus sûr moyen de sauvegarder le régime conventionnel serait de l'assortir d'un tarif qui écarterait, pour les médecins, tentation de s'en dégeger.

Mais le pouvoir et le patronat veulent réduire le prix de la « couverture sociale ». Quand le gouvernement, en juillet 1979, avait annoncé diverses mesures pour mettre un terme à l'hémorragie financière de l'assurance-maladie, il avait manifesté sa volonté de réduire les dépenses des hôpitaux comme celles de la médecine de ville. Ce ne sont pas ces dernières qui « saignent » la Sécurité sociale, entend-on dire à présent à la Caisse nationale. Et l'on ajoute que les mécanismes de la convention ne subordonnent pas l'évolution des dépenses de santé à celles des recettes.

Pour en être sûr, il faudrait être éclairé sur la signification réelle de plusieurs articles passablement obscurs du nouveau projet, sur l'utilité et la qualité des soins, les objectifs et prévisions de dépenses, ainsi que sur leur « maîtrise concertée ». On risque de n'y voir vraiment clair qu'à l'occasion du premier bilan d'application de la convention dans deux ans. C'est-à-dire après l'élection présidentielle...

(Lire nos informations page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Les payeurs

Le gouvernement souhaite poursuivre sa politique de liberté des prix, seule manière, d'après lui, d'obliger les entreprises à prendre conscience de leurs responsabilités.

Pour les mutuelles, en revanche, le gouvernement est partisan d'une réglementation contraignante, seule manière, d'après lui, d'amener les assurés sociaux à comprendre leurs responsabilités.

Théories inverses mais résultat identique, car si la liberté des prix fait augmenter le coût de la vie, c'est nous qui payons, et, si le ticket modérateur est maintenu, c'est encore nous qui payons.

Ce n'est pas encore demain que nous deviendrons des conseilleurs, s'il est vrai du moins que ce ne sont pas les payeurs !

MICHEL CASTE.

Le Canada à l'heure du référendum québécois

Les électeurs québécois doivent se prononcer mardi soir 20 mai, par référendum, sur la question de savoir s'ils donnent mandat au gouvernement provincial de négocier avec les autorités d'Ottawa un nouveau statut, dit de « souveraineté-association », qui permettrait notamment au Québec de faire ses propres lois, de lever des impôts et d' « établir des relations extérieures ».

Les derniers sondages donnent une avance allant de trois à six points aux partisans du « non », mais montrent cependant qu'une nette majorité des personnes interrogées croient au succès du « oui ».

I. — Le « French Power » se porte bien

De notre envoyé spécial
DOMINIQUE DHOMBRES

Ottawa. — « *Nous autres, on est ici à Ottawa, et on ne s'excuse pas. On prend la place qui nous revient. J'ai été jadis le premier ministre des finances francophone de l'histoire du Canada. Ce fut dur. Mais il a bien fallu que les anglophones s'y fassent.* » Grand et maigre, l'œil bleu vif, le cheveu roux, M. Jean Chrétien, qui a été nommé à la justice par M. Trudeau, après avoir occupé presque sans interruption de nombreux postes ministériels ces dix dernières années, est un propagandiste convaincu de la cause fédérale. Il présente sa défense et illustration de l'unité canadienne avec fougue, mais non sans finesse. « *On nous accuse ici d'être trop puissants, d'être le « French Power », et à Québec on nous considère comme des traîtres*, dit-il, *c'est peut-être parce que nous sommes dans le juste milieu... Moi, je suis très « confortable » dans ma peau. Je ne suis ni français ni américain. Je suis un canadien de langue française.* »

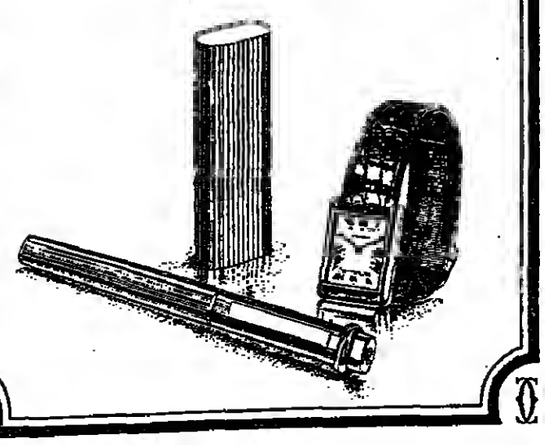
M. Chrétien a réussi ce tour de force de plaire aux Canadiens anglais, qui apprécient son allant, son franc-parler et jusqu'à son accent très prononcé quand il parle leur langue. « *Je suis devenu pour eux une sorte de Maurice Chevalier* » confie-t-il en souriant. Il est, à leurs yeux, le type même du « bon » Québecois, qui ne renie rien de sa spécificité ni de son terroir (à la différence de M. Trudeau, plus cosmopolite de ton, d'allure et de formation) et qui défend pourtant avec une énergie sans faille la cause de l'unité du pays.

Ce n'est pas par hasard que M. Chrétien a choisi le portefeuille de la justice. Lors de la formation du dernier cabinet Trudeau, le ministère des relations fédérales-provinciales a été supprimé et ce secteur, crucial dans la période actuelle puisqu'il comporte le dossier du référendum québecois, a été attribué au nouveau ministre de la justice.

(Lire la suite page 4.)

les must de Cartier
Paris

Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.



LONGCHAMP

DIMANCHE

PRIX LUPIN

Location des places de tribune
Tél. 266.92.02.
Sauf le samedi

RESTAURANT PANORAMIQUE
tél. 506.55.77

AU FESTIVAL DU THÉATRE DE NANCY

Les pièges de la beauté

Le quatorzième Festival de Nancy amorce un tournant. Quand il a été fondé en 1963 par Jack Lang, il réunissait des troupes universitaires. Il est devenu ensuite le paradis des marginaux et des contestataires. Les institutions ayant « récupéré » les audaces et les expériences qui, aujourd'hui, ont besoin de moyens importants, à Nancy désormais les sophistications esthétiques côtoient la simplicité naïve : le Festival est le lieu de rencontre de troupes hétéroclites venues du monde entier sans rien qui les relie si ce n'est qu'elles existent, qu'elles remuent, qu'elles dérangent parfois, qu'elles prennent des risques toujours.

Image expressionniste fondue dans un espace noir : un homme noir (chapeau melon, pardessus uniforme), blanc (face lunaire asexuée), rouge (lèvres peintes) regarde à la loupe l'intérieur d'une boîte, un simple cube de bois. Il parle doucement pour lui-même. Le grave de sa voix contrastant avec son visage est amplifié par un micro. Il détaille ce qu'il est censé voir, égrène les indications scéniques de Beckett qui précèdent le monologue de *Oh ! les beaux jours*, s'intercalent aux premières répliques de Winnie, qui parviennent, sonorités claires, d'une bouche invisible. La lumière bascule, révèle en plein jour l'intérieur de la boîte : Winnie enfouie à mi-corps dans ses gravats devant des façades de maisons basses, géométriques, dont les petites fenêtres et les portes, quand elles s'ouvrent, s'ouvrent sur le vide blanc.

Winnie est jeune, elle évoque une de ces femmes assurées qui ont cultivé leur personnalité, se sont créé leur beauté en soulignant leurs traits.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 8.)

Le Monde

étranger

LES RENCONTRES ET LES TENSIONS

APRÈS TROIS HEURES D'ENTRETIEN A VIENNE

M. Muskie n'aurait pas obtenu l'accord de M. Gromyko pour une prochaine rencontre

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Largement arboré le jeudi, le sourire a progressivement disparu vendredi. A 20 heures, le 15 mai, lorsque le secrétaire d'Etat américain sort de ses entretiens en tête à tête avec M. Gromyko et s'avance vers les journalistes, il est même légèrement pâle. Les quelques phrases qu'il va jeter à la va-vite ne laissent pas place au doute : après trois heures de rencontre, c'est l'échec. Il ne peut rien annoncer de positif et, du coup, ne pense même plus à réaffirmer les positions américaines.

M. Muskie parle d'une « *longue et très sérieuse discussion sur un certain nombre de problèmes d'ordre pratique* »; affirme qu'elle aurait « *pleinement justifié* » la conviction qu'il avait de sa « *nécessité* » ; et exprime l'espoir qu'elle « *puisse mener à de nouveaux entretiens qui pourraient, dans une certaine mesure, permettre de régler nos différends* ».

C'est tout. Mais cet espoir et ce *subjonctif ont une signification bien précise.* Quand il a parlé à M. Gromyko de se revoir — avant l'été, souhaitait-il, — M. Muskie s'est heurté à un mur. La puissance qui a lancé le boycottage des Jeux de Moscou et pris des mesures de rétorsion économiques après l'invasion de l'Afghanistan vient de se faire éconduire par le pays qu'elle voulait mettre au banc des accusés.

A l'aéroport, M. Muskie confirme implicitement ce « non » et commente : « *Je pense que nous aurons à attendre* ». Déçu donc ? Pas du tout : il « *ne peut vraiment pas dire cela* » puisqu'il ne s'attendait pas à grand-chose. Reste une question que personne n'a eu la cruauté de poser mais qui s'impose : pourquoi était-il venu ?

Il aurait été difficile, répond-on du côté américain, de refuser l'invitation de l'Autriche aux cérémonies anniversaires du traité d'Etat, et encore plus délicat de côtoyer M. Gromyko sans le rencontrer. Peut-être, mais l'ennui pour Washington est que cette entrevue avait été présentée comme un événement retentissant, que M. Muskie était arrivé moins comme hôte de l'Autriche que comme interlocuteur de M. Gromyko, et que ce battage *gratuit est coûteux en prestige.*

Cette journée du 16 mai aura, en tout cas, été rude pour le secrétaire d'Etat. Au menu du petit déjeuner, qu'il prend à l'ambassade de Grande-Bretagne avec ses homologues français, britannique et ouest-allemand, quatre sujets sur lesquels les vues ne concordent pas absolument entre alliés européens et américain :

1) L'entretien de MM. Schmidt et Honecker à Belgrade et le futur voyage du chancelier à Moscou, dont M. Genscher parlera le soir avec M. Gromyko au cours d'une rencontre « *utile et constructive* ». M. Muskie n'aurait fait à ce sujet « *aucune objection* »;

2) Le Proche-Orient, « *une partie du monde*, s'entendra dire M. Muskie, *où les Européens ont des responsabilités propres* », qui les amèneront à « *prendre une initiative* » après le 26 mai et « *certainement* » avant les élections américaines ;

3) L'Iran, contre lequel les Neuf devraient décider le samedi et dimanche à Naples d'appliquer les sanctions arrêtées le 22 avril, mais envers lequel ils entendent agir avec prudence et flexibilité ;

4) Les propositions du pacte de Varsovie, sur lesquelles les quatre ministres « *n'ont pas cherché à dégager une position commune* ».

Plus tard, à la sortie de l'ambassade de France, où il a rencontré M. François-Poncet seul à seul, le secrétaire d'Etat lance à propos des sanctions contre Téhéran : « *Il n'est pas bon de préjuger de ce qu'on aura ou n'aura pas. On ne sait jamais ce qui vous est destiné parmi les cadeaux placés sous le sapin de Noël.* » Le ministre français a trouvé à son nouveau collègue américain, qui souhaite se rendre prochainement à Paris, de « *très grandes qualités politiques* ». Il lui a expliqué que c'était le comité olympique français qui avait décidé d'aller à Moscou et non pas le gouvernement. Le tour d'horizon a été « *franc, ouvert et cordial* ». Une heure, plus tard, Tass qualifiera de « *constructif* » celui que viendront d'avoir MM. Gromyko et François-Poncet, pendant que M. Muskie rencontrait ses homologues italien et yougoslave.

Retour en Autriche, au palais du Belvédère, dans la solennelle et superbe salle où a été signé le traité d'Etat en 1955 ; M. François-Poncet, dans son compliment de circonstance, évoque avec élégance l'occupation de l'Afghanistan : « *En rétablissant dans ses droits une nation profondément attachée à son identité*, dit-il, *les Quatre ont pris une décision dont l'Europe entière a bénéficié (...). Cette leçon a été donnée il y a vingt-cinq ans. Les événements que nous vivons montrent qu'elle n'a rien perdu de son actualité ni de sa valeur* ».

« Des principes violés »

Lord Carrington en fait autant : « *Cet anniversaire est un rappel opportun des fruits que peuvent porter des négociations fermes et patientes.* » M. Muskie, lui, *mains plaquées sur son pupitre*, met les pieds dans le plat. Après quelques phrases élogieuses pour ses hôtes, il lance : « *Les principes de neutralité, d'indépendance et d'intégrité territoriale, respectés dans le cas de l'Autriche, sont aujourd'hui violés (...). Une agression dans une partie du monde met en danger la sécurité dans toutes les autres régions. Les Etats-Unis ainsi que les pays qui les soutiennent (...) sont décidés à continuer à dire qu'il faut payer le prix de l'agression.* » Malgré un développement sur la volonté américaine de maintenir le dialogue Est-Ouest, l'ensemble fait penser à un direct dans la mâchoire.

Le chancelier autricien Kreisky a cet air lointain qu'il convient de prendre quand un invité dit des gros mots à table. Un rictus éloquent barre la joue de M. Gromyko, dont l'entourage se dira « choqué » de cette utilisation politique d'une manifestation protocolaire. Dans son intervention, le ministre soviétique n'aura eu, pour sa part, que des mots d'un pacifisme inébranlable :

« *L'U.R.S.S. était et reste acquise de façon conséquente à la politique de la détente, y compris dans le domaine militaire* », dit-il, en donnant pour preuve les résultats du sommet du pacte de Varsovie. Le ministre soviétique n'aura d'ailleurs ouvert la bouche à Vienne que pour louer l'Autriche, évoquer les bénéfices qu'elle a su tirer du dialogue international, exalter la paix et la collaboration entre les Etats européens.

Encore un déjeuner chez le président fédéral, où MM. Muskie et Gromyko (1) sont assis côte à côte — et les épreuves n'auront fait que commencer pour le secrétaire d'Etat. Beaucoup de bruit pour rien ? Un enseignement tout de même ; jamais plus qu'aujourd'hui, l'expression « les deux blocs » n'aura été aussi fausse.

BERNARD GUETTA.

(1) M. Gromyko s'est, en outre, entretenu vendredi à Vienne avec M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, M. Colombo, ministre italien des affaires étrangères, et le chancelier Kreisky samedi matin.

(Dessin de KONE.)

A Islamabad

La Conférence islamique recherche une solution de compromis à propos de l'Afghanistan

La Chine a critiqué, samedi 17 mai, l'initiative soviétique sur l'Afghanistan, qualifiée par Chine nouvelle de « fumisterie ». Pour sa part, le ministère japonais des affaires étrangères a estimé la proposition de Moscou sans valeur. Le département d'Etat américain ne croit guère à l'utilité d'une conférence de la paix, a affirmé un porte-parole à Washington : « Il est évident, a-t-il ajouté, que l'invasion soviétique en Afghanistan est la cause majeure de la tension dans le monde aujourd'hui. Le retrait complet des troupes soviétiques ferait beaucoup plus pour la paix que la réunion au sommet qui nous a été proposée. » D'autre part, New-Delhi a envoyé à Kaboul un haut fonctionnaire des affaires étrangères, M. R.D. Sathé, qui doit être reçu par M. Babrak Karmal. Enfin, selon le H.C.R., le nombre total des réfugiés afghans au Pakistan se montait, à la fin d'avril, à 735 967 personnes.

De notre envoyé spécial

Islamabad. — Le général Zia Ul Haq, président du Pakistan, devait prononcer ce samedi après-midi 17 mai à Islamabad, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, le discours d'ouverture de la onzième conférence islamique. Quarante des quarante-deux pays membres devaient participer à cette réunion qui, présidée par M. Agha Shahi, conseiller du président pakistanais pour les affaires étrangères, doit s'achever mercredi 21 mai. L'ordre du jour ne comporte pas moins de cent un points (chiffre record), dont près de la moitié à caractère économique. Seront notamment étudiés le rapport Brandt et la création d'un marché commun islamique. Mais c'est aux sujets politiques que la conférence devrait consacrer l'essentiel de ses travaux. Outre le problème afghan, figurent à l'ordre du jour, la situation au Proche-Orient, l'attitude de l'Egypte (suspendue de la conférence après les accords de Camp David), la question palestinienne, « l'occupation de Jérusalem », les « agressions israéliennes contre le Sud-Liban », les « menaces américaines » d'intervention armée et de blocus économique contre l'Iran, la politique militaire des Deux Grands, le problème des musulmans du sud des Philippines et la question chypriote.

Réunis en janvier dans la capitale pakistanaise, trente-six pays avaient, à l'occasion d'une session extraordinaire de la conférence, condamné l'« agression » militaire soviétique contre l'Afghanistan, demandé le retrait immédiat et sans conditions des Soviétiques et décidé la suspension de l'Afghanistan comme membre de la conférence. Ils avaient aussi invité tous les membres à rompre avec le régime de Kaboul.

Une situation stationnaire

Près de quatre mois plus tard, les membres de la conférence ne peuvent que constater, ainsi que l'a fait leur secrétaire général, M. Habib Chatty, que la situation n'a guère évolué en Afghanistan et que, là comme ailleurs — ainsi que l'a relevé vendredi devant la presse M. Agha Shadli, — elle s'est au contraire détériorée. Face à ce défi, les pays islamiques ne pouvaient pas ne pas réagir. Il semble toutefois qu'ils aient choisi de le faire sur un tout autre registre qu'en janvier. Cette fois l'heure ne serait plus aux exclusions et aux condamnations, mais plutôt à la recherche d'un compromis, qui, tout en permettant aux procureurs d'hier « *de sauver la face* », ouvrirait éventuellement la voie à une règlement politique de ce problème, fiché comme une épine dans la conscience islamique.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce revirement : l'inébranlable détermination soviétique, l'« abandon » par le Pakistan de la carte américaine, et la présence à Islamabad d'un « front du refus » arabe (Algérie, Syrie, Libye, Yémen du Sud et O.L.P.) au grand complet qui, absent ou peu influent en janvier, a, cette fois, l'intention de faire entendre sa voix et refuse une condamnation explicite de Moscou.

Certes, le Pakistan a qualifié d'« *exercice de propagande* » la récente offensive diplomatique de Kaboul, mais les pays membres ne peuvent rester totalement insensibles à l'argument de cette dernière, selon laquelle, en privilégiant l'« affaire afghane », ils nuisent à l'unité islamique et font le jeu des Etats-Unis.

Une « approche politique » ?

Aussi la solution esquissée, dès vendredi, par M. Agha Shahi risque-t-elle de recueillir l'assentiment soulagé d'une conférence à la recherche d'un consensus. Il s'agirait de renvoyer ce dossier à un comité de « *haut niveau* » chargé de déterminer la meilleure procédure pour atteindre, par une approche politique, les objectifs suivants : retrait des Soviétiques ; retour des réfugiés afghans dans leur pays ; droit pour le peuple de choisir librement le régime de son choix ; respect de la souveraineté afghane et du caractère islamique et non aligné de ce pays. Des conditions qui, chacun le notait aussitôt, ne constituent sur le fond aucun adoucissement et dont on peut par conséquent se demander si elles sont acceptables par l'U.R.S.S. En fait, il s'agirait avant tout de permettre que s'instaure par ce biais un dialogue indirect entre le Pakistan et l'Afghanistan, pays dont le régime était encore vendredi jugé « *inacceptable par le peuple afghan* » par M. Agha Shahi. Ce dernier n'a pas apporté de plus amples précisions sur une initiative qui, a-t-il cependant laissé entendre, pourrait émaner d'un groupe de pays « *intéressés par la crise afghane* ».

Dans l'immédiat, deux nations risquent d'en faire les frais : les Etats-Unis et Israël, « *ennemis de tout pays islamique* » selon l'O.L.P., et qui, une fois trouvée une solution au problème afghan, constitueront des cibles privilégiées.

Pour ce qui est d'Israël, la dénonciation de son permanent « défi » permettrait à la conférence d'effectuer un retour aux sources, la « libération » de Jérusalem ayant toujours constitué l'un des buts essentiels de cette organisation. Le « comité Jérusalem » formé en avril 1979 devait se réunir ce samedi pour prendre connaissance des deux rapports qui seront présentés à la conférence sur les contacts du roi Hassan II et du secrétaire général avec le pape et M. Giscard d'Estaing.

Le problème de Jérusalem pourrait bien éclipser la création d'un pacte de sécurité collective islamique, dont l'idée avait été lancée en janvier par le président Zia. D'autant que M. Agha Shahi a indiqué qu'il ne saurait être question d'établir une alliance militaire, tempérant ainsi l'enthousiasme du représentant libyen qui, citant l'OTAN et le pacte de Varsovie, avait estimé qu'il n'y avait aucune raison pour que les pays islamiques demeurent divisés et ne s'unissent pas afin d'assurer collectivement leur propre sécurité.

PATRICK FRANCÈS.

Une rencontre Brejnev-Giscard d'Estaing

(Suite de la première page.)

M. Giscard d'Estaing a-t-il été pris au dépourvu par une proposition soviéto-polonaise de rencontre quasi immédiate ? La hâte avec laquelle le projet a été annoncé à l'Est et l'embarras de l'Elysée le donnent à penser. *Jusqu'à récemment, on se bornait* à indiquer du côté français qu'un sommet franco-soviétique était dans l'ordre des choses après l'engagement pris l'an dernier d'organiser de telles rencontres une fois par an, mais qu'il revenait à M. Brejnev de se rendre à Paris et qu'aucune date n'avait été fixée. Aujourd'hui, on peut s'interroger sur les chances de succès de tels entretiens — les premiers qu'un dirigeant occidental aura avec le « numéro 1 » soviétique depuis l'invasion de l'Afghanistan — si peu de temps après les conversations totalement infructueuses que les responsables français avaient eues à Paris avec M. Gromyko sur ce problème, et alors que les dirigeants du pacte de Varsovie n'ont pas avancé de propositions nouvelles sur le fond à propos de la situation en Europe. Même les nouvelles propositions de Kaboul ne changent guère cette toile de fond, après l'accueil largement négatif que lui ont réservé les pays voisins de l'Afghanistan et les puissances occidentales. M. François-Poncet, rappelons-le, ne s'était pas montré plus encourageant, indiquant qu'il n'y voyait « *rien de nouveau* ».

M. Giscard d'Estaing se trouve enfin dans une situation originale, puisqu'il aura à rencontrer non pas un, mais deux dirigeants communistes en même temps; il aura ainsi la faveur, mais aussi le risque, d'apparaître comme « associé » aux délibérations du bloc de l'Est. En revanche M. Brejnev, comme le signale notre correspondant à Moscou, aura l'avantage, après l'accueil visiblement froid que son ministre des affaires étrangères a réservé à M. Muskie, de démontrer de manière spectaculaire le rôle particulier qu'il entend voir jouer à la France et d'associer Paris à l'entreprise de « normalisation » sélective poursuivie par le Kremlin après le coup de Kaboul. Le bénéfice est encore plus grand pour M. Gierek, qui entendait plus encore que les autres dirigeants de l'Est sauvegarder la détente et citait volontiers la France comme le « pays test » à cet égard. Son rôle d'intermédiaire décisif est ainsi une nouvelle fois démontré.

MICHEL TATU.

Les précédents sommets franco-soviétiques...

Voici la liste des précédents « sommets » franco-soviétiques :

1944, 30 novembre - 16 décembre. — Voyage du général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, à Moscou. Entretiens avec Staline, signature d'un traité d'alliance.

1956, 15 - 22 mai. — Visite de Guy Mollet, président du conseil, en U.R.S.S.

1960, 23 mars au 2 avril. — Visite officielle de Khrouchtchev en France, où il reviendra en mai de la même année pour le sommet manqué des Quatre Grands.

1966, 20 juin - 1er juillet. — Visite officielle du général de Gaulle en U.R.S.S. Entretiens avec MM. Brejnev, Kossyguine et Podgorny. (Ce voyage sera suivi de deux visites — une officielle, une de travail — de M. Kossyguine, chef du gouvernement soviétique, à Paris, en décembre 1966 et juin 1967.)

1970, 6 - 13 octobre. — Visite officielle de Georges Pompidou en U.R.S.S.

1971, 25 - 30 octobre. — Visite officielle de M. Brejnev à Paris.

1973, 11-12 janvier. — Visite de travail de Georges Pompidou près de Minsk ; 25 - 27 juin, visite de travail de M. Brejnev à Rambouillet.

1974, 11 - 12 mars. — Visite de travail de Georges Pompidou à Pitsounda ; 4 - 7 décembre, visite de travail de M. Brejnev à Rambouillet. Entretiens avec M. Giscard d'Estaing.

1975, 14 - 15 octobre. — Visite officielle du président Giscard d'Estaing en U.R.S.S.

1977, 20 - 22 juin. — Visite officielle de M. Brejnev à Paris.

1979, 28 - 29 avril. — Visite officielle de travail de M. Giscard d'Estaing en U.R.S.S.

... ET LES ENTRETIENS ENTRE MM. GIEREK ET GISCARD D'ESTAING

MM. Gierek et Giscard d'Estaing se sont rencontrés cinq fois depuis l'élection de ce dernier à la présidence :

1975, 17 - 20 juin. — Visite officielle de M. Giscard d'Estaing en Pologne.

1976, 15 - 17 octobre. — Visite privée de M. Giscard d'Estaing en Pologne, qui s'entretient avec M. Gierek dans une réserve de chasse.

1977, 12 - 14 septembre. — Visite officielle en France de M. Gierek.

1978, 23 - 24 septembre. — Visite privée de M. Giscard d'Estaing en Pologne, où il est reçu par M. Gierek au pavillon de chasse d'Arlamowo.

1979, 7 - 8 septembre. — Sommet « confidentiel » à Rambouillet à l'issue duquel MM. Giscard d'Estaing et Gierek décident de se rencontrer « régulièrement ».

RÉUNIS A MADRID

MM. Mitterrand et Carrillo expriment un commun scepticisme sur la proposition soviétique de sommet mondial

De notre correspondant

Madrid. — L' « eurogauche » ? M. Mitterrand dit qu'il préfère user du mot avec prudence. En tout cas, il a tenu à donner de justes proportions à l'entretien qu'il a eu avec M. Carrillo, le vendredi 16 mai, à Madrid. « *Chacun reste ce qu'il est*, a-t-il dit. *Il ne s'agit pas de passer pardessus les alliances que nous avons contractées dans nos pays respectifs pour bâtir... des châteaux en Espagne. En dehors des projets de société qui restent différents, beaucoup d'entre nous, au sein du mouvement ouvrier européen, avons des vues convergentes sur l'intervention soviétique en Afghanistan, les négociations Salt II et la conférence de Madrid. Sur tous ces problèmes, nous croyons utile d'ouvrir un débat. Il ne s'agit pas d'aboutir à de nouvelles alliances. Je pense que les partis socialistes et les partis communistes ne peuvent pas s'ignorer quand la paix est menacée. Je recommande à tous les socialistes de parler avec ceux des communistes qui refusent l'impérialisme et l'hégémonie des grandes puissances.* »

L'entretien entre le premier secrétaire du P.S. et le secrétaire général du P.C.E. s'est déroulé en terrain neutre, dans un grand hôtel de la capitale. Il a été entouré du maximum de discrétion. Apparemment, il y avait dans chaque pays un partenaire à ménager : le P.C.F. à Paris et le parti socialiste ouvrier espagnol à Madrid. Les relations entre socialistes et communistes sont sans doute moins agressives en Espagne qu'en France, mais elles sont tendues.

Prendre des initiatives en faveur de la détente

Le communiqué précise que MM. Mitterrand et Carrillo ont parlé « *des questions européennes et internationales les plus préoccupantes et des dangers qui menacent la paix* ». Après avoir affirmé « *l'utilité et l'importance d'un dialogue et de confrontations entre partis appartenant au mouvement ouvrier européen* », ils estiment « *souhaitable que des initiatives soient prises en faveur de la détente, et tout particulièrement pour préparer dans les meilleures conditions la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe* (1). »

C'est surtout de la conférence de Madrid qu'il a été question. « *Si on peut démontrer que, sur les droits de l'homme, la détente, la sécurité collective, il y a entre nos différents partis des vues proches, la conscience européenne et même universelle devrait en être marquée* », estime M. Mitterrand.

Le premier secrétaire du P.S. s'est défendu de faire une opération de politique intérieure en rencontrant M. Carrillo peu de temps après avoir vu M. Berlinguer. En outre, il a commenté avec scepticisme le sommet mondial proposé par l'Union soviétique. « *Une initiative de ce genre*, a-t-il dit, *au moment où elle est faite, et alors que l'Union soviétique n'a pas retiré ses troupes d'Afghanistan, n'a guère de chances d'aboutir.* » M. Carrillo a émis un avis identique.

Le secrétaire général du P.C.E. estime, d'autre part, que le dialogue engagé par M. Mitterrand devrait s'étendre au parti yougoslave et au parti roumain. Il se dit prêt à rencontrer, s'il le faut, des dirigeants de la social-démocratie européenne tels MM. Willy Brandt, Helmut Schmidt, Olof Palme. « *Déjà nous avons eu des contacts avec le parti travailliste anglais* », a-t-il dit.

Le P.C.E. a, en tout cas, nettement réchauffé ses relations avec le P.C. chinois. Il reçoit actuellement des journalistes de Pékin et, il y a quelques mois, M. Manuel Azcarate, chargé des relations internationales du P.C.E., avait pris le chemin de l'Asie. Une délégation des Jeunesses communistes espagnoles et une autre des Commissions ouvrières, le syndicat communiste, se rendront cet été en Chine. « *Cela ressemble à ce qui a précédé la visite de Berlinguer en Chine populaire* », a affirmé M. Carrillo. — C. V.

(1) En principe prévue pour l'automne.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
LA MAISON
que vous recherchez

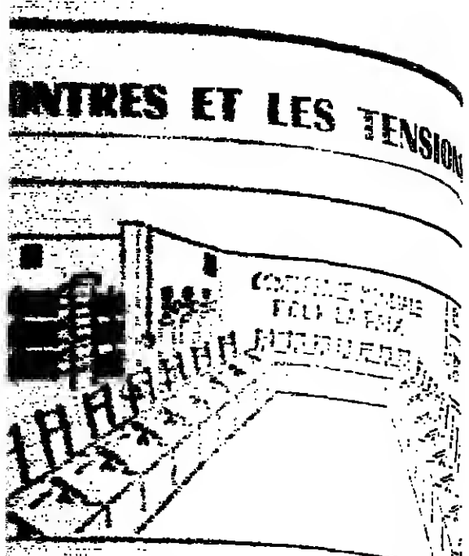
L'ASIE DU SUD

La stratégie soviétique

L'embarras du Pakistan

هكذا سند الأصل

INTRES ET LES TENSION



A Islamabad

Conférence islamique recherche une solution de compromis à propos de l'Afghanistan

INTERNATIONALES

L'ASIE DU SUD-OUEST ET LA CRISE AFGHANE

II. — Échec à l'U.R.S.S.

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

A la suite de l'invasion de l'Afghanistan par l'U.R.S.S., le Pakistan a vu affluer sur son territoire plus de sept cent mille réfugiés. Le régime du général Zia Ul Haq, à Islamabad, a été, dans une certaine mesure, renforcé par la crise afghane et a trouvé ainsi un second souffle, mais il recherche des appuis extérieurs auprès de la Chine et des Etats-Unis, lesquels se dérobent pour le moment. (« Le Monde » du 15 mai.)

Islamabad. — « *Si nous recevions une aide militaire extérieure, nous combattrions tous les Russes* (on ne dit pas Soviétiques) *jusqu'au dernier homme. Dans l'histoire, nous avons chassé à trois reprises les Britanniques* du *pays* », nous assure un Afghan. « *Les soldats russes*, ajoute un officier déserteur de l'armé afghane, *n'ont pas le moral ; ils voient bien que cela ne peut durer longtemps. Au début, on leur a dit qu'ils étaient venus combattre les envahisseurs pakistanais et chinois ; ils ont rapidement compris !* »

Malgré leur confiance en eux, renforcée par l'appoir que le monde extérieur, en particulier islamique, leur apportera, l'assistance qu'ils attendent désespérément, les résistants afghans ne pourront « vaincre » les Soviétiques. Leur territoire vaste et accidenté, ne se prête pas partout à des actions efficaces de guérilla, mais ils tiendront sans doute longtemps l'armée rouge sur la brèche ; celle-ci aura les plus grandes difficultés à contrôler l'ensemble du pays et en particulier les régions frontalières, malgré l'extrême brutalité des opérations de « nettoyage » « *Les Russes*, nous dit encore cet officier, *vont « matraquer » ; ils perdront des hommes*, du *matériel dans des embuscades mais ils ne parviendront pas à nous anéantir. Il faudrait qu'ils se livrent à un génocide délibéré.* »

De fait, les Soviétiques semblent plutôt s'attacher à contrôler avant tout les principales villes et les voies de communications. Ils installent d'imposants casernements, ce qui laisse penser qu'ils envisagent de rester assez longtemps. Et, surtout, ils déploient principalement des gros matériels — chars, blindés, avions à réaction — qui ne sont pas ce qu'on utilise généralement de préférence dans la lutte anti-guérilla. Il leur faudrait pour venir à bout de leurs adversaires, estiment certains experts, trois fois plus d'hommes, au moins trois cent mille.

La stratégie soviétique

Cela accrédite la thèse selon laquelle l'U.R.S.S., en prenant position sur le plateau afghan, aurait voulu non seulement sauver un régime socialiste, enserrer l'Iran et la Chine, mais, dans une stratégie à plus long terme, prendre des gages en cas de bataille pour le contrôle des voies d'approvisionnement en pétrole, ayant été écartée du processus de paix israélo-égyptien eu Proche-Orient. Après avoir poussé sa « frontière de fait » à quelque 500 à 600 kilomètres du Golfe, l'U.R.S.S. ne va sans doute pas — du moins pour le moment — franchir le Baloutchistan pakistanais et iranien pour atteindre les « mers chaudes » et prendre, ainsi, le risque d'un conflit.

En attendant, le régime de Kaboul peut toujours encourager les rébellions baloutches en Iran et au Pakistan... Ainsi pourrait-il sans trop de peine fournir des armes aux quelques centaines de Baloutches pakistanais d'obédience « marxiste » hostiles aux gouvernement d'Islamabad etationnant depuis plusieurs années le long de la frontière en Afghanistan.

Sans doute les Soviétiques n'avaient-ils pas pensé que leur action rencontrerait la résistance armée d'une large part des Afghans. Sans doute avaient-ils sous-estimé aussi le coût élevé de l'opération : pertes humaines — plusieurs milliers de soldats tués, — détente ébranlée, Jeux olympiques en partie compromis, position dans le tiers-monde affaiblie, conséquences sur les nationalité musulmanes soviétiques, etc.

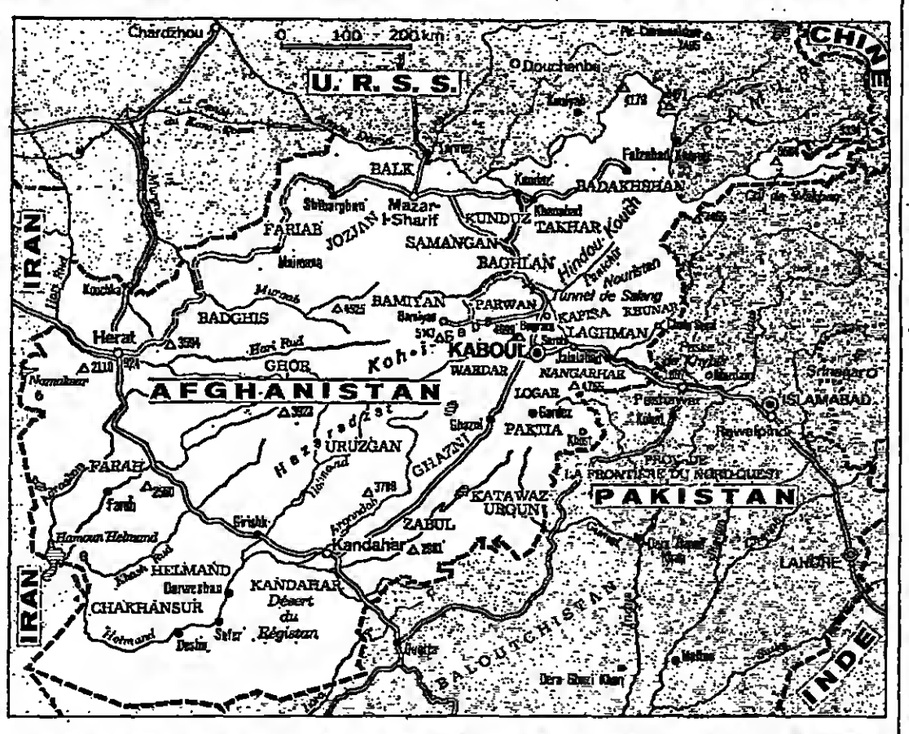
Le moins qu'on puisse dire est que les pressions des Occidentaux n'ont pas désarmé les Soviétiques. Si, de surcroît, les mesures de rétorsion économique doivent être tournées, quelle peut être leur efficacité ? Moscou ramène, depuis le début, le problème à sa dimension régionale (en accusant surtout le Pakistan et la Chine, plus que l'Iran qui ne fournit qu'une aide limitée à la résistance) et laisse Fidel Castro (président en exercice du Mouvement des non-alignés) rechercher une solution sur place.

Certes, le Pakistan devrait être partie prenante à une telle solution mais, quand bien même voudrait-il empêcher les activités des résistants sur son territoire, l'insurrection peut survivre *sans ses appuis extérieurs*. Aujourd'hui, les partis installés à Peshawar ne contrôlent pas l'ensemble de la révolte contre l'occupant et sont encore partagés en deux groupes politiques *dominants* (1). Celui qui s'assurera la mainmise sur l'aide extérieure et d'éventuelles livraisons d'armes pourrait élargir son influence auprès de la résistance. Pour le moment, les structures tribales, les particularismes ethniques et linguistiques et l'esprit farouchement indépendant des Afghans ne les incitent pas à s'unir derrière un seul groupe et un homme. Et il est même très probable que, si les Soviétiques se retiraient, le pays serait livré à des luttes internes. Les mouvements de résistance sont d'accord pour « *bouter les Russes dehors* » et rétablir l'indépendance du pays, moins sur la nature du gouvernement qu'ils entendent instaurer.

propagande soviétique contre le Pakistan, les ponts ne sont pas rompus avec l'U.R.S.S. M. Gromyko serait même venu à Islamabad si les responsables pakistanais ne l'en avaient pas découragé. Le « dialogue » se poursuit avec Moscou par l'intermédiaire de pays tiers (Cuba, Algérie) et même directement par la voie diplomatique. « *Nous tentons de persuader l'U.R.S.S. qu'elle doit retirer ses forces d'Afghanistan* », a dit le chef de l'Etat pakistanais, qui refuse tout contact avec Kaboul avant que ce retrait n'ait eu lieu. Mais, bien qu'il ait repoussé, pour cette raison, la récente proposition afghane (*le Monde* des 16 et 17 mai)), le Pakistan pourrait estimer que celle-ci mérite néanmoins considération puisque la question du retrait des troupes soviétiques — et donc celle de la sécurité de ses frontières — est apparemment liée à celle des « interférences » qui lui sont prêtées.

Le Pakistan a fait savoir en mars qu'il désirait continuer à entretenir des relations « *correctes* » avec l'U.R.S.S. et, de fait, la coopération économique se poursuit. Mais la « menace soviétique » a rejeté le Pakistan dans les bras de la Chine et conduit la communauté islamique à lui apporter un soutien politique exceptionnellement vigoureux.

Le soutien financier et militaire des pays musulmans conservateurs aux mouvements de libération afghans — implicitement décidé par la conférence islamique de janvier — est en passe, semble-t-il, de devenir effectif



Les Soviétiques n'ignorent pas non plus que s'ils se retiraient — sans de solides garanties leur permettant de sauver la face —, c'en serait fait de l' « expérience *socialiste* » à Kaboul, et de la position privilégiée qu'ils avaient en Afghanistan avant leur intervention. M. Babrak Karmal tente de faire coexister dans une même équipe des éléments des deux tendances du parti démocratique et populaire d'Afghanistan (P.C.), Parcham et Khalq, mais celles-ci demeurent divisées (2). Toutes les ouvertures en direction des nationalistes musulmans ont échoué car ils n'accepteront pas de participer à un gouvernement sans retrait préalable de l'armée soviétique ou accord à ce propos. Les éléments qui, en exil, seraient les mieux disposés à transiger avec les Soviétiques sont peut-être ceux qui appartiennent à l'ancienne aristocratie parce qu'ils craignent d'être submergés par une révolution islamique confuse de type iranien s'appuyant pour l'essentiel sur les paysans et la petite bourgeoisie urbaine. « *Nous ne sommes pas opposés à une solution avec Karmal s'il accepte le retrait des troupes soviétiques et des élections libres* », nous déclarait, à Peshawar, M. Gilani, leur chef de file.

L'embarras du Pakistan

Le Pakistan est conscient des menaces qui pèsent sur lui et soucieux de trouver une issue pouvant permettre aux réfugiés de regagner leur pays. Il existe deux tendances dans les milieux dirigeants. L'une prône un arrangement avec l'U.R.S.S. ; l'autre souhaiterait que le pays s'appuie comme naguère sur les Etats-Unis, ce qui n'est pas actuellement possible.

Malgré les *accusations* répétées portées par les organes de

bien que la condition préalable à ce soutien — l'unité des mouvements de résistance — ne soit pas complètement réalisée. M. Sayaf, le nouveau chef de l'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan constituée lors de la dernière conférence islamique, a visité certains Etats du Golfe, notamment les Emirats arabes unis. M. Sadate a, d'autre part, déclaré à Washington que l'aide de son pays n'était pas un secret et qu'elle se poursuivrait « *jusqu'à ce que les Afghans libèrent leur pays* ».

Parallèlement, le régime de Kaboul essaie de regagner un peu de terrain perdu auprès des pays musulmans. Le ministre des affaires étrangères, M. Dost, s'est rendu dans les pays qui ne se sont pas associés à la condamnation de l'U.R.S.S., notamment en Syrie et en Libye. Le gouvernement Karmal a demandé à ce que ces pays et l'O.L.P. plaident en faveur de la réintégration de l'Afghanistan au sein de la conférence islamique.

Enfin, beaucoup de pays occidentaux et non alignés ont pensé que l'Inde, parce qu'elle entretient des liens étroits avec l'U.R.S.S., pouvait jouer un rôle dans un règlement. New-Delhi a été pendant plusieurs semaines le carrefour d'une intense activité diplomatique. Or les Indiens ont dû se rendre à l'évidence : leur influence auprès de Moscou est, en la circonstance, très limitée. Mme Gandhi avait notamment suggéré à M. Gromyko de faire « *quelques ouvertures qui auraient permis aux non-alignés de présenter des propositions concrètes* ».

L'Inde, sceptique sur l'efficacité des non-alignés dans cette affaire, renvoie dos-à-dos les deux Grands, et condamne, comme il a été fait lors de la visite de M. Giscard d'Estaing à New-Delhi, en janvier, aussi bien les « *interventions* » (soviétiques) que les « *ingérences* » (américaines) en Asie du Sud. « *Si les Soviétiques sont des amis de longue date*, nous déclarait un responsable indien, *ils ne sauraient l'être au détriment de nos intérêts nationaux* ». L'Inde ne livrera pas, en outre, de blé à l'U.R.S.S., ne serait-ce que parce que ses propres stocks ont diminué.

En fait, les dirigeants indiens ont été profondément choqués par l'invasion de l'Afghanistan et par le fait qu'ils sont restés longtemps sans indications de la part des Soviétiques sur leurs intentions. Ils auraient aimé savoir quand ils envisageraient de retirer leurs troupes et quelles garanties précises ils réclament. Or, après que l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à New-Delhi ait dit que l'Inde pouvait jouer un « *rôle vital* » dans un règlement, Moscou a freiné ces efforts.

Aussi bien, l'expédition soviétique afghane et les vaines tentatives de médiations indiennes ont-elles des conséquences diplomatiques très importantes dans le sous-continent. D'une part, le processus de normalisation des rapports indo-pakistanais s'en est trouvé hâté. Pékin l'encourage vivement et amorce simultanément un rapprochement avec New-Delhi.

D'autre part, les Etats-Unis viennent de faire savoir qu'ils allaient poursuivre leurs livraisons d'uranium enrichi (3). L'administration américaine profite du désenchantement indien à l'égard des Soviétiques pour reconquérir les faveurs d'un partenaire difficile au moment précis où New-Delhi semblait vouloir s'appuyer sur l'U.R.S.S. pour son programme nucléaire. La décision de Washington n'encouragera-t-elle pas le Pakistan à aller à son tour de l'avant dans ce domaine ?

Le dégel sino-indien était amorcé depuis plusieurs années. Mais la rencontre, à Belgrade, de Mme Gandhi et de M. Hua Guofeng *n'a pas été fortuite*. Les deux dirigeants sont convenus de se revoir bientôt, « *afin de régler les différends entre les deux pays* », ce qui demandera sans doute beaucoup de temps. Cependant, M. Hua Guofeng aurait dit que la Chine était « *plus que jamais disposée* » à améliorer ses relations avec l'Inde. Ce n'est certes pas un renversement d'alliance mais une évolution considérable. Moscou n'aura pas manqué d'en apprécier la portée...

FIN

(1) *Le Monde* du 3 avril.

(2) *Ils seraient divisés notamment* à propos de la présence soviétique. Le second vice-premier ministre sultan Ali Keshtmand aurait demandé le retrait des troupes soviétiques ; il entretiendrait, d'autre part, de mauvaises relations *avec le premier vice-premier* ministre, M. Assadullah Sarwari qui était chef de la police sous le régime Taraki et, à ce titre, responsable de la répression lorsqu'au cours de l'été 1978, sultan Ali Keshtmand et un autre ministre du gouvernement Karmal, le colonel Abdoul Qader, accusés de « complot » furent arrêtés et torturés. Parmi les prétendants au remplacement de M. Karmal figure aussi l'actuel ministre de l'agriculture, M. Mohamed Zaeri.

(3) *Le Monde* du 9 mai.

ASIE

Japon

APRÈS LA DÉMISSION DE M. OHIRA

Des élections générales auront lieu le 22 juin

De notre correspondant

Tokyo. — M. Ohira, dont le gouvernement a été mis en minorité, vendredi 16 mai, à la suite d'une *motion de censure déposée par les socialistes (la Monde du 17 mai)*, a décidé de dissoudre la Chambre Basse dès lundi. Des élections auront lieu en même temps que celles prévues pour le renouvellement partiel de la Chambre Haute, le 22 juin.

C'est à la surprise générale que la motion de censure a été adoptée par 243 voix contre 187. Un tel événement ne s'était pas produit depuis vingt-sept ans. Apparemment, c'est seulement après le vote que les hommes politiques ont pris conscience de la gravité d'une situation qui résulte avant tout des dissensions au sein de la majorité, la contenu de la motion de censure des socialistes (critique de la corruption du parti libéral-démocrate, de l'inflation et de l'absence d'indépendance diplomatique du Japon) passant largement au second plan.

Personne, semble-t-il, ne s'attendait à un tel développement : ni M. Ohira, qui affichait avant le vote *une certaine assurance*, ni l'opposition, à commencer par M. Asukata, le président du P.S. Avant la séance, celui-ci déclarait à des journalistes : « *Cette motion de censura n'est qu'une menace, mais elle sera repoussée.* »

Le texte du P.S. n'a été voté que grâce à l'abstention de près de soixante-dix députés libéraux-démocrates, membres des factions hostiles à M. Ohira. Sur les cinq cent onze sièges à la Chambre Basse, le P.L.D. en détient deux cent cinquante-six, mais compte, en général, sur le ralliement automatique de sept indépendants pour s'assurer une majorité un peu plus substantielle. L'opposition, quant à elle, dispose depuis les élections d'octobre dernier de deux cent quarante-trois sièges. Malgré cette faible marge de manœuvre, le P.L.D. semblait certain de pouvoir repousser l'attaque de l'opposition. Or, pour la première fois dans leur histoire, les libéraux-démocrates n'ont pas respecté la discipline de vote et n'ont pas soutenu en bloc un gouvernement dont le chef est aussi le président de leur formation.

Jusqu'au dernier moment, personne dans le P.L.D. n'avait laissé supposer une telle éventualité. M. Fukuda, l'un des « barons » du P.L.D., ancien premier ministre battu en 1978 par M. Ohira dans la lutte pour le poste de *président du parti majoritaire*, expliquait que les groupes opposés à M. Ohira — le sien et celui de M. Miki, autre grande figure de la majorité — étaient en train de négocier avec les membres de la faction Ohira la comparution devant le Parlement de M. Hameda, ce député accusé d'avoir reçu des fonds venant de la firme Lockheed pour régler ses dettes de jeu, et l'éclaircissement du scandale K.O.D. (postes et télécommunications).

Un mouvement d'humeur ?

Lorsque, soudain, le secrétaire général du P.L.D. appela au vote, sans consultation préalable, M. Fukuda, ulcéré, dit alors : « *Cette attitude hautaine du premier ministre est la raison de notre abstention* ». En attendant la sonnerie appelant en séance plénière, M. Miki, pour sa part, aurait eu cette réaction : « *M. Ohira se moque de nous, nous ne voterons pas.* « *L'explication peut* paraître un peu courte.

On voit mal des responsables chevronnés comme MM. Fukuda et Miki se laisser aller simplement à un *mouvement d'humeur* aux conséquences aussi graves pour leur parti.

Sur un plan général, la situation politique va avoir une série de conséquences négatives, note samedi le quotidien économique *Nihon Keizai* : d'abord un affaiblissement de la position du Japon au sommet de Venise, fin juin, ensuite un flottement dans la concertation avec les Européens sur la question des sanctions à l'égard de l'Iran, enfin, une aggravation de la tension avec les Etats-Unis dans le domaine commercial et une baisse du yen. Seuls sont satisfaits par la perspective de l'effervescence politique des prochaines semaines les commerçants, qui, à ces occasions, font des fortunes, notamment les marchands de saké (alcool de riz).

La stabilité politique pouvant être mise en cause, tout le monde s'attend que les milieux d'affaires apportent un soutien financier accru au parti conservateur.

PHILIPPE PONS.

Plus de douze mille personnes ont fui l'Indochine en avril

annonce le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

De notre correspondante

Genève. — Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) a fait savoir, vendredi 16 mai, qu'en avril 21 686 réfugiés indochinois ont quitté les camps des pays de premier accueil afin d'être réinstallés dans divers Etats où ils peuvent espérer accéder à des conditions de vie décentes ; 13 853 d'entre eux ont été accueillis par les Etats-Unis, 3 404 par le Canada et 1 448 par l'Australie. 224 590 réfugiés végètent toujours dans divers camps avec l'espoir de trouver un asile définitif. Depuis la conférence internationale de juillet à Genève, 220 000 Indochinois ont pu être réinstallés dans des pays d'asile permanent.

En dépit du moratoire et des « *départs organisés* » depuis le Vietnam, le drame des réfugiés de la mer demeure actuel. Ainsi, sur les 13 705 réfugiés indochinois qui, en avril, ont cherché asile dans divers pays de la région, on compte 6 562 « boat people ». Fin avril, la Croix Rouge internationale avait lancé un cri d'alarme en invoquant le drame de ces derniers et les pratiques criminelles des pirates, restées le plus souvent impunies (*le Monde* du 28 avril). Le chiffre de 200 000 réfugiés qui auraient péri noyés a été avancé au cours d'une conférence de presse de la Croix-Rouge internationale donnée le 24 avril.

Le H.C.R. ne reste pas inactif dans ce domaine. Il a affrété un bateau devant sillonner la *mer de Chine afin de venir au* secours des réfugiés. Mais quel que soit le nombre de sauvetages qu'il pourrait avoir à son actif, le H.C.R. dispose de moyens beaucoup trop faibles pour qu'on puisse espérer *parvenir* à mettre fin aux attaques des pirates.

D'autre part, les nouvelles qui parviennent du Cambodge ne sont guère réconfortantes. Le communiqué de l'ONU annonçant la convocation à Genève, pour les 26 et 27 mai, d'une conférence à l'échelon ministériel sur « *l'assistance et le secours humanitaires au peuple cambodgien* » insiste sur la « *nécessité grave et urgente d'accroître l'assistance humanitaire... et d'améliorer les moyens pratiques de faire parvenir les vivres et les secours médicaux à ceux qui en ont besoin* ».

ISABELLE VICHNIAC.

Chine

JOURNÉE DE DEUIL NATIONAL A LA MÉMOIRE DU PRÉSIDENT LIU SHAOQI

Pékin (*A.F.P.*). — La Chine devait observer, samedi 17 mai, une journée de « *deuil national* » en l'honneur du président Liu Shaoqi, a annoncé Chine nouvelle.

Rapportant les conditions dans lesquelles se déroulera, à Pékin, la cérémonie funéraire organisée à la mémoire de l'ancien rival de Mao, éliminé au début de la révolution culturelle et décédé en 1969, l'agence a précisé que les drapeaux seraient mis en berne dans l'ensemble du pays et qu'aucun divertissement n'aurait lieu.

Le président Liu a été formellement réhabilité le 29 février.

« *En conformité avec les coutumes de la Chine, le gouvernement n'invitera pas les gouvernements étrangers à envoyer des représentants à la cérémonie* », a ajouté Chine nouvelle.

A la veille de cet hommage solennel, le *Quotidien du peuple* affirme, ce vendredi, que la disgrâce de Liu s'est produite parce que « *les principaux dirigeants* » de l'époque ont été « *trompés* ». Il laisse entendre, toutefois, que Mao lui-même ne mérite aucun blâme.

AMÉRIQUES

Le Canada à l'heure du référendum québécois

(Suite de la première page.)

Ce n'est pas par hasard, mais ce n'est pas non plus tout à fait par la volonté de M. Trudeau qui songeait plutôt aux affaires étrsogères pour son fidèle compagnon politique. M. Chrétien, à qui une longue familiarité avec le premier ministre donne quelques libertés, a fait savoir qu'il s'estimait plus compétsut, donc plus utile, au poste, en principe moins prestigieux, qu'il a finalement obtenu. Cela en dit long sur la détermination de cet homme, apparemment affable et détendu, à mener un combat sans merci contre ce qu'il appelle le « séparatisme » québécois. Le ministre de la justice coordonne, à partir d'Ottawa, toute l'action du cabinet fédéral destinée à faire échouer le projet de souveraineté-association (la souveraineté politique du Québec assortie d'une association économique avec le reste du Canada) de M. René Lévesque.

Les deux « comités-parapluies »

Pour cette tâche, M. Chrétien dispose de quelques atouts. Il n'a pas à se plaindre de ses électeurs de la circonscription de Saint-Maurice, près de Trois-Rivières, au cœur du Québec profond, qui l'ont réélu une fois de plus avec une confortable majorité le 18 février dernier. Son argument favori, selon lequel il a de ce fait le droit de faire campagne pour le « non » au référendum, où il veut et quand il veut est difficilement attaquable. Certains dirigeants péquistes (1) avaient suggéré que les ministres fédéraux ne pouvaient pas participer à la campagne référendaire, parce qu'ils ne résident pas dans la province.

Cette question a été réglée lorsque ont été constitués les deux « comités-parapluies » qui regroupent les tenants du « oui » et ceux du « non ». A la différence du comité du « oui », dirigé par M. Lévesque, qui ne comporte que des députés de l'assemblée nationale du Québec, celui du « non » rassemble, outre les parlementaires de la province hostiles à la souveraineté - association, une vingtaine de députés et de sénateurs fédéraux (tous les ministres canadiens sont députés, ou à la rigueur sénateurs).

Par ce biais, les personnalités québécoises qui ont franchi la rivière des Outaouais peuvent participer à la campagne. Les textes votés par l'Assemblée nationale québécoise interdisent en effet toute activité politique liée au référendum qui ne serait pas accomplie sous l'égide de l'un ou de l'autre comité. M. Chrétien repousse d'un revers de main les arguments juridiques qui l'excluraient du débat : « *Moi aussi, j'ai été élu par des Québécois. On ne peut pas m'interdire de parler.* »

Le ministre de la justice est un bon exemple de ces Canadiens français ambitieux et doués qui sont partis à la conquête de la capitale fédérale — jusqu'alors presque exclusivement anglaise — après la victoire libérale de 1968 (2). Ils avaient été précédés par les « trois colombes » qu'étaient outre M. Trudeau lui-même, un journaliste formé par l'Action catholique, M. Gérard Pelletier, et un leader syndical, M. Jean Marchand. M. Pelletier conserve le poste d'observateur qu'est l'ambassade à Paris, qu'il occupe depuis 1975. M. Marchand vient d'être nommé président du Sénat. Si l'on ajoute que M. Marc Lalonde, un compagnon de toujours, lui aussi, a reçu le portefeuille-clé de l'énergie, M. Jean-Luc Pépin celui des transports et que, d'une façon générale, douze ministres sur trente-trois sont originaires du Québec (qui ne représente qu'un peu plus du quart de la population canadienne), on peut en conclure que le « French Power » se porte bien.

Cette impression persiste quand on descend les échelons des administrations. Partout le fait de parler français est « *more an asset than a liability* » (« *plus un avantage qu'un handicap* ») remarquent, non sans amertume, certains fonctionnaires anglophones. Le bref passage des conservateurs au pouvoir de mai 1979 à février 1980, n'a en rien modifié cet état de fait. Les collaborateurs de M. Clark ont cherché systématiquement à rassurer les fonctionnaires francophones. Il n'y a pas eu d'exemples de recours au « *Spoil System* » (« *le système des dépouilles* »). Les conservateurs, qui ne comptent pour ainsi dire pas de francophones dans leurs rangs, ont *voulu compenser cette faiblesse* en laissant en place la haute administration qui compte une proportion notable ds francophones liés au parti libéral. Ils n'avaient pas toujours le choix, les libéraux ayant été si souvent au pouvoir depuis la seconde guerre mondiale qu'ils ont acquis une « clientèle » naturelle parmi les « sous-ministres » (3). Cette bureaucratie francophone d'Ottawa est, par sa fonction même, un des meilleurs arguments en faveur des thèses fédéralistes.

Le « non » des milieux d'affaires

Les milieux d'affaires sont l'autre pilier de la lutte contre le « séparatisme » québécois. L'Ontario, la province la plus industrialisée et la plus peuplée du pays, exporte une bonne partie de ses produits finis vers le Québec. Il suffit d'entrer dans une cuisine québécoise pour constater que la plupart des appareils électroménagers, du grille-pain au réfrigérateur en passant par le four à micro-ondes et la machine à laver la vaisselle sont *made in Ontario*. Un coup d'œil au garage indique souvent que la ou les voitures ont la même provenance. De leur côté, les éleveurs des prairies vendent la quasi-totalité de leur viande sur le marché de Montréal et une part notable du blé et du maïs de l'Ouest finit sous forme de pain, de corn-flakes pour le petit déjeuner ou de farines diverses sur la table des foyers québécois.

On conçoit que les milieux d'affaires des diverses provinces soient intéressés au maintien du *statu quo*. L'argumentation du Livre blanc, texte de référence de la « souveraineté-association », selon laquelle ce flux d'échanges économiques resterait identique si le Québec devenait souverain ne les a pas convaincus. A quoi bon cautionner une aventure qui, au mieux, ne changerait rien et, au pire, romprait le tissu économique canadien, déjà dangereusement étiré comme une fragile toile d'araignée entre le Pacifique et l'Atlantique le long de la frontière avec le puissant voisin du *sud* ?

Le patronat québécois n'a pas raisonné autrement. Il trouve un avantage certain à payer, son pétrole, venu d'Alberta par oléoduc jusqu'à Montréal, à la moitié du cours mondial, même s'il est clair que cette situation ne va plus durer longtemps. Les petites entreprises manufacturières de meubles, de vêtements et de chaussures qui forment les gros bataillons de l'industrie québécoise craignent de perdre leurs débouchés traditionnels en Ontario et dans les autres provinces, *malgré les assurances du gouvernement québécois que*, parallèlement à l'obtention de la souveraineté, serait négociée l'association avec le reste du Canada au sein d'une sorte de Marché commun (excluant tout droit de douane, contingentements et autres obstacles au commerce).

L'industrie québécoise, encore axée sur les activités de transformation, et peu concentrée (à l'exception de la production et de la distribution de l'électricité, nationalisée par les soins de M. Lévesque, alors ministre libéral, en 1963) se méfie de tout ce qui pourrait modifier le jeu économique existant. Touchée de plein fouet, en raison de sa nature même par les importations en provenance des zones du tiers-monde en voie de développement rapide (en particulier par les textiles de la Corée du Sud, de Macao ou de Hongkong), elle est fragile, et donc craintive face à toutes les innovations qu'elle juge — à tort ou à raison — « dangereuses ».

Le conseil du patronat du Québec, qui regroupe environ trois cents chefs d'entreprise — francophones et anglophones — a pris publiquement position, le 20 décembre dernier pour le « non » au référendum: « *après un an de consultations dans l'ensemble du milieu patronal* ». Les signataires de ce document, qui a déçu mais non surpris le gouvernement de M. Lévesque, contestent tout à la fois l'« objectif » de ce dernier et « *la démarche boiteuse qui devrait y conduire* », c'est-à-dire la question référendaire elle-même, telle qu'elle est posée.

Les arguments économiques ont certainement été déterminants dans cette prise de position, mais, et les membres du conseil du patronat le reconnaissent volontiers en privé, les préoccupations sociales et politiques ont également joué leur rôle. « *La génération de M. Lévesque a été marquée par les deux désastres qu'ont été la grande dépression puis la seconde guerre mondiale. Elle en a tiré la conclusion qu'il fallait — pour éviter le retour de semblables catastrophes — planifier le développement social et avoir recours à la rationalité suprême que serait l'Etat* », explique l'un d'eux, qui dénonce clairement les orientations « sociales-démocrates » du gouvernement québécois.

On cite volontiers, dans les milieux patronaux — pour s'en effrayer, — une déclaration de M. Lévesque devant l'Assemblée nationale en date du 10 octobre 1978. Celui-ci affirmait vouloir « *regrouper nos principaux moyens financiers et économiques en un seul centre de décision entièrement à notre service* ». Le « dirigisme » du gouvernement péquiste est plus supposé que réel : celui-ci n'a procédé depuis son arrivée au pouvoir qu'à une seule nationalisation, celle de l'amiante, qui n'est d'ailleurs même pas effective, mais il inquiète les industriels québécois qui craignent, selon le mot de l'un d'eux, « *pour l'avenir d'une société de type libéral, au Québec* ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

Prochain article :

UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

(1) Membre du « Parti québecois » (indépendantiste) de M. René Lévesque.

(2) *Or le livre Trudeau, de George Radwanski.* Traduction française de Carole Dunlop-Hébert et Louis Remillard. Editions Pides, Montréal 1979, 402 pages.

(3) Ce terme désigne le fonctionnaire de grade le plus élevé dans un ministère. Ce n'est pas un élu. Il assure souvent la « pérennité » de l'administration d'un ministre à l'autre.

Cuba

MALGRÉ L'INTERDICTION DU PRÉSIDENT CARTER

De nombreux réfugiés continuent d'arriver en Floride

Le gouvernement cubain a présenté ses excuses au gouvernement américain pour le récent incident au cours duquel deux chasseurs cubains avaient frôlé un hélicoptère des garde-côtes américains, a annoncé, le vendredi 16 mai, un porte-parole du département d'Etat.

L'hélicoptère avait été approché à quelques dizaines de mètres par deux Mig alors qu'il recherchait quatre marins disparus qui se trouvaient à bord du navire de guerre bahaméen coulé par un avion cubain (1). Deux avions militaires américains avaient pris l'air pour venir à son secours au moment de l'incident.

Dans ses excuses, le gouvernement cubain reconnaît que la version des faits présentée par les Etats-Unis est « *essentiellement correcte* » et promet que ce genre d'incident ne se reproduira pas, indique le département d'Etat.

On apprend d'autre part que plus de 50 000 Cubains ont quitté Cuba pour les Etats-Unis depuis l'ouverture du pont maritime entre le port de Mariel et la Floride, le 21 avril, et l'afflux de réfugiés se poursuit, indiquait vendredi une source officielle à La Havane.

Selon les chiffres officiels cubains, 6 727 émigrés ont gagné la Floride jeudi 15, en dépit de l'ordre donné par le président Jimmy Carter aux propriétaires de bateaux de revenir à vide.

Certains d'entre eux ont affirmé à leur arrivée qu'ils avaient été obligés d'embarquer des réfugiés sous la menace des armes. Ces informations n'ont pas été confirmées. Les passeurs risquent en effet désormais, rappelle-t-on, outre la saisie de leur bateau, une amende de 50 000 dollars et jusqu'à dix ans de prison.

Les garde-côtes américains ont arrêté, vendredi matin, trente-sept bateaux qui tentaient de gagner le port cubain de Mariel. Les embarcations qui avaient quitté la Floride dans la nuit ont été prises en remorque par les garde-côtes et devaient être saisies à leur retour à Key-West.

Dans l'immédiat, quatre bateaux ont été affrétés par le gouvernement fédéral et se tiennent prêts à appareiller au cas où le gouvernement cubain accepterait la proposition du président Carter d'organiser un pont aérien et maritime contrôlé pour remplacer la « navette sauvage ».

Une gigantesque « *marche du peuple combattant* » devait avoir lieu ce samedi devant la section des intérêts américains à La Havane. — (*A.F.P., U.P.I.*)

(1) Voir *le Monde* daté 13-14 mai.

« QUÉBEC OUI ! QUÉBEC NON ! »

Le seul peuple français des États-Unis

« Entre Paris et Montréal, le décalage horaire est bien de sept heures ?

— Oui, mais l'écart entre la France et nous est bien plus grand. »

Echange style lapidaire. Reflet d'une double réalité : d'un côté la vieille relation amour-haine, les mataniandus franco-québécois ; de l'autre, l'enjeu du 20 mai, celui du référendum.

Pourquoi ce référendum, demandé par le parti québécois ? Il secoue le pays, éveille les passions, fait resurgir des arguments contradictoires. Une longue histoire. Elle date de trois siècles. M. Jean-Emile Jeannesson nous permet de la comprendre, d'en saisir les nuances sans jamais tomber dans les pièges du jugement définitif. Il présente les protagonistes, leurs soucis, leurs craintes, leur émotions. Il expose des faits. A nous de faire l'analyse, la synthèse.

M. Lévesque, premier ministre du Québec, artisans depuis vingt ans de la « révolution tranquille », partisan du « oui », parce que, dit-il, « *il est le garantie de survie du seul peuple français des Etats-Unis* » et parce que ce peuple, qui n'a jamais été consulté, qui a toujours subi l'histoire, aura au moins « *affirmé, grâce à ce référendum, son droit à décider de son sort* ». Face à lui, M. Trudeau soutient que la séparation du Québec est mauvaise, politiquement, économiquement. « *Il faut arriver de la planète Mars pour nier ou mettre en doute que le Québec est un des pays occidentaux les plus riches* », rétorque M. Landry, ministre du développement économique de cette province. « *Nous sommes colonisés, nous devons prendre notre destin en main* », ajoute-t-il.

La vieille lutte contre les Anglais est là. Et nous découvrons que la majorité des dirigeants des entreprises québécoises sont anglophones. Ils préfèrent, ces dirigeants, rester dans l'ombre et le secret. M. Jean-Emile Jeannesson nous fait assister à une scène étonnante, où l'un d'eux refuse de le recevoir — ils ont tous refusé, d'ailleurs — parce que son conseil d'administration le lui a interdit. L'intéressé, M. Richard Clark, directeur général d'une usine de textile, s'en explique par téléphone. Le référendum ? « *Pourquoi négocierait-on avec le Canada ? Vivre, travailler au Québec, n'est-ce pas vivre, travailler au Canada ?* », demande-t-il.

Les images défilent, entremêlant les émotions personnelles, individuelles aux problèmes collectifs. Il y a ce publicitaire qui raconte l'enterrement de son père, il y a dix ans. Ce père, francophone, marié à une anglophone, et lui, le publicitaire, leur enfant, bien obligé d'opter et qui a choisi d'être francophone. Mais, son père, il a fallu l'enterrer en anglais, avec des papiers anglais. On a dit qu'il reposait dans son pays. Mais quel pays dans les faits ? s'est demandé son fils.

Il faut écouter attentivement tous ceux qui apparaissent dans « *Québec oui, Québec non* ». Rien n'est gratuit dans leurs propos. Ils collent au quotidien, jusque dans cette scène, jouée, certes, mais tellement significative : un jeune couple dans un lit et le reproche implicite de la jeune femme à son compagnon lorsqu'elle lui dit : « *Il me semble qu'au Québec on devrait pouvoir faire l'amour en français...* »

ANITA RIND.

★ Dimanche 18 mai, TF 1, 21 h. 50.

AFRIQUE

Guinée

Un « attentat » à point nommé

De notre correspondant

Dakar. — Dénonçant, une fois de plus le « *complot permanent* » qui, depuis plus de vingt ans, menace la survie de la Guinée indépendante, M. Sekou Touré a évoqué l'attentat qui aurait été dirigé contre lui (*le Monde* du 17 mai), et qui a fait un tué et une trentaine de blessés (1).

« *Alors que j'étais en visite officielle en Chine, puis que j'assistais aux obsèques de Tito,* a déclaré le chef de l'Etat, *j'ai su qu'un nouveau complot se tramait contre nos institutions, et, dès mon retour ici, j'ai aussitôt réuni les instances dirigeantes de notre parti pour les en informer.* »

Sans nier la matérialité des faits — mais en mettant en doute que le président ait été personnellemsnt visé — nombre de spécialistes des affaires guinéennes n'excluent nullement une machination destinée à frapper les partisans trop inconditionnels de l'Union soviétique. En évoquant la « complot », M. Sekou Touré a jugé utile de rappeler que, « *sans oublier ce que l'U.R.S.S. a fait pour nous* », il avait condamné son intervention en Afghanistan. Le dictateur guinéen a été effrayé des répercussions possibles des récents événements du Libéria dans son pays, et il pourrait bien, une fois de plus, avoir pris les devants.

D'autre part, alors que financièrement aux abois, il joue de plus en plus la carte de l'Occident (suppression des facilités maritimes et aériennes accordées naguère aux Russes en Guinée, interdiction récente du transit par la Guinée du matériel militaire soviétique destiné au Mali), il paraît à peu près certain que M. Sekou Touré craignait de plus en plus de subir le sort du président congolais Ngouabi qui, selon des témoignages désormais concordants et accablants, a été assassiné, en mars 1977, pour avoir voulu « *trahir* » ceux qui, naguère, l'avaient porté au pouvoir.

Enfin cet « *attentat manqué* » paraît arriver à point nommé pour contrer, aux yeux du plan intérieur, tous ceux qui pensaient pouvoir profiter des ouvertures financières en direction des entreprises occidentales, afin d'infléchir le cours d'une « *révolution* » plus que jamais au service d'un pouvoir personnel.

P. B.

(1) Présents à la soirée artistique du Palais du peuple, deux hommes d'affaires français ont été blessés aux chevilles, selon l'A.F.P., par des éclats de grenade.

Libéria

Pour avoir tenté un contre-coup d'État

SEPT OFFICIERS SONT ARRÊTÉS

Monrovia (*A.F.P.*). — Sept officiers supérieurs ont été arrêtés pour avoir tenté de renverser le gouvernement du « Conseil populaire de rédemption » libérien (*le Monde* du 16 mai), a affirmé vendredi le général Thomas Quiwonkpa, commandant des forces armées libériennes, au cours d'une conférence de presse.

Il s'agit, a indiqué le général, du colonel Arthur Bedel, commandant de l'aviation, du général Rudolph F. Kolako, promu à ce grade après le coup d'Etat, du major James Horrace, du colonel Arthur B. Benson, récemment promu ministre adjoint des travaux publics, du major Robert Lape, du colonel Joseph D. Solo, conseiller pour les affaires militaires auprès du chef de l'Etat, et du major William Passewe. Le général a également affirmé que l'arrestation de l'aumônier général des forces armées, le major Edwin Lloyd, n'avait rien à voir avec la tentative de contre-coup d'Etat découverte mardi.

D'autre part, douze instructeurs de l'armée américaine sont arrivés récemment à Monrovia, où ils séjourneront pendant dix-huit semaines. Ils entraîneront les soldats libériens dans le cadre du « programme d'éducation et d'entraînement militaire international » de Washington.

Ouganda

Le président tanzanien aurait mis des conditions à son aval du récent coup d'État

De notre envoyé spécial

Kampala. — Les principaux acteurs de la crise ougandaise ont passé en Tanzanie la journée du vendredi 16 mai. Quatre membres de la commission militaire — le général Oyite Ojok, le colonel Maruru, MM. Muwanga et Museweni — ont eu des entretiens à Arusha avec le président Nyerere. Au cours de cette rencontre, passée sous silence par Radio-Kampala, les dirigeants ougandais se sont efforcés de faire avaliser leur coup d'Etat par le président tanzanien. Celui-ci, il est vrai, n'avait guère le choix.

Selon des sources diplomatiques à Dar-Es-Salaam rapportant les propos de M. Nyerere, ce dernier aurait souligné qu'il n'avait été informé ni du limogeage du général Ojok ni de la préparation du coup de force. Il aurait refusé d'accéder à une requête de M. Binaïsa lui demandant d'intervenir pour le remettre en selle. M. Nyerere se serait montré disposé à accepter le fait accompli, pourvu que la commission militaire souscrive à deux conditions : d'une part qu'elle se garde de traduire en justice M. Binaïsa et ses collaborateurs et de déclencher une sanglante épuration ; d'autre part, qu'elle s'engage à organiser les élections législatives et présidentielle selon le calendrier prévu par M. Binaïsa — et, si possible, plus tôt — afin de permettre un retour rapide au régime civil. Soucieux de garantir la régularité de ces scrutins, M. Nyerere aurait suggéré qu'ils se déroulent sous le contrôle d'observateurs du Commonwealth.

Dautre part, le « *mystère Binaïsa* » n'est toujours pas éclairci. En dépit du silence officiel observé sur le sort de l'ancien président, il se confirme que celui-ci a quitté sa résidence d'Entebbe, mais se trouve toujours dans son pays. L'état-major tanzanien en Ouganda l'aurait pris sous sa protection dans l'un de ses cantonnements.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Publicité)

L'Ambassade du Royaume du Maroc en France porte à la connaissance de la COLONIE MAROCAINE en FRANCE ce qui suit :

SA MAJESTÉ LE ROI HASSAN II a décidé de soumettre au référendum la révision de certaines dispositions de la Constitution de 1972.

Le référendum aura lieu les vendredi 23 mai, samedi 24 mai et dimanche 25 mai 1980, puis les vendredis 30 mai, samedi 31 mai et dimanche 1er juin 1980.

Une nouvelle loi, approuvée par la Chambre des Représentants (Parlement) vient d'étendre aux citoyens résidant hors du territoire national le droit de participation au scrutin référendaire.

Tous les citoyens marocains établis en France ayant atteint la majorité légale (21 ans révolus), sans distinction de sexe ou de religion, sont appelés à prendre part au référendum.

Les opérations de vote auront lieu au siège du Consulat où les votants sont immatriculés et dans les bureaux de vote qui seront désignés dans chaque circonscription consulaire.

La carte d'immatriculation consulaire tiendra lieu de carte de vote.

Les bureaux de vote fonctionneront les journées des 23, 24 et 25 mai 1980 de 8 heures du matin à 18 heures.

R. F. A.

Le secrétaire général du S.P. désavoué le boycott

De notre correspondant

Cambodge

• LE PRINCE NORODOM SIHANOUK, qui se trouve en Corée du Nord, nous a fait savoir, mercredi 14 mai, qu'il avait « *volontairement et définitivement quitté le poste de la Confédération des Khmers nationalistes depuis plusieurs semaines* ». Au début du mois, la Fédération des Khmers nationalistes de France avait publié une déclaration précisant la lutte contre Hanoï et le régime pro-vietnamien de Pnhom-Penh. Pour sa part, le prince a fait connaître son souhait de rentrer dans son pays (*le Monde* du 2 mai).

Ghana

• UNE VINGTAINE DE MILITAIRES GHANÉENS, soupçonnés de complot, ont été arrêtés au camp [illegible] apprend-on bien informé [illegible] fois en quelques jours le gouvernement fait arrêter [illegible] gradés de l'armée de l'air, mais aussi [illegible] et soldats. [illegible] arrêtent également [illegible] capitale, [illegible] actuellement [illegible] (*A.F.P.*)

Répression démocratique allemande

• DES TRACTS [illegible] TIQUES [illegible] clandestins [illegible] rentes [illegible] ses environs [illegible] dredi 16 [illegible] Ils demandent [illegible]

EUROPE

Espagne

La recrudescence du terrorisme au Pays basque met en difficulté le gouvernement de M. Suarez

De notre correspondant

Madrid. — Deux gardes civils tués le vendredi 16 mai dans un café d'une localité de Navarre ; trois policiers assassinés la veille, également dans un café, à Saint-Sébastien ; un industriel du Guipuscoa tué vendredi près de l'atelier où il travaillait ; un marchand de meubles de la même province, sympathisant du parti centriste au pouvoir et ami du ministre des affaires étrangères, assassiné trois jours plus tôt ; un adjoint au chef du personnel de l'usine Michelin à Vitoria grièvement blessé vendredi ; sept morts en quatre jours. Vingt-cinq policiers et militaires tués par les séparatistes basques depuis le début de l'année. Cinquante-cinq victimes du terrorisme et du contre-terrorisme en moins de cinq mois...

Si l'ETA militaire a multiplié les assassinats, ce n'est sans doute pas un hasard. M. Suarez doit comparaître dans quelques jours devant les députés pour le premier débat de politique générale engagé depuis un an. Il ne sera donc pas en très bonne posture quand il exposera les efforts déployés par son gouvernement contre le terrorisme.

Pareille situation a arraché un cri d'alarme au secrétaire général du parti socialiste basque, M. Tziki Benegas. Ce n'est pas la première fois que M. Benegas s'effraie à haute voix de la situation dans sa région. Mais, vendredi, il l'a fait avec une gravité particulière : « *Nous sommes dans une situation lamentable,* a-t-il dit *(...). On ne peut pas parler de liberté et de démocratie dans une société livrée à l'assassinat continuel, aux extorsions de fonds, à la coercition, au terrorisme. C'est grave. Nous sommes devant un gouvernement incapable d'obtenir le moindre succès policier dans la lutte contre le terrorisme.* »

Beaucoup de victimes civiles de l'ETA sont des industriels ou des commerçants qui ont refusé de se laisser racketter. Après avoir limité l'« impôt révolutionnaire » aux chefs d'entreprise, l'ETA l'a étendu aux professions libérales. Les sommes exigées varient de 500 000 à 20 millions de pesetas (1). Beaucoup d'entrepreneurs ont transféré leur compte hors de la région car ils recevaient des lettres de menaces accompagnées d'une photocopie de leur relevé bancaire. Certaines entreprises — dont Michelin — ont installé leur siège social dans d'autres provinces. Un industriel de Saint-Sébastien, M. Juan Alcorta, a ébranlé ses compatriotes en publiant il y a quelques semaines, dans tous les journaux basques, une lettre affirmant qu'il était prêt à risquer sa vie mais qu'il ne céderait pas un à chantage qui « *détruit ma terre, son peuple et ses gens* ».

Une négociation ?

D'autre part, M. Benegas a critiqué une proposition faite la veille par la formation majoritaire au Parlement d'Euskadi, le parti nationaliste basque. Le P.N.V. a demandé qu'un débat s'engage sur une série de mesures destinées à pacifier la région, entre autres les « *mesures de grâce nécessaires à la réconciliation* ». Le P.N.V. ne prononce pas le mot « amnistie », au contraire de l'extrême gauche nationaliste ; mais il suggère de libérer un certain nombre de militants de l'ETA *en prison*, à la condition, il est vrai, que l'organisation séparatiste renonce à la lutte armée. Position insoutenable pour M. Benegas : « *Parler en ce moment de mesures de grâce ou de négociations avec l'ETA, c'est renforcer les partisans de la violence.* »

Le P.N.V. n'est pas le seul à envisager une négociation avec l'ETA. L'idée a été lancée par l'un des dirigeants du parti de droite Coalition démocratique, M. de Areilza, ancien ambassadeur de Franco et premier ministre des affaires étrangères de Juan Carlos : « *Il faut arriver à une situation de négociation avec l'ETA qui permette un cessez-le-feu. C'est le préalable indispensable à une politique efficace en Euskadi* », a déclaré M. de Areilza au quotidien de Bilbao *Deia* (nationaliste modéré).

Selon l'ancien ministre, les exigences présentées par l'ETA pour des pourparlers sont négociables. Les séparatistes demandent le retrait progressif du Pays basque de la police actuelle, l'amnistie des prisonier politiques, l'intégration de la Navarre en Euskadi, la légalisation de tous les partis et le contrôle de l'armée stationnée dans la région par le gouvernement autonome.

On pense, au Pays basque, que l'ETA serait sans doute prête à céder sur ce dernier point. La légalisation de tous les partis (certaines formations indépendantistes sont encore illégales) ne soulèverait guère de difficultés. La mise en place d'une police autonome prévue dans le statut accordé aux provinces de Biscaye, d'Alava et de Guipuzcoa permettrait de satisfaire la première exigence. Restent l'amnistie et l'intégration de la Navarre — les deux points essentiels, sans doute, pour l'organisation de guérilla. Mais comment faire accepter une nouvelle amnistie à une armée et une police si durement touchées par les attentats ? De Quito, où il accompagne le roi en voyage, M. Marcelino Oreja, ministre des affaires étrangères, a répété le « non » de son gouvernement à toute idée de négociation.

CHARLES VANHECKE.

(1) La peseta vaut environ 6 centimes.

R. F. A.

Le secrétaire général du S.P.D. aurait discrètement désavoué le boycottage des J.O.

De notre correspondant

Bonn. — Les manœuvres de coulisse qui ont accompagné, jeudi 15 mais, la décision du comité olympique ouest-allemand de boycotter les Jeux de Moscou, ont déclenché des controverses embarrassantes pour M. Schmidt. Une fois de plus, M. Bahr, secrétaire général du parti social-démocrate, se voit reprocher d'avoir secrètement combattu la politique du gouvernement lorsque celui-ci recommandait aux sportifs de ne pas se rendre en Union soviétique. Plus gênant encore est le fait que certains porte-parole du parti libéral n'hésitent pas à dénoncer publiquement l'attitude de M. Bahr.

Sur le fond, la décision du comité olympique n'est guère contestée. Le sentiment le plus général paraît bien être celui que vient d'exprimer la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qui s'est félicitée que les considérations morales et politiques l'aient emporté.

Les controverses qui viennent d'être déclenchées se situent sur le plan politique. On a appris, en effet, qu'à la veille des débats du comité olympique, le secrétaire général du S.P.D. avait adressé à M. Weyer, président de la fédération sportive de la R.F.A., une lettre « personnelle » qui a fait scandale. Prenant le contre-pied des positions affirmées par le gouvernement comme par le Bundestag dans son ensemble, M. Bahr, qui avait voté en faveur du boycottage, a cru bon de faire savoir que, si les sportifs ouest-allemands décidaient d'aller à Moscou, une telle résolution ne compromettrait en aucune manière les rapports avec l'allié américain. Cette démarche pour le moins inattendue fournit à l'opposition chrétienne-démocrate l'occasion de réaffirmer que des dirigeants responsables de la social-démocratie continuent de pratiquer un « double-jeu » : d'une part ils prétendent soutenir en public une politique favorable à l'Occident, mais d'autre part ils ne manquent aucune occasion de saper par tous les moyens l'indispensable solidarité atlantique, estime-t-on à la C.D.U.

Dans le cas présent, les efforts de M. Bahr n'ont guère eu le résultat escompté. Le porte-parole officiel de Bonn a déclaré que M. Schmidt ignorait tout de la lettre si controversée par laquelle le secrétaire général de son propre parti a tenté de peser sur les travaux du comité olympique dans un sens contraire aux décisions gouvernementales.

JEAN WETZ.

● *M. Friedrich Cremer*, député social-démocrate au Parlement régional bavarois, maire de Lengfurt, a été condamné vendredi 16 mai à deux ans et demi de prison pour espionnage au profit de la R.D.A. M. Cremer, qui avait plaidé non coupable, a décidé de *faire appel*. — *(Reuter.)*

Union soviétique

LA FAMILLE D'ANDRÉ SAKHAROV SUBIT LES TRACASSERIES DU K.G.B.

Moscou *(A.F.P.-U.P.I.)*. — Mme Helena Bonner-Sakharov, femme du physicien dissident André Sakharov, a accusé, vendredi 16 mai, les autorités de « *poursuivre leur escalade dans l'isolement* » de l'académicien, relégué depuis plus de trois mois à Gorki.

Mme Bonner a indiqué, à des journalistes occidentaux, que *deux agents* du K.G.B. avaient empêché, jeudi dernier, Mlle Lisa Alekseeva (vingt-quatre ans), la fiancée de son fils, Alexis Semionov (vingt-quatre ans), émigré aux Etats-Unis, de se rendre à Gorki. Les deux agents ont également déclaré à la jeune femme qu'elle n'avait pas le droit de résider dans l'appartement moscovite des Sakharov, où elle habite pourtant depuis plus de deux ans. Elle y soignait plus particulièrement la belle-mère octogénaire du physicien, Mme Roth Sakharov, lorsque la femme de M. Sakharov se rendait à Gorki. Celle-ci a précisé qu'elle était rentrée de Gorki de peur que Lisa Alekseeva ne se trouve seule à Moscou « *face à l'arbitraire du K.G.B.* ». En revanche, l'aïeule est partie pour Gorki, où la famille souhaitait se réunir pour célébrer le cinquante-neuvième anniversaire de M. Sakharov, le 21 mai.

Enfin, Mme Bonner-Sakharov est inquiète pour la santé de son mari, qui souffre d'une affection cardiaque depuis plusieurs années, car il ne reçoit pas à Gorki les soins médicaux appropriés.

PROCHE-ORIENT

Iran

Le président Bani Sadr assure qu'un « commando » américain opère sur le territoire national

Dans un appel lancé à l'Europe des Neuf lui demandant d'« affirmer son indépendance et de ne pas suivre le boycottage américain de l'Iran », M. Sadegh Ghotbzadeh a affirmé, le vendredi 16 mai, que, dans le cas contraire, « le monde islamique soutiendrait Téhéran pour contrer ces mesures ».

Le président Bani Sadr a, pour sa part, déclaré à M. Igor Man, envoyé spécial du quotidien de Turin « la Stampa », que des sanctions européennes constitueraient une « catastrophe » sur le plan politique. « Je ne puis nier que ma propre philosophie politique en recevrait un coup », a-t-il ajouté avant de rappeler qu'il n'avait cessé de prôner une étroite coopération entre l'Europe, le Japon et le tiers-monde. Il a néanmoins indiqué qu'« il préférait supporter toutes les privations et tous les sacrifices plutôt que de se jeter dans les bras de l'U.R.S.S. ».

Le 16 mai, le chef de l'Etat iranien a, d'autre part, exhorté les forces de l'ordre à poursuivre la lutte contre les autonomistes kurdes « jusqu'à la victoire finale ». Deux jours auparavant, M. Bani Sadr avait donné son accord de principe à un projet de règlement en six points présenté par le monvement kurde et qu'il avait renvoyé à ses auteurs avec « quelques amendements ». L'imam Khomeiny a, pour sa part, donné l'ordre aux forces armées d'« obéir inconditionnellement » au chef de l'Etat.

Le quotidien « Bamdad » annonce, ce samedi, que deux hommes ont été exécutés à Hamadan. L'un d'eux est membre du mouvement kurde d'extrême gauche Komelea, l'autre est un officier de gendarmerie.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — L'échec de la tentative américaine du 25 avril n'aurait pas servi de leçon aux Etats-Unis, bien au contraire. Si l'on en croit le quotidien *République islamique*, organe du parti républicain islamique (PRI), « *le grand prédateur du monde, avec l'aide de sa cinquième colonne composée de mercenaires iraniens à sa solde et avec la coopération de la franc-maçonnerie* (sic), *de l'Intelligence Service et du Mossad* », aurait l'intention de lancer incessamment une nouvelle offensive militaire.

Fort des renseignements « *de très bonne source* » dont il dit disposer, le quotidien peut même dévoiler dès à présent les différentes étapes du plan. L'intervention armée américaine sera précédée, écrit-il, par un « *coup d'Etat fomenté par les agents des Etats-Unis actuellement en place dans l'armée et, malheureusement, installés le plus souvent aux leviers de commande* » et par d'anciens éléments de la SAVAK se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran. Toujours selon le journal, les comploteurs, sous prétexte de « *mettre fin à la prétendue anarchie et aux troubles dans le pays, devraient commencer par massacrer les dirigeants de la révolution islamique, et plus particulièrement ceux d'entre eux qui suivent fidèlement la ligne tracée par l'imam Khomeiny, avant de faire subir le même sort à un certain nombre d'intellectuels et de personnes avisées* ».

Toutefois, ce projet diabolique peut être étouffé dans l'œuf si les lecteurs de *République islamique* se conforment aux conseils que leur donne leur journal. On peut y trouver cinq séries d'instructions destinées respectivement au peuple révolutionnaire, au « *personnel musulman et révolutionnaire* » de l'armée, aux responsables officiels, aux forces de l'ordre et même aux partis de gauche et aux « *militants égarés* ». Ainsi, dans les directives destinées à la population, peut-on lire : « *Tenez-vous au courant ; restez calmes et disciplinés ; demeurez en contact permanent avec les comités islamiques, ou, à défaut, avec la cellule de la mosquée la plus proche. Soyez extrêmement vigilants : le coup d'Etat revêtira probablement une apparence islamique pouvant même aller jusqu'à se faire passer pour une opération de soutien envers l'imam.* »

Toutefois, cette psychose du « coup d'Etat américain » ne semble pas avoir gagné à ce jour l'homme de la rue, qui ne prête guère d'attention à tant de mises en garde. Même l'annonce par le président de la République en personne, dans une interview accordée au quotidien *Bamdad*, de la présence « *quelque part sur le territoire national* » de quatre-vingt-seize Américains et de dix-neuf sujets iraniens vivant depuis longtemps aux Etats-Unis et qui leur serviraient de conseillers et de guides n'a pas, apparemment, ému les foules. Selon M. Bani Sadr, ce « *commando* » s'apprêterait à remplir, au cours des deux semaines à venir, diverses missions de sabotage et à créer des troubles dans la plupart des villes de l'Iran.

En revanche, le public semble beaucoup plus attentif à la marche de l'épuration, qui ne s'interrompt de temps à autre que pour repartir de plus belle. Il aura, dans les jours prochains, des motifs de satisfaction, l'imam Khomeiny ayant ordonné qu'une purge impitoyable débarrasse la radio-télévision de tous ceux « *qui ne sont pas dans l'abonne voie* » et de la totalité des fonctionnaires mis en place sous le régime du chah.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

L'INTERRUPTION DES NÉGOCIATIONS SUR L'AUTONOMIE PALESTINIENNE

Les Israéliens estiment que le président Sadate n'a pas intérêt à bloquer le processus de paix

Jérusalem. — Les dirigeants israéliens ont décidé de ne pas engager de polémique avec le gouvernement égyptien. Ils semblent vouloir faire preuve de discrétion afin d'exploiter ce qu'ils considèrent comme un « *avantage tactique* ». Dans l'entourage de M. Begin, on estime que M. Sadate a pris la « *responsabilité d'un refus* » et qu'il convient de le lui laisser en ne lui fournissant pas des armes pour se justifier.

Une personnalité proche de la délégation israélienne aux négociations sur l'autonomie nous a déclaré : « *Pour une fois ce n'est pas Israël que l'on peut accuser d'adopter une attitude négative. Il est clair que le président Sadate a pris le risque de faire obstacle au processus de paix. La balle est dans le camp égyptien.* »

M. Begin a cependant laissé entendre qu'il ne voulait pas laisser le chef de l'Etat égyptien décider seul du sort des pourparlers. Ne dissimulant pas son irritation, il a déclaré : « *Aucune date pour la reprise des conversations ne pourra être fixé sans que nous soyons consultés au préalable.* » Le gouvernement israélien a accueilli avec satisfaction les efforts entrepris par Washington pour provoquer cette reprise le plus tôt possible. Les Israéliens voient dans cette réaction le signe que les Américains ne veulent pas se prêter aux « *manœuvres égyptiennes* » qui « *ont à l'évidence pour but d'obliger la Maison Blanche à faire pression sur Israël et obtenir des concessions* ».

De notre correspondant

M. Begin a reçu vendredi l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, M. Lewis, qui lui a remis un message de M. Carter, le contenu de ce texte n'a pas été révélé. Après cet entretien, le premier ministre a pris soin d'affirmer qu'Israël n'était pas prêt à changer de position sur le statut de Jérusalem et la question de la sécurité dans les territoires occupés ; les deux principaux points sur lesquels a buté la discussion lors de la dernière phase des pourparlers avant leur suspension. Les dirigeants israéliens se montrent convaincus que M. Sadate acceptera tôt ou tard de continuer la négociation et n'a pas intérêt à une prolongation de la situation, car cela signifierait l'échec de « son » initiative de paix.

Le « malentendu sur Jérusalem »

D'autre part, les Israéliens font remarquer avec insistance que la dernière et subite volte-face du *président Sadate repose sur un* « malentendo », ceci pour tenter de réduire l'importance de l'une des raisons avancées par le Raïs pour suspendre les pourparlers. Il s'agit de la proposition de loi « fondamentale » sur Jérusalem, « *capitale d'Israël, une et indivisible* », déposée le 14 mai à la Knesset. Les milieux politiques de Jérusalem donnent une explication qui a été avancée vendredi par le quotidien du soir *Yediot Aharonot*. M. Sadate, au moment où il examinait avec les négociateurs égyptiens les conditions de la reprise pour pourparlers, aurait été « mal informé » par l'ambassade d'Egypte en Israël. Celle-ci, dans un rapport adressé ao Caire, aurait commis une erreur en laissant croire que le texte — simple proposition d'un député — soumis au Parlement israélien, était un projet présenté par le gouvernement de M. Begin, ce qui a été aussitôt interprété comme une provocation délibérée de la part de ce dernier.

Toutefois, la thèse du « *malentendu* » ne porte que sur des nuances, car, aufond, il demeure que tous les partis israéliens, à l'exception du Shelli et du parti communiste, qui se sont opposés à l'examen de la proposition de Mme Cohen, sont d'accord à propos du statut de Jérusalem : la ville doit rester « *réunifiée* ». Pourquoi, dès lors, ne pas le confirmer dans une loi fondamentale, la Knesset ayant décidé en 1967 l'application de la loi israélienne à la partie arabe de la cité qui venait d'être conquise ? Le principe de l'annexion est si largement admis (on parle souvent à son propos de « *consensus national* ») que les députés n'ont pas mesuré toute l'importance de leur décision de renvoi du texte devant la commission des lois qui impliquait approbation de fond.

Dans les couloirs de la Knesset, on admet que le moment était particulièrement mal choisi, alors que les négociations achoppent notamment sur la question de Jérusalem, et plus précisément sur la participation des habitants arabes de la ville aux élections en Cisjordanie dans le cadre de l'autonomie.

FRANCIS CORNU.

Pour formation de bande armée

LE RABBIN MEIR KAHANE EST MAINTENU EN DÉTENTION A JÉRUSALEM

Jérusalem (Reuter). — Le tribunal de Jérusalem a décidé, jeudi 15 mai, de prolonger la garde à vue du rabbin Meir Kahane, chef du groupe Kach, qui avait été arrêté mardi.

Ce groupe a créé une organisation paramilitaire clandestine dirigée contre les Palestiniens des territoires occupés et il serait impliqué dans la découverte d'une importante cache d'armes à Jérusalem. Ses membres, au nombre d'une centaine, sont entrés dans la clandestinité.

***Il y a deux semaines*, l'ancien chef de la Ligue de défense juive aux Etats-Unis avait déclaré à Ramallah (Cisjordanie) que les Palestiniens devaient quitter les territoires occupés. Ces propos avaient suscité une manifestation anti-israélienne au cours de laquelle plusieurs Palestiniens avaient été blessés et d'autres arrêtés.**

La législation d'urgence en vertu de laquelle le rabbin Kahane demeure détenu permet aux autorités de prolonger la garde à vue durant six mois *sans avoir à prononcer de chef d'inculpation*. Elle est couramment utilisée par Israël contre les Palestiniens soupçonnés d'entretenir des relations avec les fedayin.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● LE PRINCE NORODOM SIHANOUK, qui se trouve en Corée du Nord, nous a fait savoir, mercredi 14 mai, qu'il avait, « *volontairement et définitivement quitté le poste et les fonctions de président de la Confédération des Khmers nationalistes depuis plusieurs semaines* ». Au début du mois, la Fédération des Khmers nationalistes de France avait publié une déclaration préconisant la lutte contre Hanoï et le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. Pour sa part, le prince a fait connaître son souhait de rentrer dans son pays *(le Monde* du 2 mai).

Ghana

● UNE VINGTAINE DE MILITAIRES GHANEENS, soupçonnés de complot, ont été arrêtés au début de la semaine au camp Burma, à Accra, apprend-on à Lomé de source bien informée. C'est la seconde fois en quelques semaines que le gouvernement civil ghanéen fait arrêter des militaires soupçonnés de préparer un coup d'Etat. A la fin du mois de mars, huit officiers subalternes et soldats, ainsi qu'un civil, avaient été arrêtés dans la capitale ghanéenne et sont actuellement détenus. — *(A.F.P.)*

République démocratique allemande

● DES TRACTS ANTISOVIETIQUES auraient été distribués clandestinement dans différentes usines de Dresde et de ses environs, a-t-on appris vendredi 16 mai à Berlin-Ouest. Ils demandaient la libération de M. Sakharov et suggéraient aux athlètes est-allemands « *de se faire porter malades avant le début des Jeux de Moscou* ». En février, quatre étudiants de l'université technique de Dresde auraient été arrêtés pour avoir organisé une campagne de signatures contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan, a-t-on appris de même source. — *(A.F.P.)*

Inde

● L'ANCIEN PREMIER MINISTRE INDIEN, M. MORARJI DESAI, a reconnu, vendredi 16 mai, avoir rencontré secrètement M. Moshe Dayan en Inde en 1978 et le ministre sud-africain des affaires étrangères l'année suivante en Allemagne de l'Ouest. M. Dayan voulait obtenir la reconnaissance de son gouvernement par l'Inde, et M. Pik Botha avait transmis une invitation à M. Desai à se rendre à Pretoria. M. Desai a affirmé qu'il avait rejeté les propositions de ses interlocuteurs. — *(A.P., U.P.I.)*

République d'Irlande

● M. JACK LYNCH, ancien premier ministre de la République d'Irlande, a annoncé vendredi 6 mai son intention de se retirer de la vie politique. Il a déclaré qu'il ne se représenterait pas aux élections législatives, qui doivent avoir lieu en 1982. — *(A.F.P.)*

Le Monde

société

Les suites des événements de Jussieu

Alain Bégrand, le jeune homme qui a trouvé la mort le mardi 13 mai au centre universitaire Jussieu (« le Monde » du 15 mai), sera inhumé mardi 20 mai, à 6 h. 30, au cimetière de Thiais (Val-de-Marne). La tension provoquée par ce décès et la manifestation de mercredi est restée vive, et, vendredi 16 mai, enseignants, personnels et étudiants de Jussieu ont décidé la grève et l'occupation des locaux jusqu'à une prochaine assemblée lundi 19 mai.

La conférence des présidents d'université réunie vendredi a « condamné sévèrement les formes prises par l'agitation qui ouvre la porte à la violence et à la provocation ». La conférence a souhaité que l'année universitaire « se termine par la sanction normale des examens ». A propos des décrets relatifs aux étudiants étrangers, les présidents ont souligné que « conformément à la tradition de notre pays l'Université doit rester largement ouverte aux étudiants étrangers dans l'intérêt du rôle et de la place de la France dans le monde ».

Enfin, M. Raymond Barre a accepté vendredi de recevoir à sa demande le premier secrétaire du P.S. et une délégation de personnalités socialistes pour évoquer le problème des universités (« le Monde » du 17 mai).

Étudiants, enseignants et personnels du centre Jussieu décident la grève et occupent les locaux

Des motivations divergentes

Le soleil a permis aux étudiants de Jussieu de réunir en plein air, vendredi 16 mai, leur première assemblée générale après la manifestation de mercredi (*le Monde* du 16 mai). Un millier d'étudiants, quelques lycéens et jeunes chômeurs ont ainsi occupé les vastes gradins de ciment pour envisager les différentes façons de continuer le mouvement. La grève a été rapidement décidée, les participants se prononçant aussi pour une occupation *« jour et nuit »* du centre universitaire et la préparation d'une manifestation lors des obsèques d'Alain Bégrand.

Réunis un peu plus loin dans un amphithéâtre, environ cinq cents enseignants et membres du personnel prenaient à la même heure une décision semblable. Rares étaient les responsables syndicaux à s'exprimer. Les personnels de Jussieu des universités de Paris-VI et de Paris-VII votaient la grève et l'occupation ininterrompue jusqu'au lundi 19 mai à 11 heures, date choisie pour la prochaine assemblée générale. Un comité de grève rapidement mis en place devait veiller à éviter *« les incidents et les déprédations »* pendant les trois jours d'occupation. Samedi matin, M. Yves Le Corre, président de Paris VII, nous indiquait que le vote décidant l'occupation restait encore sans effet.

Mais les motivations des occupants, qu'ils soient étudiants ou personnels, derrière une protestation commune contre les mesures tendant à limiter l'inscription des étudiants étrangers, présentent aussi des différences. *« Nous voulons offrir aux jeunes qui le désirent un lieu de rencontre et de refuge à l'abri des interventions policières »*, explique un étudiant. *« Notre but est d'empêcher la violation de l'enceinte universitaire par la police ou par des casseurs. Il faut protéger notre matériel, notre outil de travail »*, commente un professeur. Entre ces deux stratégies, il y a plus que des nuances et, au cours de l'après-midi, ces « occupations divergentes » d'un même lieu vont provoquer quelques incidents entre deux communautés qui ont décidé de passer soixante-douze heures côte à côte. Une première fois, des autonomes reprocheront au personnel de vouloir retirer les barricades dressées derrière les grilles de l'entrée. Un autre incident aura lieu vers 17 heures quand des autonomes, pratiquant des contrôles, affirmeront avoir découvert *« deux flics déguisés »*.

Peu après, de nouvelles bousculades opposeront les deux groupes lors du verrouillage, *« malencontreux »* selon certains, *« volontaire »* pour d'autres, d'une petite porte donnant sur la place Jussieu. Ces incidents donneront l'occasion à un représentant des autonomes de critiquer, à l'assemblée générale réunie vendredi soir, *« les enseignants qui n'ont pas les mêmes intérêts que nous. Ceux-là sont des flics. Ils ont fermé la porte, protégé les fascistes et ils défendent la sélection »*.

Assez nombreux tout au long de l'après-midi, les autonomes seront même majoritaires à l'assemblée du soir. Leur proposition de création de « groupes mobiles » sera donc préférée à la mise en place d'un service d'ordre et à l'élection de responsables de la sécurité. Ils feront aussi largement applaudir leur suggestion de boycottage des examens de fin d'année par une salle où le nombre des étudiants avait tendance à diminuer.

Refusant les organisations, les refusant même parfois assez violemment au point de blesser M. Alain Beauvieux, le président de l'Association générale des étudiants de Jussieu (A.G.E.J.-UNEF Indépendance et Démocratie), des jeunes, qu'ils soient intellectuels ou *« travailleurs au chômage »*, comme ils se définissent eux-mêmes, ont de nouveau occupé le centre Jussieu. *« Si on faisait mentir M. Raymond Barre ?* proposait un étudiant. *Si on lui montrait que les universités ne sont pas de dépotoires et que les étudiants ne sont pas des ordures ? »*

SERGE BOLLOCH.

Trois cents universitaires étudiants et chercheurs lancent un appel contre le « décret Imbert »

Trois cents enseignants, étudiants, chercheurs et techniciens de l'université de Paris-VII (Jussieu), d'autres universités de Paris et de province, d'établissements de recherche — INSERM (recherche médicale) et INRIA (informatique et automatique) — rendent public un appel contre le « décret Imbert » qu'ils avaient signé *« deux semaines avant que la violence ne soit mise à l'ordre du jour »*, écrivent-ils dans une déclaration remise à la presse.

Les signataires de l'appel déclarent refuser les mesures contenues dans le *« décret Imbert* (qui *institue une procédure de filtrage »* des étudiants étrangers désireux de s'inscrire dans les universités françaises. Ces mesures, estiment-ils, *« aboutissent à déposséder les universités de l'inscription des étudiants étrangers (...) et à la confier aux services diplomatiques »*. Ce qui est *« illégal »*. Elles témoignent d'*« une conception mesquine, élitiste et paternaliste de l'enseignement du français »*, selon laquelle *« seule une petite minorité dûment sélectionnée, selon des critères de fortune et d'opinion politique, doit bénéficier du privilège d'étudier en France »*.

Ces mesures, ajoute le texte de l'appel, *« contredisent l'aspiration des jeunes à la libre circulation des hommes et des idées. Le gouvernement français montre par là que lui aussi n'hésite pas à violer délibérément l'esprit des accords d'Helsinki et les principes de la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies. Elles s'ajoutent aux mesures prises récemment à l'encontre des immigrés et contribuent à aggraver le climat de racisme et de xénophobie »* (...).

« C'est l'honneur du mouvement étudiant, conclut le texte, *que d'avoir lancé une protestation contre une politique discriminatoire que* (nous) *condamnons vigoureusement. »*

Parmi les signataires de cet appel figurent MM. Jean-Paul Aron, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (E.H.E.S.S.) ; Jacques Berque, professeur au Collège de France ; André Burguière, directeur d'études à l'E.H.E.S.S. ; Pierre Goubert, professeur d'histoire à Paris-I ; Jacques Le Goff, directeur d'études à l'E.H.E.S.S. ; Mmes Claire Hatsfeld, de l'INSERM ; Michelle Perrot, professeur d'histoire à Paris-VII ; Madeleine Rebérioux, professeur d'histoire à Paris-VIII ; MM. Olivier Revault d'Allones, professeur de philosophie à Paris-I ; Albert Soboul, professeur d'histoire à Paris-I ; Laureot Schwartz, membre de l'Institut, professeur à l'Ecole polytechnique ; Marc Soriano, professeur de lettres à Paris-VII ; Jean-Pierre Vernant, professeur au Collège de France ; Pierre Vidal-Naquet, directeur d'études à l'E.H.E.S.S.

RELIGION

LE PÈRE ROGER HECKEL, JÉSUITE, EST NOMMÉ ÉVÊQUE COADJUTEUR DE STRASBOURG

Jean-Paul II a nommé le père Roger Heckel, de la Compagnie de Jésus, évêque coadjuteur de Strasbourg. C'est la première fois qu'un jésuite est appelé à prendre la tête d'un évêché en France. En raison du concordat, cette nomination est entérinée par un décret du président de la République française. Elle est publiée simultanément par le *Journal officiel* du samedi 17 mai et par l'*Osservatore Romano*.

[Alsacien comme Mgr Elchinger, auquel il succédera de droit le moment venu, le Père Heckel est âgé de cinquante-huit ans. Il est entré en 1941 dans la Compagnie de Jésus et a été ordonné prêtre en 1954 par Mgr Dupont, évêque auxiliaire de Lille. De 1956 à 1975, il a fait partie de l'Action populaires à Vanves. De 1961 à 1975, il a assuré la direction des *Cahiers de l'actualité religieuse et sociale*.

A partir de 1975, appelé à Rome par le pape Paul VI pour animer la commission pontificale Justice et Paix, le Père Heckel a représenté le Saint-Siège à plusieurs conférences internationales. Il est spécialiste des questions sociales et auteur de nombreux articles et études où il s'est distingué par la clarté de ses vues et aussi par sa fermeté doctrinale.

Cette nomination dans un diocèse important précède de quelques jours la venue du pape en France. Le choix de Jean-Paul II est tout à fait conforme à ce que l'on connaît des goûts de l'évêque de Rome : placer des évêques énergiques dans les diocèses et prendre de préférence des religieux dévoués à la papauté. Le fait — inhabituel — que le nouvel évêque appartienne à la Compagnie de Jésus, ne peut que le confirmer.]

Témoignage

« Il n'y a pas d'hommes en veste blanche dans la police ! »

Un lecteur, cadre d'industrie, qui désire conserver l'anonymat, nous a fait parvenir le témoignage suivant sur des événements auxquels il a assisté, jeudi 15 mai près du centre universitaire de Jussieu à Paris.

Jeudi 15 mai, vers 21 heures, je me trouvais à moto, place Jussieu, avec mon épouse et observais un groupe de jeunes sur le trottoir opposé à l'université : au total une trentaine de personnes au maximum. Je restais quelque temps intrigué par un Abribus brisé, quelques objets calcinés, des poubelles renversées et la vitrine de l'agence B.N.P. voisine, brisée. Le calme semblait total et le groupe occupé à discuter.

C'est alors que j'ai assisté à l'intervention de la police. Chaque rue débouchant sur la place Jussieu fut bloquée par des C.R.S. qui attendirent l'arme au pied. Je me suis déplacé à moto jusqu'au carrefour des rues Linné et Geoffroy-Saint-Hilaire. Un vieux car gris immatriculé 8395 VM 75 arriva et débarqua au milieu des forces de l'ordre en uniforme et survêtement, une vingtaine d'hommes en civil. Après une courte période de concertation, le groupe éclata, et six d'entre eux descendirent la rue Linné pour rejoindre discrètement le groupe de jeunes qui s'y trouvait. Je descendais place Jussieu assister à cette étrange intervention.

Une fois mêlés au groupe, les hommes en civil se précipitèrent sur ceux qui le formaient. Les réactions furent violentes et, devant moi, une homme en veste blanche faisant partie du groupe des six hommes venus du car, sortit son arme et la arma. J'observais alors qu'un de ses collègues habillé tout en noir et muni d'un talkie-walkie avait vu la scène. Je criais : *« Rentrez ça ! »*, et l'homme à la veste blanche rentra son arme dans son étui. Quelques secondes plus tard, une jeune femme, sur le terre-plein central de la place Jussieu, lança en direction de la zone de la bagarre une bouteille pleine qui se cassa au sol sans autre conséquence. L'homme en noir donna l'ordre de la poursuivre, et trois de ses collègues et lui la rejoignirent, la traînèrent jusqu'aux grilles de l'université, la rouèrent de coups, puis détalèrent à toute vitesse. Je les suivis : ils retrouvèrent l'ensemble de leurs collègues qui attendaient près du car. J'ai fait part de mon indignation à un policier présent ; il m'a répondu que si ça ne tenait qu'à lui, il *« mettrait un pied à terre et tirerait dans le tas »*. Son chef, dans une Simca bleue, nous intima de déguerpir.

Je remontai alors rue Monge et faisais part de mes observations à un responsable qui portait des feuilles de laurier sur son survêtement : il me répondit impatiemment qu'il n'y avait pas d'hommes en veste blanche dans la police !

Je vous écris pour témoigner de ma grande inquiétude de voir des interpellations s'effectuer par des hommes en civil armés, et que ces derniers puissent impunément « corriger » une manifestante et disparaître, couverts par leurs collègues en uniforme.

« Contrôles prolétaires »

Aux abords du centre universitaire Jussieu, trois hommes ont été encerclés et vite maîtrisés par des autonomes, vendredi 16 mai vers 14 heures. Explication : *« On a chopé trois flics en civil. Ils prenaient des photos. »* A 17 h. 30, au pied de la tour 26 de Jussieu, nouvel incident. Des autonomes font face à des membres du personnel du centre universitaire en blouse blanche. Un homme est en cause : *« Il faut le fouiller. Montre tes papiers ! »* La tension monte entre les deux groupes. Les injures fusent. Quelqu'un s'écrie : *« Mais arrêtez de faire de la paranoïa, il n'y a pas de flics ici ! »*

Dix minutes plus tard, une échauffourée éclate sur le terre-plein central de Jussieu. Un *« contrôle prolétaire »* organisé par quelques autonomes s'intéresse à deux *« flics »*. En quelques instants, cent personnes se massent autour. *« Il faut les crever ! Sales flics ! »*, *« Tes papiers »*.

L'origine du « contrôle » remonte à une visite des autonomes dans les étages de l'université un peu plus tôt dans l'après-midi. Deux individus, sortant un rasoir, s'étaient mis à les poursuivre. Sur le terre-plein, à présent, le rapport des forces est inverse. *« Allez ! sors-le ton rasoir. »* Les deux hommes pris dans cette mêlée sont heureusement protégés par des membres du personnel. Maintenant, ce groupe de cent personnes est prie de mouvements incontrôlés. C'est le presse, et des coups s'échangent. Ce petit tribunal populaire est la proie de secousses convulsives.

Et puis, tout est bien qui finit bien. Encadrés, les deux individus sont *« soustraits »* au « contrôle » et mis en sécurité dans le tour centrale. Un autonome a du mal à décolérer : *« Ces types, on avait fait une enquête sur eux. »*

Durant ce temps, onze manifestants du 14 mai passent devant le tribunal des flagrants délits au palais de justice. Fatalisme des autonomes : *« Les flics ? L'Etat se défend avec les armes qu'il a : est domé. C'est une répression type 23 mars, de l'intimidation. »* Précisément, un tract vient d'être distribué, intimidant. Son titre : *« Flagrant délit. »* On y raconte que *« tout journaliste est un flic »*, que *« tout bureaucrate est un flic »*. Conclusion : *« On nous a chassés de notre vie et de notre ville. (...) Faisons de la critique de l'urbanisme une arme. Les incendies seront inévitables. »*

L. G.

LES PROLONGEMENTS JUDICIAIRES

• Quatre condamnations en flagrant délit
• Ouverture de plusieurs informations

La 23e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, dite chambre des flagrants délits, a jugé, vendredi 16 mai, onze jeunes garçons pour des délits commis lors de la manifestation des étudiants du 14 mai (*le Monde* du 16 mai). Fait exceptionnel, M. Christian Le Gunehec, procureur de la République, est venu siéger *quelques minutes* durant cette audience à côté d'un de ses substituts, M. Martin.

Le haut magistrat a brossé un bref historique de la journée du 14 mai, lendemain de la mort d'Alain Bégraod, pour ajouter : *« Ceux qui comparaissent aujourd'hui sont poursuivis pour des vols commis dans un magasin préalablement démoli. Ce sont des délits particulièrement vils et dégradants. Ils me rappellent les charognards qui suivaient les armées de l'Empire et les taverniers de Victor Hugo. Pour l'appréciation de la peine, vous devez avoir à l'esprit la nécessité de sanctions exemplaires et intimidantes... »*

Les avocats des prévenus ont vivement réagi à cette intervention, se plaignant notamment de telles *« représentations théâtrales »* ayant pour objet *« d'imposer un débat politique »*.

En définitive, le tribunal a condamné MM. Bechara Ojeimi, vingt-six ans, aide-soignant, pour le vol d'une valise et d'une paire de chaussures, et Pascal Vande-Walle, vingt-deux ans, électricien, pour le vol d'un sac en toile, à six mois d'emprisonnement dont quatre avec sursis. MM. Amara Habib, vingt ans, ressortissant tunisien, pour avoir eu à ses pieds une bouteille sentant l'essence, et Michel Renvaza, vingt et un ans, *agent de sécurité*, pour port d'arme par destination, ont été respectivement condamnés à trois mois et deux mois d'emprisonnement avec sursis. MM. Rada Bah, dix-neuf ans, et Lionel Moelo, vingt-cinq ans, étudiant, poursuivis pour tentative de vol, ont été relaxés.

Les cinq autres prévenus, ayant demandé un délai pour préparer leur défense, seront jugés le 23 mai. Ils resteront maintenus en détention jusqu'à cette audience. Il s'agit de MM. Jean-Marc Philip, vingt-trois ans, élève à l'Ecole d'ingénieurs d'hydraulique de Grenoble, poursuivi pour un vol qu'il nie énergiquement ; Jean-Olivier Bouvet, dix-huit ans, caissier ; Christian Pillougine, trente-trois ans, opérateur de cinéma, pour vol de vêtements ; Pascal Talleux, vingt-deux ans, et Jean-Aimé Delarbre, vingt-quatre ans, tous deux sans profession, pour le vol de 4 200 francs à la cafétéria du centre universitaire Jussieu.

D'autre part, M. Camille Gérard, premier juge d'instruction, a fait écrouer pour violences à agents et vol, une jeune fille de dix-sept ans, arrêtée le 15 mai à 22 heures, dans le quartier de Jussieu, et M. Angelo d'Onofrio, vingt-quatre ans, manœuvre, déjà condamné pour avoir volé une tablette de chocolat.

Enfin, des informations judiciaires ont été ouvertes contre trois jeunes gens interpellés à Paris, le 14 mai, laissés en liberté. M. Guy Joly, juge d'instruction, a ainsi inculpé d'infraction à la loi anti-casseurs et de complicité de vol MM. Gilles Sainty, dix-huit ans, étudiant, Mario Fiems, dix-neuf ans, lycéen, accusés par les policiers d'avoir fait partie d'un groupe qui a brisé, 40, boulevard du Montparnasse, la vitrine de la Banque parisienne de crédit et volé 1 200 francs dans un salon de coiffure. Les deux jeunes gens nient les faits.

Une autre juge d'instruction, M. Claude Hanoteau, a inculpé de violences à agents et d'infraction à la législation sur les armes M. Frédéric Foussier, vingt ans, étudiant, accusé d'avoir jeté des pierres et un cocktail Molotov et d'avoir été porteur d'une barre de fer, tous faits qu'il conteste. Enfin, deux mineurs âgés de treize ans et demi et de quinze ans et demi, ont été remis à leurs parents.

LE PRÉFET DE POLICE DE PARIS : l'Université ne bénéficie d'aucune franchise.

Interrogé par le *Point*, qui rapporte ses propos, dans son dernier numéro, au sujet des franchises universitaires et des *conditions d'intervention* de la police au centre universitaire de Jussieu le 13 mai, jour où Alain Begrand trouva la mort, M. Pierre Somveille, préfet de police, a déclaré : *« L'Université ne bénéficie, dit-il, d'aucune franchise, d'aucune situation d'extraterritorialité. Son statut est de droit commun en ce qui concerne l'intervention de la police, en vertu de l'article 37 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. La police peut donc intervenir sur réquisition du président de l'université, ou en constatant le flagrant délit. L'intervention des forces de police le 13 mai 1980 était fondée sur la constatation de délits qui se commettaient à l'intérieur de l'enceinte, et particulièrement à partir des terrasses.*

Mais, pour l'avenir, j'ajouterai que, compte tenu du précédent créé ce jour-là par les contacts avec le président de Paris VII et pour éviter toute équivoque — pour ne pas dire toute valse-hésitation, votre toute volte-face — j'ai décidé de ne prêter le concours de la force publique, réquise par le président de l'université en vue d'une intervention à Paris VII que lorsque la réquisition de celui-ci aura d'abord été constatée par procès-verbal. »

UN SONDAGE SUR LE MARÉCHAL PÉTAIN

Dans son numéro du samedi 17 mai, le *Figaro magazine* publie un sondage réalisé par la Sofres du 23 au 29 avril, auprès de mille personnes, sur la défaite de 1940 et le rôle joué, à l'époque, par le maréchal Pétain.

Pour 39 % des personnes interrogées, *« la présence du maréchal Pétain à la tête de l'Etat a permis d'éviter le pire »*, mais 38 % jugent que *« la France a été aussi mal traitée que les autres pays occupés par l'Allemagne nazie »*.

Enfin, 59 % des personnes interrogées estiment que Philippe Pétain était *« un homme sincèrement convaincu de l'intérêt national mais qui a été dépassé par les événements »* et 7 % : *« un héros qui a tout sacrifié à la France et qui a été injustement condamné »*. Le *Figaro magazine* en conclut que, quarante ans après, 66 % des Français *« ne condamnent pas le maréchal Pétain »*. N'est-ce pas faire dire aux chiffres plus qu'ils ne disent, à moins qu'être *« dépassé par les événements »* soit conforme à l'intérêt national.

LE COMTE DE PARIS ET L'« HÉRITAGE HISTORIQUE DE LA LÉGITIMITÉ »

Le comte de Paris a rendu visite cette semaine à son fils, le *prince Thibault d'Orléans*, écroué à la maison d'arrêt de Pau. Le prince, âgé de trente-deux ans, dernier des onze enfants du comte et de la comtesse de Paris, est en effet inculpé, depuis le 26 avril, de complicité dans une tentative de vol qualifié à main armée commise à Tarbes, au domicile d'un collectionneur de tableaux (« *le Monde* » des 29 et 30 avril).

Au terme de cette visite, le comte de Paris a précisé dans un communiqué : *« Mgr le comte de Paris a visité son fils Thibault, retenu prisonnier en maison d'arrêt, pour lui apporter dans l'épreuve le témoignage de l'amour paternel et familial. Quelle que soit la tendresse du père pour ses fils, touchés avec tant d'autres, d'un mal de génération, celui qui détient l'héritage historique de la légitimité a le strict devoir de les mettre en garde et, si cela devenait indispensable, d'écarter de la lignée dynastique ceux de ses enfants qui viendraient à oublier ou à négliger la vocation qui leur vient originellement du peuple, dont ils se doivent de rester l'image exemplaire contre toutes les facilités. »*

M. Barre accepte de recevoir M. Mitterrand

M. Raymond Barre a répondu, vendredi après-midi 16 mai, à la lettre que lui avait adressée M. François Mitterrand, et qu'il avait reçue le matin, dans laquelle celui-ci lui demandait de recevoir une délégation de la direction nationale et du groupe parlementaire du P.S. pour évoquer les *« problèmes qui se posent actuellement dans plusieurs universités »* (*le Monde* du 17 mai). Le premier ministre écrit, notamment, au premier secrétaire du P.S. :

« J'accepte volontiers de vous recevoir, accompagné des personnalités que vous désignerez.

» Je demande à mon cabinet de se mettre en rapport avec vous afin de nous entendre sur la date et les modalités de cet entretien.

» Je vous prie de croire, monsieur le premier secrétaire, à l'assurance de ma considération distinguée. »

[Si M. François Mitterrand se rendait personnellement à l'hôtel Matignon pour s'y entretenir avec le chef du gouvernement, cette entrevue constituerait une « première » politique. En effet, le premier secrétaire du parti socialiste s'est entretenu à plusieurs reprises, depuis les élections législatives de 1978, avec M. Giscard d'Estaing, sur l'invitation du chef de l'Etat, mais il ne s'est jamais rendu à l'hôtel Matignon, s'y ayant pas été invité et n'ayant pas sollicité d'audience du Premier ministre.

La dernière rencontre « officielle » entre le premier ministre et le « leader » du P.S. remonte à leur face-à-face télévisé du 12 mai 1977. M. Barre a reçu par la suite, à l'hôtel Matignon, les présidents des groupes parlementaires socialistes, MM. Gaston Defferre et Marcel Champeix, à propos notamment des projets gouvernementaux relatifs au financement des partis, à la limitation du cumul des mandats et à l'instauration de la proportionnelle aux élections municipales dans les grandes villes, mais M. Mitterrand ne participait pas à ces échanges de vues.]

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières
Vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
que vous recherchez

M. Jean-Marie Schléret
M. Antoine Lagarde à la tête
des parents d'élèves de l'

PUBLICITÉ

LETTRE OUVERTE AUX SCIE

CHERCHEURS - ENSEIGNANTS - T
ONT DÉJÀ RÉPONDU À CET APPEL :
PROFESSEURS - DIRECTEURS DE R
MAITRES DE RECHERCHE DE L'U.E.R.
DE L'U.E.R.

ÉTUDIANTS

A l'initiative des étudiants de l'U.E.R. de Biol
Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris.

هكذا سند الأصل

de Jussieu

«Contrôles prolétaires»

[illegible] condamnations en flagrant [illegible]

[illegible] de plusieurs informations

ÉDUCATION

M. Jean-Marie Schleret remplace M. Antoine Lagarde à la tête de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public

De notre envoyé spécial

Pont-à-Mousson. — Au soixante et unième congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), le comité fédéral, après cinq heures de délibérations, a désigné, vendredi soir 16 mai, le successeur de M. Antoine Lagarde à la tête de la fédération. M. Jean-Marie Schleret a été élu au deuxième tour par 35 voix contre 20 à un candidat de dernière minute, M. François Bonjour, vice-président de la PEEP jusqu'à ce congrès. Après son élection, il a prôné l'« ouverture tous azimuts » de la PEEP en direction de ses partenaires, y compris la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E. - Cornec).

Barbe blonde, taille moyenne et visage bon enfant, le nouveau président de la PEEP, s'il se réclame de la *« continuité de l'action de M. Lagarde »*, confère par sa personnalité, une nouvelle image de marque à la Fédération. Trois facettes pour ce qui pourrait être un *style* nouveau. D'abord, âgé de trente-huit ans, il est jeune par rapport à l'âge moyen des responsables de la PEEP : *« On ne pourra plus dire que nous somme une fédération de grands-parents »*, a-t-il déclaré après son élection.

Ensuite, père d'un enfant de six ans, il s'intéresse prioritairement à l'enseignement primaire, alors que ce secteur ne regroupe que 17 % des adhérents de la PEEP. *« La priorité à mes yeux,* a-t-il dit, *est de faire aboutir les revendications des jeunes parents du primaire »*, et de dénoncer le simulacre de participation qui leur est proposé. *« L'ère des "parents qui se contentent de strapontins est révolue. »*

L'un de ses thèmes favoris est le refus du développement de la scolarisation des enfants de deux ans à l'école maternelle. Affirmant la primauté de la famille sur l'école — un principe traditionnel à la PEEP — il déclarait devant les congressistes : *« A cet âge, la fragilité émotionnelle des enfants est considérable, la scolarisation est néfaste dans des classes de trente-cinq comme aujourd'hui et elle n'est même pas possible dans des classes de vingt-cinq (...).*

Enfin, éducateur spécialisé, il est relativement proche du métier enseignant, bien qu'il s'en défende. Evolution notable pour une fédération qui critique sa rivale pour sa dépendance à l'égard du personnel enseignant. M. Schleret a enseigné en classe de sixième et de seconde, a dirigé un institut médico-pédagogique et a donné des cours de pédagogie à Beyrouth, particulièrement à l'école de formation des instituteurs. *« Il vaut mieux que l'enseignant soit un éducateur,* précise-t-il, *mais l'inverse n'est pas forcément nécessaire. Pour l'éducateur, la personnalité de l'enfant compte d'abord avant l'acquisition de connaissances (...).*

Un profil propre à séduire la nouvelle génération de parents d'élèves apparue dans l'école primaire et couramment baptisée « nouveaux parents ». Si l'orientation ne change pas du tout au tout, le ton, en revanche, risque donc d'évoluer. Faisant écho aux congressistes qui, la veille, avaient suggéré qu'un *« oui mais »* utilisé par la PEEP dans ses relations avec le ministère de l'éducation succède le *« non parce que »* (*le Monde* du 17 mai), M. Schleret a annoncé qu'il direit catégoriquement non à toute réforme du second cycle de l'enseignement secondaire et particulièrement à toute modification des programmes en classes de seconde *« avant que la réforme du collège unique ne soit digérée »*.

EDWY PLENEL.

[Né le 11 août 1941 à Metz (Moselle), M. Jean-Marie Schleret, éducateur spécialisé, est, depuis 1978, directeur de la consultation d'orientation éducative et du service d'observation en milieu ouvert du tribunal pour enfants de Nancy. Il est membre de la PEEP depuis 1976, fut au comité fédéral et au conseil d'administration en 1979.]

(PUBLICITE)

LETTRE OUVERTE AUX SCIENTIFIQUES

La liberté de circuler, la liberté d'étudier sont-elles en train de disparaître en France ?

L'Université, lieu d'éveil de l'esprit, va-t-elle être touchée par l'obscurantisme ?

Ces questions, nous pouvons actuellement nous les poser à la lecture des circulaires et décrets du 12-12-77 et du 31-12-79.

La première émane du Ministère de l'intérieur et entend réglementer l'admission en France des étudiants étrangers. Elle avoue clairement vouloir « aboutir à une diminution du nombre d'étudiants *étrangers en France* », *et améliorer* la « qualité » du recrutement. Cette circulaire a été traduite en justice à l'initiative des étudiants de Lille en particulier, et constituait donc un cas de jurisprudence. Malgré cela, la promulgation du décret Imbert du 31-12-79 reprend et complète les éléments de cette circulaire.

Dorénavant les étudiants étrangers devront déposer des dossiers qui seront étudiés par une Commission Nationale. Seul « le Président de la Commission répartit entre les établissements les dossiers retenus ».

Répartition arbitraire des étudiants étrangers, disparition de l'autonomie des Universités pour l'inscription des étudiants, contrôle strict et accru aux frontières selon des critères financiers, politiques, culturels... Aurions-nous oublié un passé encore récent ?

Ces décrets qui visent aujourd'hui une minorité étudiante — les étrangers — ne risquent-ils pas de s'étendre demain afin de réduire l'effectif universitaire dans son ensemble ? Allons-nous vers une Université élitiste et xénophobe ?

Toutes *ces mesures s'opposent* à l'éthique de l'Université, définie par l'article n° I de la loi d'orientation de 1968 qui garantit le libre circulation des personnes et des idées.

Nous pensons que les universitaires et scientifiques, pour beaucoup démocrates de tradition, doivent savoir lever les yeux du microscope ou du tableau noir, pour faire entendre, par leurs protestations, qu'ils n'acceptent pas que la liberté soit divisée et que les droits de l'homme ne soient que ceux de « l'homme blanc ».

ÉTUDIANTS

ABADA C., AUBRY, BARNIER J.-V., BENHAMOU M., BERBAR, BESCHON C., BERNARD C., BINET M.-H., BOITRELLE F., BOUCHARD B., BOURRE F., CHARANSONNEY, CHASSAT, CLIPET P., COINTE, COLONNA M., COMMARIEU M.-H., CONSTANT E., COUSE I., COURTAIX F., CROSSET, DARMON M., DEFRANCE, DELAGB C., DELANOE J., DERNONCOURT R., DOUCET E., DUBOIS, DUJARDIN P., OURVISSEAUX A.

FAVRE C., FOURNIER, GILSON L., GIRARD A., GOMA, GONZE I., GOSTI, GRASMICK C., GUERREAU D., GUERIN M., GUETTET C., GUTIERREZ C., HENRY I. HILLIOV, ERIMIAN R., LABORIEUX J., LAFFONT, LANCELIN, LANTIERI, LEBLOND, LEFOLL, LEGROS, LELONGT B., LEPAGE P., LEPROUX A., LEROY M.-J., LOGNONNE J.-L., MAUBEL, MOLLIER P., MOULY V., MUREL C., etc.

CHERCHEURS - ENSEIGNANTS - TECHNICIENS

ONT DEJA REPONDU A CET APPEL :

PROFESSEURS - DIRECTEURS DE RECHERCHE

MAITRES DE RECHERCHE DE L'U.E.R. BIOCHIMIE DE L'U.E.R.

BLANGY D., BEAUD G., BENEDETTI E.-L., BUTTIN G., CHAPEVILLE F., CONTESSE G., DEDONDER R., EHRLICH E., FAVRE A., GIRARD M., JAMI J., LABBE P., NINIO J., REISS C., SARASIN A., STROSSBERG D.

AGHION J., ALIX J.-H., ASSAIRI L., BENTABOULET M., BILLAULT A., BLANCHETOT A., BLONDEL M.-O., BRIENT M., BUCHINI, CASTAUD J., CARRE D., CHAMBERT R., CHAMPION O., COUSSURET F., DAHAN A., DANGLOT G., DUTHA S., DERUEL, DESVAGES G., DESRAPS, DOGNIN M., DOLY J., DEU A., DUMAS J.-F., DUNIA J., EMORINE L., EVRARD G., EMMANUEL C., FAUCOURON O., FORTERRE P., FOUST A., GABARRO-ARPA J., GAREL G., GAY P., GELABERT M.-J., GLATRON-PETIT M.-F., GOMEZAU J.-M., GOZE A., GARZON, GONZY-TREBOUL G., GUION-RAIN M.-C., HABERT, JACQ A., JAUREGUIBERRY G., JOUET S., KTORZA A., KERN R., LAMOTTE J., LASSERRE C., LEFEVRE G., LEREDLUS D., LUDOVSKY M.-A., MASCHAT F., MARCAUD L., MERY-DEUGEON E., MEURY J., MICHEL C., MONSEY, MOREAU J., NAU F., OLOFSSON B., OUNISSI H., PENIT C., PERRET J., PIFFETEAU A., PHAM G., PERSON A., PIREAU, PIROTTE R., QUEMARD C., RAT L., RECOURREUR M., REISS C., REYNAUD C.-A., RICHET E., ROBIN A., ROBIN J., ROUGET P., SEMAN M., SCHMITT B., SCHWARTZMAN R., SOULIE C., SRODOGORA S., STEINMETZ M., THOMAS G., TRANSY C., VAESKEN, VINCENT A., VINSON, VOLOVITCH M., WACKSMAN G., WALLE J., WEIZMANN, WOLLMAN F., ZILBERFARB V.

A l'initiative des étudiants do l'U.E.R. de Biochimie - Université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris.

JUSTICE

AU CONGRÈS DES JEUNES AVOCATS A LA BAULE

M. Beteille a défendu avec acharnement la réforme « sécurité et liberté »

De notre envoyé spécial

La Baule. — M. Raoul Béteille, directeur des affaires criminelles et des grâces, a surgi, vendredi 16 mai, au beau milieu de la séance solennelle du trente-sixième congrès de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, qui prend fin ce samedi 17 à La Baule.

Celui qui se présente, depuis que les critiques se multiplient contre lo « projet Peyrefitte » et la façon dont il a été élaboré, comme le « père » de la réforme, avait choisi, à la manière du premier ministre, d' « aller au charbon ». Pendant une heure, devant un auditoire *hostile ou goguenard*, la mèche en bataille, martelant la tribune du plat de la main, il a, sinon convaincu, du moins fait preuve de détermination.

« Un flagrant délit généralisé » ?

Cette visite n'était pas prévue. Il semble qu'elle ait été décidée au dernier moment avec l'espoir d'apaiser les critiques qui s'étaient multipliées la veille contre le projet « sécurité et libertés » *le Monde du 17 mai). Elle n'a été en tout* cas annoncée aux organisateurs que le jour même. De toute manière, le mal était fait. Au fur et à mesure que l'étude du projet avançait en commission et en séance plénière, les voix timides qui s'étaient élevées le premier jour pour lui trouver, malgré des réserves, certaines séductions, se sont tues. La FNUJA no proposera pas d'amendement. Elle rejette en bloc ce texte, comme lo dénote la motion adoptée à l'unanimité, moins une voix, quelques instants avant l'arrivée de M. Béteille. Les Jeunes avocats opposent au projet un « non catégorique ».

Cela expliquo que le directeur des affaires criminelles, qui venait d'apprendre cette prise do position, ait choisi de ne pas faire de concessions : tout est bon dans le projet, depuis la *sévérité* accrue appliquée aux actes de violence grave qui mettra le holà à la multiplication *alarmante* des manifestations d'autodéfense, jusqu'à la procédure de « saisine directe », qui limitera les détentions provisoires.

L'index pointé, priant à deux reprises son auditoire d'excuser sa « véhémence », M. Bételle a agité devant ses interlocuteurs une pièce à conviction dont on entendra sans doute à nouveau parler à l'Assemblée nationale : la proposition de loi socialiste de suppression des flagrants délits, qui, effectivement, envisage une procédure voisine de la « saisine directe ». A cette nuance près que le directeur des affaires criminelles a eu l'élégance de reconnaître : la proposition socialiste ne vise qno les « délits flagrants », c'est-à-dire, *selon* l'interprétation généralement admise, les infractions qui *« se commettent actuellement »* ou *« viennent de ce commettre »*, et non pas n'importe quelle affaire que le tribunal, sur recommandation du parquet, pourra juger, aux termes du « projet Peyrefitte », suffisamment claire, *« eu égard aux charges rassemblées »*, pour court-circuiter le juge d'instruction.

Depuis qu'il porte la robe, comme avocat d'abord, comme magistrat ensuite, M. Béteille n'a, à l'en croire, qu'un projet en tête : réduire la durée des détentions provisoires. Avec ce texte qui, par la saisine directe, vise à raccourcir les délais de comparution, il touche au but. Qui aurait le front de le lui reprocher ? *« Pas Casamayor,* s'est-il écrié, *qui, dans un article de* Libération, *écrivait il y a quelques jours : « C'est vrai que neuf fois sur dix l'instruction ne sert à rien... »* Donc, la voie directe, pourquoi pas ? Etonnés, ses interlocuteurs n'ont pas bronché. Ils n'ont pas sous les yeux la suite de l'article qui dit : *« ... mais avec un tel instrument — un flagrant délit généralisé — qui nous assure que cela ne servira pas à empoisonner les bonnes femmes et les bonshommes qu'on voudrait faire passer à la casserole ? »*

La cause est entendue. M. Béteille a bien mérité de son enfant putatif, déclenchant chez quelques auditeurs, qui s'étaient pourtant promis de ne manifester aucune approbation, des applaudissements sans qu'on sache très bien s'ils visent ce « show » de soixante minutes d'une incontestable fermeté ou les propos eux-mêmes.

BERTRAND LE GENDRE.

Faits et jugements

Un policier de Strasbourg condamné pour « violences légères » envers un député européen

Pour avoir *giflé M.* Knud Nielsen, alors député *socialiste* du Danemark à l'Assemblée européenne des Communautés do Strasbourg, M. Edgar Tinorua, trente ans, ancien gardien de la paix dans cette ville, a été condamnó le vendredi 17 mai pour « violences légères » à 400 F d'amende, 1 F *de* dommages-intérêts en réparation du préjudice moral et 700 F de remboursement de frais médicaux.

L'affaire remontait à la nuit dn 17 au 18 juin 1975 *(le Monde* des 20 et 25 juin 1975). Lors d'un contrôle d'identité effectué par la police dans un cabaret de le ville où se trouvait M. Nielsen, celui-ci avait invoqué son immunité ot refusé do présenter ses papiers. Emmené do force au commissariat, il avait tenté de sortir do la voiture de police ot c'est *alors que* l'un des *hommes* de la patrouille, M. Tinorua, l'avait giflé à trois reprises.

Arrêté par la D.S.T. M. Roger Delpey est inculpé par la Cour de sûreté de l'État.

Arrêté le 10 mai par les enquêteurs de la direction de la surveillanco dn territoire (D.S.T.), M. Roger Delpey, cinquante-quatre ans, écrivain, a été inculpé vendredi 16 mai d' *« intelligence avec des agents d'une puissance étrangère de nature à nuire à la situation diplomatique de la France »* par M. Jean-Claude Thin, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat (*le Monde* dn 15 mai). M. Delpey a été écroué.

Il avait été interpellé alors qu'il sortait dn « bureau populaire » libyen à Paris. On assure, à la Cour de sûreté do l'Etat, que l'écrivain entendait déstabiliser la politique française avec les pays d'*Afrique* francophone. M. Delpey, ancien militaire du corps expéditionnaire en Indochine, devenu écrivain, était en relation avec l'ex-empereur centrafricain Bokassa.

La Journée nationale de la Croix-Rouge française

Le dimanche 18 mai est, cette année, la Journée nationale de la Croix-Rouge française. Dans toutes les villes, au parvis des églises, à tous les carrefours, les bénévoles en tenue gris-bleu solliciteront l'obole et l'adhésion en faveur d'un organisme qui s'est acquis depuis longtemps droit de cité, mais dont chacun a davantage une idée reçue et du même coup incertaine qu'une connaissance réelle des activités, des moyens et des besoins qui sont les siens.

L'entraide avec « quelque chose en plus »

Elle est d'abord la Croix-Rouge et l'on peut dire que, dans l'opinion, elle a bonne presse. Chacun sait, peu ou prou, qu'elle fut sur la brèche tout au long de ces années qui, de 1859 à 1962, firent qu'il ne s'écoulait jamais beaucoup de temps sans que le France connaisse une guerre internationale ou coloniale. Avant de porter le nom qui est aujourd'hui le sien, elle fut à l'origine la Société française de secours aux blessés militaires dans la ligne exacte des premières préoccupations qui avaient été celles de Henry Duant, le père fondateur du Mouvement international au lendemain de la bataille de Solférino. Il s'y ajouta, en 1879, l'Association des femmes françaises et, en 1881, l'Union des femmes de France. Ce n'est que le 7 août 1940 qu'elle prit le nom, qui est aujourd'hui le sien, de Croix-Rouge française.

Quarante ans après, la Croix-Rouge française est aujourd'hui l'une des cent vingt-six sociétés nationales du mouvement Croix-Rouge que coordonnent, à Genève, la Ligue do sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

En chiffres, cela signifie pour elle 1 200 000 adhérents, et parmi eux 100 000 bénévolee actifs dont 80 000 secouristes et 3 500 médecins. Cela représente un budget annuel de 1 milliard de francs qu'il faut gérer et augmenter, nourri régulièrement par des dons et des legs, et auquel l'obole annuelle do la Journée nationale n'apporte guère que 3 millions de francs. C'est qu'il convient d'être présent partout avec un conseil dans chaque département et 1 200 comités locaux de ville ou de village.

Les tâches du temps de paix sont des tâches quotidiennes. Au-delà des interventions spectaculaires à l'occasion des grandes catastrophes, de la présence en fin do semaine sur les routes pour assister les victimes des accidents, au-delà d'une action dans l'Asie du Sud-Est, et particulièrement en Thaïlande et au Cambodge, que la société a voulu spécifique, il y a l'ordinaire des jours. Pour la Croix-Rouge française, c'est 370 établissements socio-médicaux, *de l'hôpital au dispensaire, de l'aide* aux personnes âgées aux centres de soins ruraux. Ce sont des établissements publics spécialisés dans les traitements de pointe de l'hémophilie ou des myathasse. Ce sont encore 106 écoles et centres de formation d'infirmières, d'assistantes médico-sociales, de secouristes, recevant 16 000 élèves.

Il reste à la Croix-Rouge française à justifier toute cette activité par ce qu'elle entend être « un apport spécifique » auquel tient beaucoup son actuel président, M. Jean-Merie Soutou, élu en décembre 1978 et entré en fonction en juin 1969.

« Cet apport sans lequel nous pourrions abandonner à d'autres toutes ces tâches d'assistance, dit-il, *c'est un préfet qui m'en a apporté la révélation. Comme je lui demandais, en effet, ce que nous apportions de plus, il m'a dit : « C'est simple. » Aujourd'hui, les secouristes de la » Croix-Rouge font aussi bien mais » pas mieux que des pompiers, des » gendarmes ou les personnels de » SAMU. Seulement voilà : après un » accident de la route dans lequel » un père de famille avait trouvé la » mort, les enfants étaient gravement » blessés, seule la mère étant » indemne, vos secouristes ont aus- » sitôt alerté leur comité local et » celui-ci a pris la mère en charge, » l'a logée à proximité de l'hôpital » pour qu'elle puisse aller voir ses » enfants, s'est occupé de toutes les » formalités pour l'inhumation du » père décédé. Eh bien cela, ni des » gendarmes, ni des pompiers, ni » personne d'autre n'aurait pu le » faire comme eux. »*

Pour autant, la Croix-Rouge française n'étant pas restée élitiste, le temps est révolu où l'on pouvait la tenir pour un club de dames do le bonne société. La répartition socio-professionnelle de ses adhérents et de ses volontaires est devenue à peu près à l'image de celle de la nation. Elle sait aussi qu'elle ne peut plus prétendre détenir un monopole de l'entraide et de la générosité. Une politique d'ouverture est née à l'endroit d'autres mouvements tels que le Secours populaire, le Secours catholique ou la CIMADE avec lesquels s'impose et s'imposera do plus en plus une coopération.

MÉDECINE

AU SYMPOSIUM DE BESANÇON

La réinsertion des cancéreux guéris

Qui se préoccupe des cancéreux guéris ? Les médecins ne considèrent-ils pas que leur mission s'achève avec le traitement ? Les infirmières ot autres praticiens para-médicaux, pour avoir avec le malade des relations plus ouvertes et en tout cas plus quotidiennes, connaissent mieux, semble-t-il, les problèmes que rencontrent les cancéreux guéris. C'est ce qu'a souligné le « symposium de réhabilitation et de réinsertion des cancéreux guéris », qui a eu lieu à Besançon, sur l'initiative dn docteur Jacques Brugère (Institut Curie, Paris) et dn docteur Schraub (C.H.R. de Besançon), lesquels viennent de faire paraître en collaboration avec plusieurs de leurs confrères un « guide de réinsertion des cancéreux traités » à l'usage du monde médical.

De notre correspondant

Besançon. — Quelque deux cent cinquante personnes ont participé à ce symposium de Besançon sur les cancers guéris, le premier en Europo à être exclusivement consacré à un sujet qui concerne, en France, selon les estimations *d'une thèse soutenue le mois dernier* à Besançon, plusieurs centaines de milliers de cancéreux traités. Engagés dans un débat très ouvert où les praticiens, visiblement, avaient pris le parti de se mettre à l'écoute des anciens malades, les participants ont largement traité des problèmes personnels et socio-professionnels que pose la réinsertion.

Difficultés psychologiques

Il y a tout d'abord les problèmes matériels, mécaniques, pourrait-on dire, et qui devraient trouver pour partie leur solution dans la rééducation, les prothèses et les appareillages. Encore faut-il que l'on propose à l'ancien malade le matériel le mieux adapté à son cas, qu'on lui fasse connaître, afin qu'il puisse en bénéficier, les améliorations techniques dont ce matériel s'enrichit. Or, par exemple, bien souvent la femme qui aura besoin d'une prothèse mammaire se verra proposer un modèle ancien et mal adapté, sous prétexte qu'il est difficile de tenir un stock important. S'il n'y avait pas les anciens malades pour se communiquer entre eux des renseignements, combien de colostomisés (malades ayant subi une ablation partielle de l'intestin) connaîtraient l'apparition sur le marché de poches comportant un filtre rendant plus discrète l'émission (incontrôlée) de gaz intestinaux ?

Il est assez rare que les malades parlent dans un congrès médical pour que cela soit souligné. Ce qu'ils avaient à dire sur les difficultés psychologiques qu'ils ont dû surmonter, leurs problèmes affectifs, familiaux, sexuels, professionnels, sociaux, aura démontré aux médecins la nécessité d'aller bien au-delà de l'acte traditionnel et de s'armer pour être en mesure de continuer la bataille alors que cette bataille leur semble terminée.

Mais si le spécialiste devrait déjà, à l'instant du choix du traitement, songer à la future réhabilitation de son malade (le symposium a fait ressortir que des pratiques chirurgicales lourdes n'étaient pas toujours indispensables), c'est sans doute au généraliste, au médecin de famille assisté de l'infirmière, du kinésithérapeute, du diététicien et de l'assistante sociale de prévoir les questions des malades guéris, les écouter et leur répondre : expliquer par exemple, que la grossesse ne réveille pas un cancer, que la femme peut garder ses fonctions ovariennes et rassurer sur les risques génétiques qui sont loin d'être largement supérieurs aux risques naturels, contrairement à une idée répandue.

N'est-ce pas aussi au médecin qu'il appartient de montrer aux compagnies d'assurances qu'après avoir été traité *« un cancer ne constitue pas, dans bien des cas, un risque plus sérieux que l'alcoolisme chronique, le tabagisme prolongé ou la conduite irresponsable au volant »* ?

Dans ce domaine, précisément, on va peut-être assister à une évolution de l'attitude — aujourd'hui irrationnelle — des compagnies d'assurances auxquelles les centres anti-cancéreux vont pouvoir fournir des statistiques sur les courbes de survie des anciens malades. L'administration, elle-même, représentée au symposium par Mlle Mamelet, du ministère de la santé et de la sécurité sociale, paraît décidée à assouplir certaines règles (1) qui constituent un handicap supplémentaire à la réinsertion professionnelle du cancéreux traité (2) déjà confronté à la crise de l'emploi, à son traumatisme psychologique, à la suspicion navrée des employeurs et aux craintes affectueuses de son entourage, soucieux avant tout de le voir prendre du repos.

CLAUDE FABERT.

(1) Plusieurs vaccinations requises pour certains emplois ne peuvent être pratiquées chez les anciens cancéreux. Des dispositions à ce sujet devraient, en partie, être prises prochainement.

(2) Il existe diverses associations, parmi lesquelles : ILCO-France (Association des iléostomisés et des colostomisés de France), C.H.U., 30000 Nîmes ; IAS (Association française d'information et d'aide aux stomisés), Hôtel-Dieu, 69288 Lyon Cedex 01 ; Vivre comme avant, mouvement d'anciennes opérées ayant subi l'ablation d'un sein, Mme Denise Escudier, 8, rue Taine, 75012 Paris, tél. 343-87-39.

DÉFENSE

● *Le président de la République* dirigera personnellement du mardi 20 au jeudi 22 mai un exercice national sur les conditions d'engagement des forces françaises. Ne mettant en jeu aucune troupe sur le terrain, cet exercice permettra de déployer les grands moyens de transmissions des grands commandements des trois armées. Les chefs d'état-major y seront notamment associés. L'exercice sera contrôlé depuis le centre opérationnel des armées, rue Saint-Dominique, et commandé par la salle Jupiter du palais de l'Elysée.

Le Monde

culture

GALERIES

CARNETS D'ARTISTES

L'idée est bonne : une galerie spécialisée dans le dessin qui expose des carnets d'artistes, c'est-à-dire qu'elle cherche à approcher d'encore plus près la création, à établir des liens plus intimes et plus secrets avec l'artiste.

L'exposition est bien présentée : une table-vitrine montée sur tréteaux de bois (rappel de l'atelier) pour chaque artiste, avec, au mur, trois ou quatre dessins correspondant à ce qu'il y a dans les carnets, de petits carnets, de ceux qui se glissent facilement dans la poche, qui ont été faits pour soi, et de plus grands carnets, de ceux qui, reliés ou même dorés sur tranche, ont été pensés pour être montrés. Enfin pour pallier l'énorme frustration de ne pouvoir feuilleter — fragilité oblige, — chaque jour de nouvelles pages sont présentées. Et un petit recueil de photos tirées des carnets pour plusieurs artistes est mis à la disposition des curieux.

Le choix est restreint, bien sûr — le sujet pourrait être développé à l'infini, — mais bon, assez varié pour permettre de localiser des démarches et d'entrer dans des secrets d'ordre souvent très différent. Qui est là ? Des anciens et des modernes, des morts et des vivants, des sensuels et des menteux, des abstraits et des figuratifs, de ceux qui regardent le paysage, de ceux qui regardent le visage, de ceux qui écrivent tout en regardant, de ceux qui notent en se disant que ça pourra servir un jour et de ceux dont le projet est déjà là clairement défini.

Commençons par les anciens, par une dame, pour une fois : la comtesse Adèle Mollien, dont on ne sait par grand-chose, sinon qu'elle fut l'élève d'Ingres, ce qui se voit au fil de ces portraits de personnages mondains, de profil, en rang par trois, sagement et nostalgiquement faits. Pascin, le voyageur décontracté, évidemment, n'a rien à voir avec cela, qui attrape avec une aisance de petits matins parisiens tel fragment de scène de rue, de café ou de bordel de Cuba, de Tunis ou de la Nouvelle-Orléans. Plus loin, on retrouve Bonnard et ses fenêtres ouvertes sur des paysages, tout près de corps nus et de visages griffonnés comme les mots sur l'art, sur la couleur, qui les accompagnent.

Valmier est là. Pour cerner le profil d'un violoniste ou le visage d'une vieille femme, il oublie tout de la construction cubiste. Et Bazaine, superbe, à l'encre, à coups de plumes acérées, au grattoir, plante de ces paysages qui, sur 10 × 10 cm, en disent tant sur l'instabilité de la nature. Tandis que Buri, lui aussi attaché à l'éternel éphémère, cherche l'essentiel dans la mouvance d'un feuillage. Hélion, émerveillé toujours par les étals de marchés, fouille le pince du homard ou la botte de radis. Il y a une vitrine pour Kandinsky et des carnets qui sont déjà des tableaux organisés, prêts à peindre ; une vitrine pour Miro, le spontanéité, le surgissement de l'idée ; une pour Broodthaers et la subversion des objets et des images ; une pour Dufour et ses obsessions cachées-montrées dans un jeu de surimpression de notes et de figures. Et Moore le sculpteur, et Barucchello et ses répertoires d'objets bien classés par années ; les Poirier et leurs recherches de traces du passé ; et François Martin et ses suites farfelues d'objets mutants.

Intime, secret, poétique... Une des choses les plus intéressantes que l'on puisse voir actuellement à Paris.

GENEVIEVE BREERETTE.

★ Galerie le Dessin, 27, rue Guénégaud, jusqu'au 30 juin.

LE XXXIIIe FESTIVAL DE CANNES

«AU-DELA DE LA GLOIRE», de Samuel Fuller

A hauteur d'homme

Il y a deux manières de reconter la guerre : par le biais de la fiction et de la reconstitution historique, ou bien en se limitant aux souvenirs personnels et en préférant l'intimisme à l'épopée.

C'est cette seconde manière qu'a choisie Samuel Fuller. *The Big Red One* (platement traduit en français par *Au-delà de la gloire*) se situe aux antipodes du *Bal des maudits* ou du *Jour le plus long*. A ce film, Fuller pensait depuis longtemps : « Tous *mes précédents récits de guerre étaient l'ébauche de celui-ci.* » Mais il le voulait sans concession ou romanesque, aux poncifs du genre, aux grandes machineries héroïques chères à Hollywood. Il le voulait âpre et lucide, fidèle à ce que le combattant Fuller avait vu et vécu.

Sous les ordres d'un sergent, vétéran des combats de 1918, quatre recrues (parmi lesquelles un apprenti romancier qui ressemble à Fuller comme un frère) se battent en Tunisie et en Sicile, débarquent à Omaha-Beach, traversent la Belgique et se retrouvent en Tchécoslovaquie où ils libèrent un camp de concentration. Cinq épisodes illustrent cette odyssée.

The Big Red One est avant tout l'histoire d'un microcosme, d'une cellule, d'une sorte de « famille » que soudent la peur, un cynique égoïsme de groupe et, après les premières défaillances, une très efficace compétence professionnelle. « *A la guerre*, note Zab (l'apprenti romancier), *on est toujours seul avec le gars d'à côté.* » Et plus tard : « *Survivre est la seule gloire qu'apporte la guerre.* » D'où le dépouillement d'un récit qui ne retient de l'immense conflit que quelques faits d'armes individuels et qui toujours fait place, entre deux engagements, à l'anecdote et aux notations subjectives. Un enfant tunisien exige que sa mère ait droit à un cercueil, une fillette sicilienne transforme en corbeille de fleurs le casque d'un soldat, une paysanne française accouche à l'intérieur d'un char, un petit déporté meurt sur les épaules du sergent qui le promenait en forêt : exemples, parmi d'autres, de ces anecdotes.

C'est que le guerre, selon Fuller, c'est également ceci, ces incidents baroques, inattendus, l'intrusion de la vraie vie (parfois de la gaieté, de la tendresse) dans un monde déshumanisé. Cela et cette routine, cette répétition des mêmes gestes, des mêmes mots, bref cet ennui qui ressemble à une attente de la mort.

Voici donc le film d'un homme qui sait de quoi il parle et qui en parle avec mesure, dignité et intelligence. Le film aussi d'un grand cinéaste (*Forty Guns*, *Shock Corridor*, *The Naked Kiss*), dont le style sans apprêt, rude et nerveux, est une véritable écriture. Il y a dans *The Big Red One* d'admirables idées de mise en scène et une tension, une justesse de ton qui est la marque des meilleurs. Pourtant quelque chose manque à ce récit pour être une totale réussite. Non pas l'émotion que Fuller refuse au « premier degré », mais peut-être une approche plus directe, plus sensible, des cinq hommes composant la « cellule ». A l'exception de Lee Mervin, qui a un vieux compte à régler avec le guerre, et de Robert Carradine (la double de Fuller), les trois autres nous demeurent presque étrangers. Après avoir rejeté les conventions du spectacle, Fuller a-t-il craint de céder à celles de la psychologie ? C'est possible. Mais, curieusement, à force de pudeur, de rigueur, ce film qui ne se veut consacré qu'aux « petites choses » frôle par moments l'abstraction.

JEAN DE BARONCELLI.

«LE SAUT DANS LE VIDE», de Marco Bellocchio

Un itinéraire de la folie

Avec moins de rage qu'à l'époque des *Poings dans les poches* et de ses œuvres contestataires, mais autant d'obstination, Marco Bellocchio s'attaque à la famille bourgeoise, aux blessures et aux tares qu'elle inflige à ses enfants. Le règlement de comptes qui prit, autour de 1968, une tournure politique tourne à l'obsession névrotique, sans rapports déterminants avec la réalité contemporaine. *Le Saut dans le vide* est le film d'un enfermement du cinéaste dans un univers où les rapports sado-masochistes du couple (hérités du théâtre de Strindberg) et la psychanalyse ont remplacé l'autopsie marxiste.

Bellocchio a organisé et regardé un itinéraire de la folie en remâchant une idée fixe : « Il n'est pas de malheur qui n'ait été préparé par notre enfance. » Désespoir pour désespoir, celui de *la Terrasse*, d'Ettore Scola, est d'une tout autre portée. Il concerne les intellectuels et pas seulement en Italie, alors que ces variations sur l'hérédité bourgeoise s'en tiennent à un cas exemplaire, une corrida en arène privée.

A Rome, dans un appartement aux portes hardées de systèmes de sécurité, le juge d'instruction Mauro Ponticelli et sa sœur Marta, tous deux aux abords de la cinquantaine, vivent ensemble comme un vieux couple lié par l'habitude et la dépendance. Mauro est un refoulé, Marta est restée vierge. Il y a pourtant entre eux comme un inceste non consommé. Le souvenir d'une enfance traumatisante aux côtés d'un frère fou les a empêchés d'avoir l'un et l'autre, séparément, une vie normale.

Marta donne des signes de dérangement mental qui, parce qu'elle atteint l'« âge critique » (passons sur l'idée typiquement masculine que la ménopause altère et dérègle la nature féminine), deviennent trop voyants pour la bonne et le voisinage. Cette situation est intolérable au juge, homme d'ordre par ses origines et sa fonction. Son angoisse de la folie héréditaire se traduit par le désir plus ou moins conscient de voir sa sœur morte. Au cours d'une enquête, il a fait la connaissance de Giovanni, un jeune acteur, un marginal, responsable du suicide d'une de ses maîtresses. Il va se servir de lui pour qu'il séduise Marta et la pousse à se détruire. Machination monstrueuse au cours de laquelle la marche à la folie et au suicide se transfère de la sœur au frère, l'acteur, autre fauteur de désordre, ayant brisé les interdits qui inhibaient Marta, privée de relations amoureuses et sexuelles. Le juge ne supporte pas cette « libération » de la féminité, dont on ne sait, d'ailleurs, si elle sera définitive.

Cette sombre et morbide histoire est à peine éclairée par la complicité chaleureuse de Marta avec Anna, la domestique (le seul personnage sain et solide, dans sa vitalité plébéienne), et par les moments où la « vieille fille » échappe à la régression. Elle peut amener une réaction de rejet si la sensibilité du spectateur se rebelle contre la délectation morbide des troubles mentaux et du suicide que manifeste Marco Bellocchio.

Mais le travail de mise en scène est admirable. Par la manière de découper et d'investir d'obsessions l'espace confiné d'un appartement grand-bourgeois, d'y rendre palpables les dérèglements psychiques de ses habitants, d'y faire évoluer, envahisseurs nocturnes du rêve, des enfants en chemise qui chuchotent le passé, d'y provoquer le télescopage du juge avec les forces venues du dehors, qu'il a cru manœuvrer et qui dévastent sa forteresse. Par la manière aussi de faire ricocher la crise de Mauro et de Marta dans les rues de Rome, prenant un aspect irréel. Le film est magnifiquement porté par Michel Piccoli et Anouk Aimée, acteurs français dont les voix italiennes du doublage n'altèrent pas la personnalité. Lui, froid, rigide, maniaque, livrant peu à peu par des gestes bizarres, des regards « en dedans », des défaillances de son visage, le détraquement dont il est la proie. Elle, rêveuse et secrète, cédant parfois à ses nerfs mais comme retranchée dans une contemplation intérieure, avec des sourires et des frémissements fugitifs. Il y a dans *le Saut dans le vide*, film d'auteur de toute évidence, beaucoup de talent, de maîtrise cinématographique. Mais il est difficile d'accepter le bouillon de culture du malheur, de la folie, de la mort.

JACQUES SICLIER.

THÉATRE

Les pièges de la beauté

(Suite de la première page.)

Ses cheveux noirs tirés accusent son ovale allongé, ses lunettes sont sobrement hollywoodiennes, ses yeux sont élargis par des faux cils en brosse dont, un instant, elle joue en imitant une actrice d'Extrême-Orient. Le moindre de ses gestes est ritualisé : les paupières, les lèvres redessinées, le cou, les doigts, les bras, le torse se meuvent d'une manière eulonome, à la manière des grandes poupées bunraku dont les manipulateurs vollée s'appellent des « servants ». Et, en effet, ils semblent servir une volonté qui ne leur appartient pas.

A qui appartiennent les gestes de Winnie, de cette créature vibrante malgré son snilsement ? A qui appartiennent ces mots qu'elle ne parle pas ? Elle les module, les étire, les bouscule, les fait voyager en slaloms, en montagnes russes, du contralto au soprano. Ce pourrait être du chant parlé mais déstructuré, déshumanisé. Bussotti a composé une musique qui intervient, directe et enregistrée, comme le dernier vestige d'un monde de chair et d'émotions.

Les inflexions rythmées de Winnie rejettent la signification du texte, partent à la recherche d'une expression autre, abstraite, un dessin sonore dont les mouvements suivent ou entraînent, mais avec un décalage subtil, les incessantes modifications de l'espace provoquées par les balances de lumière, les déplacements des objets, des éléments de décor.

Winnie, du regard est le titre du spectacle (par le groupe italien Ouroboros). Effectivement, il naît et se développe par l'effet du regard, celui de l'homme à la loupe et du double qui vient le rejoindre. Leurs regards sont fixes mais varient selon les positions que les corps occupent. Les spectateurs ne bougent pas mais leurs regards peuvent choisir différents angles de vision et sont perpétuellement sollicités : il y a les modifications même de l'espace, les apparitions de Winnie.

C'est le triomphe des dissociations. C'est l'illusion théâtrale créée par des architectes - plasticiens - formalistes - structuralistes, par des artistes dont le virtuosité, l'élégance aristocrate éblouissent, hypnotisent. C'est la perfection d'un style très italien et cette perfection est un piège : le système orgueilleusement monirà dans toute sa sécheresse tourne en rond (le sigle de la troupe est un serpent qui se mord le queue) et ne laisse plus en surface que cette sécheresse. Les liens se défont un à un et peut venir l'indifférence.

***

A trop promettre on risque de décevoir. C'est ce qui se passe avec l'expérience d'André Engel et Bernard Peutrat : *Prométhée porte-feu*, une production du Festival de Nancy et du Théâtre national de Strasbourg.

A 4 heures du matin, un convoi s'ébranle vers une colline. On passe devant les flammes d'un incendie avant de se garer. On se masse le long de barrières, devant des colonnes grecques surmontées de lampes rouges, des arbres calcinés, une petite maison. Sur le toit, vociférant un loubard en veste de cuir, Prométhée l'incendiaire révolté. Ses cris nus affrontent les admonestations des représentants de l'ordre et celles de son père répercutées par des porte-voix. L'aube bleue fait place au jour. L'incendie s'éteint. Hermès arrive en hélicoptère, il est accueilli par des sbires en survêtement blanc. Il porte une combinaison et une écharpe d'aviateur, un aigle bat de l'aile et crie. Prométhée est emmené. Il a le temps de se confier à un enfant. « *C'est fini*, disent les sbires, *il n'y a plus rien à voir.* »

C'est trop court pour que le fait divers soit poussé jusqu'à ses dimensions tragiques, pas assez spectaculaire pour que la violence de la situation frappe dur. Ici, le piège est tendu par la nature paisible malgré les flammes et les hurlements. Elle ne joue pas le jeu. C'est elle qui reste indifférente, et nous avec elle.

COLETTE GODARD.

«ATHALIE» au Mai de Bordeaux

L'Athalie de Bordeaux n'est certainement pas aussi audacieuse que celle de Villeurbanne ; si Planchon fait à sa manière œuvre d'auteur, Jean Negroni se veut le modeste serviteur d'un chef-d'œuvre pour célébrer un anniversaire, car c'est avec Athalie que fut inauguré le Théâtre de Victor Louis il y a deux cents ans. Il était donc judicieux de reprendre la belle musique et les chœur harmonieux de Jean-Baptiste Moreau (fort bien dirigés par Louis de Froment), qui s'accordent avec la grâce plaintive des accents que prête Racine aux jeunes israélites éplorées, même si les danses de ces demoiselles à Bordeaux relevaient d'une gymnique sans âge.

Mais il eût fallu en ce cas rechercher une diction plus « historique », car la musique accuse, au contraire, la disparate d'une interprétation qui, sans doute par manque de temps, laisse coexister des styles trop divers et personnels. Tandis que Joad (Jean Deschamps) et Abner (Pierre Batet) disloquent familièrement les vers pour leur donner le naturel de la conversation ou bien en accentuent la dynamique avec emphase dans les périodes prophétiques, Athalie (Geneviève Page) chante avec de grands ports de voix dans une manière qui doit remonter à Sarah Bernhardt et à Mounet-Sully, mais qui allonge et déborde la musique du vers, trop souvent réduit à un admirable prétexte.

Est-ce l'habitude du théâtre lyrique ? Il nous semble que, malgré les excès de l'interprétation et de certaines mises en scène, le cadre d'une partition musicale protège mieux l'intégrité et au moins le rythme des œuvres du passé. Françoise Thuries (Josabeth), avec sa voix de flûte grave, nous a paru plus proche de ce rythme et de la musicalité du vers racinien qui, avec elle, retrouvait sa transparence et son pouvoir. De même, le Mathan de Jean-Claude Durand, malgré quelque excès dans sa composition d'une perfidie un peu trop naïve.

Par-delà ces disparités, cependant, la foi et la ferveur de cette représentation sans apparat laissaient peu à peu transparaître la grandeur de cette œuvre où les personnages s'effacent devant une réalité mystérieuse, car le miracle de Racine est ici de nous rendre sensible la présence du Dieu de la Bible qui éclipse les intrigues humaines. — J. L.

■ **La saison de printemps de vente aux enchères de Christie's à Genève, qui a duré une semaine, s'est terminée vendredi 16 mai sur le chiffre record de 32 millions de francs suisses (80 millions de francs français), annonce le service de presse de Christie's, qui souligne la présence de beaucoup d'acquéreurs américains.**

JAZZ

Les rêves anciens et nouveaux d'Angoulême

Ils sont les plus vieux peut-être de ce festival, et c'est d'eux pourtant qu'on sait que le temps ne fait rien à l'affaire : avec leurs *Old and new dreams* (Rêves d'autrefois et d'aujourd'hui), Don Cherry, Dewey Redman, Charlie Haden et Ed. Blackwell affichent une insolente jeunesse. Innocente.

Rêveur ou bien très terre à terre — c'est-à-dire enraciné dans la terre du blues — le groupe est hanté par l'invisible présence d'Ornette Coleman avec qu'ils ont tous joué.

Encyclopédistes généreux, ils restent dans l'âme des amoureux de la mélodie. Sans présence, mais sans trêve, changeant de rôles au besoin, quand Ed. Blackwell fait chanter ses tambours pour susciter le chant des autres. Modernes, ils le sont, mais dans une tradition si pure qu'un en vient à se demander comment les jeunes spectateurs d'Angoulême les perçoivent. Et s'ils ont la moindre idée de ce rôle historique que chacun de ces voleurs de feu a joué dans le grand chambardement des années 60 ! Mais si, les indices abondent de cette nouveauté : le flottement très étudié de Don Cherry, les jeux d'archet de Charlie Haden, la sérénité audacieusement discrète de Dewey Redman, tout cela le dit, que relance l'impeccable pressing d'Ed. Blackwell.

Pour le deuxième concert donc du cinquième Festival d'Angoulême, la réussite est complète. Avec un même programme le duo Tchicai-Goudbeck, on saisit comment se pose ici à Angoulême un projet appuyé sur une certaine idée du jazz et des musiques improvisées.

Au départ, une initiative d'amateurs, un peu d'amoureux : la décision du collectif Musique actuelle et de Christian Mousset. Et, bon an mal an, le cheminement de cette idée qui transforme le coup de folie tranquille en événement. Depuis, Angoulême reçoit donc l'année, beaucoup plus que la moyenne des villes moyennes, tout ce que l'on connaît de vif en musique actuelle, et si jours par an organise un festival : spectacles pour enfants, exposition de photos (J.-M. Birraux), montage audio-visuels (*Bird is free*), ateliers collectifs promis à un rythme plus régulier (Denis Levaillant), animations en tous points de la ville, toute la panoplie des festivals d'aujourd'hui est là. Et pourtant, Angoulême garde dans l'esprit et les choix un caractère unique.

Cela tient à la facilité des rencontres autant qu'à la qualité acoustique du théâtre. Cela tient aussi à un certain sens des mélanges et au désir de ne pas transformer une animation plaisante en faire démesurée. Quand Randy Weston effleure le clavier du Rösendorfer de concert, ou sait que l'évocation « de la femme ou du village africain » (deux de ses titres) n'aura pas besoin de s'abriter sous la magie des décibels. Il suffit à Eddy Louiss, avec son sens du rythme en fusion, de changer n'importe quel accord, n'importe quelle inflexion de l'orgue en danse pour soulever une audience aussi prompte à applaudir dans l'après-midi le remarquable duo Bolcato Sclavis, que tard dans la nuit les séances d'après-concert. Journées et nuits chaudes d'Angoulême que tempère un vent aigrelet venu du nord : en tous lieux on invente dans l'instantané, on propose, on discute, on joue ou on répète presque en secret le Demodus Minor de François Jeanneau et N. Mascrojanni, amendu pour ce samedi.

FRANCIS MARMANDE.

NOTES

Rock

League of Gentlemen et Robert Fripp au Bataclan

League of Gentlemen, voilà un nom de groupe qui convient parfaitement à la nature même de Robert Fripp, cet homme courtois et pondéré, sobre en apparence et pourtant tellement excentrique dans son inspiration, dont les femmes sont — il l'a souvent répété — la source essentielle. Robert Fripp s'est imposé, au cours des années 70, comme l'un des plus brillants créateurs de sa génération. Durant près de cinq ans, il a connu un succès international avec King Crimson, ce groupe qui a marqué le rock anglais par son caractère résolument novateur. Un succès auquel il a volontairement tourné le dos afin de tenter des expériences de musiques éclectiques, mettant sa guitare ou ses « frippertronics » ou encore ses talents de producteur au service de musiciens aussi importants que David Bowie, Peter Gabriel, Talking Heads. En compagnie de Brian Eno, il s'est penché sur la « musak » avec deux disques expérimentaux ; il a, enfin, enregistré deux disques en solo et il écrit actuellement un essai sur le rock.

Comme on a pu le constater au Bataclan, les femmes sont acceptées dans cette Ligue de Gentlemen formée autour de lui de façon occasionnelle pour les besoins de la scène, puisque Sarah Lee tenait la basse auprès de Jenny Toobad à la batterie et de Barry Andrews aux claviers (un ancien musicien du groupe XTC). Souvent trop froide, parfois même austère, la musique de League of Gentlemen, qui laissait une large place à l'improvisation, était de qualité inégale, manquant peut-être de structures solides. Une musique exclusivement instrumentale, traversée toutefois par des éclats de lyrisme intense qui, dans ses moments les plus violents, réussissait à dépasser l'exercice de style. La rythmique puissante et généralement funky offrait un terrain malléable aux interventions de Robert Fripp, assis comme à son habitude sur un tabouret, qui a montré une fois de plus l'originalité et l'étendue de son jeu de guitare tout en sonorités acides et métalliques, mais n'a pas offert ce soir-là le meilleur de ses goûts pour l'aventure.

ALAIN WAIS.

★ **Discographie chez Polydor (on lira avec intérêt l'entretien publié par le *Monde de la musique* dans son numéro de mai).**

Variétés

Michel Rivard et Geneviève Paris

Un an et demi après avoir fait cavalier seul pour la première fois au Théâtre de la Gaieté, le Québécois Michel Rivard revient dans la même salle avec ses chansons tendres, ironiques et légères, avec ses chroniques d'une rencontre, avec des instantanés du quotidien, les drôleries de la vie, une part de jeu et de spontanéité, une manière de rire sur soi-même, qui donnent au spectacle présenté un tour libre, chaleureux et sensible. Accompagné par deux musiciens complices de ce jeu de mots et de notes, Rivard, qui sait poser un climat, restituer les couleurs et les odeurs d'une histoire, chante aussi, on le sait, une forme de blues. Ce qui rend naturel, au Théâtre de la Gaieté, son association avec Geneviève Paris, dont les musiques nerveuses ou « planantes », les blues-rock entre le parlé et le chanté, ne sont pas sans séduction. Mais, malgré son étonnante voix de chanteuse de blues, Geneviève Paris n'est pas encore parvenue à donner une empreinte originale à un répertoire qui reste flou, sans relief particulier. — C. F.

★ **Théâtre de la Gaieté, 20 heures.**

Jacques Bertin au Petit Forum des Halles

Depuis bien longtemps, on attend que Jacques Bertin sorte de la marginalité dans laquelle on a parfois l'impression qu'il se confine avec une délectation morose. Depuis des années, on espère qu'il construira et franchira le pont qui manque encore pour que ses chansons-cris, ses chansons-murmures, ses chansons d'amour ou d'espoir si riches de la vie captée soient enfin entendues par le cœur populaire.

Dans le nouveau spectacle présenté au Petit Forum des Halles, sans doute Bertin ébauche-t-il le mouvement en chantant à présent avec un troisième musicien-complice, un violoncelliste qui, s'ajoutant au pianiste et à la basse, donne déjà plus d'éclat à la musique, met plus en évidence la mélodie souvent magnifique, souligne mieux les mots.

Mais cette rencontre au Petit Forum des Halles ne peut être qu'un commencement dans la voie où le chanteur a décidé apparemment de s'engager. Il serait navrant que le grand public ne noue pas un jour des liens très forts avec un auteur-compositeur dont les chansons fraternelles, et portées par des élans spontanés, sont celles d'un poète populaire doublé d'un bon mélodiste.

★ **Petit Forum des Halles, 20 h. 30.**

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Les salles subventionnées

Les entreprises

Les cafés-théâtres

Les comédies musicales

Le music-hall

Les chansonniers

Les 21 et 23 mai
au Théâtre des Champs-Elysées
MAURIZIO POLLINI
SCHUMANN - BRAHMS
Derniers enregistrements DEUTSCHE GRAMOPHON
BARTOK : Concertos pour piano n°s 1 et 2
BEETHOVEN : Concerto pour piano n° 5 « l'Empereur »

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Potinière (261-44-16) : Maison rouge (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Croq' Diamants (272-20-06) : Hiroshima mun humour (sam., 23 h.).
L'Ecume (542-71-16) : R. Boudet (sam., 22 h.).
Point-Virgule (278-67-03) : Raymond (sam., 22 h. 45).
Le Perreux, Centre culturel (365-09-11) : la Fête en plein air (sam., 16 h. et 20 h. 30).

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20) : Carmen (dim., 15 h.).
Comédie-Française (296-16-20) : la Mouette (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30) ; la Commère ; le Jeu de l'amour et du hasard (dim., 20 h. 30).
Chaillot (727-81-15) : Apéritif-Concert (sam., 19 h.) ; le Grand Magic Circus (sam., 20 h. 15). Gémier : Honorée par un petit monument (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Odéon (325-70-32) : Du côté des îles (sam., 30 h. 30 ; dim., 15 h.).
Petit Odéon (325-70-32) : Traces (sam. et dim., 18 h. 30).
T. E. P. (797-96-06) : Odets ; Brecht (sam., 20 h. 30).
Centre Pompidou (277-12-33), Danse : Jeunes chorégraphes et nouvelles compagnies (Compagnie le Cercle) (sam. et dim., 17 h. 30).
Carré Silvia Monfort (531-28-34) : Cirque Grüss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30).
Théâtre de la Ville (734-11-24) : Danses de l'Inde (sam., 18 h. 30) ; Jennifer Muller and the Works (sam., 20 h. 30).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78) : Délire à deux (sam. et dim., 20 h. 30) ; Amelia (sam., 22 h. ; dim., 17 h. et 22 h.).
Arts-Hébertot (387-23-23) : Jo Pic du bossu (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Cartoucherie, Epée-de-Bois (374-20-21) : le Noveu de Rameau (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30). — Théâtre du Soleil (374-24-08) : le Général Pagnalosa et l'Exilé Mateluna (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h.). — Théâtre de la Tempête (328-36-36) : les Dernières Heures de Babylone (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30). — Force 7 (365-16-27) : Rue Apodaca (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h. 30).
Centre d'art celtique (258-97-62) : Barzaz Breiz (sam., 18 h. 30).
Cirque d'Hiver (700-12-25) : le Bossu (sam., 20 h. ; dim., 14 h. 30).
Cité internationale (589-38-69), Galerie : la Mandragore (sam., 20 h. 30). — Grand Théâtre : Amphitryon (sam., 20 h. 30). — Resserre : l'Illusion comique (sam., 20 h. 30).
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21) : J'suis bien (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Daunou (261-69-14) : l'Homme, la Bête et la Vertu (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Dunois (584-72-00) : Victor s'en mêle (sam., 20 h. 30).
Edouard-VII (742-57-49) : le Piège (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Essaion (278-46-42) : Joker Lady (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Fontaine (874-74-40) : la Staaar (sam., 21 h.).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Le Père Noël est une ordure (sam., 22 h.).
Galerie 55 (326-63-51) : Une marionnette, un mari honnête (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Gymnase (246-79-79) : l'Atelier (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Hochette (326-38-99) : la Leçon ; la Cantatrice chauve (sam., 20 h. 30).
Il Teatrino (322-28-98) : les Dialogues putanesques (sam., 21 h.).
La Bruyère (874-76-99) : Un roi qu'a des malheurs (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Lucernaire (544-57-34), Théâtre rouge : Idée fixe (sam., 18 h. 30) ; Mort d'un oiseau de proie (sam., 30 h. 30) ; les Visages de Lilith (sam., 22 h. 15). — Théâtre noir : les Ineutendus (sam., 18 h. 30) ; Juin 40 (sam., 20 h. 30) ; Archéologie (sam., 22 h. 15). — III : Parlons français (sam., 18 h. 30).
Marie-Stuart (508-17-80) : Haute surveillance (sam., 20 h. 30) ; Rue du Cirque-Romain (sam., 22 h. 30).
Marigny (225-20-74) : l'Azalée (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Mathurins (265-90-00) : Grugru, quand le théâtre rencontre le cinéma (sam., 20 h. 45).
Michel (265-35-22) : Ducs sur canapé (sam., 21 h. 15 ; dim., 15 h. 15 et 21 h. 15).
Michodière (742-95-22) : Coup de chapeau (sam., 30 h. 30 ; dim., 15 h. et 16 h. 30).
Montparnasse (320-89-90), I : (a Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h., 18 h. 30 et 20 h. 30). — II : Albert (sam., 22 h. ; dim., 20 h. 30). — III : Du côté de chez Colette (sam., 30 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Nouveautés (770-52-76) : Un elorhard dans mon jardin (sam., 21 h. ; dim., 18 h.).
Œuvre (874-53-52) : Un habit pour l'hiver (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Plaisance (320-00-06) : la Loi sur les corps (sam., 30 h. 30).
Présent (203-02-55), Amphi : la Mémoire (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.). — II : l'Asile (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Saint-Georges (878-63-47) : l'Aide-Mémoire (sam., 30 h. 30 ; dim., 15 h.).
Salon Permanent (633-12-16) : le Tarot (sam., 30 h. 30).
Studio des Champs-Elysées (723-35-10) : Blanchisserie Blanche (sam., 21 h.).
Studio-Théâtre 14 (532-49-19) : les Serments indiscrets (sam., 30 h. 30).
T. A. L. - Théâtre d'Essai (274-11-51) : Trio pour deux canaris (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Théâtre des Deux-Portes (361-24-51) : les Femmes savantes (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).
Théâtre d'Edgar (322-11-02) : 13 615 francs (sam., 20 h. 45).
Théâtre-en-Rond (387-75-38) : le Dompteur, ou l'Anglais tel qu'on le mange (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Théâtre Noir (797-85-14) : l'Aube de silence (sam., 20 h. 30).
Théâtre de Sparte (828-58-28) : le Diable et le Bon Dieu (sam., 19 h.).
Théâtre de l'Union (770-80-24) : le Barbier de Séville (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Tristan-Bernard (522-08-40) : Un tramway nommé Désir (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Variétés (233-09-92) : Je veux voir Mioussov (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Les cafés-théâtres

An Bec fin (296-29-35) : Patricia Lai (sam., 30 h.) ; Pinter and Co. (sam., 21 h.) ; la Revanche de Nana (sam., 22 h. 30).
Bistrot Beaubourg (277-48-02) : Naphtalino (sam. et dim., 21 h. 30).
Blancs - Manteaux (887-16-70) : Areuh = MC 2 (sam., 30 h. 15) ; Raoul, je t'aime (sam., 21 h. 30) ; les Belges (sam., 22 h. 30).
Café d'Edgar (322-11-02) : Charlotte (sam., 20 h. 30) ; les Deux Suisses (sam., 22 h.) ; Coupe-moi le souffle (sam., 23 h. 15). — II : Rlou-Pouchain (sam., 22 h. 30).
Cafessalon (278-46-42) : Jacques Charby (sam., 21 h. 30).
Café de la Gare (278-52-51) : L'avenir est pour demain (sam. et dim., 20 h. 30) ; Quand reviendra le vent du nord (sam. et dim., 22 h. 30).
Le Connétable (277-41-40) : Lucie Doléno (sam., 20 h. 45) ; C. Cerat (sam., 21 h. 30) ; B. Dimey (sam., 22 h. 45).
Coupe-Chou (272-01-23) : le Petit Prince (sam., 30 h. 30) ; Homo (sam., 21 h. 30) ; J.-P. Ramhal (sam., 23 h.).
Cour des Miracles (548-85-60) : Tchouk Tchouk Nougah (sam., 20 h. 30) ; C. Pereira (sam., 21 h. 30) ; Essayez donc vos pédalos (sam., 22 h. 45).
Croq'Diamants (272-20-06) : Mémoires de deux guitares (sam., 30 h. 30) ; Star Walz (sam., 21 h. 45).
L'Ecume (542-71-16) : Lesser Family (sam., 20 h. 30).
Espace Marais (271-10-19) : Jonathan Livingstone le goéland (sam., 20 h. 30) ; Angle mort (dim., 14 h. 30).
Fanal (233-91-17) : L'une mange, l'autre boit (sam., 18 h. 45) ; le Président (sam., 21 h. 15).
Le Marche-Pied (638-72-45) : Y. Pocqueur, M. Bijeault (sam., 20 h.).
Le Petit Casseu (278-36-50), I : Racontez-moi votre enfance (sam., 21 h.) ; Du moment qu'on n'est pas sourd (sam., 22 h. 15) ; Chansonges (sam., 23 h. 30). — II : Ça s'attrape par les pieds (sam., 21 h.) ; Suzanne, ouvre-moi (sam., 22 h.) ; Si la concierge savait (sam., 22 h. 45).
Le Point-Virgule (278-67-03) : Cherche homme pour faucher terrain en pente (sam., 21 h. 30).
Sélénite (354-53-14), I : Il faudrait essayer d'être heureux (sam., 21 h.). — II : Sornettes d'alarme (sam., 21 h.).
Splendid (887-33-82) : Elle voit des nains partout (sam., 20 h. 45).
Soupap (278-27-54) : M. Delille, A. de Réty (sam., 20 h. ; dim., 17 h., dernière) ; Architruc, R. Pinget, A. Cazalas, O. Brubnes (sam., 21 h. 30) ; Bogomil Xopo (dim., 20 h. 30).
Théâtre do Dix-Heures (606-07-48) : E. Rondo (sam., 20 h. 30) ; le Retour de Frankenstein (sam., 21 h. 30) ; Otto Wessely (sam., 22 h. 30).
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-89) : le Plus Beau Métier du monde (sam., 20 h. 30) ; Passe-moi l'sel (sam., 21 h. 30) ; Kaminka (sam., 22 h. 30).
Vieille-Grille (707-60-93), I : Bussi (sam., 20 h. 30) ; Une cocaïne allemande (sam., 22 h. 30). — II : L. Dhour (sam., 20 h. 30) ; Carmela (sam., 22 h. 30).

Les comédies musicales

La Péniche (205-40-39) : Utopopolis (sam., 20 h. 30).
Renaissance (208-18-50) : Viva Mexico (sam., 20 h. 45 ; dim., 14 h. 30 et 18 h. 30).
Bouffes-Parisiens (296-60-24) : Phi-Phi (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).

Le music-hall

Bataclan (700-30-12) : Pierre Vassiliu (sam., 20 h. 30).
Bobino (322-74-84) : Paco Ibanez (sam., 30 h. 45 ; dim., 17 h.).
Centre d'art celtique (258-97-62) : M. Faveunec (sam., 20 h. 30).
Comédie Caumartin (742-43-41) : Los Machucambos ; les Pachacanac (sam., 21 h. ; dim., 18 h.).
Forum des Halles (297-53-47) : Annick Nozati (sam., 18 h. 30) ; Jacques Bertin (sam., 20 h. 30).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Geneviève Paris et Michel Rivard (sam., 20 h. 30).
Olympia (742-25-49) : Charles Aznavour (sam., 21 h. ; dim., 17 h.).
Palais des arts (272-62-98) : Chaou Chaabi (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Porte-Saint-Martin (607-37-53) : le Grand Orchestre du Splendid (sam., 21 h.).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45) : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Deux-Ânes (606-10-26) : Pétrole... Ane (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 17 - Dimanche 18 mai

La danse

Palais des congrès (758-22-33) : l'Opéra de Pékin (sam., 30 h. 45).
Atelier 162 (238-08-74) : Ballet pour deux corps sonores (dim., 19 h.).
Théâtre Saint-Médard (331-44-84) : Mémoire en blanc (sam., 19 h. 30) ; Vie à Neruda (sam., 21 h.).
Théâtre Oblique (355-02-94) : Susan Buirge (dim., 30 h. 45) ; Compagnie Bagouet (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).

Les concerts

Lucernaire : A. Balagnas (Beethoven, Albeniz, Moussorgski) (sam., 19 h. 30) ; Vijay Bidho, musiques de l'Inde (sam., 21 h. ; dim., 17 h. 30).
Théâtre des Champs-Elysées : London Symphony Orchestra, dir. C. Abbado, sol. A. Brendel (Beethoven, Brahms) (sam., 30 h. 30).
Radio-France, studio 106 : Duo Horreaux-Trehard (Sor, Dowland, de Falla...) (sam., 18 h. 30).
Eglise américaine : G. Abiton (Dowland, Bach, Sor, Britten) (sam., 20 h. 30).
Eglise Saint-Merri : R. Aubier, B. Chiarapin (Bach, Haendel, Vivaldi, Albinoni) (dim., 18 h.).
Notre-Dame : G. Letellier (Widor, Otrod) (dim., 17 h. 45).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin : J. Bonfils (Bach, Telemann...) (dim., 17 h. 45).
Musée d'art moderne : J.-F. Heisser, A. Planes (dim., 18 h.).
Eglise Saint-Louis des Invalides : Chœur mixte de Hulst, dir. J. Ivens (dim., 17 h.).
Eglise des Billettes : Quatuor Arcana (Brahms, Haydn, Jolas) (dim., 17 h.).
Chapelle de la Salpêtrière : Chœur F. Mento (Bach).
Conciergerie : les Ménestriers (chants et danses de la Renaissance) (dim., 17 h. 45).

Jazz, pop, rock, folk

Atelier 162 : B. King, Quartet Ki, J.-F. Lauriol (dim., 19 h.).
Caveau de la Huchette (326-65-05) : Zanini, D. Doriz Sextet (sam. et dim., 21 h. 30).
Chapelle des Lombards (328-65-11) : Catalogue (sam., 30 h. 30) ; Salsa Musique (sam., 22 h. 15).
Dreher (233-48-40) : Longineu Parsons (sam. et dim., 21 h. 30).
Gibus (700-79-83) : Technyecolor (sam., 21 h. 30).
Golf Drouot (770-47-25) : Mistral (sam., 22 h.).
Petit Opportun (236-01-38) : Betina, Bique, Ozias, L.-C. Fuinas (sam. et dim., 23 h.).
Riverbop (325-93-71) : J.-M. Caldan, P. Loeckwood, M. Catche (sam., 22 h.).
Slow-Club (233-84-30) : René Franc (sam., 21 h. 30).

Dans la région parisienne

Antony, Théâtre Firmin-Gémier (237-31-19) : les Solistes de Berlin (sam., 21 h.).
Bois-Colombes, Salle municipale : Huit femmes (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Chatou, Centre artistique (852-28-30) : Ensemble instrumental F. Pareille (Lehar, Sauvage...) (dim., 17 h. 30).
Courbevoie, Maison pour tous (333-83-52) : Port-Royal (sam., 30 h. 30).
Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81) : Bérénice (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Nogent-sur-Marne, Pavillon Baltard (871-16-53) : The Jam, Diesel (sam., 20 h.).
Ris-Orangis, Salle Robert-Desnos (906-72-72) : Seul au sol (sam., 20 h. 30).
Stains, Théâtre Paul-Eluard (821-61-05) : F. Dieghi (sam., 21 h.).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), sam., 15 h., Cinéma du tiers-monde : le Rivière, de L. Akhast ; 17 h., Sherlock Holmes au cinéma : The Woman in Green, de E. W. Neill ; 19 h. : le Port de la drogue, de S. Fuller ; 21 h. : le Casanova de Pollini. — Dim., Journée Orson Welles, 15 h. : le Procès, d'O. Welles ; 17 h. : le Troisième Homme, de C. Reed ; 19 h. : Palstaff, d'O. Welles ; 21 h. : Citizen Kane, d'O. Welles.
Beaubourg (278-35-57), sam., 15 h. : Mous, pour une étoile sans nom, de H. Colpi ; 17 h., Cinéma du tiers-monde : Pitoyable cœur de mère, de S. Yuan ; 19 h., Cléo de cinq à sept, d'A. Varda ; 21 h., Cinéma japonais : Jetons les livres et sortons dans la rue, de S. Terayama. — Dim., 15 h. : les Aventures de Pinocchio, de L. Comencini ; 17 h. 30 : l'Enfant-Soldat, de X. Tieli ; 19 h. : Bobeta, Illusion y despertar, de J. Pantano ; El Puchlo, de C. Baguer ; 21 h. : Naissance d'une nation, de M. Parvex.

Les exclusivités

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (561-10-60) ; v.o.-v.f. : Espace-Gaîté, 14e (320-59-34).
AU BOULOT, JERRY (A., v.o.) : Marignan 8e (359-92-82) ; v.f. : A B C, 2e (236-55-54) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'AVARE (Fr.) : Français, 9e (770-33-88) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
LA BANDE OU REX (Fr.) (**) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Gobelins 13e (707-12-28).
BLACK JACK (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LE CAVALIER ELECTRIQUE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 6e (359-29-46). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (387-50-70).
CERTAINES NOUVELLES (Fr.) : Opéra, 2e (296-62-56).
C'ETAIT DEMAIN (Ang., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44) ; Ternes, 17e (380-10-41).
CHERE INCONNUE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Coocorde, 6e (359-92 02) Nation, 12e (343-04-67).
LE CIMETIERE OE LA MORALE (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-78-79) ; vo.-v.f. : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LA DEBOBADE (Fr.) (*) : U.G.C., Opéra, 2e (261-50-32).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
ELLE (A., v.o.) (*) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
L'ENTOURLOUPE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
LA EVOLUTION OE LA CONFITURE (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) mat.
BCUM (Ang.) (**), v.o. : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) en soirée.
LE SEXE OES ANGES (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65). — V. f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
SIMONE BARRES OU LA VERTU (Fr.) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Pauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambroone, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE TAMBOUR (All.) (*), v. o. : Boul' Mich, 5e (354-48-29) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
TERREUR SUR LA LIGNE (A.) (*), v. o. : Jean-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Paramount-Elysées, 9e (359-49-34) ; v. f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
TESS (Fr.-Brit.), v. angl. : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
TOM BOBN (A.), v. o. : U. G. C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v. f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
UN COUPLE TRES PARTICULIER (A.), v. o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v. f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
LA VIE OE BRIAN (Ang.), v. o. : U. G. C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U. G. C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
YANKS (A.), v. o. : Colisée, 8e (359-37-41) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
GIMME SHELTER THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LE GUIGNOLO (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
HAÏE (A., v. o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
L'HONORABLE SOCIETE (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
INTERDITS (C.M. : Scopitones, La Confesse, Milan bleu) : Marais, 4e (278-47-86).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE JOUR OB LA FIN OU MONDE (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Secrétan, 19e (206-71-33) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (342-97-68) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
MARATHON O'AUTOMNE (Sov., v.o.) : Bonaparte, 8e (326-12-12).
LE MARIAGE OE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). — V.f. : U.G.C. opéra, 2e (261-50-32).
MERCI D'AVOIR ETE MA FEMME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70). — V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Nation, 12e (343-04-87) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-43-27).
MOLIERE (Fr.) : Calypso, 17e (380-30-11).
MOUSAKI (Jap., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LES MUPPETS (A., v.f.) : Broadway, 16e (527-57-34) H. sp.
NOUS ETIONS UN SEUL BOMME (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-85-99) H. sp.
LE PIEGE (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE PRE (It., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
RENCONTRE AVEC OES HOMMES REMARQUABLES (Ang., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
REVANCHE A BALTIMORE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Miramar, 14e (320-89-52).
LA REVOLUTION OE LA CONFITURE (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) mat.
SECRETS (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65). — V. f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
SIMONE BARRES OU LA VERTU (Fr.) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Pauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Bud, 14e (327-84-50) ; Cambroone, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE TAMBOUR (All.) (*), v. o. : Boul' Mich, 5e (354-48-29) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
TERREUR SUR LA LIGNE (A.) (*), v. o. : Jean-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Paramount-Elysées, 9e (359-49-34) ; v. f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
TESS (Fr.-Brit.), v. angl. : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
TOM BOBN (A.), v. o. : U. G. C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v. f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
UN COUPLE TRES PARTICULIER (A.), v. o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v. f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
LA VIE OE BRIAN (Ang.), v. o. : U. G. C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U. G. C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
YANKS (A.), v. o. : Colisée, 8e (359-

Les grandes reprises

ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (632-10-82).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).
LA CLINIQUE EN FOLIE (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LES CONTES OE CANTERBURY (It., v.o.) : Actua Champo, 5e (354-51-60).
LES CONTES OE CANTERBURY (It., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
COUSIN-COUSINE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LE DERNIER TANGO A PARIS (It., Fr., v.o.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
OERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Tamplers, 3e (272-94-56).
DREYFUS OU L'INTOLERABLE VERITE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) H. sp.
DUMBO (A., v.f.) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LA FEMME QUI PLEURE (Fr.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
FI'ISSONS D'OUTRE-TOMBE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) Mer. à 23 h. sam.
GIRIER OE PASSAGE (All., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
LE GRAND EMBOUTEILLAGE (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA GUERRE OES BOUTONS (Fr.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE GRAND BLOND AVEC UNE CHAUSSURE NOIRE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
HAMLET (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES CONTES OE CANTERBURY (It., v.o.) : Actua Champo, 5e (354-51-60).
JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) (**) ; Palais des arts, 3e (272-62-98).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Forum Cinéma, 1er (297-53-74) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).
LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Nocturnales, 5e (354-42-34).
LE LIVRE OE LA JUNGLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LOLA MONTES (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
MARILYN (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 17 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 35 Magazine auto-moto.
19 h 55 Les inconnus.
19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
Spécial vacances.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
De Gaulle attaqué à Montoormet.
20 h Journal.
20 h 30 Variétés : Numéro un.
Sacha Distel.

21 h 35 Série : Columbo.
Réalisation H. Hart, avec P. Falk, B. Dishy, J. Cassidy, R. Loggia.
23 h Télé-foot 1.
24 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h 35 Dramatique : Les cinq dernières minutes.
Un parfum d'angélique.
Réal. J.-Y Jeudy, avec J. Debary, M. Eyraud, A. Mettet.
22 h 5 Variétés : Direct.
James Brown.
23 h Documentaire : Les carnets de l'aventure.
Dans les brumes de l'or vert.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Un regard s'arrête : Parade au soleil ; Raconte quand tu étais petite : le pré de la Padaise.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : vive la Nation !
20 h Les jeux.
20 h 30 De Hollywood à Cannes.
Avec Kirk Douglas.
21 h 30 Théâtre : « la Collection ».
Pièce d'H. Pinter ; avec : A. Bates, H. Mirren, M. McDowell et L. Olivier.
22 h 35 Journal.
22 h 55 Ciné-regards.
Au Festival de Cannes.

FRANCE-CULTURE

19 h. 30, La R.T.B.F. présente : « la Lettre brouillée », de R. Georgin.
20 h., « la Cagnotte », d'E. Labiche, avec J. Amos, J. Benguigui, J. Bouise, etc.
21 h. 36, Ad lib. avec M. de Bretenil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 15, Le concert du Matin des musiciens : les petits maîtres du dix-neuvième siècle, par O. Bernager.
20 h. 5, Soirée lyrique : « le Couronnement de Poppée », opéra en deux actes de C. Monteverdi, par la formation de chambre du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction Ch. Farncombe, les Chœurs de Radio-France, direction J. Jouineau, avec M. Berod, J. Chamonin, A.-M. Rodde, P. Esswood, P.-M. Pegaud, O. Tourn.
23 h. 5, Ouvert la nuit : comment l'entendez-vous ? : Jean-Jacques Rousseau et la musique du cœur, œuvres de J.-J. Rousseau, Rameau, Pergolèse, Gluck, Beethoven, Schubert, Chopin, Brahms, Debussy ; 1 h. 15, Le dernier concert (concert donné au Théâtre de la Ville) : œuvres de G. Bennett, P. Marcland et N. Osborne, par l'Ensemble intercontemporain, direction G. Benuet et J. Mercier, avec D.-W. Johnson, baryton.

Dimanche 18 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Foi et traditions des chrétiens orientaux.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébrée en l'église Notre-Dame de Beauregard, La Celle-Saint-Cloud.
Prédicateur : Père Gérard Mende.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 Les jours heureux.
La surprise-party.
13 h Journal.
13 h 20 C'est pas sérieux.
14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.
De Michel Drucker.
15 h 30 Sports première.
Tiercé, cycliame (Bordeaux-Paris), course à pied (marathon de Paris), judo (championnat d'Europe à Vienne), automobile F 1 (Grand Prix de Monaco).
17 h 55 Téléfilm : « Oh Archibald ».
D'Exbrayat, avec P. Guers, T. Torrent, H. Gignoux... (rediffusion).
19 h 25 Les animaux du monde.
Pourquoi les rats...
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « Oscar ».
Film français d'E. Molinaro (1967), avec L. de Funès, C. Rich, A. Natanson, S. Saurel, C. Gensac, D. Page, B. Van Hool, P. Prémoist, M. David (rediffusion).
Pris dans un inextricable imbroglio, un homme d'affaires cherche à la fois à marier sa fille enceinte et à récupérer une valise contenant des bijoux.
D'après la pièce de Claude Magnier, un vaudeville à la mécanique bien réglée, servi par une mise en scène trépidante et un Louis de Funès en plein délire.
21 h 50 Québec oui, Québec non.
De J. E. Jeannesson.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 Emissions pédagogiques.
12 h 15 Il était un musicien.
Monsieur Ravel.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Colorado.
La fortune.
14 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h 45 Des animaux et des hommes.
Le chant des oiseaux.
16 h 35 Série : Un juge, un flic.
Un alibi en béton.
17 h 45 Majax : Passe-passe.
18 h 15 Dessine-moi un mouton.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : La taupe.
De J. Irving, d'après le livre de J. Le Carré. Avec A. Guiness, M. Aldridge, J. Bannen... (Dernier épisode.)
21 h 30 Document : Un homme... un château.
Compiègne (proposé par F. Gall, réalisation A. Cavalier).
22 h 5 Document de création : Par elles-mêmes.
Mme Massol, chef d'entreprise.
22 h 30 Le petit théâtre.
« Promenade du Marais », de Jean Yvane.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Emissions de l'C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés.
Images de Tunisie.
10 h 30 Mosaïque.
Emission préparée par T. Fares et J.-L. Orabona. Reportage : « Boulot, métro, musique » par M. Meb Toui. Variétés : J. Afonso (Portugal), le groupe Ilapu (Chili), N. Amor (Tunisie), Nataly (Yougostavie).
16 h 40 Prélude à l'après-midi.
« *Double concerto pour violon et violoncelle* », de Brahms, interprété par : L. Stern (violon), L. Rose (violoncelle) et l'Orchestre Philharmonique d'Israël, dir. : Z. Mehta.
17 h 40 Jeu : Tous contre trois.
La Marseillaise.
18 h 40 Série : L'aventure (La légende du tigre).
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Dessin animé : Mister Magoo.
20 h 30 Villes au trésor : Lyon.
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : Isaac Stern.
22 h 40 Cinéma de minuit : « la Petite Chocolatière ».
Film français de M. Allégret (1931), avec Raimu, J. Francell, M. Verly, P. Bertin, J. Gobet, A. Dubosc, S. Simon. (N.)
La fille d'un fabricant de chocolat bouleverse la vie d'un employé de ministère qui devait épouser la fille de son chef de bureau.
Une comédie qui a beaucoup vieilli, un film qui est du banal théâtre filmé. A voir pour Raimu.

FRANCE-CULTURE

11 h., Regards sur la musique : « l'Enlèvement au sérail », de Mozart (troisième partie).
12 h. 5, Allegro.
12 h. 45, Concert : Cycle des cordes pincées à la Maison de Radio-France.
14 h., Sons : Fabriques de mur (le travail du pisé à Tamgrout, au Maroc).
14 h. 5, La Comédie-Française présente l'« Avare », de Molière.
18 h. 5, Libre parcours récital : l'Orchestre de chambre tchécoslovaque, dir. O. Stejskal, soliste R. Lustigova (Fischer, Stamic, Domazlicky, Dvorak).
17 h. 30, Rencontre avec... J. Capin et C. Santeuil.
18 h. 30, Ma non troppo,
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., Albatros : Boris Pasternak (deuxième partie).
20 h. 40, Atelier de création radiophonique.
23 h., Musique de chambre : Dobois, Schmitt, Marco, Logothetis.

FRANCE-MUSIQUE

11 h., Les petites oreilles : disques présentés par les enfants (Schubert, de Lassus, Verdi).
12 h., Midi-dimanche : « les Noces de Figaro » et « Troisième Concerto pour violon et orchestre », de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. S. Krivine, avec A. Grumiaux, soliste.
13 h. 5, Tous en scène : Fred Astaire.
13 h. 30, Jeunes solistes : A. Roussin.
14 h. 15, Les après-midi de l'orchestre : histoire de la direction d'orchestre de Berlioz à Boulez : « Troisième Symphonie en mi bémol majeur », extrait, direction C. Schuricht, « Neuvième Symphonie en ré mineur », opus 125, direction W. Furtwaengler (Beethoven).
16 h. 15, La tribune des critiques de disques : « Don Carlos », de Verdi.
19 h., Jazz vivant : les pianistes Ran Blake et Paul Bley.
20 h. 5, Concert de musiques traditionnelles.
22 h. 30, Ouvert la nuit : une semaine de musique vivante; 23 h. 30, Equivalences (émission ouverte aux interprètes et compositeurs aveugles) : « Méditations sur l'Apocalypse, n° 5 », avec M.-L. Jaquet, orgue ; « Evocation », avec J.-C. Raynand, orgue (J. Langlais) ; 0 h. 5, Rites et traditions populaires.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 18 MAI

— *M. Yasser Arafat*, président de l'O.L.P., est l'invité du club de la presse d'Europe 1, à 19 heures.

CARNET

Décès

— Nous apprenons le décès de
Jacques BARATTE,
ingénieur agronome,
officier de la Légion d'honneur,
[Né en 1900 à Paris, Jacques Baratte, ingénieur agronome, avait été nommé en 1926 directeur de la ferme expérimentale de l'Institut Pasteur. Conseiller technique de cette exploitation à partir de 1965 jusqu'à son départ à la retraite en 1967, il était également, jusqu'à cette date, conseiller technique de la D.G.R.S.T. et, depuis 1942, professeur à l'Ecole nationale du génie rural. Il était membre de l'Académie de l'agriculture et président d'honneur de l'Association française de génie rural, ainsi que de la Société des ingénieurs et techniciens du machinisme agricole.]

— Mme Pierre Barbier, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre BARBIER,
survenu le 12 mai 1980, dans sa soixante-douzième année.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 14 mai 1980.
17, rue du Docteur-Decorse,
94410 Saint-Maurice.

— Mme Camille Fouks,
M. et Mme Gérard Fouks,
Mlle Nicole Fouks,
M. et Mme Armand Fouks,
M. Claude Fouks,
M. et Mme Léon Krovic,
Parents et alliés,
très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Camille FOUKS,
leur époux, père, frère, oncle et parent, adressent leurs sincères remerciements.

— La famille **FOUKS**, très touchée par le dévouement des personnes connues et inconnues qui ont répondu à l'appel de la banque du sang de l'hôpital Bichat, leur adresse ses remerciements émus.

— La direction et le personnel de la société anonyme Fouks remercient toutes les personnes qui ont bien voulu témoigner leur sympathie à la suite de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de
M. Camille FOUKS,
leur président-directeur général.

— Mme André Le Roy, née Annette Petit, son épouse,
M. et Mme Jean Le Roy,
M. et Mme Franco Vecchioli, ses enfants,
Jean-Michel et Alain Le Roy, Fabrice, Laurent, Fiorella, Frédéric et Edouard Vecchioli, ses petits-enfants,
Les familles Le Roy, Nichols, Fritch, Roger-Petit, Foussé, Petit, Lunyt, Aulanier, Bertrand, Marc,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de
M. André LE ROY,
croix de guerre 1939-1945,
décédé le 15 mai 1980, dans sa soixante-quatorzième année.
La famille ne reçoit pas de visites.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 20 mai 1980, à 11 heures, dans la chapelle du château de Rosay (Yvelines).
54, avenue Kléber, 75116 Paris.
17, rue La Fontaine, 75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. François MORIN,
survenu le 10 mai 1980, à l'âge de soixante-dix ans.
De la part de ses enfants :
Marie-Gonzague, Christine, Michel et Yves.
154, boulevard Eugène-Decros, 93260 Les Lilas.

— Emile Souweine,
Alain, Isabelle, Sophie-Odile, Raphaël Crespelle,
ont la douleur de faire part du décès de
Marcelle SOUWEINE,
dite Marcelle Crespelle,
née Tenstapper,
croix de guerre française et belge, médaille de la Résistance française et belge,
survenu le 16 mai 1980, dans sa soixante-quatorzième année.
Le service religieux aura lieu le lundi 19 mai 1980, à 14 heures, en l'église réformée de l'Annonciation, 16, rue Cortambert, Paris (16e), suivi de l'inhumation dans l'intimité à Baillon (Val-d'Oise).
8, rue Scheffer, 75016 Paris.
55, avenue Charles-de-Gaulle, 95160 Montmorency.

Porto
OFFLEY
Distribué par St-Raphaël

Communications diverses

— Une soirée gréco-turque est organisée le dimanche 18 mai, à la Mutualité, à 20 h. 30, au cours de laquelle un concert exceptionnel aura lieu avec la participation de Buhi Su, Maria Dimitriadi, Timur Selçuk et Thanos Mikroutsikos.

Doctorats d'Etat

— Université de Paris-II, lundi 19 mai, à 9 h. 30, salle des Commissions, Mme Catherine Huguel : « La diffusion internationale du progrès technique ».

— Université de Paris-I, mercredi 21 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Denise Pumain : « Contribution à l'étude de la croissance urbaine dans le système urbain français ».

— Université de Paris-IV, jeudi 22 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean-Michel Nectoux : « Gabriel Fauré et le théâtre : de la musique de scène au drame lyrique ».

— Université de Paris-I, jeudi 22 mai, à 14 heures, salle Gréard, Mme Mlohèle Jalley Crampe-Casnabet : « Genèse idéale et genèse empirique dans la philosophie transcendantale kantienne ».

Sur terre,
sur mer ou dans les airs,
Je bois SCHWEPPES
SCHWEPPES « Indian Tonic »
ou SCHWEPPES Lemon.

Nos abonnés, bénéficiaire d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

SPORTS

REÇU A LA MAISON BLANCHE

Lord Killanin n'a pas convaincu le président Carter de renoncer au boycottage

M. Jimmy Carter a reçu, vendredi 16 mai, à la Maison Blanche, le président du Comité international olympique (C.I.O.), lord Killanin, accompagné de Mme Monique Berlioux, directrice du C.I.O. pour leur réaffirmer, au cours d'un entretien d'une demi-heure, son opposition à la participation aux Jeux de Moscou.

Les Etats-Unis « *continueront à demander avec insistance aux autres gouvernements et comités olympiques dans le monde de ne pas participer aux Jeux olympiques de Moscou* », a déclaré la Maison Blanche dans un communiqué publié à l'issue de cet entretien.

Le président Carter a réaffirmé que la décision de ne pas envoyer d'équipe olympique américaine à Moscou avait été prise « *uniquement du fait de l'intervention soviétique en Afghanistan* » et parce que les Etats-Unis estiment « *inapproprié de participer aux Jeux dans un pays hôte qui a envahi son voisin* ».

A Dublin, le gouvernement de la République d'Irlande, a « *fortement conseillé* », vendredi 16 mai, à son comité national olympique, qui doit se réunir lundi 19 mai, de ne pas engager d'équipe aux Jeux de Moscou. Le premier ministre néerlandais, M. Andries Van Agt, a adressé une lettre à son comité olympique, qui doit également se réunir le 19 mai, pour l'inviter fermement à répondre aux vœux exprimés par le gouvernement et par le Parlement, qui se sont prononcés contre la participation.

A l'occasion d'une visite en R.F.A., M. Zhung, président du comité national olympique chinois, a qualifié le boycottage des Jeux d' « *arme morale légitime* ». Il a rappelé que la Chine avait déjà décidé, le 24 avril dernier, de ne pas envoyer de sportifs à Moscou dans le cas où les troupes soviétiques n'auraient pas quitté l'Afghanistan avant le 24 mai, date de clôture des inscriptions.

« *Cette décision, contrairement à ce qu'on a pu laisser entendre en Occident, n'a pas été prise de gaieté de cœur* », a-t-il ajouté. Il a précisé : « *La Chine s'était réjouie de sa première participation à une compétition olympique depuis 1952. Toutefois, son comité national olympique, qui comprend quatre-vingt-dix-neuf personnes, s'est prononcé par soixante-dix-sept voix en faveur du boycottage.* »

M. Zhung a indiqué par ailleurs que l'on ne pouvait pas « *séparer les sports de la politique, ce qui ne signifie pas, selon lui, que la politique doit diriger les sports* ».

De leur côté, trois fédérations sportives portugaises (voile, sports équestres, tir) ont décidé, le vendredi 16 mai, de boycotter les Jeux de Moscou malgré le vote contraire de leur comité national olympique.

Enfin, lord Killanin a précisé que, contrairement à ce qui avait été envisagé, aucun athlète ne pourra participer individuellement aux Jeux de Moscou.

JUDO

Les petits moyens français aux championnats d'Europe

De notre envoyé spécial

Vienne. — Le Britannique Neil Adams et le Soviétique Alexandre Yatskevitch ont gagné respectivement, vendredi 16 mai, les titres de mi-moyens (moins de 78 kilos) et de moyens (moins de 86 kilos) des championnats d'Europe de judo, qui devaient continuer samedi 17 et dimanche 18 par les trois catégories de poids légers et les toutes catégories. Une nouvelle fois, les poids moyens français Bernard Tchoulloyan et Michel Sanchis, qui avaient été pourtant vice-champions du monde à Paris en décembre dernier, n'ont pas répondu aux espérances qui étaient placées en eux.

Lorsque le vaste Hallenstadium s'est vidé, vendredi soir 16 mai, on ne cachait pas dans les rangs français une certaine morosité. Mais alors que, la veille, c'étaient les menaces pesant sur les jeux olympiques qui gâchaient la victoire de Jean-Luc Rougé, les performances des Français engendraient maintenant une certaine mélancolie. Certes, il ne venait à personne l'idée de contester les victoires du Britannique Adams et du soviétique Yatskevitch. Ce sont des judokas de grande classe, qui avaient réalisé au cours de la journée de beaux exploits : le premier en triomphant dans la catégorie des mi-moyens (moins de 78 kilos) alors qu'il opérait encore il y a quelques mois parmi les légers (moins de 71 kilos), dont il avait été numéro un européen et numéro trois mondial en 1979 ; le second, non seulement en faisant « exploser » le jeune Autrichien Feisenbacher, lors de la finale, mais aussi en « pulvérisant » le Yougoslave Sikiric, en quart de finale, après avoir reçu une lourde et injustifiée pénalité, quelques secondes avant la fin du combat.

Toutefois on avait le sentiment que les deux vice-champions du monde français avaient manqué l'occasion de confirmer leurs performances de Paris, qui étaient apparues inespérées à beaucoup. Le manque de réussite de Bernard Tchoullouyan est relativement le moins grave. Pour la troisième fois (1977, 1978 et 1980), le Marseillais s'est retrouvé sur la troisième marche du podium européen. C'est encore l'Allemand de l'Est Heinke, champion d'Europe l'an passé, qui lui a barré le chemin de la finale. En dépit de ses énormes progrès physiques, Tchoullouyan n'est pas parvenu à déjouer les tours de ce mauvais génie comme il y était parvenu lors des championnats du monde. Heinke prit même une belle revanche. Mais écraser deux de ses « bêtes noires » au cours de la même journée était sans doute une gageure impossible pour Tchoullouyan. N'avait-il pas en effet battu auparavant le Soviétique Volossov, qui l'avait empêché de devenir champion d'Europe cadet et junior ?

L'enjeu pour Michel Sanchis était différent. Il n'a aucun titre national ou européen à son palmarès. Il a su exploiter avec bonheur l'occasion que lui fournissait une sélection inespérée dans l'équipe nationale lors du championnat du monde en prenant la seconde place en moins de 86 kilos. Mais il lui faut continuellement prouver qu'il n'a pas usurpé cette médaille d'argent.

Faute de Sanchis

L'affaire paraissait entendue vendredi matin ; lors de son second combat en poule de sélection, il rencontra l'Allemand de l'Est Ulisch, champion du monde en titre, et obtint une juste décision des arbitres en sa faveur. La voie de la finale paraissait donc largement ouverte devant lui : le Danois Tolstoi et le Britannique Donelly ne semblaient pas constituer des obstacles insurmontables.

Le Danois ne résista pas longtemps et le Britannique semblait voué au même sort, lorsque Sanchis commit une faute grossière. Ne possédant pas de mouvement de projection explosif debout, le judoka du Racing Club de France est devenu redoutable dans le combat au sol. Il s'y trouvait justement dans une situation où il était particulièrement à son avantage. Lui couché sur le dos et Donelly à genou pris entre ses jambes. Il ne pouvait rien lui arriver. Pourtant il se trouva tout à coup verrouillé par le Britannique. Une fraction de seconde, Sanchis avait desserré l'étau de ses jambes pour le renverser. La faute qui ne pardonne pas. Faute d'autant plus lourde de conséquence que Donelly se fit battre ensuite et que Sanchis ne put ainsi disputer les repêchages pour la troisième place. Faute que ne lui pardonneront peut-être pas les sélectionneurs lorsqu'ils composeront (éventuellement) l'équipe olympique.

ALAIN GIRAUDO.

D'un sport à l'autre

ATHLETISME. — *Le Soviétique Youri Sedykh a amélioré de 32 centimètres le record du monde de l'Allemand de l'Ouest Karl-Hans Riehm, en lançant le marteau à 80,64 mètres, vendredi 16 mai à Berlin-Est.*

BASKET-BALL. — *L'équipe de France a battu la République fédérale d'Allemagne par 80 à 79, le 16 mai à Genève, dans le tournoi préolympique. Avant son dernier match, elle partage la deuxième place avec la Tchécoslovaquie, derrière l'Italie.*

FOOTBALL. — *En demi-finales de la Coupe de France, dont le tirage au sort était effectué vendredi 16 mai, Orléans rencontrera le Paris Football Club, et Monaco sera opposé à La Paillade-Montpellier. Les matches « aller » seront disputés vendredi 30 mai sur les terrains des clubs cités en premier. Les matches « retour » sont fixés au mardi 3 juin.*

VIVRE A PARIS

Les urgences du dim

LIGUE POUR OFFENBACH. —

CONFÉRENCE AUX HALLES. —

S.O.S.-AMITIÉ CHRÉ... LONTAINES. —

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2 872

HORIZONTALEMENT

I. Ce qu'on fait... — II. Grand on double ; Evoque une bête... — III. Ramonnées. — IV. Pour le monde ; Donne un pacte ; Donne une... — V. Ancienne capitale ; Précède une addition ; Qui ne s'ouvre pas facilement. — VI. Interjection ; Pour un... — VII. Tri ; Brisé. — VIII. Vieille ville ; Quand on a le cafard ; Avant l'heure ; Qu'on donne en magasin. — IX. Quand on a le cafard ; Possessif. — X. Une série d'interdictions ; Un musicien du seizième siècle. — XI. Sas ; Osée. — XII. Qui peut faire... — XIII. Qui permettent de mettre dans la queue ; Ont une... — XIV. Pour un ou en pour un individu ; Ne se frappe pas ; Qui devraient être remplacés. — XV. Qui peuvent être brûlés ; Pas bien fondés ; Pronom ; Pour un indicatif ; Difficile à ... ; Il est fou. — 14. Paraissent plus grandes sont démontées. — 15. Refus ; Susceptible ; A des pattes.

VERTICALEMENT

1. Parler comme un père ; Un qui évoque des biscuits. — 2. Nom de pays ; Donnent réponse pour d'autres ; Comme un ; Ancienne capitale ; Précède une addition ; Qui ne s'ouvre pas facilement. — 3. Quand on a le cafard ; Ouvrage de bois. — 4. Jalon ; Qui ne s'ouvre pas facilement. — 5. Quand on a le cafard ; Avant l'heure ; Qu'on donne en magasin. — 6. Pas tout de suite ; Possessif. — 7. Une série d'interdictions ; Un musicien du seizième siècle. — 8. Article. — 9. Pas conservé ; Pour des soldats ; Pas attaché. — 10. Qui peut faire... — 11. Qui peuvent être remplacés.

Solution du problème

Horizontalement

I. Carrières. — II. Rançonnées. — III. Ramonnées. — IV. Emue ; Te. — V. Ancienne. — VI. Tri ; Brisé. — VII. Ne. — VIII. Ut ; Ut. — IX. Rue ; La. — X. Sas ; Osée. — XI. Qui peut faire... — XII. Qui peuvent être remplacés. — XIII. Ont une... — XIV. Pour un ou en pour un individu ; Ne se frappe pas ; Qui devraient être remplacés. — XV. Qui peuvent être brûlés ; Pas bien fondés ; Pronom ; Pour un indicatif ; Difficile à ... ; Il est fou. — 14. Paraissent plus grandes sont démontées. — 15. Refus ; Susceptible ; A des pattes.

Verticalement

1. Correctement. — 2. Rançonnées. — 3. Ramonnées. — 4. Rue ; Ra. — 5. Ute ; Ra. — 6. Ne ; Ute. — 7. Ne ; Ute. — 8. Ute ; Ute. — 9. Ute ; Ute. — 10. Ute ; Ute. — 11. Ute ; Ute.

GUY BROUTY

هكذا سند الأصل

INFORMATIONS «SERVICES»

VIVRE A PARIS

Les urgences du dimanche

SANTÉ

● UN SECOURS D'URGENCE. — Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 567-50-50 ; pour l'Essonne, au 088-33-33 ; pour les Hauts-de-Seine, au 741-78-11 ; pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50 ; pour la Val-de-Marne, au 207-51-41 ; pour la Val-d'Oise, au 032-22-33 ; pour les Yvelines, au 953-83-33 ; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, la 17 (police) ou la 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● UN MEDECIN. — A défaut du médecin traitant, appeler le permanence des soins de Paris (542-37-00), ou le garde syndicale des médecins de Paris (533-88-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04) ou S.O.S.-Médecins (707-77-77).

● UNE INFORMATION SUR *LES INTOXICATIONS* : 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

TRANSPORTS

● AEROPORTS. — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (687-12-34 ou 853-12-34) ; à Roissy - Charles - de - Gaulle (862-12-12 ou 862-22-80).

● COMPAGNIES AERIENNES. — *Arrivées ou départs des avions* : Air France (320-12-55 ou 320-13-55) ; U.T.A. (775-75-75) ; Air Inter (687-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61) ; U.T.A. (778-41-52) ; Air Inter (539-25-25).

● S.N.C.F. — Renseignements : 261-50-50.

ÉTAT DES ROUTES

● INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 858-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière, Bordeaux (56) 96-33-33 ; Lille (20) 91-92-33 ; Lyon (78) 54-33-33 ; Marseille (91) 78-78-78 ; Metz (87) 62-11-22 ; Rennes (99) 50-73-93.

P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :

— Paris recette principale (52, rue du Louvre, 1er), ouvert 24 heures sur 24 ;

— Paris 08, annexe 1 (71, avenue des Champs-Elysées), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures ;

— Orly, aérogare Sud, annexe 1, ouvert en permanence ;

— Orly, aérogare Ouest, annexe 2, ouvert de 8 heures à 23 heures ;

— Roissy principal, annexes 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.

La recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

ANIMAUX

● UN VETERINAIRE au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures).

LOISIRS

● L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : *en français au 720-94-94 ;* en anglais au 720-88-66. Son bureau d'accueil du 127, avenue des Champs-Elysées est ouvert le dimanche de 9 heures à 18 heures. Tél. : 723-61-72.

S.O.S.-AMITIÉ

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-31-31 pour Boulogne-Billancourt ; 364-31-31 pour Bagnolet et 078-16-16 pour Evry (de 14 h. à 8 h. du matin) et au 296-26-26 pour Paris (de 14 h. à 4 h. du matin). Il existe, en outre, un poste en anglais : S.O.S.-Help, au 723-80-80 (de 19 h. à 23 h.).

S.O.S. - 3e AGE

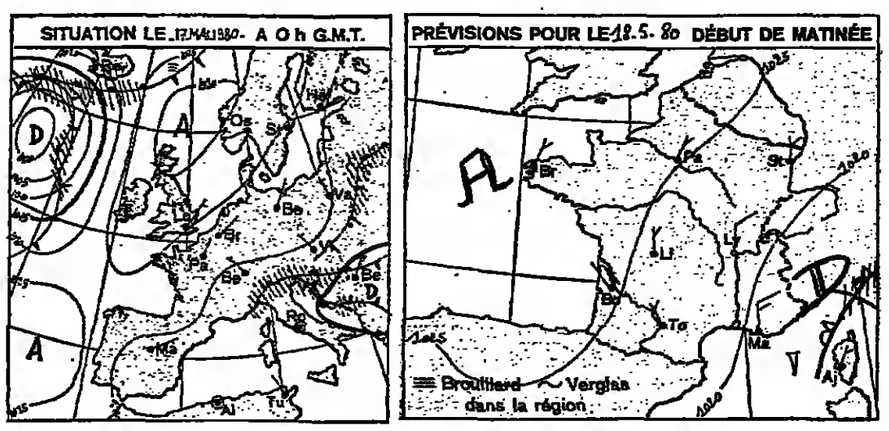
De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

UNE PLAQUE POUR OFFENBACH. — Une plaque à la mémoire du célèbre auteur de « la Vie parisienne » et de « la Belle Hélène », Jacques Offenbach (29 juin 1819 - 5 octobre 1880) sera apposée *sur la* façade de l'immeuble où il mourut, 8, boulevard des Capucines, dans le neuvième arrondissement. C'est dans cette maison que Offenbach a composé les « Contes d'Hoffmann ».

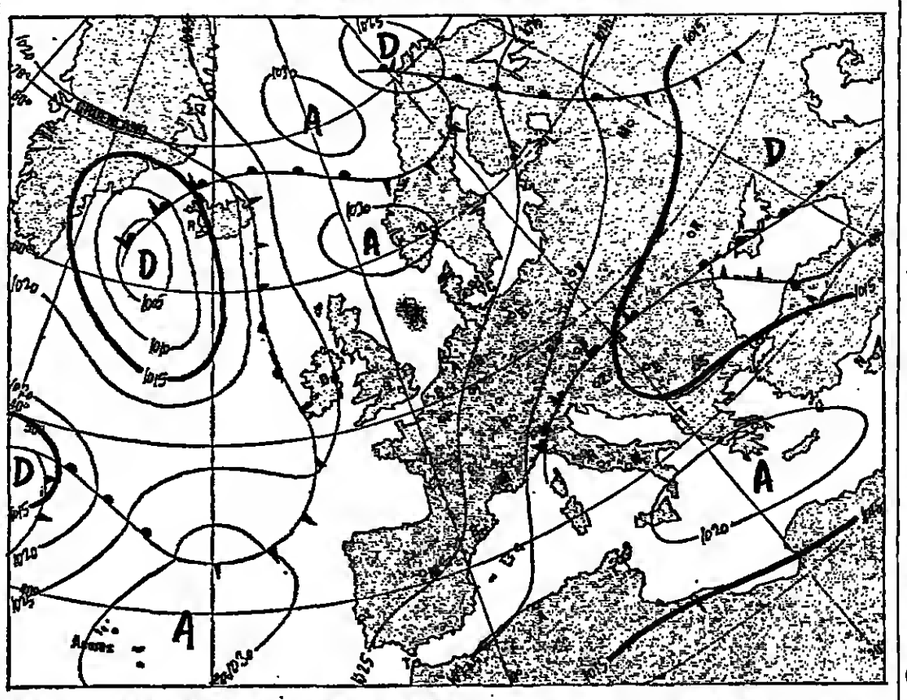
PERMANENCE AUX HALLES. — Dans le *cadre* des *permanences* organisées par le groupement pour l'insertion des handicapés physiques, la Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne accueille, renseigne et oriente les assurés sociaux du régime général concernés par une longue maladie ou un handicap, au Forum des Halles, espace 4, porte Lescot, rue de l'Oriant-Express, les mardis et vendredis, de 12 heures à 18 heures, *depuis le 6 mai 1980.*

S.O.S.-AMITIÉ CHERCHE DES VOLONTAIRES. — Les quatre postes d'écoute de S.O.S.-Amitié en région parisienne recherchent des volontaires bénévoles pour contribuer à leur action. Les candidatures doivent *être adressées, par écrit, à* l'une des adresses suivantes : B.P. 189, 75023 Paris, Cedex 01 (lieu d'écoute près du métro Concorde) ; B.P. 111, 93170 Bagnolet (au métro Gallieni)) ; B.P. 21, 92101 Boulogne (à Boulogne) ; B.P. 109, 91001 Evry (à Evry).

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 18 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le samedi 17 mai à 0 heure et le dimanche 18 mai à 24 heures :

Les hautes pressions persisteront des Açores à la mer de Norvège ; elles continueront à diriger sur la France des vents modérés de nord à nord-est. Une perturbation évoluant lentement de l'Italie aux Balkans maintiendra toutefois un temps assez instable sur nos régions du Sud-Est.

Dimanche 18 mai, le temps sera généralement bien ensoleillé sur notre pays ; il y aura seulement des nuages passagers instables qui pourront donner, des Alpes à la Corse, quelques ondées orageuses éparses.

Les températures minimales varieront peu, mais les maxima seront en légère hausse.

Le samedi 17 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 021,9 millibars, soit 766,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 mai ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) : Ajaccio, 17 et 8 degrés ; Biarritz, 16 et 12 ; Bordeaux, 20 et 5 ; Bourges, 16 et 2 ; Brest, 19 et 7 ; Caen, 14 et 7 ; Cherbourg, 15 et 8 ; Clermont-Ferrand, 15 et 0 ; Dijon, 16 et 5 ; Grenoble, 16 et 3 ; Lille, 19 et 10 ; Lyon, 16 et 4 ; Marseille, 19 et 8 ; Nancy, 15 et 4 ; Nantes, 21 et 6 ; Nice, 15 et 11 ; Paris - Le Bourget, 18 et 5 ; Pau, 18 et 10 ; Perpignan, 21 et 12 ; Rennes, 20 et 5 ; Strasbourg, 15 et 3 ; Tours, 18 et 6 ; Toulouse, 19 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 8 degrés ; Amsterdam, 16 et 8 ; Athènes, 22 et 16 ; Berlin, 17 et 7 ; Bonn, 18 et 2 ; Bruxelles, 17 et 7 ; Iles Canaries, 24 et 18 ; Copenhague, 17 et 7 ; Genève, 15 et 4 ; Lisbonne, 22 et 12 ; Londres, 21 et 6 ; Madrid, 21 et 8 ; Moscou, 5 et 4 ; Nairobi, 25 (max.) ; New-York, 20 et 15 ; Palma-de-Majorque, 22 et 10 ; Rome, 18 et 12 ; Stockholm, 21 et 8 ; Téhéran, 26 et 11.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

EXPOSITION

VIVENT LES BONSAI. — Une exposition sur les « Bonsaï-arbres et paysages miniatures », organisée par le centre d'art floral Ikebana, se tient à Paris jusqu'au 18 mai. Au cours de cette manifestation, qui réunira une collection unique de spécimens sélectionnés au Japon et en Chine, Rémy Samson, spécialiste des « Bonsaï » et principal importateur en France, donnera aux visiteurs tous les conseils nécessaires à la culture et à l'entretien de ces extraordinaires arbres nains qui peuvent vivre plusieurs centaines d'années.

★ 26, rue d'Armaillé, 75017 Paris, tél. 574-21-28. Entrée libre de 11 h. à 20 h.

P.T.T.

MOSCOU PAR L'AUTOMATIQUE. — Les abonnés français peuvent depuis le lundi 12 mai, obtenir directemant Moscou par l'automatique. Ils devront composer sur leur cadran le 19, puis, après l'audition de la deuxième tonalité, l'indicatif du pays (7) suivi du numéro national de l'abonné (sept chiffres précédés de l'indicatif interurbain : 095 pour Moscou). Ces communications seront taxées selon le système des impulsions périodiques (50 centimes toutes les cinq secondes).

PARIS EN VISITES

LUNDI 19 MAI

« Saint-Louis des Invalides », 14 h. 30, cour d'honneur des Invalides, Mme Allaz.

« La basilique de Saint-Denis », 14 h. 45, à l'entrée, Mme Vermeersch.

« Trésors de la bibliothèque de l'Arsenal », 15 h., 1, rue de Sully, Mme Legrégeois.

« Le Versailles de Louis XV », 15 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le monde à travers la peinture impressionniste », 14 h. 30, Musée du Jeu de Paume (Arcus).

« Couvent du Val-de-Grâce », 15 h., place A.-Laveran (Approche de l'art).

« Le collège des Bernardins », 15 h., devant l'église Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'Ici et d'Ailleurs).

CONFÉRENCES

15 h., 107, rue de Rivoli, M. J. Thirion : « La sculpture de la fin du Moyen Age ».

15 h., Histoire de Paris, de la Renaissance à Louis XIII » (Arcus).

18 h. 30, lycée Jacques-Decour, 12, avenue Trudaine, M. H. Blanquart : « Le symbolisme (Université populaire de Paris).

19 h., 2, rue E.-Spuller : « La vente de votre appartement » (Confédération générale du logement).

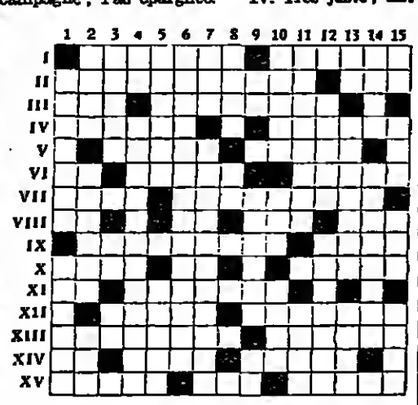
18 h., 24, rue du Mont-Thabor, professeur K. Hruby : « Les pseudo-messies dans le judaïsme (Silo).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 672

HORIZONTALEMENT

I. Ce qu'on fait quand on double ; Evoque une belle retraite. — II. Imiter le sphinx ou agir comme un paon ; Direction. — III. Peuvent courir dans la campagne ; Pas épargnée. — IV. Très juste ; Est parfois une bonne pensée. — V. Mesure pour le rouge ; On en faisait des pains. — VI. Interjection ; Peuvent évoquer un mauvais tour ; Le premier grand prêtre. — VII. Un danger pour le vaurien ; Marquer la mesure. — VIII. Bruit ; Vieille ville ; D'un auxiliaire ; Annonce une nouveauté. — IX. Qui ne regarde donc pas ; Fut écrasé sous un rocher. — X. Est plus facilement salé quand il est propre ; Arme (épelé) ; Peut faire perdre des boutons. — XI. Champion ; Habitants des îles Tuamotu. — XII. Auteurs ; Qui ont l'habitude de frapper fort. — XIII. Qui peuvent mettre dans la gêne ; On l'attrape souvent par la queue. — XIV. Fut envoyée paître ; Peut s'agiter pour un *oui* ou pour un non ; Ressemble à une étoile. — XV. Individus ; Ne se frappe plus ; Qui devraient être remplacées.



VERTICALEMENT

1. Parler comme un père ; Région qui évoque des biscuits. — 2. Nom de pays ; Doivent répondre pour d'autres ; Comme un pied. — 3. Ancienne capitale ; Préposition ; Précède une addition. — 4. Jalon ; Qui ne s'ouvre donc pas facilement. — 5. Quand on l'attrape, on a le cafard ; Bouts de bois. — 6. Pas tout de suite. — 7. Avant l'heure ; Qu'on trouve donc en magasin. — 8. Prince troyen ; Possessif. — 9. Dans une série d'interdictions ; Grand musicien du seizième siècle ; Article. — 10. Pas conservé ; Pas pour des soldats ; Pas aimables. — 11. Qui peut facilement brûler ; Pas comme un ver. — 12. Pour le crever, il faut bien jouer ; Peuveot donner une indication sur ootre âge. — 13. Pronom ; Un modèle pour Molière ; Difficile à arrêter quand il est fou. — 14. Lac d'Italie ; Paraissent plus grandes quand elles sont décollées. — 15. Pour lier ; Refus ; Susceptible de faire rougir ; A des pattes très courtes.

Solution du problème n° 2 671

Horizontalement

I. Carrières. — II. Allilade. — III. Rançonnés. — *IV. Teint.* — V. Emue ; Te. — VI. Container. — VII. Tri ; Briec. — VIII. Eternel. — IX. Rue ; La. — X. Etriers. — XI. Sas ; Osée.

Verticalement

1. Correcteurs. — 2. Mort. — 3. Rancunières. — 4. Ric ; Et ; Rut. — 5. Ilot ; Abner. — 6. Eine ; Ire ; Io. — 7. Rani ; Nilles. — 8. Edentée ; Are. — 9. Sesterce ; Se.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 16 et 17 mai 1980 :

DES DÉCRETS

● Pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion ;

● Modifiant le décret du 22 janvier 1980 et fixant les caractéristiques des prêts aidés par l'Etat pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété pour la période comprise entre le 20 *mai* et le 31 décembre 1980 ;

● Fixant les obligations des navires en matière de radiocommunications.

UN ARRÊTÉ

● Modifiant l'arrêté du 29 juillet 1977 relatif aux prêts aidés par l'Etat pour la construction de logements en accession à la propriété.

10e BROCANTE A LA BASTILLE 8 AU 18 MAI
ouverture de 11 à 20 h.
jeudis de 12 à 22 h.
samedis et dimanches de 10 à 20 h.
Lisez "TROUVAILLES"

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	174 F	338 F	422 F	545 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	300 F	550 F	750 F	1 050 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	203 F	355 F	508 F	660 F
II. — SUISSE - TUNISIE	258 F	450 F	650 F	850 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

1978

Commission paritaire n° 57 437.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

PRESSE

Le Syndicat national des journalistes a élu son nouveau bureau

De notre correspondante

Blois. — Le cinquante-neuvième congrès national du Syndicat national des journalistes (S.N.J. autonome), réuni du 14 au 17 mai à Seillac (Loir-et-Cher), a élu une direction collégiale, qui se substitue provisoirement au président, poste occupé jusqu'alors par M. François Boissarie (revue *Epanouir*).

Le thème général du congrès du S.N.J. — qui, malgré une baisse de ses effectifs, demeure, avec plus de deux mille cinq cents adhérents, le premier des syndicats de journalistes — était « *La mise en cause du journaliste dans une société en crise et une presse en mutation* ». Ce sujet fut quelque peu estompé par des querelles commencées dès le jeudi 14 mai avec une déclaration présentée par sept militants de Paris, à la tête desquels MM. Claude Prunier (*l'Aurore*) et Edouard Guibert (Centre de formation et de perfectionnement des journalistes). La « bande des sept », comme on la surnommera un peu plus tard, reprochait en substance au président sortant son exercice autoritaire du pouvoir, réclamait une direction plus collégiale et un travail d'équipe plus important pour aboutir à « *un syndicalisme encore plus musclé, plus efficace, plus concret* ». Le lendemain matin, M. François Boissarie mettait véritablement le feu aux poudres en accusant « *les sept* » de « *manier l'attaque, l'invective et la calomnie* » et concluant, dans une déclaration que certains *qualifièrent de suicidaire* : « *Non à la collégialité de l'utopie, de la façade, d'un S.N.J. rigolade, d'un S.N.J. du Paris-Montmartre, d'un S.N.J. amoindri* ».

Les délégués de province proposèrent finalement d'élire, non plus un président, mais une direction collégiale de cinq secrétaires généraux. Le président sortant, non sans amertume, se rangea à cette proposition dernière le congrès unanime.

Ainsi, le 16 mai, ont été élus : MM. L. Crouail (*le Havre libre*), secrétaire général chargé « *de l'animation et de la coordination du bureau national* » ; François Boissarie, secrétaire général chargé du secteur « *salaires, emploi, conditions de travail* » ; Daniel Gentot (ancien de U.P.I. et chômeur), secrétaire général du secteur « *propagande et formation syndicale* » ; Maurice Padiou (*le Républicain lorrain*), secrétaire général du secteur « *contenu de l'information, problèmes professionnels* » et Claude Durieux (*le Monde*), secrétaire général du secteur « *techniques nouvelles et mutations technologiques* ».

BÉATRICE HOUCHARD.

LE QUARANTE-DEUXIÈME PRIX ALBERT-LONDRES A MARC KRAVETZ, DE « LIBÉRATION »

Le 42e prix Albert-Londres a été décerné *le vendredi 16 mai* au journaliste de *Libération* Marc Kravetz. Le jury a également décerné une mention spéciale à l'équipe de reportage de « Vendredi » (FR3) : Michel Honorin, Jean-Marie Cavada et Michel Toulouze, pour l'ensemble de leurs reportages. Le jury du prix Albert-Londres a donné onze voix à Marc Kravetz.

Marc Kravetz, l'un des principaux animateurs de la rédaction de *Libération*, ancien dirigeant de l'UNEF, est né le 12 octobre 1942. Il a été primé pour ses reportages jugés très variés et qui laissent percer un sens aigu de l'observation.

Les membres du jury ont retenu tout particulièrement des reportages tels que ceux de Harrisburg, sur l'usine atomique de Three-Mile-Island, ses reportages au Kurdistan et en Iran, mais aussi ses articles sur le Bol d'Or motocycliste ou encore un de ses récents articles intitulé *le Dernier poilu*.

Le Monde

économie

SOCIAL

Le projet de convention entre la Sécurité sociale et les médecins instaure un système d'autodiscipline sur les honoraires de praticiens

Le projet de convention sur les honoraires médicaux doit être rendu public, lundi 19 mai, par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAM), qui a mené dans le secret les négociations avec la Fédération des médecins de France (F.M.F.). Avant d'être signé par les deux parties, le texte définitif doit être approuvé, dans les prochains jours, par l'assemblée générale de la fédération et le 23 mai par le conseil d'administration de la CNAM. Le même jour, la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN (les représentants des syndicats siégent à ce conseil) organiseront une manifestation de protestation. Elles en mettront les modalités au point lorsque, en dépit de quelques tiraillements, les trois centrales se retrouveront le 19 mai.

Les cégétistes, pour leur part, parlent d'une action de « haut niveau ». Comme les cédétistes, ils font observer que, déjà, la démonstration du 13 mai a amené M. Berger à ajourner la demande de discussion de sa proposition de loi sur la *Sécurité sociale*. Il semble aussi que F.O. ne soit pas étrangère à ce retrait, car c'est après la visite de M. Bergeron à M. Chirac que celui-ci a, dit-on, téléphoné au parlementaire pour lui conseiller de remettre son texte dans le tiroir. Les négociateurs de la convention assurent que l'attitude des syndicats hostiles évoluera lorsque la teneur du texte sera connue. Sous réserve des modifications qui pourraient encore intervenir, nous en donnons ici les grandes lignes.

La convention, est-il déclaré dans le préambule, « *organise la maîtrise concertée des dépenses de soins en maintenant une médecine de qualité* ». Les signataires prennent soin de se déclarer conscients des difficultés économiques conjoncturelles et de leurs conséquences sur les recettes de l'assurance-maladie.

Auparavant, les objectifs sont précisés : garantir à tous les assurés sociaux un haut niveau de prestations, en excluant toute discrimination dans le niveau de remboursement ; maintenir la forme libérale de la médecine et respecter deux libertés : pour le malade, celle des choix de son médecin et pour ce dernier celle de ses prescriptions. Les caisses déclarent qu'elles n'ont pas l'intention de mettre en place une médecine de caisse.

Voici les principaux points de ce texte de vingt-deux pages répartis en huit titres.

Médecins-conseils et instances paritaires

Les attributions des médecins-conseils sont considérablement étendues, et elles sont particulièrement soulignés dans le « *titre où les parties reconnaissent la nécessité de mettre au point des méthodes visant l'évaluation et le contrôle de la qualité des soins* ». « *Le médecin conseil*, est-il spécifié, *est chargé d'un rôle d'information, de conseil et de contrôle. En raison de sa compétence, il occupe une place essentielle dans l'ensemble du système de soins.* »

Une autre caractéristique apparaît dans la mise en place d'un double réseau d'instances paritaires. Ces structures sont toutes construites sur le même schéma : trois médecins (ou plus) représentent les organisations syndicales signataires (ou le cas échéant, ayant demandé à y participer, reconnues représentatives et ayant l'accord des signataires) ; un nombre égal de médecins-conseils représentent les trois régimes d'assurance-maladie. Un représentant de l'ordre des médecins et un médecin-conseil des échelons appropriés assistent aux réunions à titre consultatif.

Les organismes, comme leurs noms l'indiquent, se répartissent les diverses activités de caractère médical et économique prévues par la convention :

● *Le comité médical paritaire local* est institué dans chaque circonscription de caisse. Il est le conseiller médical de la commission économique. Il suit l'exploitation des tableaux statistiques d'activité des praticiens. Au besoin, il entend ceux-ci et formule les recommandations ou mises en garde qui pourront être suivies de sanctions. Il donne son avis sur l'évolution des dépenses et étudie la consommation médicale sous divers aspects.

● *Le corps médical national* exerce des fonctions similaires au niveau le plus élevé. Il examine les litiges survenus à l'occasion des mises en garde.

En cas de carence des comités paritaires locaux ou national, leur rôle est assuré par les médecins-conseils, avec la participation d'un représentant du conseil de l'ordre et du médecin-conseil régional ou national.

● *La commission économique locale* doit faciliter, dans toute la mesure du possible, l'application de la convention par une collaboration permanente des deux parties sur le plan local. En cas de carence des organisations des médecins, la permanence de cette commission est assurée par *les caisses. Elle est régulièrement* informée des travaux du comité médical local.

● *La commission économique nationale* coordonne l'ensemble. Elle propose des objectifs nationaux de dépenses. Au moins deux fois par an, elle établit un bilan de la situation, examine les écarts éventuels et propose aux signataires des mesures en conséquence. Elle réunit les éléments nécessaires aux parties pour étudier la révision des honoraires.

Respect des tarifs ou liberté d'honoraires

● *Le choix du médecin.* — Les caisses ayant envoyé le texte de la convention à tous les médecins exerçant, en totalité ou en partie sous forme libérale, chacun d'entre eux dispose d'un délai d'un mois suivant l'entrée en vigueur de cette convention pour notifier sa position.

S'il choisit d'exercer sous le régime conventionnel, il s'interdit tout dépassement des tarifs *fixés*, sauf deux cas : celui des circonstances exceptionnelles de temps ou de lieu dues à une exigence particulière du malade, qu'il indique sur la feuille de soins (D.E.) ; le cas du droit de dépassement permanent (D.P.) octroyé sous l'empire des précédentes conventions.

Si le praticien souhaite ne pas exercer conventionnellement, il fixe ses honoraires « *avec tact et mesure* » en inscrivant le montant perçu sur la feuille de soins.

Chaque année, le médecin peut changer de régime.

● *Les dépassements non justifiés des tarifs.* — Chaque trimestre, les caisses établissent un relevé des honoraires pratiqués par chaque médecin. Les cas de dépassement répétés sont communiqués à la commission économique locale et à l'intéressé. Celui-ci ayant formulé ses observations, les caisses dans les quinze jours qui suivent, notifient au médecin sa mise hors convention. La durée en est d'un mois à la première défaillance, portée à trois mois à la première récidive, à un an à la seconde et à deux ans au-delà. Cependant, l'affiliation et le bénéfice du régime des avantages sociaux du médecin (voir ci-après) ne sont suspendus qu'après la deuxième récidive.

Les caisses peuvent prendre des sanctions du même ordre si le médecin viole d'autres dispositions conventionnelles (inscription des honoraires, cotations des actes, etc.) ou si l'étude des tableaux statistiques d'activités du praticien révèle un comportement anormal. Le comité médical et la commission économique du département interviennent dans cette procédure.

Les caisses nationales maladie peuvent faire opposition à une mise hors convention d'au moins trois mois.

Le praticien dispose d'un recours de droit commun.

● *Avantages sociaux et fiscaux.* — Les caisses s'engagent à participer au financement des assurances-maladie et vieillesse des médecins conventionnés. Ceux qui pratiquent les honoraires libres doivent l'assumer entièrement (par exemple, la cotisation mensuelle de retraite est de 720 francs pour un médecin « conventionné », et de 2 160 francs pour un praticien hors tarifs).

Un groupe de travail paritaire suivra l'application des dispositions fiscales retenues par l'administration.

D'autres clauses de la convention visent la prévention et l'éducation sanitaire.

● *Durée de la convention.* — Elle est de cinq ans, renouvelable par expresse reconduction. Cependant, à l'expiration de la seconde année, les parties signataires dresseront un bilan et pourront remettre en cause tout ou partie du dispositif conventionnel.

Le nombre des demandes d'emploi s'est accru de 1,7 % en avril

Le ministère du travail et de la participation reconnaît que le chômage a encore augmenté en avril. Tout en mettant en avant les statistiques exprimées en données brutes, qui font apparaître, par rapport à mars, une diminution de 2,6 % des demandes d'emploi non satisfaites (qui reviennent de 1 412 300 à 1 375 200, soit — 37 100), il estime que « *cette baisse est légèrement inférieure à celle que laisserait attendre l'évolution saisonnière* ».

Surtout, il note que « *la décélération de l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi observés depuis plusieurs mois continue de se poursuivre* ». Cette formule souligne que l'aggravation du chômage a été moindre que celle constatée l'an dernier à pareille époque (*le Monde* du 16 mai et nos dernières éditions du 17 mai).

Les données corrigées des variations saisonnières, qui constituent la mesure la plus fiable pour suivre l'évolution de l'emploi, confirment l'aggravation du chômage : de mars à avril, le nombre des demandes non satisfaites est passé de 1 415 100 au chiffre record de 1 438 900, soit une hausse de 1,7 % (+ 23 800 demandes supplémentaires). En un an, l'augmentation du chômage est, en données observées comme en données corrigées, de 6,6 %. D'avril 1978 à avril 1979, elle avait été toutefois de 21,2 % dans les deux cas.

Presque tous les commentateurs se sont, cette fois-ci, basés sur les statistiques corrigées des variations saisonnières, y compris Antenne 2, qui, le *mois* dernier, n'avait cité que les chiffres bruts (*le Monde* du 18 avril). Pour sa part, la C.G.T., qui use de calculs particuliers, fait état de 1 844 398 chômeurs en avril.

D'autres clignotants de l'emploi sont « au rouge » : l'ancienneté moyenne des demandes en fin de mois s'allonge (268 jours en avril contre 260 en mars et 254 en avril 1979), ainsi que la durée moyenne d'attente des demandes placées ou annulées (175 jours en avril contre 168 en mars et 159 en avril 1979). De même, la part des jeunes de moins de vingt-cinq ans dans le total des demandeurs d'emploi est plus importante qu'il y a un an (39,4 % contre 38,8 %), ainsi que la part des femmes (54,7 % contre 51,6 %).

Seules améliorations notables : le nombre de placements directs effectués par l'Agence nationale pour l'emploi (en hausse de 20,1 % par rapport à avril 1979) et la situation des offres d'emploi non satisfaites. En données corrigées, celles-ci stagnent de mars à avril (passant de 100 300 à 100 200) ; elles s'élèvent en données observées : 100 200 en avril contre 97 400 en mars, soit + 2,9 %. En un an, la progression est nette dans les deux cas : + 18 %. En avril 1979, il est vrai, le volume des offres était tombé à un peu moins de 85 000. — M. C.

P.S. : c'est dans les entreprises que se gagnera la bataille politique

De notre correspondant

Les représentants des mille trois cents groupes socialistes d'entreprise (G.S.E.) revendiqués par le parti socialiste se sont réunis du vendredi 18 mai à dimanche 18 mai pour leur conférence nationale, à Massy (Essonne). Cette rencontre, la *quatrième* du genre, doit concrétiser les efforts d'implantation récemment accomplis par le P.S. dans un dumaine traditionnellement dominé par le P.C.F. Mais la devise adoptée par les organisateurs — « *C'est dans les entreprises que se gagnera la bataille politique* » — *prend évidemment* toute sa signification et sa dimension dans la perspective de l'élection présidentielle de 1981. M. François Mitterrand devait intervenir dimanche matin.

Vendredi, les travaux ont été essentiellement consacrés à une étude de la situation par secteur d'activité, ainsi qu'à la définition des futurs axes d'action. Samedi matin, M. Claude Germon, maire de Massy, secrétaire national aux entreprises, a notamment proposé aux participants de mettre sur pied « *sinon le même jour, du moins la même semaine, mille meetings devant mille entreprises* ».

M. Claude Germon a apposé les excellents résultats financiers obtenus en 1979 par certaines grandes entreprises, notamment multinationales, au sort réservé aux travailleurs. « *Voilà donc, à l'échelle nationale, la stratégie à cinq étages de la classe capitaliste*, a-t-il déclaré : *Blocage des salaires, inflation, utilisation de fonds publics, exportation de capitaux, concentration industrielle et financière. C'est cette stratégie*, a-t-il poursuivi, *qui est responsable du chômage, de la baisse du pouvoir d'achat et de la dégradation des services publics.* »

Selon M. Germon, la « droite » mène dans les entreprises « *une bataille idéologique de très haut niveau* » aux visées électoralistes indiscutables. « *C'est pourquoi*, a-t-il dit, *la maîtrise est l'objet d'une attention particulière : le patronat cherche à en faire des auxiliaires politiques, et le président de la République n'a pas hésité à organiser une journée nationale des agents de maîtrise.* »

L'entreprise, estime M. Germon, est un lieu de rassemblement et de discussion où les socialistes, comme ils le font dans leurs sections locales, doivent faire avancer toutes les idées de leur *parti, en préconisant « le plein emploi, premier objectif de la croissance sociale »*; en réclamant pour les travailleurs — « *sous des formes diverses, conseils d'administration, conseils de gestion, unités d'atelier* », selon qu'il s'agit du secteur public ou privé — les *moyens de « participer aux grandes discussions »* ; en maintenant « *l'indépendance réciproque des partis et des syndicats* ».

S. B.

● *Grève aux Wagons-lits.* — A l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., les personnels de la Compagnie des wagons-lits ont déclenché le 15 mai, à 18 heures, une grève surprise sur les trains en partance pour la Côte d'Azur et l'Italie.

250 employés d' « accompagnement » et du personnel hôtelier sont concernés par ce mouvement. La Compagnie des wagons-lits, qui travaille en sous-traitance pour la S.N.C.F., emploie au total 2 350 salariés.

● ERRATUM. — Lors de son intervention aux assises du C.F.P.C., M. Ceyrac a conclu : « *Les chrétiens ont l'espérance* » et non « *sont l'espérance* », comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire (*le Monde* daté 11-12 mai).

Grève de l'addition dans une brasserie parisienne

Au lieu de présenter l'addition, le personnel de la brasserie des Tuileries s'est croisé les bras, le samedi 9 mai et le jeudi de l'Ascension 15 mai. Les neuf serveurs et les deux maîtres d'hôtel (en majorité F.O.), entendent, par cette action originale — repas gratuit même si quelques clients ont tenu à payer, — exprimer leur désaccord avec la direction de l'établissement.

Le conflit porte, depuis plus d'un an, sur le système de rémunération. Jusqu'à présent, les garçons ont touché quotidiennement 15 % de leur propre chiffre d'affaires, tandis que les maîtres d'hôtel se partageaient tous les mois un pourcentage du chiffre d'affaires global (4 % tout d'abord, puis 2 % lorsque deux d'entre eux ont pris leur retraite sans être remplacés).

La direction voudrait supprimer ces 2 %, en invoquant les difficultés financières de l'entreprise, et intégrer la rémunération des maîtres d'hôtel dans les 15 % quotidiens touchés par les serveurs.

L'ensemble du personnel proteste évidemment contre ces mesures tendant à diminuer ses revenus. La direction, qui devait opérer un licenciement collectif, reçoit refus sur refus de l'inspection du travail. Lundi 19 mai se tiendra une réunion extraordinaire du comité d'entreprises du groupe hôtelier dont dépend la brasserie pour décider du sort du délégué du personnel que la direction voudrait limoger. Il semble improbable qu'elle parvienne à ses fins. Aussi, une reconduction de cette forme particulière de « débreyage » pourrait-elle être décidée la semaine prochaine pendant une « journée-surprise ».

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Le coût de la vie a augmenté de près de 22 % en un an

De notre correspondant

Londres. — Selon les dernières statistiques officielles publiées le vendredi 16 mai, le taux d'inflation a augmenté de 3,4 % en avril et atteint 21,8 % en un an. Cette augmentation expose le gouvernement à de sévères critiques, et les travaillistes n'ont pas manqué de souligner qu'après un an de gouvernement conservateur le taux d'inflation était plus que doublé. Malgré la poussée des prix dans les pays industriels concurrents de la Grande-Bretagne, le taux annuel d'inflation du Royaume-Uni dépasse ceux de l'*Italie (20,5 %)*, *des Etats-Unis* (14,7 %), de la France (13,7 %), du Japon (8 %) et de l'Allemagne fédérale (5,8 %).

Les statistiques vont au-delà des prévisions officielles les plus pessimistes. Sir Geoffrey Howe le chancelier de l'Echiquier a indiqué que le coût de la vie continuerait d'augmenter pendant les prochains mois avant de retomber au-dessous de 20 % à partir de juillet, et de se stabiliser à 16,5 % à la fin de cette année. Cette appréciation relativement optimiste n'est pas partagée par nombre d'économistes ; ils prévoient qu'après avoir atteint un sommet de 23 %, sinon de 25 % en août, le rythme annuel de l'inflation retombera entre 18 et 19 % à la fin de l'année. (M.a.-ph.Z,ovo

Selon les milieux officiels, un tiers seulement de la hausse de 3,4 % d'avril est la conséquence directe des mesures budgétaires, et notamment de l'augmentation des impôts indirects. Un autre tiers vient de l'augmentation des loyers des appartements municipaux, des impôts immobiliers locaux, le dernier tiers provenant de la hausse des prix du gaz et de l'électricité (une nouvelle augmentation de 10 % est prévue en août), des transports, des produits alimentaires, etc. Mais Sir Geoffrey estime que la forte poussée inflationniste est due principalement à l'augmentation des prix du pétrole, qui ont pratiquement doublé, ainsi qu'à la hausse des salaires, dont la moyenne a augmenté de 20,1 % en un an, une progression non compensée par une amélioration de la productivité.

Les salariés, a dit le chancelier, doivent accepter une réduction de leur niveau de vie. Sir Geoffrey a exclu que le gouvernement puisse revenir à la politique des revenus, et notamment au contrôle des salaires pratiqué par ses prédécesseurs travaillistes. Mais beaucoup d'économistes continuent de penser que le gouvernement sera contraint d'ici un an d'établir un « gel » des salaires.

D'autres statistiques indiquent que, malgré l'excédent prévu de 50 millions de livres du poste des « *invisibles* », la balance commerciale pour le mois d'avril accuse un déficit de 214 millions de livres (138 millions en mars, 176 millions en février).

La performance commerciale s'est cependant améliorée, avec un excédent de 44 millions de livres de la balance pétrolière et une augmentation des exportations, passant de 3,830 milliards en mars à 3,880 milliards en avril. Mais cette amélioration légère est affectée par une hausse des importations, passant de 4,010 milliards en mars à 4,150 milliards en avril.

Plusieurs journaux expriment leur préoccupation, notant que le contrôle renforcé de la masse monétaire n'a en l'effet escompté ni sur les prix ni sur les salaires. Le *Financial Times*, tout en approuvant le gouvernement et en acceptant son explication notamment sur l'effet des salaires exagérés, écrit : « *Il sera difficile au gouvernement et à ses amis de prétendre que ces mesures économiques ont eu des effets aussi rapides, aussi décisifs, que les ministres l'espéraient et que l'électorat pouvait s'y attendre.* »

HENRI PIERRE.

Aux États-Unis

La forte baisse de la production industrielle fait craindre une récession plus forte

La production industrielle américaine, qui décline depuis février, a baissé de 1,9 % en avril. C'est la plus forte baisse mensuelle enregistrée depuis les 2,2 % de février 1975, époque de la précédente récession. Selon la Réserve fédérale, les secteurs les plus touchés sont l'automobile et le bâtiment.

Les automobiles américaines ont été assemblées sur un rythme annuel de 5 millions de véhicules, soit une diminution de 15 % par rapport à mars et de 30 % par rapport à la moyenne du premier semestre de 1979. Quant aux mises en chantier de maisons individuelles, elles sont tombées à un million dix-neuf mille, soit une régression de 2,1 % par rapport à mars.

Mais la Banque centrale reconnaît que la diminution de la production est « *étendue* » et qu'elle touche désormais pratiquement tous les secteurs. La production d'acier et de biens durables a, par exemple, décliné de 2,3 %. Alors que la Maison Blanche continue de parler d'une « *récession modérée et de courte durée* », ces dernières statistiques confortent les organismes qui prévoient maintenant une récession forte. DATA Ressources — un « *consultant* » économique de renom — estime que le P.N.B. diminuera de 4,9 % au second trimestre (soit 8,1 % en valeur réelle, compte tenu de l'inflation), ce qui serait presque un record pour l'après-guerre.

DATA Ressources ajoute que le chômage touchera plus de 8 % de la population active à la fin de 1980.

Ces estimations recoupent celles de M. Greenspan, qui fut le conseiller économique du président Ford, qui parle d'une régression du P.N.B. de 7,7 % au second trimestre.

Quant au Business Council, qui regroupe les dirigeants des deux cents plus grandes sociétés, il affirme que la récession sera plus prononcée que ne le prévoit la Maison Blanche, sans toutefois atteindre la gravité de celle de 1974-1975, au cours de laquelle la baisse maximale du P.N.B. avait été de 5,5 %.

La centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. commence de son côté à évoquer la nécessité de mesures de soutien à l'économie.

Mais la marge de manœuvre de la Réserve fédérale est étroite, car l'inflation se maintient à un rythme élevé. — (*U.P.I., A.F.P.*)

AUTOMOBILE

CITROËN VA PRÉSENTER A LA RENTRÉE UNE VOITURE A GAZ

La firme Citroën présentera au Salon de Paris une « Acadiane » fonctionnant aux gaz de pétrole liquéfiés (G.P.L.). Ce véhicule, dont la circulation en monocarburation sur la voie publique est désormais autorisée par la législation, est d'abord destiné aux flottes dites « captives » (administrations, collectivités locales, sociétés) mais son utilisation pourra être étendue aux particuliers, le réseau de distribution du G.P.L. augmentant chaque jour sur le territoire national.

A partir du moteur Citroën 602 cm3 existant, les services techniques de la firme ont procédé à des adaptations afin d'obtenir le meilleur bilan consommation-performance-fiabilité en utilisant le gaz.

Le véhicule sera adapté à ce carburant par la Société Augereau-Heuliez, sous le contrôle de Citroën (contenance du réservoir 53 litres).

Pour des performances à peu près identiques à celles des véhicules à essence de même type, la consommation aux 100 km, selon la conduite, sera de 7 à 9 litres de gaz (2 F le litre actuellement).

En dépit de l'embargo

LES EXPORTATIONS DE CÉRÉALES DEVRAIENT PROGRESSER EN 1980

La valeur des exportations agricoles américaines devrait augmenter de 15 % en 1980 et atteindre 38 milliards de dollars (contre 32), estime le département de l'agriculture à Washington, en dépit de l'embargo partiel des livraisons à destination de l'U.R.S.S. Les experts du département estiment en effet que les exportations américaines de céréales atteindront 35 millions de tonnes, contre 31,9 millions en 1979. L'accroissement des livraisons vers l'Europe de l'Est, la Chine, le Japon, l'Europe occidentale, le Mexique et l'Algérie compense la réduction des ventes à l'U.R.S.S.

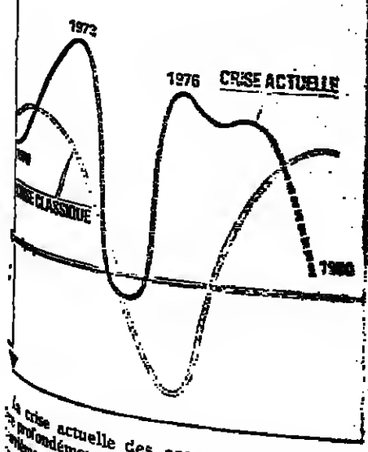
Le département de l'agriculture prévoit encore un record de production de blé d'hiver (46,6 millions de tonnes contre 43,8 millions en 1979), les récoltes devant être plus importantes pour cette campagne dans plusieurs parties du monde (Europe occidentale et orientale) du fait des conditions atmosphériques favorables.

CONJONCTURE

Les meilleurs et les moins bons

Cinq pistes pour une action efficace

Une situation



La crise actuelle des pays occidentaux diffère profondément des crises cycliques du dix-neuvième siècle, dites de Juglar (du nom du célèbre auteur qui les analysa, voici cent vingt ans). Depuis 1974, le taux annuel de variation de la production (courbe noire) a tendance à décroître, alors que la crise cyclique d'antan (courbe grise) le voyait fléchir puis repartir en

هكذا من الأصل

TRANGER

En Grande-Bretagne

Le coût de la vie a augmen
de près de 22 % en un a

Aux Etats-Unis

La forte baisse de la production fait craindre une récession plu

AUTOMOBILE

CONJONCTURE

La crise, an VII

IV. — Que faire ?

par GILBERT MATHIEU

La crise que traverse l'Occident depuis 1974 ne ressemble ni à celle des années 30 ni aux onze dépressions cycliques qui l'avaient précédée au dix-neuvième siècle. Elle se caractérise par une croissance réduite de plus de moitié, une inflation persistante, un chômage très élevé et un déséquilibre des paiements extérieurs entretenant un profond désordre monétaire. Les explications divergent sur les causes, insistant tantôt sur ses aspects conjoncturels, tantôt sur ses données structurelles. Quels pourraient être les remèdes ? (« Le Monde » des 15, 16 et 17 mai.)

« *La crise est mondiale et frappe tout le monde* ». Cette formule d'évidence est souvent mal reçue par l'opinion en raison de son parfum d'alibi. De fait, elle sert souvent, ici ou là, à disculper le pouvoir, sous prétexte que la crise est générale.

Pourtant, la R.F.A. connaît moins de 6 % de baisse des prix, mais la Grande-Bretagne et l'Italie plus de 20 %. Le Japon a réalisé l'an dernier 6 % de croissance et fera encore cette année quelque 4 % ; mais le Royaume-Uni, dont la production a stagné en 1979, s'attend cette année à un recul de 2,5 %. Le chômage, qui n'atteint que 2 % de la population active nippone, concerne plus de 8 % des Italiens et, de nouveau, 7 % des Américains. Le palmarès des nations dans la crise peut être dressé à partir de ces résultats bruts.

Les meilleurs et les moins bons

Il est sans doute plus équitable de l'établir, vu les disparités nationales traditionnelles, en comparant la situation actuelle de chacun à celle qu'il connaissait avant la crise. C'est ce qu'a fait Alain Cotta (1), en mesurant de combien avait baissé la production nationale de chaque pays durant les cinq premières années de la crise (par rapport aux *douze années antérieures*), et inversement le taux d'aggravation de l'inflation et du chômage dans le même temps. Ce sont ces données que nous avons rassemblées dans le graphique ci-contre.

La prise en compte des derniers résultats de 1979 détériorerait un peu la position des Etats-Unis, de la France et de l'Italie ; inversement, elle améliorerait légèrement celle de la R.F.A. et du Japon. Mais, pour l'essentiel, le palmarès ne serait pas bouleversé.

La France y occupe, on le voit, une situation moyenne, les Etats-Unis et le Japon étant mieux placés, l'Italie et la Grande-Bretagne moins bien. L'Allemagne fédérale, victime, si l'on peut dire, de ses excellentes performances d'avant la crise, est paradoxalement à peine mieux située que nous, son inflation, encore faible aujourd'hui, ayant plus que triplé par rapport au niveau très bas d'avant 1974.

Comment expliquer ces résultats disparates ? Les experts européens, qui se sont penchés sur le problème (2), ont mis en évidence trois causes principales.

D'abord un effort inégal d'adaptation de l'outil de production selon les pays. Le Japon, la R.F.A., les Pays-Bas et, dans une certaine mesure, les Etats-Unis ont commencé plus tôt que les autres et mené plus hardiment les restructurations industrielles pour adapter leur activité à l'évolution du marché et à l'émergence économique du tiers-monde : abandon de secteurs industriels trop menacés, transformation d'autres branches, stimulation de domaines nouveaux se sont révélés payants pour maintenir la croissance et enrayer l'inflation. La France, elle, s'est trouvée handicapée, à cet égard, pour des motifs politiques, gouvernants et patronat différant, trois années durant (de 1976 à 1978) les mutations nécessaires dans l'attente des échéances électorales.

La résistance sociale du changement, variable selon les pays, a constitué un autre élément important des réactions à la crise. En Allemagne fédérale, par exemple, les salariés ont apprécié que la hausse des prix reste faible et ont pu, grâce à la cogestion *généralisée, peser sur l'ampleur et* le rythme des mutations industrielles, au niveau de l'entreprise comme à celui de la branche. La forte productivité constatée en R.F.A. malgré la crise — elle est restée supérieure de plus de la moitié à celle de la plupart des pays de la C.E.E. — trouve une partie de son origine dans ces *éléments. Elle a facilité jusqu'en* 1979 les performances allemandes à l'exportation, qui ont, à leur tour, contribué à la sauvegarde de l'emploi malgré l'effet déflationniste du prélèvement pétrolier.

Troisième atout face à la crise pour certaines nations : la discipline qu'elles se sont imposées en liant leur monnaie au sein du *« serpent » puis du système monétaire européen.* Il est frappant de constater que les pays les plus mal placés au palmarès de la crise — Grande-Bretagne et Italie — sont précisément ceux qui ont refusé cette discipline ; les libertés qu'ils ont prises en matière financière ou sociale n'ont pas « payé ». La France, qui était sortie du *« serpent », y est revenue* ; cela explique peut-être en partie qu'elle occupe une place intermédiaire au palmarès ci-contre.

Cinq pistes pour une action anticrise

Il apparaît en tout cas clairement, au vu de ces données, que la crise, bien que générale, a frappé très inégalement les pays, en raison même des réactions et des initiatives de chacun d'entre eux. On avait déjà fait hier une constatation du même ordre, s'agissant des causes profondes de la situation actuelle. Si personne en Occident ne peut échapper à la dépression, la façon d'y faire face — et les résultats à en attendre — dépendent de la volonté politique de chaque pays et de l'habilité des thérapeutiques mises en œuvre. Lesquelles conviendraient le mieux à la France, en l'état actuel ?

Il n'est pas possible, dans le cadre de cette enquête, d'esquisser tous les traits — même majeurs — d'un programme anti-crise adapté. Mais on peut au moins en tracer cinq pistes, quitte à laisser aux plus entreprenants — ou aux plus exigeants — le soin *de proposer davantage, au rythme* des réformes de structures qu'ils accepteraient d'entreprendre.

1. — La première certitude est, qu'à moins de se résigner à voir le chômage s'aggraver (3), il convient de ranimer la production là où cela est possible sans danger pour les prix ou le commerce extérieur ; et de chercher, *simultanément, par quelles actions* spécifiques complémentaires on peut réduire le sous-emploi.

La stagnation des investissements privés, ces dernières années (jusqu'à l'été 1979 du moins), a limité les possibilités à cet égard. Dans plusieurs branches, des commandes supplémentaires feraient — faute de capacités de production disponibles — *monter les prix* plus qu'elles n'accroîtraient la production dans l'immédiat. Aussi convient-il d'agir avec doigté, en attendant qu'une reprise des investissements élargisse la palette des secteurs où l'on puisse produire plus sans ennuis. De même, la réapparition brutale du déficit extérieur depuis quelques mois montre qu'à structures constantes — leur changement ne pouvant être que lent — le risque est grand de voir une relance de la production détériorer les paiements extérieurs.

Une double prudence s'impose donc, qui devrait conduire à stimuler en priorité les branches utiles où des capacités de production sont disponibles (pour éviter de gonfler l'inflation) et celles qui sont économes en importations (pour ne pas trop accroître le déficit avec l'étranger). Le troisième élément de choix consisterait à privilégier les domaines où la main-d'œuvre appropriée ne fait pas défaut (pour limiter la hausse des prix de revient qu'entraînerait une forte poussée des salaires). Cette triple grille de priorités conduit à choisir des secteurs comme le bâtiment, les travaux publics, l'agro-alimentaire...

Comme, bien entendu, on ne construit pas une économie autour de quelques pôles seulement, d'autres secteurs devront suivre, à mesure que les conditions précédentes seront satisfaites ; notamment dans les branches les plus porteuses d'avenir (électronique, télécommunications, chimie fine...) et parmi celles qui résistent mal actuellement à la concurrence étrangère, mais peuvent faire l'objet d'un essai de reconquête du marché intérieur (machine-outil, sidérurgie fine, ameublement, moto...). Très probablement pourtant les rythmes d'expansion d'antan ne pourront pas être globalement retrouvés, le poids des matières premières plus chères (dont le pétrole) freinant inévitablement la machine, et cela assez durablement sans doute. Peu importe l'adjectif dont on baptisera la croissance nouvelle : « molle », « frugale », « économe », « sobre »..., Elle sera de toute façon différente, plus ou moins selon les inflexions politiques apportées par les équipes au pouvoir.

Semble secondaire, en tout cas, la querelle d'école qui a si longtemps opposé la réanimation par la *consommation* à la relance par l'investissement. L'expérience a montré que les deux sont largement liées : une relance de l'investissement — public ou privé — stimule assez vite la consommation ; réciproquement, une distribution de pouvoir d'achat supplémentaire débouche à terme sur un regain d'*investissements. Les critères* de choix de l'effort à entreprendre sont présentement d'un autre ordre. Aussi bien les équipes gouvernementales qui se sont succédé depuis la crise, ont-elles *toutes* utilisé les deux méthodes (4), mais trop peu et trop timidement.

2. — La leçon des *comparaisons entre nations, faite précédemment*, enseigne en outre que l'effort d'adaptation et de conversion industrielle ne devra pas se relâcher. Dans un monde de plus en plus soumis à la compétition internationale, c'est une nécessité !

Si le Plan avait gardé son rôle d'antrefois, il constituerait le lieu *privilégié pour en débattre entre* partenaires sociaux, et pour préparer les modalités sociales des changements nécessaires. Des négociations entre groupes sociaux et inter-branches sont en tout cas indispensables si l'on veut éviter de retrouver le handicap en matière de mutations, qui a désavantagé l'industrie française face à ses concurrents et finalement débouché sur les « *dégraissages en catastrophe* » (sidérurgie, textile) que d'autres pays ont su éviter.

Les gains de productivité, qui résulteront de ces transformations, s'ajoutant au gonflement de la population active, ces prochaines années poseront, en effet, un difficile problème d'emploi, que la relance modérée de la production ne suffira sans doute pas à résoudre. Des actions spécifiques seront donc nécessaires, qu'il sera également préférable de négocier : meilleure adaptation de la main-d'œuvre aux emplois offerts ou prévisibles (formation professionnelle, éducation permanente, recyclage) ; partage du travail existant entre un plus grand nombre de salariés (c'est tout le problème de la diminution du temps de travail, du travail à temps partiel et de leurs modalités, à débattre par branche (5); création aussi d'emplois dans les secteurs sociaux délaissés par les pouvoirs publics : santé, assistance aux personnes âgées, animation culturelle...

Cette création relève certes de la responsabilité des pouvoirs publics (s'ils entendent enrayer la montée du chômage) ; mais son financement peut n'être pas totalement public : l'exemple canadien — timidement imité par nos emplois « d'utilité collective » — montre qu'une *partie des* services jugés utiles par le public peut être prise en charge par celui-ci, l'autorité politique ayant plutôt un rôle de lancement et de popularisation à cet égard. Il y a là une orientation qui correspond (selon tous les sondages) au désir majoritaire d'une société *moins contraignante* et plus conviviale.

3. — Cela doit aller de pair — ce ne sera pas le plus facile — avec une action résolue contre l'inflation. La voie de la libération des prix, choisie après les élections législatives, n'a pas été la plus heureuse à cet égard (6) : elle a accéléré les hausses, même si elle a permis aux entreprises de reconstituer leurs marges bénéficiaires et de retrouver une flexibilité de tarifs réclamée depuis longtemps. Mieux aurait valu lier la liberté rendue à un engagement à partager par les firmes de restituer aux usagers une partie de leur productivité supplémentaire ; ou encore, comme le souhaitent la plupart des organisations de *consommateurs*, encourager les accords entre elles et les entreprises.

La lutte contre l'inflation c'est en tout aussi la chasse aux ententes — nombreuses, bien qu'un petit nombre d'abus seulement soient condamnés chaque année, — la lutte contre les rentes de *situation et les circuits* commerciaux parasitaires, la mise en état de concourrence de professions abusivement protégées... C'est aussi une meilleure maîtrise des circuits monétaires, et en particulier de deux des sources habituelles de dérapage en la matière : le marché des eurodevises (dont le « recyclage » doit être plus sérieusement organisé), et le déficit budgétaire des institutions publiques. Cela implique une élimination systématique des crédits budgétaires dont la priorité n'est pas indiscutable, c'est-à-dire le passage au peigne fin des subventions et des crédits qui pourraient s'apparenter à quelques gaspillages eu égard aux priorités économiques précédemment indiquées. Cela nécessite aussi la révision des privilèges fiscaux de toutes sortes, dont beaucoup ont cessé d'avoir une justification économique, s'ils l'ont jamais eue.

La lutte contre l'inflation, c'est enfin une action plus résolue contre les inégalités, génératrices de *course incessante aux augmentations* de revenus. Comment, en effet, réduire les prix des produits ou services, si l'élément essentiel de leur prix de revient que constituent les revenus (et pas seulement les salaires) distribués par l'entreprise qui les assure montent très au-delà de ses gains de productivité ? Or, comment obtenir des partenaires sociaux une modération de leurs revendications s'ils continuent à avoir le sentiment que « *ce sont toujours les mêmes qui paient* », alors qu'aucun effort exceptionnel, en dehors d'un impôt sur le revenu plus lourd, n'est demandé aux citoyens privilégiés qui les entourent. En France comme à l'étranger, revendications qualitatives (conditions de travail, droit à l'information et à la participation, logement...) et revendications quantitatives (salaires, primes...), ont toujours été liées. Mais les premières n'étant pas satisfaites suffisamment, les secondes ont toujours occupé dans notre pays la première place. Une action résolue contre l'inflation implique ici l'inversion des priorités.

4. — De telle orientations devraient être rendues compatibles avec le recherche de l'équilibre extérieur. Sans doute la France peut-elle se permettre aujourd'hui un certain déficit, le franc étant solide et la capacité d'emprunt du pays considérable. Mais il faut craindre qu'en tirant trop sur la corde on ne compromette le crédit du pays et sa monnaie.

Outre une croissance économe en matières premières, il faut donc rechercher au maximum les économies d'énergie importée. Lancé beaucoup trop tard, le programme de développement des énergies nouvelles devrait être considérablement accéléré et amplifié, cependant que le dispositif d'incitations aux économies de pétrole et de gaz serait revu, pour *être rendu plus efficace.*

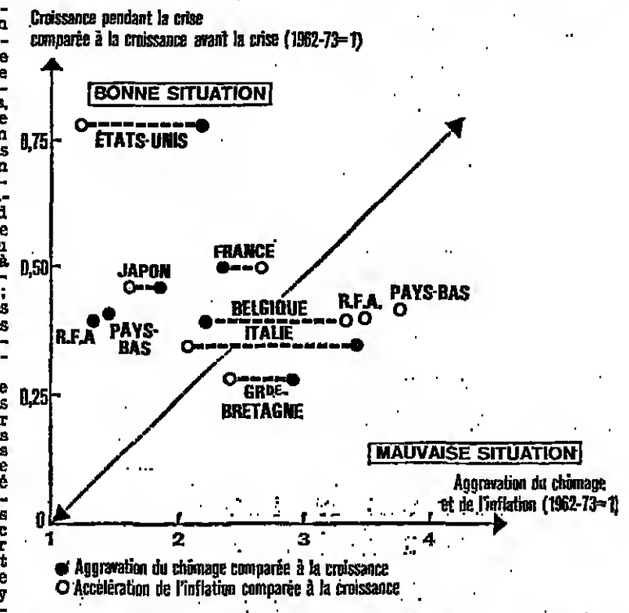
5. — Cela implique la recherche d'accords durables avec le tiers-monde, perspective également nécessaire pour éviter une « guerre commerciale » avec les nouvelles nations industrielles. Au-delà des accords du type Lomé II (7) nu des actuels contrats pétroliers bilatéraux, il faut s'engager, comme le souhaite Claude Cheysson, le commissaire européen au tiers-monde, dans la recherche d'accords de codéveloppement à dix ou quinze ans, précisant — autant que faire se peut — les orientations prioritaires souhaitées par chaque pays contractant pour son expansion, ses approvisionnements, ses débouchés... de façon à harmoniser au maximum à l'avance les mutations indispensables, au lieu de s'engager dans la voie d'affrontements qui peuvent être évités. Le tiers-monde se fera de toute façon sa place au soleil. Mieux vaut pour nous l'y aider et s'y préparer en temps utile que chercher à l'empêcher, pour le subir tout de même avec le cortège de drames sociaux que cela entraîne.

Ces pistes d'action contre la crise soulèvent, évidemment, des problèmes dont les implications politiques ne doivent pas être sous-estimées. Par exemple : la reconquête de pans entiers du marché intérieur français est-elle possible sans que l'Etat — ou les entreprises qui dépendent de lui — élargissent leur champ d'action ? La lutte contre les dérapages monétaires n'implique-t-elle pas un dirigisme bancaire et financier accru ?

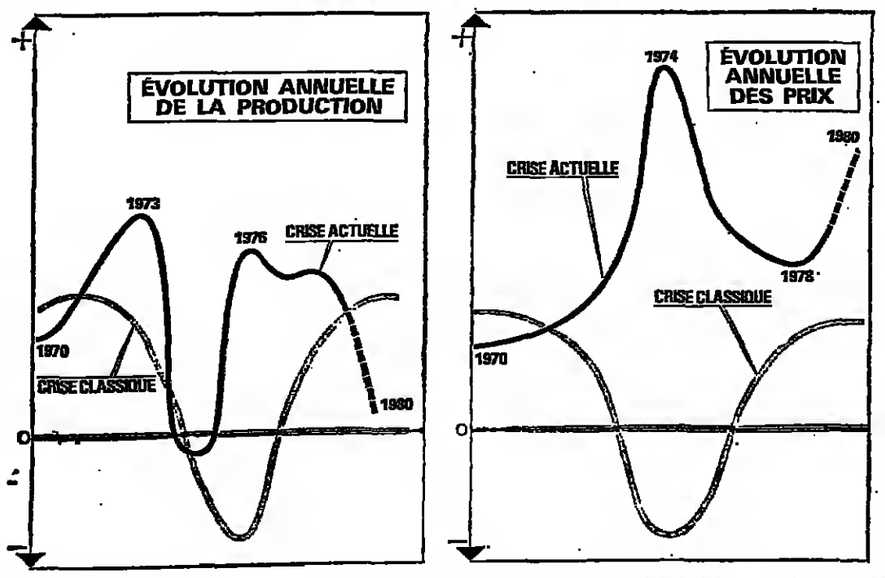
La réduction de la durée du travail (à prix de revient constant) nécessite-t-elle — ou pas — une certaine modération de l'évolution des salaires et plus précisément des hauts salaires ? La hiérarchisation des productions prioritaires, dans le cadre *notamment d'un développement* concerté avec le tiers-monde, est-elle possible sans réhabilitation de la planification ? A quel niveau négocier les mutations sociales liées aux conversions industrielles ? A quel rythme poursuivre la recherche de l'équité fiscale et la réduction des inégalités ?...

Certes. Mais c'est précisément parce que les blocages structurels sont, en France, souvent élu-

LE PALMARÈS DES PAYS OCCIDENTAUX DANS LA CRISE



Une situation originale



La crise actuelle des pays occidentaux diffère profondément des crises cycliques du dix-neuvième siècle, dites de Jugiar (du nom du premier auteur qui les analysa, voici cent vingt ans). Depuis 1974, le taux annuel de variation de la production (courbe noire) a tendance à baisser, alors que la crise cyclique d'antan (courbe grise) le voyait fléchir puis repartir en hausse, selon une périodicité assez régulière de huit années par cycle complet. S'agissant des prix, la courbe actuelle (noire) est plus différente encore de la variation classique (courbe grise) ; elle en est même presque l'inverse (sur les motifs de ces divergences, voir « le Monde » du 16 mai).

M. GUNDELACH : l'accord des Huit sur les prix agricoles sera appliqué le 1er juin.

Dans une interview au *Midi libre*, M. Gundelach, vice-président de la Commission européenne, chargé de la politique agricole commune, estime que « *l'accord des Huit sur les prix établi sur les propositions de la Commission sera appliqué le 1er juin. (...) C'est pour le moment un accord à huit, mais l'accord est là. Il n'y manque que quelques petites choses... Ce sera la responsabilité de la Commission de le faire appliquer* », ajoutant que lors du « *récent conseil des ministres de l'agriculture, la « ligne » britannique a été extraordinairement prudente* ».

Estimant que l'Europe est en face d'une « *crise tellement grave, non seulement sur le plan économique et social, mais sur le plan politique* », il ajoute : « *Cela je le dis avec force : jamais, depuis la construction de la Communauté, on n'a eu un besoin plus impérieux de l'unité de l'Europe.* »

(1) *Réflexions sur la grande transition*. PUF, 116 pages.

(2) Voir notamment le rapport Maldague (*le Monde* du 12 février).

(3) L'INSEE et la quasi-totalité des prévisionnistes français ont calculé que la chômage continuerait à s'aggraver si l'économie française continuait ses errements actuels. L'ampleur du pronostic varie selon les cas et les auteurs, mais il se *chiffre toujours par centaines de* milliers d'ici à 1985.

(4) Relèvements périodiques des retraites minimales, des prestations minimales et, de façon moins constante, du SMIC, d'une part ; encouragement général à l'investissement ou bien aide spécifique aux dépenses d'équipement dans tels secteurs ou telles zones régionales, d'autre part.

(5) Voir notamment les intéressantes suggestions de travail « à *temps choisi* » avancées par le groupe *Echanges et projets* qu'anime M. Jacques Delors.

(6) *Le Monde* du 12 avril 1980.

(7) Accord quinquennal entre les Neuf de la Communauté européenne et soixante pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes, comportant, depuis le 1er mars dernier, un engagement de garantir de recettes donné par les Neuf aux pays vendeurs de matières premières agricoles et plus rarement minérales (contre les mauvaises récoltes et les chutes de cours), une garantie de financement de la prospection de minerais de base (pour maintenir la capacité de production), une aide financière des Neuf aux « 60 » de 32,5 milliards de francs en cinq ans, enfin l'acceptation d'un accès privilégié en Europe de quelques denrées en provenance de ces pays (tomates, oignons, carottes...). Lomé II (signé en octobre 1979) fait suite à Lomé I (signé pour cinq ans en février 1975, avec, à l'époque, quarante-six pays seulement du tiers-monde) (*le Monde* du 6 février).

● ERRATUM. — Une difficulté d'impression a empêché de lire correctement un passage de l'article « Le jeu des cinq familles » de la série « La crise, an VII » (*le Monde* du 17 mai, fin de la quatrième colonne de la page 34). Il fallait lire : « Mais, outre qu'elle [la part des livraisons du tiers-monde dans les importations de l'O.C.D.E.] va en augmentant — concurrençant davantage les productions nationales des pays développés, — elle limite déjà sensiblement les débouchés de ces derniers outre-mer. »

CONJONCTURE

La hausse des prix de l'industrie

Ne vous enrichissez plus...

« Il faut maintenant que les prix des produits industriels augmentent moins vite que la moyenne des prix », confiait récemment M. Monory au cours d'une de ces réunions restreintes qu'il affectionne parce qu'elles lui permettent — au moindre risque — de faire passer des messages, voire d'annoncer des rétlexions de sa politique économique.

Coincidence ? Il y a quelques jours (le Monde du 10 mai), le C.N.P.F. rendait publique la lettre que M. Chevalier, vice-président du patronat française, avait adressée à des milliers de chefs d'entreprise leur conseillant — en matière de prix — de modérer des ardeurs un peu trop vives.

Il faut bien lire la lettre de M. Chevalier — toute de finesse et de diplomatie, — pour y trouver l'ombre d'un reproche à ses collègues. Le vice-président du C.N.P.F. commence d'ailleurs par une délense et illustration des mérites des chefs d'entreprise qui, à l'entendre, n'ont pas augmenté leurs prix plus vite que ne voulait l'intérêt général ; pas plus vite qu'à l'étranger, pas plus vite que le taux d'inflation, plutôt moins vite que lors du premier choc pétrolier de 1973-1974 (époque où pourtant les prix industriels n'étaient pas libres)...

A l'évidence, la première partie de la lettre de M. Chevalier n'est pas destinée aux industriels mais à la presse, à l'opinion, voire au gouvernement. Encore que de ce côté, il ne soit pas nécessaire de se donner beaucoup de mal pour convaincre les lecteurs du bon usage qui a été fait de la liberté des prix, tant on est généralement prompt, dans l'allougage de MM. Barre et Monory, à prendre pour argent comptant tout ce qu'avancent les patrons.

Le reproche n'affleure qu'en fin de missive : M. Chevalier y évoque les responsabilités — et les devoirs — qui pèsent sur le monde patronal depuis que la décision a été prise par l'Etat de laisser à chacun une totale liberté de manœuvre : « La liberté que nous avons longtemps réclamée exige que nous n'éludions ni nos responsabilités individuelles ni nos responsabilités collectives (...). Le C.N.P.F. est conscient des devoirs qu'elle impose aux chefs d'entreprise. »

Ce n'est pas s'avancer beaucoup que d'imaginer le C.N.P.F. un peu inquiet de l'évolution des prix de l'industrie, communiquant cette inquiétude au ministre le plus « patronal » et le plus libéral (au sens économique du terme) que la France ait eu depuis très longtemps. Des chefs d'entreprise nous avaient d'ailleurs confié à plusieurs reprises, depuis quelques mois, leurs préoccupations à ce sujet, soulignant les hausses excessives, voire complètement injustifiées, dont ils avaient connaissance au niveau de l'industrie et du commerce. Toujours est-il que c'est du côté du C.N.P.F. qu'on a reconnu en premier (voir le Monde du 17 avril) que les hausses de l'industrie faisaient problème.

La liberté rendue a-t-elle accéléré les hausses ? La question est importante (1) puisque, en France, le réglementation a été pendant plus de trente ans la règle et la liberté d'exception. Les réponses apportées par les études économiques — une toie encore hélas ! non publiées — semblent plutôt négatives. Mais il est, de toute façon, intéressant de se demander si les chefs d'entreprise étaient bien contreinte d'augmenter leurs prix comme ils l'ont fait et comme l'assure M. Chevalier.

Les hausses de salaires ont bon dos

Les hausses de salaires (+ 13 % en 1979 environ), des matières premières industrielles (+ 25 %), ont bon dos ; à cet égard, en un an, la productivité de l'industrie a fortement augmenté (+ 6 %), les sociétés produisant plus avec moins de personnel et pour un temps de travail plutôt écourté. Ces gains de productivité permettaient bel et bien aux industriels d'augmenter moins vite leurs prix que n'augmentait le taux d'inflation.

Pendant très longtemps, selon la doctrine officielle telle qu'elle s'exprimait, notamment dans les plans de modernisation et d'équipement, les prix industriels devaient rester parfaitement stables — voire baisser — pour compenser la hausse inévitable des prix, des services et de l'alimentation (nécessité de revaloriser les revenus des agriculteurs). C'est donc bien sur l'industrie et son efficacité que reposait l'espoir d'une stabilité des prix en France. Il y a vingt ans — et pour les mêmes raisons, — M. Debré recommandait au patronat, dans une lettre qui fit grand bruit à l'époque, de ne pas accorder de hausses de salaires supérieures aux gains de productivité.

M. Chevalier use donc d'un argument contestable pour défendre la liberté des prix, qui d'ailleurs n'est pas menacée. Mieux aurait valu justifier les fortes hausses qui se sont produites depuis un an par la nécessité pour les firmes de se désendetter, d'investir (2), d'accumuler les réserves de puissance nécessaires à toute stratégie industrielle un peu ambitieuse.

Quant à l'avenir, le message du C.N.P.F., conforté par la nouvelle doctrine Monory, est clair : l'industrie s'étant refait une santé aux dépens des consommateurs (l'inverse exactement de ce qui s'était passé en 1975), les chefs d'entreprise doivent revenir aux comportements anciens qui voulaient qu'une partie au moins des gains de productivité bénéficie aux particuliers. Pourquoi avoir attendu mai 1980 pour s'en apercevoir ?

ALAIN VERNHOLLES.

(1) « L'effet libération », dans le Monde du 12 avril.
(2) L'analyse faite par l'INSEE en début de mai de la situation économique de la France met bien en évidence la mouvement profond de reprise des investissements qui s'étend même aux secteurs les plus classiques : matériel de travaux publics, sidérurgie, grosse et moyenne mécanique. D'une façon générale, l'INSEE souligne le double effet positif de la reprise des investissements qui, en même temps qu'elle améliore les structures de l'industrie, soutient l'activité économique (voir le Monde du 18 mai).

AGRICULTURE

« Guerre des tomates » entre le Maroc et la France

Rabat s'estime injustement traité

De notre correspondant

Rabat. — Le Maroc s'estime injustement traité par la France dans la « guerre des tomates » qui oppose les deux pays. Les autorités et les organisations professionnelles ont réagi à la décision prise le 10 mai par Paris de recourir à la clause de sauvegarde, prévue par le traité de Rome, et de suspendre les importations de tomates marocaines.

La presse qualifie d' « *illégale* » la décision de Paris, dans la mesure où le motif invoqué — le maintien de l'ordre public — ne serait pas considéré comme justifiant un tel recours. L'arrosage avec du pétrole de 350 tonnes de tomates à Dieppe par des manifestants, le 9 mai, est-il à ce point grave, se demande par exemple la presse ? En fait, ce sont les manifestations survenues à Perpignan le même jour qui, ajoutées à celles de Dieppe, ont apparemment provoqué la décision française.

On avance à Rabat des arguments plus sérieux. On dit notamment que les exportations de tomates vers la Communauté européenne ont diminué d'année en année, passant de 111 000 tonnes en 1972-1973 à 64 300 en 1978-1979 et 53 000 en 1979-1980. Du côté français, on répond que les importations de tomates marocaines ont énormément augmenté en un court laps de temps — la première quinzaine de mai, — atteignant un total de 14 000 tonnes, contre un peu moins de 9 000 en 1979.

La mesure conservatoire prise le 10 mai par la France ne porte en tout cas, fait-on observer du côté français aux Marocains, que sur cinq jours : le 15 mai, le prix de référence appliqué dans le Marché commun a été supprimé du fait de la crise provoquée par le refus de Londres de contribuer à l'organisation du marché agricole. Un prix de référence a été établi dans chacun des pays membres de la C.E.E. La France a décidé de fixer ce prix à 7 francs le kilo et de rendre les importations libres. Mais, à prix égal, les tomates marocaines se verront peut-être préférer les produits des serres.

C'est ce que craignent du moins les Marocains qui se plaignent d'être victimes d'une dépendance trop grande de leur économie par rapport à l'Europe et en particulier au Marché commun des Neuf qui va bientôt devenir le Marché commun des 10, des 11 ou des 12.

Or les nouveaux arrivants, en particulier l'Espagne et le Portugal, pourraient être de redoutables concurrents, alors qu'au même moment, on dresse ici un bilan plutôt négatif des dix dernières années d'association entre ce pays et la C.E.E.

ROLAND DELCOUR.

DES AGRICULTEURS MURENT LES PORTES DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE CHATEAULIN

(De notre correspondant.)

Brest. — Les agriculteurs bretons ne manquent pas d'imagination pour exprimer leur mécontentement. Dans la soirée du vendredi 16 mai, ils ont muré la porte d'entrée principale de la sous-préfecture de Châteaulin (Finistère) et les deux portes de service et du garage avec des parpaings et du ciment.

Leur manifestation, qui avait pour objectif de protester contre la dégradation de leurs revenus, s'est déroulée sans incident et en présence d'une compagnie de gendarmes. Le forces de l'ordre devaient procéder à la démolition des murs aussitôt après le départ des paysans.

Le Monde équipement

URBANISME

SEPTIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

Des jardins privés ouverts au public

Le plan de sauvegarde et de mise en valeur du septième arrondissement, l'aménagement d'une zone industrielle et artisanale dans le dix-huitième arrondissement, l'amélioration de la sécurité routière dans la capitale et les travaux de rénovation dans les écoles de la Ville seront notamment à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil de Paris, qui sera réuni le 19 mai.

C'est à la demande de M. Edouard Frédéric-Dupont (R.P.R.), adjoint au maire, qu'un plan de sauvegarde et de mise en valeur du septième arrondissement a été étudié. Ces études ont été menées conjointement par les services de l'Etat et de la ville. Elles intéressent le quartier délimité par la Seine, la rue de Grenelle, le boulevard de la Tour-Maubourg, le boulevard des Invalides, la rue de Sèvres, la rue des Saints-Pères, le quai Voltaire et le pont du Carrousel.

Le plan de sauvegarde, soumis aux édiles de la capitale, comporte des mesures destinées à maintenir la « *fonction résidentielle* » du quartier, à protéger son « caractère historique » et à améliorer les conditions de vie de ses habitants. « *Aussi*, a précisé M. Chirac au cours d'une conférence de presse réunie le 16 mai, *un inventaire du domaine bâti a-t-il été établi rue par rue, maison par maison. A côté des immeubles classés ou inscrits ont été répertoriés ceux qu'il convient de démolir, de restaurer ou de conserver, après que la valeur architecturale de chaque édifice aura été analysée.* »

Des jardins intérieurs seront ouverts sur l'extérieur comme ceux de l'hôtel Matignon (rue de Babylone) ou du musée Rodin. Le ministère de la Défense, 79, rue de l'Université, le lycée Victor-Duruy, l'hôtel de Seissac, l'hôtel de Bourbon-Condé, 141, boulevard des Invalides et la mairie annexe du septième arrondissement sont concernés par cette mesure. Des projets de cheminements piétons sont à l'étude, notamment dans l'hôtel des Invalides, l'îlot de l'Institut géographique national, boulevard de Grenelle et autour de la Fontaine de Grenelle. Enfin les jardins privés seront totalement protégés et de nouvelles réserves pour espaces verts publics représentant au total 6 200 mètres carrés sont prévues rue de Grenelle, rue de Bellechasse et le long de la place Jacques-Bainville.

● **Le terrain des gazomètres.**

Ce terrain situé dans le dix-huitième arrondissement sera *aménagé en zone industrielle et* artisanale. Les travaux prévus commenceront au début de 1981. Les locaux seront vendus en 1982: le prix des loyers variera de 170 F le mètre carré à 360 F.

● **Travaux de rénovation dans les écoles.**

Le maire demandera aux conseillers de Paris de voter les crédits nécessaires pour financer les travaux de rénovation et de sécurité dans certaines écoles et lycées de la capitale. Montant de la dépense : 27,5 millions de francs.

● **Augmentatinn dn droit d'entrée dans les musées.**

Le droit d'entrée dans les musées municipaux était fixé à 6 F et 4 F selon l'importance des collections présentées. Au 1er juillet 1980, le droit d'accès aux musées de la Ville sera de 9 F pour le Musée d'art moderne, le Petit-Palais, Carnavalet, le Musée de la mode et du costume et à 7 F pour les autres musées : Balzac, Bourdelle, Cernuschi, Cognacq-Jay, Victor-Hugo et Rotonde de La Villette. Cette decision de la Ville fait suite à l'augmentation du droit d'entrée décidée par la direction des Musées de France.

● **Krishna exproprié.**

L'ouverture au public des locaux occupés par l'Association internationale pour la conscience de Krishna dans l'ancien hôtel d'Argenson, 20, rue Vieille-du-Temple (quatrième arrondissement) a gêné des voisins. Un arrêté du préfet de police interdit désormais l'organisation de manifestations, cérémonies, réunions ou offices de quelque nature que ce soit à l'intérieur de l'hôtel. En outre, M. Chirac a indiqué que des études précises étaient faites par les services de la Ville pour réaliser des équipements publics à l'intérieur de ce bâtiment. Mais la Ville devrait alors acquérir l'hôtel d'Argenson dont l'actuel propriétaire est la secte Krishna. Soit cette secte accepte de vendre, soit une procédure d'expropriation sera engagée « *pour cause d'utilité publique* » a précisé le maire de Paris.

● **La visite du pape.**

M. Chirac a indiqué qu'à l'occasion de la visite du pape Jean-Paul II à Paris, la Ville prendrait en charge l'organisation matérielle de plusieurs manifestations dont celle du Parc des Princes où aura lieu le rassemblement de la jeunesse parisienne. — J. P.

Dans le treizième arrondissement de Paris

La Cité fleurie est vendue

La Cité fleurie (65, boulevard Arago, dans le treizième arrondissement de Paris), où logent une quinzaine de peintres et de sculpteurs, était à vendre (le Monde du 8 janvier). Il semble bien aujourd'hui que la transaction a été réalisée. Les tractations entre le propriétaire — un promoteur, la Sefima — et une société privée ont en tout cas evencà rondement, puisqu'un chiffre de vente est même evancé : 8 millions de francs (nos dernières éditions du 17 mai). Juridiquement, rien ne peut être annoncé officiellement car la Ville de Paris peut faire jouer son droit de préemption jusqu'au samedi 24 mai : c'est-à-dire, comme le prévoit la loi, deux mois après l'annonce de l'intention de vente de la cité d'artistes par la Sefima.

Mais, dès les premiers jours de 1980, une association dénommée Atelier de la Cité fleuris-outil de travail était créée. Son but était de « *favoriser le rachat de la cité en tant qu'outil de travail pour les artistes* ». Cette association voulait préserver à la cité son caractère artistique et éviter qu'elle ne devienne une « résidence de luxe » si la Sefima décidait de vendre.

Cette affaire devrait être examinée une nouvelle fois au cours de la séance du Conseil de Paris, lundi 19 mai. La question sera alors posée de savoir si la ville peut et veut acquérir cet îlot de verdure de 4 000 mètres carrés. On peut en douter, car le budget de la Ville de Paris, en 1980, est particulièrement « serré ». Et les élus ne manqueront pas de souligner que dans le plan d'occupation des sols de la Ville de Paris, publié en 1977, la cité n'est pas classée comme un espace vert mais comme une zone à « vocation spécifiquement résidentielle ». Enfin certains édiles de la capitale estiment que, désormais, le balle est dans le camp de l'Etat.

Peu de temps après son élection à la présidence de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, après avoir ouvert le dossier des Halles, et de la voie express rive gauche, s'intéressait, en effet, à celui de la cité, et se prononçait pour « *une solution qui sauvegarderait l'existence et le caractère de cet ensemble* ». Une procédure de classement était alors ouverte le 23 décembre 1974 et le décret de classement était publié le 22 janvier 1976.

Mais le 9 juin 1978, le Conseil d'Etat annula le décret de classement pour vice de forme. Un certain nombre de conseillers de la haute juridiction hésitèrent, en effet, à émettre un avis favorable pour le classement des ateliers d'artiste, estimant que ce lieu n'est ni un « *monument historique* », ni une « *site remarquable* ». Dès lors, la cité se trouve déclassée alors que plus aucun permis de construire n'existe.

Aujourd'hui, la Cité fleurie change de main. Pour ses occupants, c'est l'incertitude. Pour ses délenseurs, tout reste à faire.

JEAN PERRIN.

Faits et projets

● *Les compagnies américaines augmentent leurs tarifs.* — Le Conseil américain de l'aéronautique civile (CAB) a autorisé les compagnies aériennes à appliquer des hausses de leurs tarifs internationaux pouvant aller jusqu'à 4 %. Le CAB va aussi permettre aux compagnies de pratiquer des hausses supplémentaires de 5 % à 15 % sur certaines liaisons avec des pays européens où la concurrence est forte.

Le CAB a déjà permis en début de semaine aux compagnies aériennes américaines de relever de 30 % à 50 % leurs tarifs intérieurs. — (*A.F.P.*)

● *Larzac : les artilleurs déménagent.* — Deux batteries d'artillerie en manœuvre qui avaient pris position, le vendredi 16 mai, sur la future zone d'extension du camp du Larzac, à Nant (Aveyron), mais sur un terrain non encore exproprié, ont été obligées de cesser leurs tirs puis de déménager sous la pression des paysans qui ont barbouillé de peinture les camions militaires.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'État financera le déficit des nouvelles liaisons aériennes établies au départ de Strasbourg

Réuni le 16 mai, le comité interministériel d'aménagement du territoire a pris plusieurs décisions relatives à l'utilisation des « friches industrielles » (c'est-à-dire les terrains, bâtiments, dépôts, terrils, voies ferrées inutilisés ou anormalement sous-employés, suite à des cessations d'activités, et particulièrement nombreuses dans le Nord-Pas-de-Calais), à l'organisation des grands chantiers, à la remise en valeur des zones minières et aux liaisons aériennes régionales.

● *Les friches industrielles.* — L'objectif consiste à faciliter la réinstallation d'activités et à améliorer l'organisation de l'espace (espaces verts, logements, équipements collectifs). Des moyens juridiques accrus pour lutter contre les friches industrielles sont prévus (nouvelles règles d'estimation de leur valeur vénale), ainsi que des aides financières (évaluation du coût de la démolition, nouvelles règles pour l'attribution des prêts de la Caisse des dépôts).

● *Les grands chantiers.* — La procédure s'applique essentiellement aux travaux des centrales nucléaires. Des efforts seront faits pour que priorité soit donnée à l'embauche locale des travailleurs de chantier, et des programmes de formation professionnelle seront lancés.

● *Les liaisons aériennes régionales.* — L'Etat participera à la couverture des frais de la desserte aérienne de Strasbourg. Le gouvernement a décidé de couvrir jusqu'en 31 décembre 1982 les deux tiers du déficit d'exploitation des lignes aériennes desservant Strasbourg vers d'autres villes européennes, telles que Londres, Milan, Bruxelles, Amsterdam, Rome et Francfort. Au titre de cet effort pour faciliter la desserte de Strasbourg, siège de l'Assemblée européenne, l'Etat prendra en charge à 100 % le déficit des services spéciaux supplémentaires sur Londres pendant les sessions du Parlement.

● *Les zones minières.* — 105 millions de francs sont affectés au programme 1980, dont 81,5 millions pour le Nord-Pas-de-Calais, les autres zones bénéficiaires étant la Lorraine et les houillères du Centre-Midi (Albi, Carmaux, Decazeville, Alès). Au total, cinq mille huit cent trente logements seront remis en état ou construits, dont quatre mille trois cents dans le Nord-Pas-de-Calais.

● *Aides et subventions.* — Comme à l'accoutumée, le gouvernement a saupoudré un grand nombre de subventions, soit pour hâter la décentralisation de plusieurs services ou instituts, soit pour accélérer les travaux de modernisation de certains équipements, notamment dans le Sud-Ouest, soit pour faire disparaître des zones d'ombre de télévision (Corse, Franche-Comté, Alsace).

Enfin, puisqu'il n'est aucun domaine qui échappe aux responsables de l'aménagement du territoire, le gouvernement a décidé, au chapitre « culture », de dégager 900 000 francs pour la modernisation des petits cirques, dans le but de contribuer à la réanimation des zones rurales et des petites villes.

TRAVAUX PUBLICS

LES OUVRIERS DU GRAN SASSO REFUSENT DE TERMINER LE TUNNEL

(De notre correspondant.)

Rome. — Le tunnel du Gran Sasso, dont les travaux commencèrent en 1968, est presque terminé. Il ne reste plus qu'une centaine de mètres à percer pour relier directement L'Aquila, capitale des Abruzzes, à l'Adriatique.

Mais les ouvriers viennent de suspendre le travail. Ils ne le reprendront que si on leur garantit des emplois pour la suite. Pire : ces trois mille chômeurs en puissance menacent « *d'obstruer la galerie pour toujours* » avec un ciment particulièrement tenace.

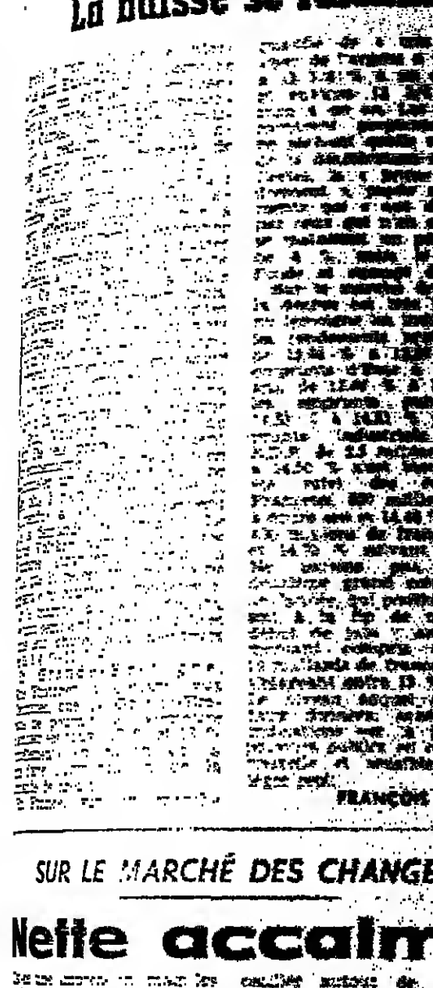
Ce n'est pas la première fois qu'une protestation de ce genre a lieu dans les Abruzzes. *Le Corriere Della Sera* parle d'un arrêt de travail similaire en 1956, lors de la construction des centrales hydro-électriques de la vallée du Vomano. On avait fait alors des promesses aux grévistes qui acceptèrent de se remettre à l'ouvrage, promesses nullement tenues puisque, à la conclusion des travaux ils furent tous licenciés.

Cette fois, les ouvriers exigeront des garanties. Nombre d'entre eux sont d'anciens émigrés qui n'ont pas l'intention de reprendre le chemin de l'exil. Le percement du *traforo* a coûté quelque 2 000 milliards de lires. Après avoir apporté un relatif bien-être dans cette zone déshéritée, il risque de ne lui laisser qu'un flot de voitures fonçant vers la mer.

R. S.

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

La baisse se ralentit



SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Nette accalmie

Les moyens de clôture comparés d'une semaine

	Dem.	Offre	Franc français	Franc belge	Mark	Franc suisse
Etats-Unis	—	—	4,1755	6,1555	1,9555	2,3715
Canada	—	—	3,6673	5,4934	1,7184	2,0712
Pays-Bas	1,8500	—	—	329,8727	53,0877	2,8378
Allemagne	3,4865	—	—	310,4481	49,9431	2,6698
Suisse	1,3065	—	—	116,79	18,7896	37,4461
Belgique	1,1200	—	—	100,03	16,0893	34,2000
France	3,5159	3,5259	—	896,3583	144,1812	306,3000
Italie	1,5921	1,5971	—	406,1744	65,3333	138,8000
Japon	4,1650	4,1750	—	1062,5000	170,8750	363,0000
Suède	4,0950	4,1050	—	1044,5000	168,0000	356,9000
Norvège	5,8250	5,8350	1,4075	1487,5000	—	508,0000
Danemark	5,1150	5,1250	1,2350	1305,0000	—	445,9000
Autriche	1,5331	1,5381	0,3705	391,2500	62,9375	—
Portugal	1,5301	1,5351	0,3698	390,5000	62,8125	—
Espagne	1834,00	1844,00	443,2530	468,2500	753,1250	1599,5000
Australie	1834,60	1844,60	443,4000	468,4062	753,3750	1600,0000

Les banques centrales ont marqué un peu scrupuleusement le pas. Après l'arrêt de la hausse du dollar sur l'euro-dollar, un renforcement, le DOLLAR semble, pour une quinzaine de jours, [illegible]

Nbre de titres cotés (BF)

	Nbre de titres cotés	Val. en cours (BF)
Bretagne	21 925	77 952 600
[illegible]	5 850	23 832 240
[illegible]	11 100	32 715 900
[illegible]	34 900	14 540 [illegible]
[illegible]	33 900	15 262 500
Auby	24 775	9 776 [illegible]
[illegible]	67 200 (?)	9 997 200

[illegible] séances [illegible]
[illegible] 27 300 titres échangés le [illegible] mai.

MARCHÉ LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres cotés	Val. en cours (BF)
[illegible]	71 925	77 952 600
[illegible]	5 850	23 832 240
[illegible]	11 100	32 715 900
[illegible]	34 900	14 540 [illegible]
[illegible]	33 900	15 262 500
Auby	24 775	9 776 [illegible]
[illegible]	67 200 (?)	9 997 200

[illegible] séances [illegible]
[illegible] 27 300 titres échangés le [illegible] mai.

[illegible] actuel. La réouverture [illegible] quer [illegible] et l'autre [illegible] déjà, les cours des [illegible] mêmes ont très sensiblement. C'est pourquoi les [illegible] sur le DOLLAR ont [illegible] défavorables ces jours

La LIVRE STERLING [illegible] vivement remis en [illegible] semaine, à la fois sur [illegible] du maintien des [illegible] niques à leur niveau [illegible] et sur le relèvement [illegible] pétrole saoudien, qui [illegible] gisements en mer du [illegible] en fin de semaine, d'une hausse de 2,4 [illegible] de la vie en Grande [illegible] pour le mois d'avril a [illegible] enthousiasmés.

Sur le marché de [illegible] une pointe passagère [illegible] jeudi 14 mai à Londres [illegible] de l'once s'est maintenu [illegible] 510 et 515 dollars. —

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	12 mai	13 mai	14 mai	15 mai
[illegible]	118 718 574	104 029 253	147 907 806	—
[illegible]	201 427 782	246 312 775	196 074 774	—
[illegible]	61 220 226	46 752 105	73 804 690	—
[illegible]	379 366 562	297 094 133	417 787 270	—

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base [illegible] décembre

[illegible]	103,1	105,4	106,2	—
[illegible]	101,1	101,5	103,4	—

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1979)

[illegible]	103,9	104,1	105,1	—

(base 100, 29 décembre 1961)

[illegible]	106,6	106,6	107,7	—

[illegible] indices non communiqués.

LA REVUE DES VALEURS

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

La baisse se ralentit

Après la véritable chute intervenue aux Etats-Unis la semaine dernière, un certain ralentissement a été noté, bien compréhensible. Certes, les banques continuent à réduire leur taux de base (prime rate), ramené de 17 % à 16 %, et même 15 1/2 % pour certains, mais il leur faut attendre que les certificats de dépôts effectués auprès d'elle à plus de 16 % viennent à échéance et soient remplacés par d'autres certificats à taux beaucoup moins élevé. Ce repli, après la folle ascension des deux derniers mois, est favorisé par les autorités monétaires : « *Les circonstances sont telles que nous pouvons légitimement commencer à envisager de démanteler certains des dispositifs les plus restrictifs mis en place à la mi-mars* », a indiqué M. Paul Volcker, président du *FED*. De tels propos constituent un euphémisme : on peut bien démanteler un dispositif qui ne sert plus à rien, si brutal (et si inattendu) a été l'écroulement de la demande de crédit ! Le même Volcker aurait avisé ses confrères étrangers, réunis à Bâle, que la récession américaine ne sera « ni courte ni modérée ». Sur le marché des euro-dollars, les taux semblent s'être stabilisés après leur chute, aux alentours de 11 1/4 %-11 3/4 %.

En Grande-Bretagne, Mme Thatcher a déclaré, aux Communes, que la Grande-Bretagne ne pouvait se permettre d'abaisser ses taux (17 % et 18 % actuellement) en raison de la trop forte augmentation de la demande de crédit.

En France, sur un marché qualifié de « très calme », le loyer de l'argent a valu 12 5/8 % à 12 3/4 % à un et deux mois, et environ 12 3/4 % de trois mois à un an. Les opérateurs se montrent perplexes et indécis, ne sachant quelle sera l'ampleur de la décélération de l'économie. Certes, la « prime de désendettement », payée aux établissements qui « ont de la place » par ceux qui n'en ont pas assez, se maintient un peu en dessous de 4 %, mais le marché est fluide et exempt de tensions.

Sur le marché des obligations, la décrue est très lente, comme en témoigne les indices Paribas : les rendements bruts reviennent de 12,94 % à 12,87 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 13,66 % à 13,61 % pour les emprunts publics, et de 14,53 % à 14,51 % pour les emprunts industriels. L'emprunt E.D.F. de 2,5 milliards de francs à 14,50 % s'est bien placé. Il a été suivi des émissions de Francetel, 500 millions de francs à douze ans et 14,40 %, et Eurodif, 400 millions de francs à 14,30 % et 14,70 % suivant les denrées. Ne parlons pas, enfin, du deuxième grand emprunt d'Etat de l'année, qui pourrait être lancé soit à la fin de mai, soit au début de juin : on avance un montant compris entre 6 et 10 milliards de francs, et un taux s'étageant entre 13 % et 13,50 %. Le niveau auquel sera fixé le taux donnera, sans doute, des indications sur la politique des pouvoirs publics en ce domaine : nouvelle et sensible baisse, ou léger repli.

FRANÇOIS RENARD.

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Nette accalmie

Est-ce une impression, mais les marchés des changes se sont montrés nettement plus calmes cette semaine. Le DOLLAR a fluctué, non loin de ses cours précédents, la LIVRE, après une vive reprise, est légèrement retombée, et le FRANC FRANÇAIS est resté impavide, toujours en tête du système monétaire européen. De son côté, l'or a évolué dans une étroite fourchette, aux environs de 510-515 dollars l'once de 31,1 g.

Initialement faible, la monnaie américaine s'est redressée par la suite, soit que les banques centrales l'aient un peu soutenue, soit que l'arrêt de la baisse du taux sur l'eurodollar ait favorisé ce redressement. De l'avis des opérateurs, le DOLLAR semble, depuis une quinzaine de jours, osciller autour de 1,80 DM à Franfert et de 4,20 F à Paris. Le principal conseiller économique de la Maison Blanche, M. Kahn, a estimé que le taux d'inflation américain devrait revenir, en rythme annuel, de 18 à 10 % en juillet-août, la désescalade rapide des taux d'intérêt étant un « signe très prometteur », de nature à éviter une récession trop sévère.

Par ailleurs, selon M. Carswell, secrétaire adjoint au Trésor, le commerce extérieur des Etats-Unis ne serait pas en déficit en 1980. Il est vrai qu'au rythme actuel, la récession peut provoquer l'un et l'autre phénomène : déjà, les cours des matières premières ont très sensiblement fléchi. C'est pourquoi les pronostics sur le DOLLAR ne sont point défavorables ces jours-ci.

Le LIVRE STERLING a très vivement monté en milieu de semaine, à la fois sur la perspective du maintien des taux britanniques à leur niveau très élevé, et sur le relèvement du prix du pétrole saoudien, qui valorise les gisements en mer du Nord. Mais, en fin de semaine, l'annonce d'une hausse de 3,4 % du coût de la vie en Grande-Bretagne pour le mois d'avril a douché les enthousiasmes.

Sur le marché de l'or, malgré une pointe passagère à 525 dollars le 14 mai à Londres, le cours de l'once s'est maintenu entre 510 et 515 dollars. — F. R.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres...	—	2,2850	9,6084	3,8159	4,1050	66,0822	4,5254	1934,62
	—	2,2760	9,5876	3,8031	4,1036	66,1178	4,5303	1934,60
New-York.	2,2850	—	23,7812	59,8302	55,6637	3,4578	50,4922	0,1181
	2,2760	—	23,7388	59,8444	55,4631	3,4423	50,2386	0,1176
Paris.....	9,6084	4,2050	—	251,79	234,06	14,5401	212,32	4,9681
	9,5876	4,2125	—	252,09	233,63	14,5008	211,63	4,9558
Zurich....	3,8159	167,00	39,7146	—	92,9585	5,7745	84,3221	1,9739
	3,8031	167,10	39,6676	—	92,6788	5,7521	83,9467	1,9658
Francfort..	4,1050	179,65	42,7229	107,5748	—	6,2119	90,7084	2,1225
	4,1036	180,30	42,8811	107,8994	—	6,2065	90,5802	2,1211
Bruxelles.	66,0822	28,9200	6,8775	17,3173	16,0979	—	14,6023	3,4168
	66,1178	29,0500	6,8961	17,3847	16,1120	—	14,5943	3,4176
Amsterdam	4,5254	198,05	47,0986	118,5928	110,2421	6,8482	—	2,3399
	4,5303	199,05	47,9522	119,1202	110,3993	6,8519	—	2,3417
Milan.....	1934,62	846,40	201,2841	506,8263	471,1383	29,2669	427,36	—
	1934,60	850,00	201,7504	508,6774	471,4361	29,2598	427,02	—

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en capit. (F)
ELF-Aquitaine .	21 825	27 952 500
C.N.E. 3 %	5 888	24 832 748
4 1/2 % 1973 ..	11 100	22 615 900
Royal Dutch	54 650	18 540 125
Norsk Hydro ..	37 905	18 382 508
C.G.E.	24 775 (1)	9 270 575
Pierrefitte Anby.	07 250 (2)	8 897 300

(1) Trois séances seulement.
(2) Dont 33 300 titres échangés le 16 mai.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	12 mai	13 mai	14 mai	15 mai	18 mai
Terme ...	116 716 574	104 029 255	147 907 306	—	92 216 345
Compt. ...					
R. et obl.	201 427 762	246 312 775	196 074 774	—	110 904 197
Actions.	61 220 226	46 752 105	73 804 690	—	62 361 640
Total	379 366 562	297 094 135	417 787 270	—	265 482 682

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1979)

Franç. ..	105,1	105,4	106,2	—	(1)
Etrang. .	101,1	101,5	103,4	—	—

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1979)

Tendance.	103,9	104,1	105,1	—	105,2

(base 100, 29 décembre 1961)

Ind. gén...	106,6	106,6	107,7	—	107,6

(1) Indices non communiqués.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 12 AU 16 MAI

La confiance... quand même

SOURCE de jouvence universelle, le soleil aurait-il aussi une action revigorante sur les marchés financiers ? Avec les possibilités de pont, pardon, de viaduc, offertes aux Français par la journée nationale d'action déclenchée le 13 mai, à l'initiative des syndicats et la fête de l'ascension le 15, possibilités rendues plus séduisantes encore par le retour d'un grand beau temps, tout portait à croire que la semaine écoulée serait particulièrement creuse et qu'en conséquence la Bourse de Paris, privée de sa « substantifique moelle », aurait plutôt tendance à s'effriter dans l'indifférence. Sans doute la dernière séance de la période sous revue n'a-t-elle pas brillé par son activité, nombre d'opérateurs ayant quand même choisi, en dernier ressort, de prendre la clé des champs. Mais, contre toute attente, les trois premières séances furent passablement actives, même celle du 13 mai, qui eut finalement lieu malgré les consignes de grève lancées par la C.F.D.T. et la C.G.T., avec des chiffres d'affaires quotidiens oscillant autour de 300 et 400 millions de francs. Qui plus est, le marché s'est très honorablement tenu, consolidant sans peine les positions antérieurement acquises, pour les améliorer même, puisque d'une semaine à l'autre les différents indices ont progressé d'un peu plus de 1 %.

Quel mystérieux ressort peut donc bien animer la Bourse, quand partout dans le monde les signes d'un ralentissement économique se précisent ? Cent fois déjà la question s'est trouvée posée sans obtenir vraiment de réponse satisfaisante.

On peut penser que la petite flambée des pétroles, attisée un peu partout par la découverte d'un fabuleux gisement de gaz en mer du Nord, a tenu le marché en haleine. De même, la baisse précipitée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, avec l'espoir, sans doute prématuré, d'une contagion de ce côté-ci de l'océan, et la hausse concomitante de Wall Street, peuvent, elles aussi, expliquer le comportement un peu déroutant de la Bourse qui, depuis la fin avril, a monté de plus de 6 %. A cela, on peut enfin ajouter les achats discrets, mais continus, des SICAV Monory. Mais est-ce bien suffisant tout de même, quand il s'avère que la récession menace de se prolonger bien au-delà des prévisions ? Si l'on en croit les analystes de la banque Jordaan, « le refroidissement va contribuer au redressement de nos équilibres, mais il est vain d'en escompter une reprise de l'activité. Le profil heurté de 1980 ne léguera aucun acquis de croissance à 1981 ».

Alors ? En fait, ce qui paraît surtout pousser le marché de l'avant, envers et contre tout, est le sentiment diffus que la baisse d'activité devrait être bien supportée par une industrie française plus solide. C'est l'opinion formulée par les experts de l'INSEE, que les boursiers semblent manifestement avoir repris à leur compte.

« *L'année 1980 sera décisive pour l'économie* », déclarait M. Raymond Barre à Avignon le week-end dernier au cours du premier congrès du Centre français du patronat chrétien. Elle devrait l'être aussi pour la Bourse.

ANDRÉ DESSOT.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le sucre reste en vedette

METAUX. — *La perspective d'un nouveau gonflement des stocks du London Metal Exchange a pesé sur les cours de l'argent malgré des velléités de hausse en milieu de semaine. L'annonce d'un relèvement du prix du pétrole de l'Arabie Saoudite n'a eu qu'un impact limité sur les marchés des métaux précieux en général.*

Repli également des cours de l'étain. La décision de l'administration des Etats-Unis de procéder à des ventes portant sur 500 tonnes de métal toutes les deux semaines à partir du 1er juillet prochain a contribué à déprimer la tendance. La rupture des négociations entre pays consommateurs et pays producteurs en vue de l'élaboration d'un nouvel accord international de l'étain largement anticipée, n'a pas eu d'influence majeure.

L'optimisme des participants à la septième conférence internationale du plomb qui s'est tenue cette semaine à Madrid n'a pas empêché le métal de tomber à ses plus bas niveaux depuis vingt mois à Londres. On s'attend pourtant à la poursuite d'importants achats de l'Union soviétique et de ses satellites européens.

DENRÉES. — *Le sucre est resté en vedette, atteignant ses meilleurs niveaux depuis cinq ans. Selon le directeur exécutif de l'Organisation internationale du sucre, le déficit de la production par rapport à la consommation cette année n'est pas assez important pour provoquer une crise des approvisionnements.*

Cacao en baisse tant à Londres qu'à New-York et à Paris. L'invitation lancée par la Caisse de stabilisation ivoirienne à des négociants français et britanniques laisse augurer une prochaine reprise des ventes de fèves de la Côte-d'Ivoire. Des rumeurs selon lesquelles le Ghana consentirait des rabais sur ses livraisons ont par ailleurs détérioré la tenue des cours.

La crainte de gelée dans les Etats producteurs du Brésil et les conséquences sur les livraisons du coup d'Etat en Ouganda sont à l'origine des progrès intervenus sur les marchés du café. Des achats effectués par le groupe de Bogota ont contrebalancé les effets de prises de bénéfices intervenues en fin de semaine.

COURS DES PRINCIPAUX

du 16 MAI 1980

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — *Londres* (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 877 (893) ; à trois mois 903,50 (916) ; étain comptant, 7.350 (7.425) ; à trois mois, 7.390 (7.410) ; plomb, 330,50 (337) ; zinc, 302,50 (289) ; argent (en pence par once troy), 554 (578).
— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 87,15 (85) ; argent, 12,43 (12,80) ; aluminium (lingots), 75 (72) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 78,17 (80,83) ; mercure (par bouteille de 78 lbs), 415 (380-390).
— Penang (en dollars des Détroits par picul de 22 lbs), 2.192 (2.240).
TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, juil., 80,30 (82,60) ; oct., 76,80 (78,60).
— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), juil., 300 (300) ; jute (en livres par tonne), Pakistan White grade C, 218 (210).
— Roubaix (en francs par kilo) : laine, mai, 28,70 (28.70).
CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant, 60,50 (61,00-62,30).
— Penang (en cents des Détroits par kilo), 295 (303-304)).
DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : cacao, juil., 112,55 (118,25) ; sept., 114,75 (120,30) ; sucre, juil., 33,45 (31,71) ; sept., 34,10 (31,16) ; café, juil., 203,40 (199) ; sept., 216,25 (205,90).
— Londres (en livres par tonne) : sucre, août, 357,20 (328,25) ; oct., 363 (341) ; café, juil., 1.763 (1.744) ; sept., 1.617 (1.790) ; cacao, juil., 1.175 (1.230) ; sept., 1.187 (1.252).
— Paris (en francs par quintal) : cacao, juil., 1.155 (1.230) ; sept., 1.145 (1.134) ; café, juil., 1.890 (1.655) ; sept., 1.725 (1.695) ; sucre (en francs par tonne), juil., 3.260 (3.060) ; août, 3.261 (3.153).
CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, juil., 416 1/2 (429) ; sept., 434 (440) ; maïs, juil., 270 3/4 (283 1/4) ; sept., 289 1/2 (293 1/4).
Indices : Moody's 1.130,20 (1.119,80) ; Reuter, 1.721,9 (1.709,01).

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 9/5	Cours 16/5
Or fin (kilo en barre)	72408 ..	72498 ..
— (kilo en lingot)	72495 ..	72580 ..
Pièce française (20 fr.)	671 90	670 20
Pièce française (10 fr.)	389 50	388 ..
Pièce suisse (20 fr.)	538 6	532 ..
Vieux latins (20 fr.)	5 8	514 60
Pièce tunis. (20 fr.)	475	480
Souverain	654	651 70
Souverain Elizabeth II	751	739 ..
Demi-souverain	448	448 ..
Pièce de 20 dollars	2720 ..	2712 ..
— 10 dollars	1339	1298 20
— 5 dollars	895	788 ..
— 20 pesos	3048	3078
— 20 marks	681 10	680 10
— 10 florins	528 10	520 10
— 5 roubles	343 ..	342 ..

Bourses étrangères

NEW-YORK

La hausse reprend

Singulièrement, malgré la multiplication des signes de refroidissement, la hausse a repris cette semaine à Wall Street. Lentement, mais sûrement et sans s'interrompre une seule fois, si bien que vendredi, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait un gain de 21,07 points à 826,87.

Ni les fermetures d'usines dans nombre de secteurs-clés de l'industrie (automobile, matériel agricole, aciéries), ni la chute de la production industrielle en avril (— 1,9 %), ni le ralentissement des mises en chantier de logements, ni le gonflement de la masse monétaire, ne semblent avoir eu raison de l'obstination des opérateurs à prendre position. La baisse des taux d'intérêt a été déterminante. Mais le marché a favorablement réagi aussi à la décision d'un juge fédéral d'annuler la surtaxe sur l'essence imposée par le président Carter.

Selon les « brokers », ces facteurs ont incité les investisseurs institutionnels à replacer en action les abondantes liquidités accumulées après avoir liquidé les bons du Trésor devenus moins attrayants.

L'activité a porté sur 176,56 millions de titres contre 186,41 millions.

	Cours 9 mai	Cours 16 mai
Alcoa	53 1/2	55 1/8
A.T.T.	52 5/8	52 7/8
Boeing	32 1/2	33 1/2
Chase Man. Bank .	41 1/4	42 3/8
Du P. de Nemours	36 3/4	38 1/4
Eastman Kodak ...	50	52 3/4
Exxon	59 5/8	60 3/8
Ford	23 1/8	23 1/8
General Electric ..	46 7/8	47
General Foods	28 1/4	29
General Motors ...	41 5/0	43 3/8
Goodyear	12	12
I.B.M.	52 3/8	53
I.T.T.	26 3/4	27 1/8
Kennecott	24 3/4	26 1/8
Mobil Oil	65	66 1/2
Pfizer	38 7/8	41 1/4
Schlumberger	104 1/4	107 1/4
Texaco	34	33 5/8
U.A.L. Inc.	15 7/8	17 1/4
Union Carbide	39 1/2	40 1/8
U.S. Steel	17 3/4	17 7/8
Westinghouse	22 3/4	23 1/2
Xerox Corp.	49 7/8	52 7/8

TOKYO

Nouveau repli

Interrompu une journée seulement le mardi 13 mai, le mouvement de repli s'est poursuivi cette semaine au Kabuto-Cho sous la conduite, cette fois, des sidérurgiques, des chimiques, des métaux non ferreux et, en règle générale, des actions de groupe dont l'activité est principalement orientée vers l'exportation. Le secteur du crédit à la consommation a été bien orienté et la spéculation a repris sur les valeurs pétrolières. Avec la subite crise politique, qui vient d'éclater, les analystes ne sont guère optimistes pour les prochaines séances. L'activité a été modérée et 1 434 millions de titres ont changé de mains.

Indices du 16 mai : Nikkei Dow Jones, 6 722 (contre 6 882,85) ; indice général, 466,34 contre 468,71.

	Cours 9 mai	Cours 16 mai
Canon	651	630
Fuji Bank	495	509
Honda Motors	576	561
Matsushita Electric	710	693
Mitsubishi Heavy.	193	191
Sony Corp.	2 616	2 650
Toyota Motors	835	835

LONDRES

Irrégulier

La tendance a été très irrégulière cette semaine au London Stock Exchange. Après avoir fléchi de nouveau, le marché, entraîné par les pétroles que l'importante découverte de gaz en mer du Nord avait revigoré, est remonté pour s'orienter derechef à la baisse.

Deux facteurs sont à l'origine de cette reprise : l'accélération du phénomène inflationniste (près de 22 % entre avril 1979 et avril 1980) et la nouvelle dégradation de la balance des paiements.

Introduits pour la première fois à la cote britannique, l'action du groupe chimique allemand B.A.S.F. a vain 35,5 livres.

Indices « F.T. » du 16 mai : industrielles, 435,2 (contre 436,5) ; mines d'or, 304,6 (contre 296,3) ; fonds d'Etat, 67,76 (contre 67,57).

	Cours 9 mai	Cours 16 mai
Bowater	174	172
Brit. Petroleum ...	326	338
Charter	144	150
Courtaulds	67	71
De Beers *	8,33	9,25
Free State Geduld*	43 3/4	40
Gt Univ. Stores ...	382	400
Imp. Chemical	376	389
Shell	348	374
Vickers	118	114
War Loan	32 1/4	33

(*) En dollars.

FRANCFORT

Redressement

Pourtant réduite à quatre séances par les fêtes de l'Ascension, la semaine écoulée a vu les valeurs allemandes se redresser un peu grâce à quelques achats effectués par des investisseurs étrangers.

Indice de la Commerzbank du 16 mai : 704,1 contre 703.

	Cours 9 mai	Cours 16 mai
A.E.G.	75	78,90
B.A.S.F.	142,70	142
Bayer	121,80	122,70
Commerzbank	167,50	166,50
Hoechst	122,10	123,90
Mannesmann	117,30	117,50
Siemens	263	266,50
Volkswagen	186	187,50

Paris accorde un crédit de 100 millions de dollars à la Turquie

De notre correspondant

Ankara. — Les relations turco-françaises sont en passe de s'améliorer. Tel est le sentiment qui prévaut à Ankara dans les milieux gouvernementaux et diplomatiques après la visite éclair de M. Monory, ministre français de l'économie, qui a tenu à venir signer le protocole financier dans la capitale turque le jeudi 15 mai.

Le premier des accords financiers qui a été signé concerne la mise à la disposition d'Ankara d'un crédit de programme de 100 millions de dollars constituant la contribution française à l'aide financière accordée à la Turquie pour l'année 1980 par le consortium des pays membres de l'O.C.D.E. (*le Monde* des 16 et 17 avril 1980). Le second protocole porte sur le rééchelonnement du remboursement des dettes gouvernementales, venues à échéance, et celui des dettes du secteur privé turc contractées auprès des firmes françaises mais garanties par l'Etat turc, couvrant la période de 1978 et 1979, totalisant 65 millions de dollars.

Un autre accord signé récemment à Paris comprenait aussi le remboursement de dettes similaires de l'ordre de 63 millions de dollars. Ainsi la France vient d'accorder à la Turquie des facilités de paiement d'un montant global de 228 millions de dollars. Ankara s'est félicité de la compréhension des Français au moment où la Turquie, qui connaît une grave crise, a surtout besoin de devises pour relancer une industrie qui travaille à un rythme insuffisant.

Le montant des exportations françaises vers la Turquie, l'an dernier, a été de l'ordre de 313,2 millions de dollars contre 137,3 millions de dollars pour les importations de produits turcs, et la part des cinq firmes françaises opérant en Turquie, surtout dans le secteur automobile par la régie Renault, représente 14,6 % du total des capitaux étrangers investis en Turquie. Enfin, des pourparlers sont en cours entre Citroën et la holding de Sabanci, une des deux grandes holdings privées turques, en vue de créer en commun une entreprise dans laquelle seraient notamment construits des véhicules légers pour l'armée.

ARTUN UNSAL.

Un nouveau patron étranger à la famille pour le groupe Henkel

Le groupe chimique allemand Henkel (16 milliards de francs de chiffre d'affaires), un des quatre plus gros producteurs mondiaux de lessives et de produits détergents avec Colgate-Palmolive, Unilever et Procter and Gamble, va pour la première fois de son histoire plus que centenaire être dirigé par un patron n'appartenant pas à la famille Henkel, propriétaire à près de 100 % de ses actions. Atteint par la limite d'âge, le docteur Konrad Henkel abandonnera la présidence de son directoire le 9 juin prochain pour devenir président de conseil de surveillance. Sans héritier, il sera remplacé à ce poste par le docteur Helmut Sihler, actuellement vice-président, bien que le groupe doive, selon lui, « *rester un groupe familial* ». Rien n'interdit cependant de penser que le groupe envisage un élargissement vers l'extérieur, Henkel avait déjà projeté d'introduire ses actions en Bourse.

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2-3. BIPLOMATIE
— Les rencontres et les tensions internationales.
— « L'Asie du Sud-Ouest et la crise afghane » (II), par Gérard Viratelle.
— La visite du président mexicain en France.
— La Conférence islamique à Islamabad.
3. ASIE
— JAPON : la démission de M. Obira.
4. AMÉRIQUES
— CUBA : de nombreux réfugiés continuent d'arriver en Floride.
4. AFRIQUE
— GUINÉE : un « attentat » à point nommé.
5. EUROPE
— ESPAGNE : la recrudescence du terrorisme des Pays basque met en difficulté le gouvernement de M. Suarez.
5. PROCHE-ORIENT
— IRAN : le président Bani Sadr assure qu'un « commando » américain espère ser le territoire national.

SOCIÉTÉ

7. La Journée nationale de la Croix-Rouge française.
7. JUSTICE
6. Les suites des événements de Jussieu.

CULTURE

8. LE XXXIIIe FESTIVAL DE CANNES
— THÉATRE : *Athalie* au *Mai* de Bordeaux.
— GALERIES : carnets d'artistes.
10. SPORTS
11. INFORMATIONS « SERVICES »

ÉCONOMIE

12. SOCIAL : le projet de convention entre la Sécurité sociale et les médecins instaure un système d'autodiscipline sur les honoraires des praticiens.
— ÉTRANGER
13-14. CONJONCTURE : « La crise, oa VII » (IV), par Gilbert Mathieu.
— La hausse des prix industriels en France.
15. LA SEMAINE FINANCIÈRE

ÉQUIPEMENT

14. URBANISME : à Paris, la Cité fleurie est vendue.

RADIO-TELEVISION (10)

Carnet (10) ; *Journal officiel* (11) ; Météorologie (11) ; Mots croisés (11) ; Programmes spectacles (9).

Au Salvador

OFFENSIVE ANTI-GUÉRILLA DANS LE NORD DU PAYS

Les forces de l'ordre ont déclenché depuis le début de la semaine une importante offensive dans le nord du pays contre des groupes de guérilleros opérant près de la frontière hondurienne. Les autorités ont annoncé, le vendredi 16 mai que dix-neuf révolutionnaires avaient trouvé la mort au cours de ces opérations (le comité des droits de l'homme avance le chiffre de cinquante morts, en majorité des paysans). Selon les observateurs, cette offensive a été entreprise pour prévenir un « *grand soulèvement populaire* », annoncé pour le 20 mai, par les organisations révolutionnaires. A cette date, l'an dernier, la police salvadorienne avait tué dix-sept militants du Bloc populaire révolutionnaire.

On apprenait, d'autre part, que vingt-six cadavres avaient été découverts dans la journée de vendredi. Une femme a dû être internée dans un asile psychiatrique après que ses cinq enfants de moins de vingt ans ont été assassinés sous ses yeux.

Tous les soirs, à San-Salvador, de longues files de personnes, désirant partir pour les Etats-Unis, se forment devant l'ambassade de ce pays pour tenter d'obtenir des visas. — *(A.F.P., U.P.I.).*

● *Cinq personnes ont été blessées au Sud-Liban* au cours de bombardements effectués par des vedettes israéliennes dans la nuit du vendredi au samedi 17 mai. Selon un porte-parole du F.P.L.P. (du docteur Habache), une vedette israélienne aurait été endommagée. Vendredi, l'artillerie de l'Etat hébren avait appuyé les forces conservatrices (du commandant Haddad) dans plusieurs secteurs de la partie méridionale du Liban. — *(A.F.P.)*

A B C D E F G H

LA VISITE DU PRÉSIDENT LOPEZ PORTILLO

M. Giscard d'Estaing souhaite que le Mexique et la France deviennent de «véritables associés»

Deux tête-à-tête d'une durée totale de deux heures et demie avec M. Giscard d'Estaing ont marqué, le vendredi 16 mai, la première journée de la visite en France du chef d'Etat mexicain, M. José Lopez Portillo. Les deux présidents ont évoqué principalement la situation au Proche-Orient et en Amérique centrale, et les questions énergétiques, a indiqué M. Blot, porte-parole adjoint de l'Elysée. Lors du deuxième entretien, l'après-midi, M. Lopez Portillo et Giscard d'Estaing ont également étudié l'état du « dialogue Nord-Sud » et le problème des relations Est-Ouest.

Quelques changements au protocole avaient été apportés vendredi lors de l'accueil à Orly. Le plus remarqué a été la prestation fournie par Mme Giscard d'Estaing comme interprète en espanol du discours de bienvenue de son mari.

Les ministres qui accompagnent M. Lopez Portillo (affaires étrangères, patrimoine et développement industriel, communications et transports, tourisme) ont eu des entretiens avec leurs homologues français.

A l'issue du dîner offert en son honneur par M. Giscard d'Estaing, M. Lopez Portillo a notamment déclaré :

« *Le premier principe qui doit régir les relations économiques internationales est celui de la responsabilité solidaire de tous les membres de la communauté internationale envers le sort des plus faibles et des plus défavorisés.* »

Le chef de l'Etat a noté que les tensions nées dans les pays « *exploités* » peuvent faire courir des dangers à tous les autres, y compris aux plus puissants. Après avoir prôné un nouvel ordre économique international, il a exprimé le souhait de conclure avec la France « *un accord général de coopération économique qui dépasse le simple commerce* ».

Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing a déclaré que la coopération franco-mexicaine « *se fonde sur le respect de la diversité et le refus des hégémonies* ». Il a ajouté : « *La France se réjouit de trouver dans le Mexique un interlocuteur important qui tient sur la scène internationale une place désormais reconnue.* » Il a également relevé que « *l'évolution particulièrement rapide des relations bilatérales « confirme les vastes possibilités qui s'offrent à nous ». « L'augmentation des investissements réalisés en commun et des transferts de technologie, souligne que nos deux pays peuvent être désormais davantage de véritables associés que de simples partenaires commerciaux* », a souligné le président. Il a renouvelé l'appui que la France avait été l'une des premières à apporter aux initiatives mexicaines en ce qui concerne les relations économiques internationales.

Quetzalcoatl et l'Etat

Ce samedi matin, le président mexicain a été fait docteur *honoris causa* de l'université de Paris-I, pour son œuvre littéraire, en particulier son essai sur *Quetzalcoatl*, traduit en français (1), et ses travaux sur la théorie de l'Etat. Dans son discours au récipiendaire, le professeur Maurice Duverger déclare notamment : « *L'aspect le plus mystérieux du mythe de Quetzalcoatl suggère que les peuples des anciennes civilisations mexicaines avaient peut-être pris conscience de la déviation qui menace en permanence ceux qui détiennent l'autorité. Symbolisant l'union des forces de la terre et de l'eau avec le rayonnement du ciel, le Serpent à plumes est d'abord un dieu d'amour et de concorde, source de vie, créateur de civilisation, qui fait régner la paix, la bienveillance, la vertu. Quand des envahisseurs introduisent la violence et la terreur parmi ses fidèles et les rallient à leurs pratiques sanglantes il prend le chemin de l'exil.* »

» *Mais voici que son nom, son effigie, ses emblèmes s'appliquent ensuite au chef des peuples qui envahissent le Yucatan, soumettent les Mayas à leur autorité et instaurent des rituels de massacres. A Chichen-Itzâ, le motif du Serpent à plumes figure sur les pyramides et les temples. Mais il est entouré des plateformes effroyables où s'entassaient les uns sur les autres, empilés, serrés, les crânes des victimes immolées. Chassé de son royaume primordial pour avoir refusé les sacrifices humains, Quetzacoutl les nurait instauré ailleurs sur une grande échelle. Ayant attesté par son exil volontaire que le pouvoir ne doit jamais s'affranchir du respect de l'homme, il serait revenu sur terre pour bafouer lui-même le principe qu'il avait fondé par so propre immolation. Nul ne sait comment interpréter cette énigme.* »

« *La dualité de Quetzalcoatl ne signifierait-elle pas qu'il demeure toujours difficile de gouverner innocemment même au souveroin le plus bienveillant, parce que le pouvoir pousse naturellement vers la violence qui est son ultime recours ? En tout cas, cette morale dialectique de l'autorité poralt sous-jocente à la méditation sur l'Etat qui onime toute votre œuvre, monsieur le président. On ne saurait mieux définir le devoir qui s'impose au magistrat suprême, et la difficulté de l'accomplir.* »

M. Lopez Portillo devait ensuite offrir un déjeuner en l'honneur de M. Giscard d'Estaing au Pré-Catelan. A 16 heures, il devait être reçu en séance solennelle à l'Institut, en présence du président de la République française. Une soirée à l'Opéra devait clôturer le programme de ce samedi.

Dimanche, en fin de matinée, M. Lopez Portillo devait être reçu à l'Hôtel de Ville par M. Chirac. Un « déjeuner familial » devait ensuite avoir lieu au Trianon.

(1) Gallimard, 233 pages.

Suivant l'avis de la Commission de la concurrence

M. MONORY TRANSMET AU PARQUET UN DOSSIER SUR LES PRATIQUES ANTI-CONCURRENTIELLES DE FILIALES DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX.

M. Monory vient de décider de transmettre au parquet un dossier mettant en cause les pratiques anti-concurrentielles de filiales de la Compagnie générale des eaux sur le marché parisien de l'assainissement, qui représente un chiffre d'affaires global de 150 millions de F. Le ministre de l'économie suit ainsi l'avis de la Commission de la concurrence, publié au Bulletin officiel du service des prix (B.O.S.P.) du 18 mai.

Les filiales de ce groupe (qui contrôle 68 % du marché des vidanges, 40 % du marché de l'assainissement-voirie et 50 % de celui du nettoyage industriel de la région parisienne) répondaient en ordre dispersé aux appels d'offre des collectivités ou établissaient des offres de couverture en vue de « *tromper les demandeurs de service quant à la réalité de la concurrence qu'elles simulaient* », indique la Commission.

Depuis dix ans certaines de ces entreprises avaient conclu des accords de répartition géographique afin d'« *éviter une concurrence inutile* ». Ces méthodes sont caractéristiques de l'abus de position dominante.

La Commission de la concurrence estime qu'il y a lieu d'appliquer une amende de 500 000 F à la Société d'assainissement rationnel et de pompage (S.A.R.P., filiale à plus de 80 % de la Compagnie générale des eaux) et à deux de sa dizaine de filiales. Entreprise d'assainissement et de voirie, dont le capital est détenu à près de 50 % par la S.A.R.P., et l'entreprise Victor Dideron, contrôlée par la S.A.R.P. à 90 %.

Dix-sept pays riverains de la Méditerranée signent un accord pour lutter contre la pollution

Dix-sept des *dix-huit pays riverains* de la Méditerranée — seule l'Albanie bonde toujours — ont enfin accepté de combattre efficacement la pollution qui menace leur patrimoine commun. Le vendredi 16 mai, à Athènes, leurs représentants ont approuvé un protocole technique dont ou attendait la signature *depuis cinq ans*.

Tous les pays s'engagent à lutter contre la pollution tellurique, c'est-à-dire celle qui vient du rivage par les émissaires des villes et des usines, par les canaux et surtont par les fleuves qui drainent parfois d'immenses bassins comme le Pô, le Nil ou le Rhône.

C'est dire qu'en prenant cet engagement les riverains de la Méditerranée promettent implicitement, non seulement de doter leurs villes côtières de stations d'épuration (la France devra le faire notamment pour Marseille, Toulon et Nice) mais aussi de pourchasser les affluents dooteux très loin à l'intérieur des terres, à l'aval de chaque entreprise et de chaque agglomération. C'est aussi dire que de puissants intérêts industriels sont en jeu, de même que la polltique de très nombreuses collectivités locales.

Le protocole prévoit en annexe que le déversement de certains produits couchés sur une liste noire est interdit : mercure, cadmium, matières synthétiques comme les organo-chlorés, produits radioactifs et sobstances cancérigènes. Pour d'antres produits, couchés sur une liste grise, leur déversement devra être réglementé ; il s'agit essentiellement de métaux lourds comme le zinc, le cuivre, le nickel, l'arsenic, l'antimoine, le titane, le berryllium, le vanadium, le cobalt, etc.

L'accord d'Athènes sur la pollution tellurique est un nouveau succès — même s'il a été péniblement acquis — pour les experts du Programme des nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) à l'initiative desquels a été lancée la politique commune de protection et de sauvetage de la Méditerranée. C'est à Barcelone, en 1975, que pour la première fois se réunissaient les frères ennemis riverains de la « grande bleue », et qu'ils se mettaient d'accord pour tenter de sauvegarder leur patrimoine collectif.

Une convention cadre avait été signée que devait suivre une série de protocoles techniques. Les deux premiers étaient approuvés en 1976 dans la même ville de Barcelone. Ils concernaient d'une part les immersions de substances dangereuses par avion et par bateau, d'autre part l'organisation de la lutte contre les marées noires avec la création d'un centre d'alerte à Malte.

Mais tout le monde savait que le gros morceau serait le protocole sur la pollution tellurique *puisque celle-ci représente 90 %* des pollutions totales atteignant la Méditerranée. Les nations industrialisées reohignalent parce que la note antipollution serait pour elles lourde à payer et les *pays du sud en voie de développement* parce que l'interdiction de certains rejets pouvait gêner l'établissement de grandes industries. Le protocole devait être signé en 1978. Il a pris deux ans de retard. Pour qu'il soit applicable, il faut à présent qu'il soit ratifié par les Parlements de six pays. Encore des mois ou des années de délai. Le sauvetage de la Méditerranée progresse lentement, mais la mer attendra-t-elle ?

Les gardiens des musées nationaux cessent leur mouvement de grève

Les gardiens des musées nationaux, en grève depuis quatre semaines, ont décidé ce samedi 16 mai de cesser leur mouvement après avoir obtenu satisfaction sur leur revendication principale : un deuxième dimanche de congé par mois sans diminution de leur prime. Le travail devait reprendre le samedi au Louvre et lundi dans les autres musées.

L'œil rivé sur les tableaux

Les grandes grilles noires sont closes et l'on voit les touristes buter dessus, rester un moment indécis, reculer, s'asseoid sur les marches, attendre et repartir... Le musée du Louvre est fermé depuis le 25 avril. Le Palais de Tokyo, le Musée des arts et traditions populaires, le Musé de jeu de paume le Grand Palais, depuis le 26 avril. D'autres musées ont fermé quelques jours, d'autres fonctionnent au ralenti, toutes les salles ne sont pas ouvertes (cela dépend du nombre de gardiens en grève).

Un egrille, en réalité, est ouverte au Louvre, tout près, à gauche du pavillon Lesdeguières. Silence dans les couloirs noirs et or, silence dans l'immense musée déserté. On monte des petits escaliers de bois, on arrive aux locaux syndicaux, à la permanence de F.O. (ce syndicat majoritaire est à l'origine du mouvement auquel la C.G.T. s'est aussitôt rallié). Gardiens, brigadiers, surveillants surveillants chefs, contremaîtres... Il y a toute une hiérarchie dans le métier, multipliée par les échelons, les catégories, l'établissement, l'ancienneté.

Pour résumer, on compte actuellement mille cent emplois de gardiens dans les musées nationaux. Près d'un millier d'entre eux sont affectés aux tâches de surveillance, environ cent vingt sont détachés à d'autres emplois, souvent administratifs, et qui curieusement peuvent ne pas correspondre du tout au travail indiqué sur la fiche de paye : on peut être gardien-dactylo par exemple).

C'est le Louvre qui emploie le plus grand nombre de gardiens (trois cent vingt) puis Versailles (environ cent cinquante), ailleurs ou compte trente à quarante gardiens par musée, parfois moins. Le gardien, à l'échelon le plus bas c'est celui qui vient d'être embauché, perçoit officiellement un traitement net, mensuel, après retenues, de 1 754,88 F ; s'il est contremaître, il peut gagner 2 752,75 F, après vingt ans de service, 3 460,58 F.

De fait, diverses primes viennent augmenter un peu ces traitements : la prime mensuelle (150 F pour les débutants), la prime de sujétions, variable suivant les musées, le nombre de visiteurs, etc. (de 75 F à 112 F), la prime de chaussures, et la prime dominicale, objet du litige. Celle-ci, qui est trimestrielle, s'élève; selen l'échelon, de 507 F à 721 F. C'est elle que la direction des Musées proposait de réduire de 30 % si les gardiens prenaient deux dimanches de repos (et non plus un par mois).

Les gardiens de musées ont deux jours de repos par semaine, mais ces deux jours varient constamment d'une semaine à l'autre sans qu'ils puissent intervenir sur le choix des dates. Travailler trois dimanches par mois est gênant surtout quand on est une femme et qu'on a des enfants. Or, il y a beaucoup de femmes-gardiens dans les musées. « *C'est un travail très fotigant, physiquement et moralement* », dit l'une d'elles — une gréviste — employée au Grand Palais.

Debout, dans la chaleur, l'œil perpétuellement aux aguets, regardant sans cesse les tableaux dont le gardien est responsable (en cas de vol ou de dégradation, il est le premier à être convoqué à la préfecture de police), les mêmes tableaux toute la journée, les mêmes parfois plusieurs jours de suite.

La hantise du gardien, c'est qu'au moment où il indique à un visiteur de faire attention, un autre puisse érafler, griffer, trouer, détériorer un autre tableau dans son dos. Le gardien marche au raleoti sur 10 m2, l'œil obligatoirement rivé sur les tableaux, car des surveillants contrôlent...

« *Un travail méprisé* », dit un gardien, « *quand les visiteurs nous demandent des renseignements et que nous ne savons pas répondre, ils nous insultent* ». Et une autre d'ajouter : « *Au lieu de nous former à la connaissonce des œuvres, on nous demande de faire une heure de ménage chaque matin.*

CATHERINE HUMBLOT.

Les rapatriés à l'Hôtel de Ville de Paris

« IL FAUT RÉGLER DÉFINITIVEMENT TOUS LES PROBLÈMES DE L'INDEMNISATION », déclare M. Jacques Chirac.

A l'occasion d'un séminaire réunissant les dirigeants nationaux et les délégués départementaux de l'Anfanoma (Association nationale des Français d'Afrique du Nord et d'outremer), M. Jacques Chirac a reçu, vendredi après-midi 16 mai, à l'Hôtel de Ville de Paris, les représentants des différentes associations de rapatriés, y compris les leaders des principales organisations de Français musulmans. Dans une allocution, le maire de Paris a estimé qu'il convenait de « *régler définitivement tous les problèmes de l'indemnisation en abandonnant une législation à caractère surtout social au profit d'une nouvelle législation infiniment plus large* ». Regrettant que les textes de 1970 et 1978 relatifs à l'indemnisation des rapatriés soient appliqués de façon « *souvent trop stricte ou trop particlle* », M. Chirac a notamment déclaré : « *Je suis convaincu que certaines rectifications simples des textes, n'entraînant par ailleurs que des répercussions budgétaires mineures, seraient de nature à dégager des solutions à la plupart des questions restées sons réponse.* »

M. Chirac s'est également prononcé pour un règlement définitif du problème de l'amnistie : « *Il faut aboutir à une annulation totale des conséquences d'une période troublée qui ne soit pas, pour les intéressés, une simple réhabilitation* », a-t-il indiqué. Au nom du R.P.R. M. Marc Lauriol, député des Yvelines, a déposé une proposition de loi en ce sens.

NOUVELLES BRÈVES

● *Le gouvernorat militaire israélien de Cisjordanie* a annoncé, *le 16 mai*, qu'il allait indemniser les propriétaires des deux maisons et deux magasins que l'armée a démoli à la dynamite au lendemain de l'attentat perpétré le 2 mai à Hébron. Une enquête a révélé que ces immeubles appartenaient à la famille Khirbani qui a sauvé une centaine de membres de la communauté juive de Hébrou lors des pogroms de 1929. *(A.F.P.)*

● *La conférence épiscopale chilienne a dénoncé la campagne menée contre l'Eglise catholique dans tout le pays.* — Les trente évêques ont souligné, le vendredi 18 mai, la recrudescence d'attaques verbales contre eux, et notamment contre le cardinal de Santiago, Mgr Raul Silva Henriquez. Au cours des dernières semaines, certaines revues gouvernementales avaient accusé le cardinal d'avoir cherché une formule politique de remplacement au régime du général Pinochet. — *(A.F.P.)*.

● *Un groupe d'hommes armés* a enlevé un journaliste de radio dans la nuit du jeudi au vendredi 16 mai à Managua, capitale du Nicaragua. M. Treminio, qui dirigeait les informations de l'émission Radio Mundial et était responsable de deux organes de radio indépendants, avait fait écho récemment à des déclarations de M. Alfonso Robelo, ancien membre de la junte, critiquant plusieurs aspects de la révolution sandiniste. L'organisation des femmes avait alors annoncé que M. Treminio serait tenn pour responsable des difficultés que pourraient rencontrer les « brigades » qui mènent actuellement dans le pays une campagne d'alphabétisation. Ces brigades ont été l'objet de plusieurs attentats. Le vice-ministre de la défense a annoncé qu'il suivrait cette affaire. — *(A.F.P.)*

● *Directeur commercial d'une entreprise parisienne, M. Claude Paillhous*, quarante-six ans, a été *tué le vendredi 16 mai dans la soirée, dans son appartement* 84, rue de Buzenval à Paris-20e. M. Paillhous, qui a été frappé de plusieurs coups de couteau au visage s'est farouchement défendu. L'appartement était en grand désordre, des meubles renversés et des tiroirs fouillés. Mais l'argent — 10 000 francs environ — n'avait pas été dérobé et l'on ignore pour l'instant le mobile du crime. La brigade criminelle a été chargée de l'enquête.

Le numéro du « Monde » daté 17 mai 1980 a été tiré à 538 240 exemplaires.

Le plus grand choix de marques de Paris.
Les plus larges facilités de crédit.
Venez visiter notre exposition sur 5 étages entièrement rénovés.
Neuf et occasion. Location – vente – achat. Réparation – accord – transport.
hamm
Le piano... et toute la musique
135-139, rue de Rennes - Paris 75006 - tél. : 544.38.65
Parking près gare Montparnasse

BOUES cures thermales et repos
Montegrotto Terme Padoue Italie
hotel apollo ☎ (049) 793900
hotel ANTONIANO ☎ (049) 794177
Telex: 430287 HOTANT-I
Toutes les cures dans l'hotel-même; 7 piscines thermales à températures différentes dont une pour plongeons; 5 courts de tennis, 4 jeux de boules. Les deux hotels sont ouverts toute l'année. Conditions particulières en juin, juillet, août et novembre. Informez-vous!

● *A Grèoux-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence)*, M. Alain Vidal (R.P.R.) s'est démis de son *mandat de maire tout en conservant* celui de conseiller municipal, en raison de l'incompatibilité entre sa fonction de maire et son poste à la direction du casino-salle de jeux de la station thermale. Cette démission, acceptée par le préfet, provoquera une élection partielle dont le premier tour est fixé au 1er juin, pour un siège, vacant depuis le départ en 1979, d'un conseiller modéré. Le conseil municipal est actuellement composé de six modérés (dont M. Vidal) et de six élus d'union de la gauche.

Les récits d'un chasseur de têtes PAGE IV

Alcooliques et Bretons toujours PAGE V

L'énergie verte PAGE VIII

SUPPLEMENT AU NUMERO 10979, NE PEUT ETRE VENDU SEPAREMENT

DIMANCHE 18 MAI 1980

Le Monde

DIMANCHE

La diabolique douceur de Pol Pot

Pol Pot a appris dans Verlaine et la poésie bouddhique la suavité des mots. Et il fit de la musique de la langue cambodgienne le plus effrayant instrument d'extermination.

SOTH POLIN

Au commencement était le Verbe
et le Verbe était avec Dieu
et le Verbe était Dieu.
Tout fut par lui
Et sans lui rien ne fut.

Prologue de saint Jean.

Au temps où Pol Pot m'enseignait Verlaine, je n'avais pas encore appris à me méfier des doux. Il fut, en 1957, mon professeur de français et s'il a prétendu, ensuite, avoir enseigné l'histoire, c'était pour ne pas paraître comme un agent de la pensée colonialiste. Nous le connaissions sous le nom de Saloth Sâr et rien dans ses attitudes publiques ne trahit son engagement politique jusqu'à ce jour de 1962 où il partit au maquis. Je dus corriger le souvenir d'une année d'école : Pol Pot n'était pas seulement le disciple de Verlaine qui, en bon philologue, savait conquérir les élèves par ses explications de texte : *« Il pleure dans mon cœur comme il pleut sur la ville. D'où vient cette langueur qui pénètre mon cœur... »*

A présent que le fantastique dérapage de l'intelligence humaine qu'a constitué le régime khmer rouge est connu dans ses conséquences, il reste à étudier de plus près par quels moyens il s'est imposé. Après d'évidentes conditions politiques et économiques qui ont conduit à son établissement, un facteur culturel a joué un rôle très important et jusqu'ici assez méconnu : l'utilisation de la langue cambodgienne et sa mise au service d'une propagande puissante, du mensonge et de l'illusion.

On sait l'importance que revêt le verbe, et son prestige dans les pays de tradition orale. On ne s'étonnera donc pas que l'écoute de la radio, ait fait partie intégrante des contraintes quotidiennement imposées aux Cambodgiens à l'issue de leur harassante journée de travail. Véhiculant les interminables harangues du prince Sihanouk, avant la chute de Phnom-Penh, puis les ordres des nouveaux maîtres, des descriptions de la société idéale et les biographies édifiantes des héros de la révolution une fois le régime installé. Paradoxalement, la radio a même constitué, attentivement écoutée depuis Bangkok, la source d'information la plus sûre des observateurs avertis d'un pays totalement coupé du monde.

La méthode khmère rouge est tout entière cohabitation des contraires. La scélératesse s'habille de suavité. La douceur enlace la cruauté au point de se confondre avec elle. Le mot *proposer*, par exemple, est terrible. On ne vous contraint pas, on ne vous oblige en rien, mais on vous *propose*... On vous *propose* de donner votre moto, on vous *propose* de vous séparer de votre femme, ou vous *propose* de vous rendre à l'*Organisation supérieure*. C'est-à-dire de mourir... Et Pol Pot, le tyran sanguinaire qui fut l'âme de ce régime, continuera de se présenter à ses interlocuteurs comme un homme sociable et aimable jusqu'à la naïveté. Pour un peu, on s'en voudrait de lui reprocher son auto-génocide « proposable ».

C'est à la Pagode que Pol Pot a appris le cambodgien. Moine pendant plusieurs années, le crâne rasé, il s'imprégna de la poésie bouddhique dans les versets de la littérature religieuse avant d'exécuter Bouddha. Suivant l'exemple d'un Nietzsche, qui s'imprégna de poésie biblique, puis supprime son Dieu. Arrivé au faîte du pouvoir, Pol Pot tue, mais il tue avec poésie. Quant à son épouse, Mme Khien Ponnary, issue d'une famille aristocratique, après avoir étudié dans les universités française et anglaise, elle a fait l'admiration de tous ses étudiants et futurs professeurs à qui elle dispensait un enseignement de philologie khmère. Le prince Sihanouk ne la qualifie-t-il pas de *« femme supérieurement intelligente »* dans ses *Chroniques de guerre et d'espoir* ?

S'il est difficile de rendre dans une langue aussi éloignée que le français la « musicalité » des textes cambodgiens, je dois pourtant m'y essayer. On réalisera de quelle façon la masse des paysans cambodgiens (qui n'ont évidemment jamais su ce qu'était le marxisme-léninisme) ont été sensibles à la poésie des textes de Pol Pot et Khieu Ponnary, comme ces derniers l'ont été en leur jeunesse bouddhique.

Grâce aux mots, Pol Pot simplifie la vie sociale à l'extrême. Tout se réduit à des entités caricaturales, opposées l'une à l'autre dans un manichéisme poétil qui se pare des atours d'une langue bien tournée. Ainsi, ce que l'on reproche à l'ancien art de vivre, c'est précisément d'abord ses nuances, sa richesse, sa pluralité, alors qu'un seul type d'homme nouveau devra s'imposer à l'avenir, effaçant toutes les tendances pour n'être plus qu'une sorte de spécimen tiré à des millions d'exemplaires.

L'innocence pervertie

Ainsi le petit-bourgeois est-il qualifié par le terme de *Sambô bêb*. Ce qui, mot à mot, peut se rendre par « abondance de manières », ou peut-être « profusion de styles ». Et cela donne cette comptine à usage des adultes :

Détruisons la monarchie, éta-
[blissons l'Angkar
Détruisons l'impôt, établissons
[les contributions volontaires ;
Détruisons le blanc, instions en
[valeur le noir,
Ennoblissons les ignorants, et
[éliminons les érudits.

Pin Yathay, dans l'*Utopie meurtrière*, rapporte un exemple caractéristique de l'effet de ces suaves paroles sur une âme simple. Il décrit un Khmer rouge enflammé par la propagande contre cette « profusion de styles », qui répand avec haine des liasses de dollars dans le Mékong...

Ce manichéisme de Pol Pot, simpliste et réducteur, vient logiquement gommer tous les niveaux de langue et les richesses du vocabulaire traditionnel. Ainsi les mille et une façons par lesquelles, suivant son rang social et son état, son âge ou son degré d'intimité avec l'interlocuteur, *on exprimait l'action de* manger, mais également celle de boire, de fumer, bref, pour toute consommation que ce soit. Malheur à qui emploierait à tort un verbe interdit. Se dénonçant lui-même comme anti-révolutionnaire, il serait par là d'ores et déjà désigné pour l'élimination.

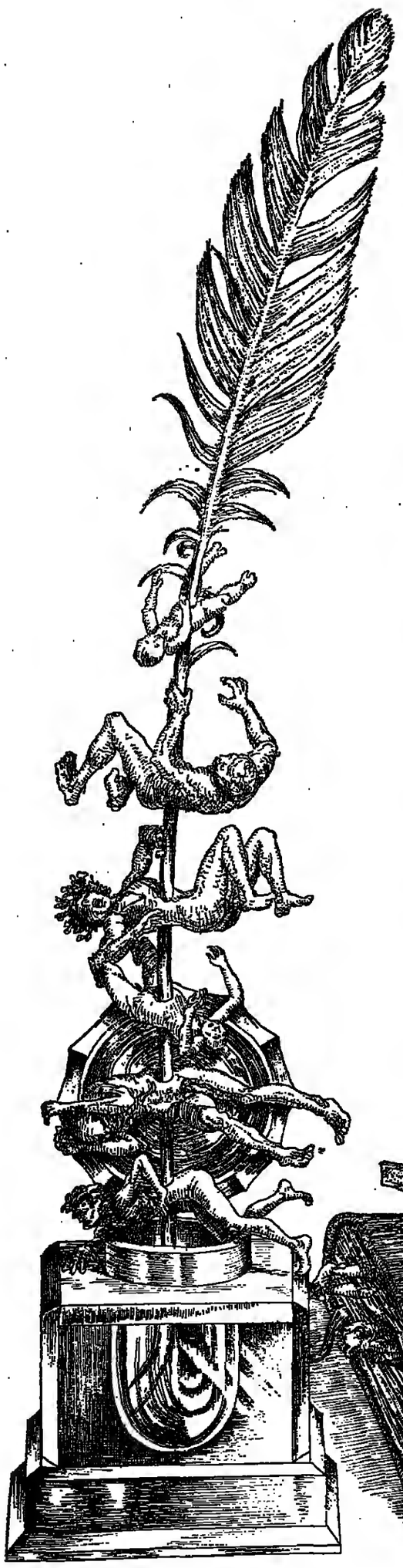
Le romancier Chut Khay, miraculeusement épargné par le régime, n'a dû son salut qu'à un stratagème. Il s'est fait passer pendant quatre ans pour un ancien vendeur de pain de rues, presque sourd, et ne parlant guère. D'autres, trahis par leur finesse de langage, dénoncés par les enfants du régime, ont eu la poitrine ouverte et le foie arraché pour « sorcellerie ».

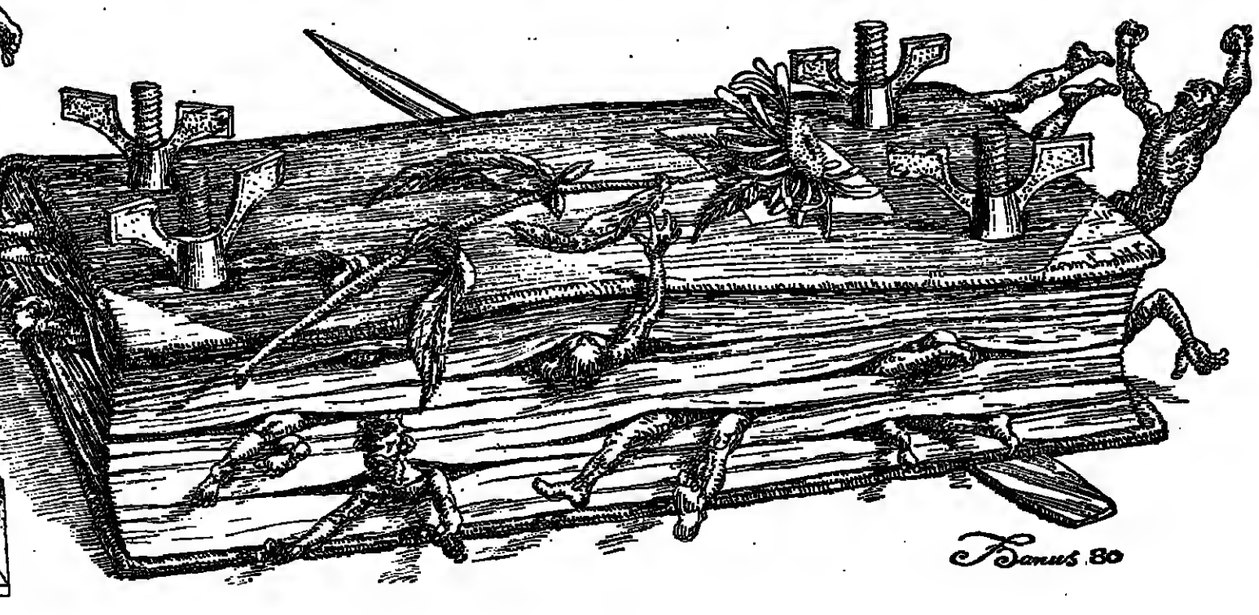
« Les arbres à la campagne, les fruits à la ville. » Voilà un autre refrain khmer rouge en forme de dicton ancien qui récupère à son profit le bon sens admis de ces maximes traditionnelles et engendre la *jalousie des paysans contre les* citadins. Mille fois répété, il les convaincra que les éliminer est un droit ; mieux : un impératif à leur culture. Mille fois répété, cet adage a « inventé » une haine inextinguible.

« A le conserver, nul profit ; à l'éliminer, nulle perte. » Slogan meurtrier qui réduit tout à la matière, à l'image du « Rien ne se perd, tout se transforme. » Un slogan dont les assonances et le rythme tombent si parfaitement en khmer qu'il s'admet sans même y réfléchir. Prenant possession des jeunes filles au sourire naïf comme des enfants en âge de jouer au colin-maillard, *cette phrase incendiaire* en fait des assassins endurcis et sûrs de leur bon droit. Dans la foule, la mentalité de l'individu baisse. Chacun abandonne son jugement à son groupe, au parti, à l'Angkar. Les facultés de raisonnement et les sentiments naturels éprouvés auparavant s'estompent au profit de la résonance avec la langue qui agit comme une drogue.

On s'explique alors ce fait si révoltant. C'est parce qu'ils sont plus perméables au charme du langage qu'enfants et jeunes filles sont devenus les exécutants les plus redoutables des assassins qui armaient leur bras et violaient leur conscience. D'innombrables témoignages m'ont appris qu'ils tuaient sans broncher, sans ciller, un sourire caressant aux lèvres. Parfaite illustration de l'innocence pervertie par le verbe.

(Lire la suite page XX.)





TUDOR BANUS

Où tu veux !

En réponse à « Où va-t-on ? » (Courrier du Monde Dimanche du 4 mai 1980) :

Tu dis que le monde de 1980 est étouffant pour celui qui apprend à le connaître. Crois-tu que les mondes qui nous ont précédés dans le temps paraissaient limpides comme des matins clairs à *leurs jeunes générations* ?

Les bassesses, la mégalomanie et les singeries des hommes politiques ne sont pas une nouveauté pour notre « vallée des larmes » (que tu arroses abondamment). La poudrière internationale est effrayante, bien sûr, mais il faut essayer de regarder l'actualité avec du recul. La puissance des médias est telle que les événements de la planète sont, soit occultés, soit bombardés en cinémascope comme l'annonce d'une apocalypse imminente. Dans le jeu qui nous est servi, des cartes sont manquantes, d'autres truquées, les joueurs des tricheurs.

Il ne faut pas baisser les bras pour autant. Ne pas jouer, c'est encore jouer.

Notre génération n'aura pas à veiller (au coin du feu, peut-être) à soutenir les bases de notre société, mais à créer une armature adaptée au monde de demain.

Tu parles de l'avenir « *sombra et inutile de l'homme* ». Chut, écoute celui-là qui ne cesse de nous murmurer de sa voix courageuse et humaine : « *Il faut imaginer Sisyphe heureux* » (Camus).

L'avenir sera plus précis nuo pas « quand l'espoir d'un monde meilleur renaîtra », mais quand tu sauras imaginer un moyen de rendre le monde meilleur et que tu agiras avec la force (infinie) que te donne ta volonté pour le conquérir. Même si, enfin, tu n'as pas le temps de bâtir ton « meilleur des mondes », tu seras bien au-dessus de cet échec, tu auras pris conscience de la force que te donne, sur l'univers, ta simple volonté et tu auras approché du but ceux qui viendront après toi. C'est cela que j'appelle l'*espoir* (c'est quand même mieux qu'un simple trip à la colle) ou peut-être la course vers « l'homme éternel »... Mais ceci est une autre histoire.

O. AMADJA.
Élève à l'École supérieure de commerce de Paris.

LES SUICIDES DE JEUNES

Sexe et « sel de la terre »

Je suis frappé que l'auteur n'ait évoqué en aucune façon les deux causes qui me paraissent le mieux expliquer le désespoir de la jeunesse : 1. On leur propose une société qui se caractérise par l'absence totale de *modèle*. A quoi donc pourrait se raccrocher celui qui, au sortir de l'enfance (qui vit dans le présent), ne discerne autour de lui d'autre perspective que le fric, le boulot, la moto ou la bagnole, la télé... ? On ne leur propose nul modèle d'être, mais seulement une existence réglée, programmée, conforme..., d'où est exclu tout grand dessein, où seul l'objet est offert comme désirable. Un avenir de robot qui n'offre aucune perspective, aucun enthousiasme, aucune passion.

2. La société actuelle en Occident place les adolescents dans une situation intenable en face de la découverte du *sexe*. Aucun psychologue je crois ne me contredira si j'affirme que de *quatorze* à dix-*huit ans* le *sexe* est la préoccupation principale des jeunes, et notamment des garçons.

Que se passait-il autrefois ? Le sexe était un sujet tabou. Les adultes n'en parlaient pas, il n'existait pas ! Par suite, dans leur univers de jeunes (garçons d'un côté et filles de l'autre), il existait une sexualité en réalité très libre justement parce que très secrète. J'ai fait moi-même l'expérience de cette situation, *notamment dans les années* qui ont précédé la guerre de 1939 et j'affirme que la liberté réelle (et non en paroles) était bien plus grande que celle (fallacieuse) dont on nous rebat les oreilles aujourd'hui.

En vérité, actuellement, d'une part, on sollicite l'attention parce que le sexe se vend bien et, d'autre part, on renforce les tabous par le subtil conditionnement que véhiculent les médias. Il en résulte pour les jeunes une situation insupportable : on ferme les yeux sur la misère sexuelle des jeunes pris en sandwich entre les constantes provocations de l'environnement et l'acharnement à leur imposer de ne pas *vivre* l'impulsion qui les domine. On leur dit : « *Vous savez, le sexe, c'est formidable, mais jusqu'à dix-huit ans, interdit !* » Comment voulez-vous qu'ils sachent à quel saint se vouer ?

Et pour mémoire, pensons à tous ceux qui découvrent que leur désir les pousse vers une sexualité différente de celle que la contrainte sociale impose : ils s'imaginent être des monstres et ils se suicident ! Comment oser refuser le modèle télévisé de la sexualité obligatoire ?

Le fait est que les petits pauvres des pays qui ne sont pas encore contaminés par la société de consommation ne se suicident pas ! Bien que très loin de posséder le « confort » de nos chérubins occidentaux, ils semblent souvent mieux dans leur peau (exception faite de ceux qui réellement meurent de faim grâce à l'incurie des adultes). Dans ces pays les gosses font l'amour entre eux, entre garçons, entre filles, avec des adultes éventuellement, etc., et ils ne se posent pas de questions ! Cela ne les empêche pas, arrivés à l'âge adulte, de faire des *enfants*, et *comment* ! D'ailleurs on peut se demander si pour un adolescent la notion de « confort » a un sens quelconque. Ce qui leur importe c'est d'abord la liberté, et non la disposition de biens matériels. L'essor de la moto me semble en ce sens significatif dans les pays occidentaux.

Enfin peut-être faudrait-il aussi mentionner la difficulté pour les jeunes, aujourd'hui, de croire à leur mission. La jeunesse est un âge extrêmement sérieux, c'est l'âge où l'on va jusqu'au bout de sa révolte. Mais aucune révolte n'est plus possible en face d'un pouvoir qui dispose de moyens terriblement efficaces et subtils. Peut-être est-ce là ce qui condamnera notre société car comment pourrait *survivre* une *société* qui ne permet plus à la jeunesse d'être « le sel de la terre » ?

A. MARTEL.
professeur (Toulon).

La solution de facilité

Le suicide, c'est quand même la solution de facilité, mieux vaut lotter de toutes ses forces et penser aux autres. Car si tout le monde se suicidait, il ne resterait plus personne et la tentation de se suicider est grande, mais nous résistons. Pourqoi me direz-vous ? Ça je n'en sais rien. C'est pourtant triste de voir ou do moins d'être conscient de tant de suicides de jeunes.

Le gros problème, c'est que nous ne sommes pas pris au sérieux, nous ne sommes que des objets de consommation et pour le reste : zéro.

Les psychologues ne peuvent pas tout résoudre, alors c'est à la société de choisir. J'ai dix-sept ans, et j'en ai déjà marre de cette société, j'aimerai soulever une quantité incroyable de personnes et les amener à se remuer, à agir. Evidemment, plus tard, je me « calmerai », mais c'est ça qui est affreux, vieillir et ne plus contester. Accepter passivement.

LAURENCE.
Élève de terminale B (Angers).

Témoignage

J'ai vingt et un ans et suis étudiant en kinésithérapie.

Nous sommes en septembre 1977. Ma sœur cadette revient du sport. Il est 17 heures. Dans l'appartement elle vaque à ses occupations quotidiennes et découvre le corps de notre frère de treize ans pendu dans une pièce de l'appartement.

Police secours, SAMU, rien à faire ; la mort est entrée dans la famille. La raison ? Nous l'ignorons toujours quelque trois ans et demi après. L'enquête de police n'a mené à rien. Les conclusions du médecin légiste étaient contestables. Avant de « classer l'affaire » on a lié cette mort à des problèmes de puberté et, à une quelconque expérience sexuelle avec, dans le domaine des hypothèses, l'intervention éventuelle d'un adulte, hypothèse que la police n'a pu solidifier, faute principalement d'aide, surtout de l'établissement scolaire dans lequel se trouvait mon frère.

Etablissement privé où mes parents comptaient trouver compréhension et appui dans leurs requêtes. Mais où l'on était — comme vous le soulignez dans votre article — plus préoccupé d'étouffer l'affaire plutôt que d'apporter un soutien moral fondamental à la famille.

Désillusions, amertume, souffrance, sujet tabou sont venus s'ajouter à l'abîme d'incompréhension devant lequel nous nous trouvions.

A partir de cet instant tragique, j'ai appris ce qu'était « subir la vie » avec tout ce que cela comporte. J'ai appris qu'il ne faut rien attendre d'autrui, mais que cela est aussi trop dur à appliquer. J'ai appris aussi qu'après les encouragements, les messages d'aide, d'appui, les fleurs, le vide reprenait sa place, le vide de chaleur, le vide de sourires, le vide de présence.

Un sentiment d'incompréhension et d'impuissance m'a saisi jusqu'au moment où j'ai découvert l'amour qui me liait à mes parents, à mes deux sœurs.

Pourquoi attendre d'autrui ce que l'on a chez soi et que l'on exploite insuffisamment. La famille est ignorée ; la vie de famille, le soutien que l'on peut obtenir auprès de parents est inestimable.

Il faut s'aimer, malgré tout. Il faut aimer nos enfants avant de faire le procès d'une société ou de l'individu. Même face à la solitude, à l'incompréhension, il faut parler et rompre le silence qui, même encore chez nous, nous étouffe.

Cette solitude dans laquelle nous plaçons nos aînés, je l'ai comprise (est-ce une prétention ?) en côtoyant tous les jours les vieillards du centre hospitalier où je me trouve en stage.

En majorité ils sont délaissés, d'abord par leur famille, c'est dire par leurs enfants ; eh ! oui, la société est nos enfants, est nos parents. Nous les rejetons tour à tour suivant les courants de pensée qui distraient l'opinion. Prenons-y garde, même si parfois l'on est tenté de céder au découragement.

Je voudrais, si cette lettre paraît dans vos colonnes du « Courrier », qu'elle soit prise en tant que témoignage et puisse aider d'autres personnes, d'autres familles, qu'elle fasse prendre conscience à ceux qui la liront que cela n'arrive pas qu'aux autres.

G. C.
(Vichy).

PARTI PRIS

Jeunes

NOTRE enquête sur les suicides de jeunes (« le Monde Dimanche » du 4 mai) a suscité beaucoup de réactions. Pour certains lecteurs, il était néfaste de traiter un tel sujet, quelles que fussent les précautions prises. N'était-ce pas risquer de « donner des idées » à certains particulièrement fragiles ? Nous avons pensé, pour notre part, qu'il était nécessaire de pousser un cri d'alarme devant des drames qui, même si leur nombre ne se multiplie pas — do moins si l'on se fie à des statistiques très incomplètes, — demeurent pour les familles d'autant plus atroces qu'ils paraissent souvent incompréhensibles. Aimer les enfants ne suffit pas. Il faut aussi et surtout les écouter.

Beaucoup de lettres de jeunes nous sont parvenues. Pour une seule qui dit sans ambages que : « Le jour où la vie ne me sera plus agréable, je lui préférerai la mort, sans enfer ni paradis, la mort, tout court », presque toutes les autres marquent le désir de vivre et de lutter pour améliorer le monde, si le monde ne répond pas à leur attente.

Surtout se manifeste un désir d'absolu qui a toujours été le fait de la jeunesse mais qui, jusqu'à présent, se manifestait en quelque sorte en « creux », à travers une désespérance maintes fois répétée.

« La jeunesse n'est pas faite pour s'amuser, la jeunesse est l'âge de l'héroïsme. » La vieille citation de Paul Claudel, dont il fut usé et abusé naguère, a peut-être été un peu trop oubliée.

Entre les pavés dans les vitrines, la « trip » des drogués ou la résignation au jour le jour, d'autres voies apparaissent, beaucoup moins désertes qu'on ne continue de la dire.

JEAN PLANCHAIS.

SELCUK

Clubs de santé

La formation des clubs de santé est présentée comme une grande innovation par le ministère de l'éducation depuis 1977. Mais il est rarement fait *mention (le Monde de l'éducation* de juillet-août 1978) de l'économie familiale et sociale (E.F.S.) dans les établissements techniques : or, depuis 1968 (*circulaire du 2 août 1968, qui met en place la préparation à la vie familiale et sociale*), tous les élèves des LEP ont des séances hebdomadaires d'E.F.S. de une ou deux heures. Les élèves des lycées techniques peuvent suivre cette discipline en « facultatif » (l'E.F.S. est une matière à option du baccalauréat de technicien).

Qui assure l'économie familiale et sociale ? Des professeurs *spécialisés*, titulaires d'un B.T.S. en économie familiale et sociale et qui ont suivi une formation pédagogique en ENNA.

Quels sont les thèmes les plus souvent abordés ? Ceux qui sont choisis par les élèves. Ces derniers sont très préoccupés par les problèmes d'éducation sanitaire : alcoolisme, tabagisme, drogue, information sexuelle...

Il est évident que les infirmières des établissements scolaires sont qualifiées pour répondre aux problèmes de santé que leur soumettent les jeunes, mais elles manquent de temps pour animer les clubs de santé. Certaines, d'ailleurs, se sont mises en relation avec des professeurs d'E.F.S. pour un travail commun.

L'économie familiale et sociale est aussi très méconnue par le secrétariat à la condition *féminine* : Mme Pelletier s'inquiète de l'information sexuelle à l'école, qui serait un « véritable échec ». Mais est-elle bien informée de cette information dans les établissements techniques ? Les professeurs d'E.F.S. regroupés au sein de leur amicale, qui regroupe plus de mille adhérentes, ont manifesté leur existence par des lettres adressées au secrétariat à la condition féminine. Or leur action n'a pas même été mentionnée au cours de l'émission « Les dossiers de l'écran » du 18 mars 1980 dont le sujet était la contraception.

L'éducation sanitaire au lycée : oui, elle est absolument nécessaire. Mais pourquoi ignorer qu'elle existe effectivement dans l'enseignement technique par la discipline intitulée « économie familiale et sociale », et cela depuis 1968 ?

Les professeurs d'E.F.S.
(Cité technique de Carcassonne).

La croisade de Jean Pain

En réponse à « la croisade de Jean Pain » (le Monde Dimanche du *20 avril 1980*) :

Dans ma jeunesse, qui se passait encore avant la première guerre mondiale, les cultures de céréales étaient souvent des champs lumineux du rouge des coquelicots et du bleu des bleuets. Peu à peu, ces touches gaies disparurent. Bientôt, les fermiers qui en possédaient encore furent considérés comme paresseux ou incapables.

Aujourd'hui, bleuets et coquelicots ont disparu de nos campagnes. Chaque champ est d'un *vert uniforme*. Toutes les autres plantes, dites sauvages, ont disparu. Avec elles ont disparu les papillons, les grillons, les lièvres et beaucoup d'oiseaux.

Autrefois, dans chaque ferme, ça bourdonnait de mouches. Mais, dans chaque étable, il y avait plusieurs nids d'hirondelles. Quand, à la fin de l'été, les hirondelles se rassemblaient pour la grande migration, il y en avait des centaines sur les fils téléphoniques. Aujourd'hui, les étables sont aseptisées. Il n'y a plus de mouches, et les hirondelles, manquant de nourriture, ont en grande partie péri. Pour chaque petit homme qui naît, des milliers d'autres vies doivent disparaître.

Or il y avait jusqu'à maintenant des réserves dans la nature qui étaient exactement les sous-bois des forêts, le dernier refuge de beaucoup d'espèces de bêtes, que ce soit des araignées et des fourmis, ou des chevreuils et des ciseaux. Avec le plan Jean Pain, tout cela doit disparaître. Il est logique, ce plan, il est dans la ligne de notre développement. Il protégera les furets contre les incendies, il fournira de l'énergie et de l'humus pour les cultures. Mais il supprimera le dernier espace de vie naturelle dans notre Occident. Et, comme le fumier est la richesse du fermier, le sous-bois est la richesse de la forêt. Quand on l'enlèvera, on sera obligé de le remplacer par de l'engrais. Or les potasses seront épuisées dans cent ou deux cents ans. On devrait les économiser. Le plan Jean Pain fait le contraire.

Cette critique ne peut être que globale. Il est tout à fait possible de trouver des modifications en proposant, par exemple, de débroussailler autour de chaque hectare de forêt une zone de 20 mètres de large ; ou de débroussailler avec des intervalles de quelques années, pour laisser à la forêt le temps de reconstituer son sous-sol. Ce qui importe, c'est de ne pas oublier le maintien de l'équilibre de la nature.

WALTER HINZE,
(Saint-Ismier).

Un peuplier

Que leur avait-il fait, ce peuplier vigoureux qu'ils viennent de tronçonner à 7 m (nous auriions pu le couper à 5 m, répondent-ils), en pleine montée de sève ?

Un vrai jardin au milieu d'un immeuble en couronne, à Paris, un espace privilégié dont la grande pelouse et les arbres déjà beaux nous enveloppaient de sérénité dès le seuil et dès la fenêtre ouverte, chaque soir et chaque matin, et qui n'est plus désormais qu'une blessure irritante.

Mais les bénéficiaires de ce privilège sont des pigeons, pardon, des locataires (si vous n'êtes pas contents, vous pouvez déménager, ont-ils répondu). Il faut bien que les tronçonneuses tronçonnent, et que les ordonnateurs ordonnent...

La ville a dit « *réduisez la hauteur des arbres* », on réduit. Sans venir voir. Pourquoi réduire ? Quelle question, cela ne vous regarde pas.

Un peuplier de douze ans en pleine vigueur, qui ne dépassait pas le pignon aveugle de huit étages auquel il avait été intelligemment adossé ; qui fléchissait sans danger au vent dont il était en grande partie protégé ; qui cachait agréablement la proximité du voisinage ; qui créait un coin de paysage, de poésie dans le panorama de béton dense... (comment, vous vous arrêtez à de si petits faits ? Il repoussera, ont-ils persiflé). Non, il lui faudra plus de cinq ans pour repousser, et alors, ils recouperont.

J. P.
(Paris).

VOUS ET MOI

Les rêves de mai

Cette jeunesse, vous avez remarqué, cette jeunesse d'aujourd'hui est sans rêves. Chacun rêve, bien sûr, tant de minutes par *nuit*, c'est *scientifiquement* prouvé, mais je veux dire que les jeunes ne semblent plus nourrir de grands rêves communs. « *Hé oui ! nous les onciens*, dit-il en soupirant, il avait en fait à peine trente ans, *nous avons vécu mai 1968. Ensuite, quant tout était remis, nous en avons rêvé pendant dix ans. Chaque année, vers le joli mois de mai, nous rêvions que ça allait recommencer. Ça nous soutenait le moral.* »

Je n'aime pas que la conversation entre amis tombe sur mai 1968. Je n'étais pas là. J'étais en Afrique, dans la brousse sénégalaise, où je me sentais terriblement frustré. Pensez : je manquais la Révolution. Tout ce que je pouvais faire, c'était chasser les rares journaux qui arrivaient et, la nuit, essayer de capter France-Inter ou Europe. Le poste crachouillait et miaulait. Je captais quelques bribes ininteligibles, d'autant plus propres à porter au rêve. L'Etat était par terre. Il était interdit d'interdire. La vie changeait. Puis, à la fin, « *le combat continuait* ». Combien de fois n'a-t-il pas continué ? Epique époque !

Au bout de deux, trois ans de nostalgie simple et de ressassement, d'autres rêves ont pris le relais : l'écologie, le retour à la nature ou à la terre, la fondation de nouvelles communautés. Quelques-uns, pour ainsi dire les acteurs du spectacle, ont acheté des vieilles fermes dans la montagne, élevé des *chèvres*, *fabriqué* du *fromage* ; beaucoup ont envisagé de le faire, en ont parlé, se sont tâtés... Il s'agissait de sortir du « *système* » le *plus possible*, de vivre marginalement en autarcie, non en parasite ni (ou) en esclave salarié. Nous avions découvert par exemple que nous étions tous des « parasites » de l'E.D.F. ou des usines Renault-Peugeot, bref, du système. Hein ! l'écologiste, vous avez bien un Lgidaire à la maison et comment vous êtes arrivé à cette réunion ? Vous avez pris l'auto, haha ! L'E.D.F. a besoin de nos besoins ! *Cessons nos besoins*, cessons de nous brancher sur E.D.F. et E.D.F. n'existera plus !

Nous décidions, nous voulions décider de se relever pour notre subsistance et notre énergie que de notre propre travail, travail concret, manuel, artisanat et agriculture, les deux mamelles, que disait Sully, d'une existence saine et libre. Une maison, un jardin, un peu de blé, quelques arbres, des capteurs de soleil et de vent, et peut-être un vélo, qu'avons-nous besoin de plus ?

Ainsi allaient nos rêves. Pas seulement nos rêves, il faut être juste. Certains, les plus forts, expérimentalaient (ils allaient jusqu'à se faire couper un certain temps le gaz et l'électricité) et les autres pouvaient rêver de leur expérience.

Les rêves, c'est-à-dire les raisons de vivre, ne manquaient pas. Nous les apprenions dans nos journaux favoris et nous les mettions en commun lors de nos réunions. Nous y croyions (imprononçable, cette forme de verbe !), nous y croyions pour demain. Nous allions nous y mettre. *A les vivre. Simple* question de volonté. Nous n'attendions que l'occasion. Et pour tromper le temps, nous avions tous les rêves de rechange, nous alternions : féminité, égalité, convivialité, régionalité, transparence des rapports sociaux, amour, Katmandou, voyage ou trip.

Les avons-nous tous usés ? On dirait. Il n'en reste plus, ou, du moins, ils sont devenus bien pâles. La jeunesse d'aujourd'hui, dit-il (en soupirant de nouveau), ne veut plus se payer de rêves ni, par conséquent, de militances. Elle est rêveuse, certes, mais les rêves sont individuels. C'est chacun pour soi. Chacun son rêve. Les plus fous comme les plus plats sont indifféremment acceptés.

Ces nouveaux jeunes, semble-t-il, ne partagent plus de grands rêves politiques, moraux ou immoraux. Alors, que font-ils ? Ils se droguent ? Ils se tatsent ou ils se débrouillent très tôt pour vivre opportunément. Ils profitent. Demain ne vaut aucun sacrifice.

C'est ce qu'on dit. C'est déjà une banalité de le dire, donc c'est faux. Je n'exclus pas des surprises, du genre de mai 68, quelques nouvelles farces de l'histoire. (J'ai bien dit : farces, pas forces.)

JEAN-PAUL JORG.

ACTUELLES MILLÉSIMÉES

La saine économie politique

« *Un peuple noble, bon seulement pour servir des nobles, en harmonie d'idées avec eux, est, de notre temps, un peuple placé à l'antipode de ce qu'on appelle la saine économie politique et destiné à mourir de faim. Pour les délicats, retenus par une foule de points d'honneur, la concurrence est impossible avec de prosaïques lutteurs, bien décidés à ne se priver d'aucun avantage dans la bataille de la vie. C'est ce que je découvris bien vite dès que je commençai à connaître un peu la planète où nous vivons. [...] Je vis en même temps que l'idéal et la réalité n'ont rien à faire ensemble ; que le monde, jusqu'à nouvel ordre, est voué sans appel à la platitude, à la médiocrité ; que la cause qui plaît aux âmes bien nées est sûre d'être vaincue ; que ce qui est vrai en littérature, en poésie, aux yeux des gens raffinés, est toujours faux dans le monde grossier des faits accomplis. [...] Je m'habituai dès lors à suivre une règle singulière, c'est de prendre pour mes jugements pratiques le contre-pied exact de mes jugements théoriques, de ne regarder comme possible que ce qui contredisait mes aspirations. Une expérience assez suivie m'avait montré, en effet, que la cause que j'aimais échouait toujours et que ce qui me répugnait était ce qui devait triompher. Plus une solution politique fut chétive, plus elle me parut alors avoir des chances pour réussir dans le monde des réalités.* »

∴

La nécessité seule contraint d'abréger cette page des *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* (1883), de Renan. « *Mon Dieu, Ernest, que tu es entêté !* » lui répondait sa mère qu'il interrogeait sur la fortune de Z... « *Que veux-tu ? On ne devient pas riche sans se salir un peu. Il vaut fait la traite des nègres.* »

JEAN GUICHARD-MEILI.

هكذا سند الأصل

FRANÇOIS HERS/VIVA

VIES

Raymond et les templiers

Il avait transformé sa ferme en « relais rural ». Autour de lui des cas sociaux, une secte qui se réclame des templiers, des rumeurs de mauvaise vie. Beaucoup de dettes. Raymond Brebières a été expulsé...

BRUNO MATTÉI

« *J'AI été encore une fois bien naïf* » : Raymond ne se lamente pas. Il parle de son expulsion avec des mots qui glissent doucement de sa bouche : « *Lorsque l'huissier s'est présenté avec les déménageurs, je n'aurais pas dû les laisser faire.* » Mais voilà, au lieu de remuer ciel et terre, de réclamer des délais, Raymond offre un verre de bière à Me Bezenne, huissier à Pont-à-Marcq, la commune voisine de Mons-en-Pévèle. « *On se connaissait bien, on a été à l'école ensemble* », explique Raymond.

Sur la route de Lille, en venant du bassin minier, ce village du Pévèle a la somnolence d'un gros bourg. C'est à peine si l'expulsion de Raymond a délié les langues. Des murmures, mais pas d'émotion. Presque un soulagement pour les bonnes âmes : « *Ce qui devait arriver est arrivé* », dit la voisine qui tient commerce de mercerie et de cartes postales. Depuis cinq ans, Raymond n'était plus tout à fait Raymond Brebières, celui qui exploitait une des plus anciennes fermes du village : polyculture sur 20 hectares et quelques bêtes d'élevage.

Raymond dit que sa reconversion coïncide avec la mort de son père, avec qui il vivait seul : « *Passé cinquante ans, il fallait que je change d'optique pour survivre : mécaniser, faire des investissements. Aujourd'hui, c'est le rendement, la vitesse ou disparaître. Avant on prenait son temps : une heure pour harnacher le cheval, le mener au champ et, s'il pleuvait, on revenait ; c'était égal.* »

Visage couperosé, casquette posée sur la tête, Raymond dévide l'écheveau de ses certitudes : « *Un ami a commencé par me dire : pourquoi ne ferais-tu pas un gîte équestre ?* » Raymond aménage des boxes et loue des chevaux à la journée. Puis, un jour, la révélation : « *Des jeunes d'une maison de l'enfance sont passés voir les chevaux. Ils ont voulu les caresser. Les éducateurs les en ont empêchés. Je me suis posé la question : est-ce que ce sont les chevaux qui comptent ou les enfants ? J'ai choisi les enfants.* »

La ferme Brebières devient une sorte de « gîte rural » sauvage, lieu d'accueil pour jeunes de tous bords. « *Une auberge espagnole* », dit le minotier du village. « *Sans doute ai-je évolué trop rapidement*, concède Raymond. *Ici je suis un peu considéré comme un fou. Pensez : je reçois les plus pauvres, les handicapés mentaux. Au début les gens disaient : « Regardez ce qu'il » nous ramène au village. » Je foutais la merde.* » C'est peu dire. Le Relais rural du Pévèle — c'est désormais l'enseigne de la ferme — devient en quelques mois la providence des maisons d'enfance, des instituts médico-pédagogiques, des foyers d'inadaptés, ou de groupes sans définition qui viennent vivre au Relais fins de semaines ou morceaux de vacances. « *Il en passait plusieurs centaines par mois. Deux mille en août. Ils étaient mieux que dans les H.L.M. de la banlieue lilloise. Là, ils apprenaient à aimer la nature.* »

La Berezina

Raymond n'a pas ménagé sa patience : « *Ici ils pouvaient se défouler. Mais, après certains passages, c'était la Berezina, il fallait remettre de l'ordre, remplacer les carreaux. Mais je savais ce que je faisais. Dans une autre ferme on les aurait jautus dehors.* » Et puis il y a les permanents du Relais : d'anciens taulards ou vagabonds que Raymond a recueillis. « *Des gars qui n'en pouvaient plus, qui allaient se mettre la corde au cou.* » Côté réinsertion : Raymond leur fait exploiter un petit bois que lui a confié un médecin propriétaire de la région. Côté village : des rumeurs de promiscuité, d'homosexualité. « *On craignait que les adolescents qui fréquentent le Relais ne deviennent des détraqués* », explique le curé. A Mons-en-Pévèle aussi, la tolérance a des limites. « *On ne louerait pas une maison à un Arabe* », constate un conseiller municipal socialiste. Mais la rumeur n'enlève pas à Raymond d'être un enfant du village. « *C'est un idéaliste, un instable* », assurent des langues qui se taisent aussi vite. « *Il a perdu sa mère tout gamin, il n'a pas su mûrir* », disent les plus psychologues.

Pendant l'été 1979, Mons-en-Pévèle allait connaître ses plus étranges visiteurs, les « Chevaliers de la doctrine du cœur », une secte qui va perturber le village. *Ils avaient pérégriné* depuis Dunkerque pour une retraite de quelques jours au Relais de Raymond. Ils ne partiront que le jour de l'expulsion... Le grand prêtre, psychologue-magnétiseur à Dunkerque, se réclame des templiers et Raymond observe, éberlué, les rites quotidiens de la secte : des prières et des méditations où se mêlent la Bible, Ramsès II, Zoroastre et Jung. « *Ils ont transformé un box de cheval en chapelle en y posant un vitrail, et, tous les matins, ils allaient à l'office en aubes blanches. En tête le grand prêtre affublé d'une mitre en carton blanc.* »

Tordant

Les « templiers », comme on les appelle, intriguent : une vingtaine de jeunes, sans doute un peu plus paumés que d'autres, et « *magnétisés par leur guide qui leur mettait tout le temps la main sur la tête* », raconte-t-on. Jusqu'à deux ou trois jeunes du village qui sont touchés par la grâce. Emmanuel surtout, un jeune exemplaire à croire le curé : « *Il faisait partie de l'amicale laïque tout en étant un chrétien assidu. Et voilà qu'il s'est révolté contre sa famille après s'être amouraché d'une jeune mère célibataire de la secte qui avait eu un enfant avec un Antillais !* » On pense peureusement : « *Si c'est arrivé à Emmanuel, pourquoi pas à mon fils ?* » On dépêche la hiérarchie de l'Eglise pour « *discuter avec le grand prêtre, lui prouver qu'il a tort* ». Des parents font irruption chez Raymond pour tenter de récupérer leur progéniture. Le curé y va même d'un sermon dominical pour apaiser les esprits. Raymond à son tour s'impatiente : « *Ils prient tout le temps et ne font rien. Avec eux c'est le marasme. Mais je n'allais tout de même pas les mettre dehors.* »

Le ciel va faire un geste. Il y a belle lurette que Raymond vit dans un situation financière rocambolesque. Tout le monde le sait au village, sauf peut-être lui, qui ne doute de rien. Depuis dix ans, il est occupant « sans droit ni titre » sur la ferme familiale. Jadis un ami lui avait proposé d'acheter en commun un cinéma. Raymond songeait à sa reconversion et engouffre plus de millions qu'il n'en a. L'affaire tourne mal. La ferme est revendue à un beau-frère, puis à un gros commerçant de la région qui entame une procédure d'expulsion. « *On s'étonne même que ce ne soit pas arrivé plus tôt* », dit Mme Velle, une alerte octogénaire qui a recueilli Raymond depuis son expulsion. Dans la maison de Mme Velle, une ancienne brasserie, Raymond supputes ses chances de réintégrer la ferme : « *Mon avocat a introduit un recours en cassation pour demander l'annulation du jugement. On m'a jugé comme s'il s'agissait d'une propriété immobilière. Or l'affaire relève du code rural et on n'expulse pas si facilement un fermier. Ça va faire du bruit.* » Regonflé, il poursuit seul sa dérive. La mairie socialiste de Mons « *n'a pas bougé pour empêcher mon expulsion ; il paraît que c'est comme ça dans les petites communes, on ne bouge pas* », soupire Raymond, qui est allé frapper à la porte du maire communiste de la ville voisine : « *Il m'a dit que dans sa commune on ne m'aurait jamais expulsé. Il doit me reloger provisoirement. Si je réintègre ma ferme, je vais me porter communiste et je vais le gueuler.* »

Communiste, Raymond ? Madame Velle rigole bien. « *Oui, ça va tourner rouge* », assure Raymond. A Mons, on n'a pas fini d'entendre parler de cet homme qui évoque Péguy en parlant de lui-même et dont le minotier, qui a les pieds sur terre, reconnaît qu'« *il donnerait sa chemise pour les pauvres* ». Mme Velle se secoue d'une quinte de rire : « *C'est malheureux toute cette histoire, mais c'est tout de même tordant.* » ■

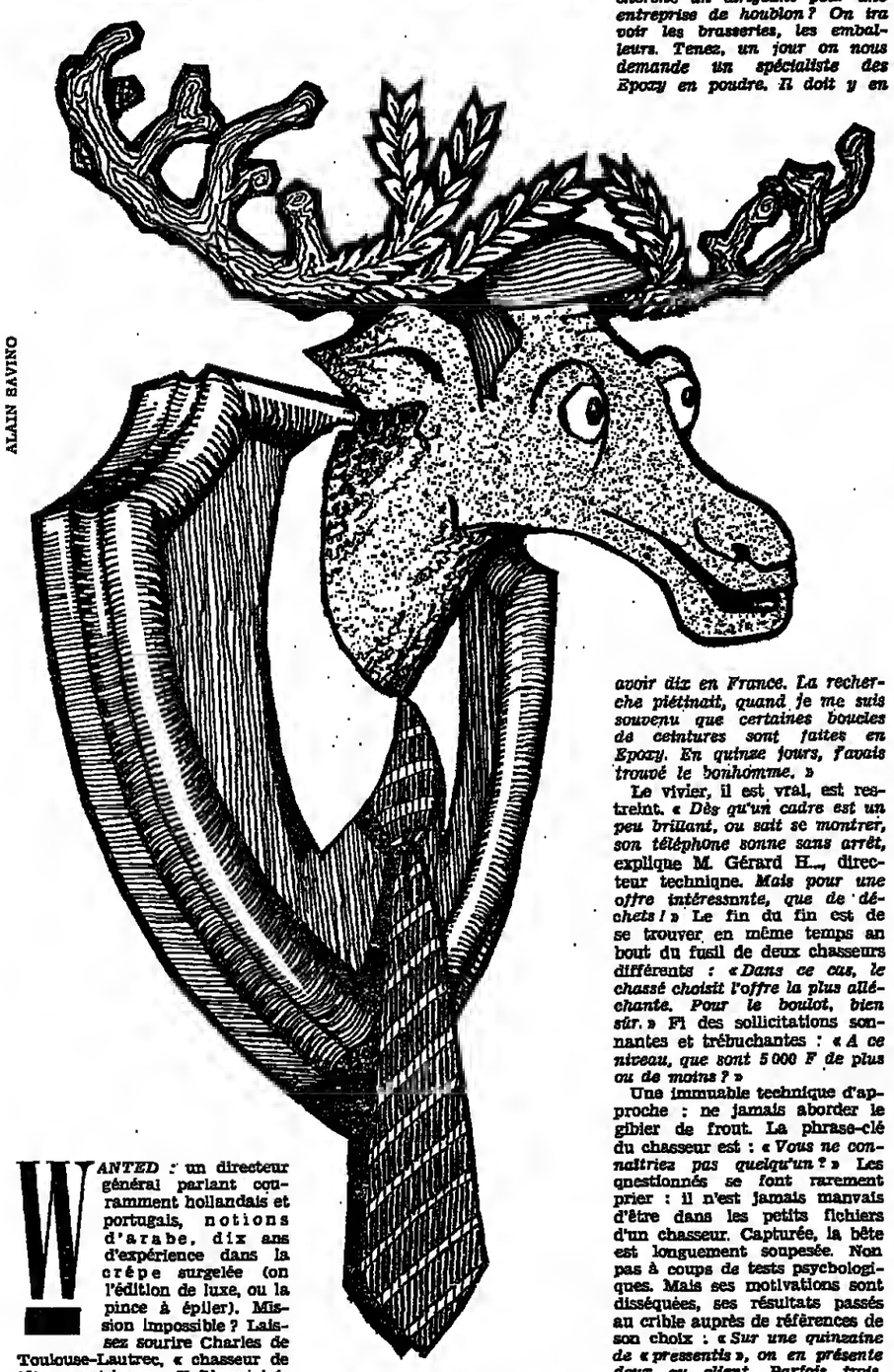
Mis en bouteille au Portugal.
CROVETTO CARMONA SA 229 rue St Honoré–75001 PARIS

CADRES

Les récits d'un chasseur

Vous cherchez un directeur général, un spécialiste hautement qualifié ? Le chasseur de têtes trouvera une piste, lancera ses limiers et livrera son gibier. Bien enveloppé.

DANIEL SCHNEIDER



ALAIN RAVINO

WANTED : un directeur général parlant couramment hollandais et portugais, notions d'arabe, dix ans d'expérience dans la crêpe surgelée (on l'édition de luxe, ou la pince à épiler). Mission impossible ? Laissez sourire Charles de Toulouse-Lautrec, « chasseur de têtes» parisien : « *Voilà précisément le type de cadres que nous recherchons. Nos clients savent bien qu'à ce niveau les petites annonces sont inefficaces.* »

Drôles de chasseurs, que leurs pistes éloignent rarement de quelques tanières feutrées du faubourg Saint-Honoré ou de la plaine Monceau. Des cohortes de « décideurs » seraient prêts à toutes les bassesses pour figurer au palmarès de ces rabatteurs dorés.

Chaque matin, le chasseur de têtes trouve sur son bureau design une quinzaine de *curriculum vitae*, invariablement brillants et... inutilisables. Car les vrais professionnels ne travaillent que sur mesure. « *Dans un engrenage, s'il y a un millimètre d'imperfection entre deux roues dentées,* explique Charles de Toulouse-Lautrec, *c'est toute la machine qui est fichue. Il en va de même entre nos « chassés » et le poste à pourvoir.* »

Surtout, monsieur, ne confondez pas avec de vulgaires consultants ces chercheurs « *actifs et systématiques* ». Recruteurs de luxe (« *On nous confie rarement des missions à moins de 200 000 francs de salaire annuel* »), ils ne dissimulent pas un souverain mépris à l'égard des « *poseurs de petites annonces* ».

« Recherche active », nous y voilà. Tout commence quand un « pédégé » dépité entre dans le bureau de Charles de Toulouse-Lautrec. « *Si je me contentais de lui demander de qui il a besoin, je ne ferais pas mon boulot.* » Un véritable strip-tease est exigé du futur client : « *Tout y passe, l'histoire de la boîte, filiales, capitaux, concurrence. On joue parfois au confessionnal : ces malheureux patrons, à qui voulez-vous qu'ils parlent ? Leur femme ne les écoute pas, et ils ne vont pas aller se confier à leurs subordonnés ou au conseil d'administration !* »

Ensemble, chasseur et client redéfinissent méticuleusement le poste à pourvoir. Et la traque peut commencer. Trois semaines ou dix mois (« le record »), la patiente poursuite du « *right man in the right place* » — la profession a gardé de ses origines américaines de solides nostalgies franglaises.

Deux outils : téléphone et Boeing. Les chasseurs jouent à saute-frontières aussi allègrement que leurs proies : « *Notre société a des bureaux dans la plupart des pays européens, et aux Etats-Unis,* bien sûr. *On est comme une équipe de football. Si l'on a besoin d'aller chercher un cadre en Californie ou dans la Ruhr, on sait pouvoir compter sur le bureau du pays. Naturellement, on ne se facture rien.* » Une direction internationale — à Bruxelles — définit bien les objectifs à long terme (« *Faut-il ouvrir le prochain bureau à Londres ou à Milan ?* »), mais pas d'équivoque : les directeurs nationaux (« *pas des enfants, tout de même* ») jouissent à l'intérieur de leur réserve d'une totale liberté d'action. Surtout, patiemment tissé de cocktails en déjeuners d'affaires, un impressionnant fichier de relations, dont la pierre angulaire est l'annuaire des anciens de H.E.C.

« *Le début d'une recherche, c'est le moment le plus créatif.* » Il y a bien quelques inusables ficelles : avocats et publicitaires sont des sources à l'efficacité confirmée. Mais qui dira le délicieux vertige de la piste blanche ? Le rabatteur an long cours écrème le sommet des organigrammes, soumet à un interrogatoire serré tout ce qui est susceptible d'avoir aperçu l'oiseau rare. « *Par exemple, on cherche un dirigeant pour une entreprise de houblon ? On va voir les brasseries, les emballeurs. Tenez, un jour on nous demande un spécialiste des Epoxy en poudre. Il doit y en avoir dix en France. La recherche piétinait, quand je me suis souvenu que certaines boucles de ceintures sont faites en Epoxy. En quinze jours, j'avais trouvé le bonhomme.* »

Le vivier, il est vrai, est restreint. « *Dès qu'un cadre est un peu brillant, on sait se montrer, son téléphone sonne sans arrêt,* explique M. Gérard H..., directeur technique. *Mais pour une offre intéressante, que de déchets !* » Le fin du fin est de se trouver en même temps au bout du fusil de deux chasseurs différents : « *Dans ce cas, le chassé choisit l'offre la plus alléchante. Pour le boulot, bien sûr.* » Fi des sollicitations sonnantes et trébuchantes : « *A ce niveau, que sont 5 000 F de plus ou de moins ?* »

Une immuable technique d'approche : ne jamais aborder le gibier de front. La phrase-clé du chasseur est : « *Vous ne connaîtriez pas quelqu'un ?* » Les questionnés se font rarement prier : il n'est jamais mauvais d'être dans les petits fichiers d'un chasseur. Capturée, la bête est longuement soupesée. Non pas à coups de tests psychologiques. Mais ses motivations sont disséquées, ses résultats passés au crible auprès de références de son choix : « *Sur une quinzaine de « pressentis », on en présente deux au client. Parfois trois. Mais ce sont les bons.* »

Rompre élégamment

Son gibier cerné, débusqué, jaugé, le chasseur n'est pas quitte pour autant. Il faut encore allécher le cadre en lui « vendant » la société demandeuse, sans toutefois — « question d'éthique » — en dorer les *cash-flows*. Enfin, l'adhésion mutuelle emportée, aider la nouvelle recrue à rompre élégamment avec son ancienne société. « *Je redoutais beaucoup ce moment* », explique M. André T..., tout frais promu directeur général d'une grande entreprise de pétrochimie. *Et effectivement, mon ancienne boîte n'a tout fait pour me retenir. Heureusement, je savais pouvoir compter sur l'aide du chasseur de têtes.* »

Curieusement, ces « décideurs » chevronnés, poignée de mains assurée et modestie... modeste, apprécient fort l'entremise sécurisante du chasseur : « *J'étais content qu'il assiste à mes premiers entretiens avec mon nouveau président,* avoue Gérard H... *Même s'il n'a rien dit, il était là, simplement. Et encore aujourd'hui, il me téléphone de temps en temps pour prendre de mes nouvelles.* »

Rien d'une « nounou », pourtant, Charles de Toulouse-Lautrec. Quarantaine sémillante, et coup de fourchette enjoué de celui qui fait et défait les carrières entre fricassée aux pleurotes et sorbet au cassis. « *Il est important pour nous de savoir quand nous nous sommes trompés. C'est pour cela que nous « suivons » nos poulains.* » La traque en douceur. Pas un cillement quand on lui demande ses tarifs : « *Un tiers du salaire annuel proposé. Notre cabinet accepte une trentaine de missions par an — dix par chasseur, — ce qui nous fait* — petite moue — *dans les deux à trois millions de chiffre d'affaires.* »

Pas de kidnapping

Le recrutement d'un haut dirigeant coûte donc à une société au bas mot 50 000 francs. Et, incluse dans le prix, une impeccable éthique maison : « *Il nous est arrivé de refuser des affaires, si nous jugions que la venue d'un cadre étranger pouvait démolir la boîte. Les hommes, ce n'est pas de la bidoche. Nous ne les kidnappons pas, nous les plaçons simplement en situation de choix. Et surtout, nous promettons à nos clients de n'aller débaucher personne chez eux pendant deux ans.* » A la différence de certains qui, paraît-il, trouvèrent très amusant de « *jouer au ping-pong avec les cadres, d'une entreprise à l'autre — on les faisait changer tous les trois mois. Un jeu qui, à long terme, ne fait que des perdants* ». Ces enfants turbulents éliminés, reste une dizaine de cabinets « sérieux » sur la place de Paris. On s'y connaît sur le bout des annuaires, et il est de bonne chasse que chasseurs s'entrechassent : « *Nos trois consultants viennent tous d'autres cabinets.* » Un marché de la grosse tête que la crise de l'emploi ne perturbe pas outremesure, affirme Charles de Toulouse-Lautrec.

Ancien d'H.E.C. — quel chasseur ne n'est pas ? — il aligne négligemment sur les brochures glacées du cabinet un *curriculum* à faire pâlir d'envie plus d'un de ses « chassés » : « *Les clients aiment sentir en face d'eux quelqu'un qui connaisse leurs problèmes de l'intérieur.* » Parmi les trois consultants, un psychologue et deux « routiers de l'industrie ». Quant aux trois « assistantes » (« *pas des secrétaires, attention !* ») qui complètent la petite équipe, « *demandez-leur les dix plus grosses entreprises françaises de plastiques, elles vous les donnent tout de suite* ».

Charles de Toulouse-Lautrec prend visiblement autant de plaisir à chasser la grosse tête que ses proies à s'user les crocs sur de nouveaux horizons : « *Depuis dix-huit mois que le cabinet est ouvert, nous avons toujours trouvé presque exactement le profil demandé.* » A propos, et ce spécialiste des crêpes surgelées parlant couramment hollandais et portugais ? Et bien, les chasseurs en ont déniché un, après six mois d'une harassante navette entre Lisbonne et Rotterdam. Mais le client n'en a pas voulu. Il n'aimait pas la forme de ses chaussures. ■

BÉNÉVOLES

Revenez me voir...

Handicapés, seuls, des milliers de « vieux » connaissent la misère matérielle et morale. Des associations de bénévoles s'efforcent de leur venir en aide.

JEAN-MICHEL HÆDRICH

DE la Bastille à la Porte de Vincennes, de celle de Charenton à la gare de Lyon, le douzième résiste à la poussée des bâtiments en pierres de taille et des tours de verre. Ses immeubles bourgeois en briques rouges et ses maisons de rapport du début du siècle ravalent leurs façades pour se donner l'illusion d'une nouvelle jeunesse. En 1975, au cinquième étage d'un de ces immeubles sans ascenseur, dans une chambre dite « de bonne », dépourvue d'eau courante, Bruno Masurel — qui consacre alors ses loisirs aux Petits Frères des pauvres — rencontre Gabrielle F..., 91 ans. Veuve, depuis 1960, d'un ancien ingénieur russe (épousé en 1916 à Moscou où elle était gouvernante) « reconverti » en chauffeur de taxi parisien après la révolution. Elle vit depuis cinquante ans dans cette mansarde, son « chez elle ». Ultime coup dur : elle vient d'être frappée de paralysie.

« *C'est pour elle que j'ai créé, avec mon épouse et grâce à une bourse de la Fondation de France, Accueil et service* (1). *Pendant quatre ans — jusqu'à sa mort, le 15 novembre dernier — nous l'avons prise en charge. Trois fois par jour elle recevait la visite de personnes qui faisaient son ménage et sa toilette, préparaient ses repas... Malgré les ans elle restait coquette. Chaque matin elle choisissait un nouveau ruban pour retenir ses cheveux. Son plus grand plaisir était de se faire vernir les ongles.* »

Les statistiques de l'INED (Institut national d'études démographiques) précisent que, au 1er janvier 1979, la France comptait 7,5 millions de plus de 65 ans dont 561 614 plus de 85 ans. Mais ces plus de 65 ans qui constituent 14 % de la population française représentent aussi 25 % des suicidés et 33 % des hospitalisés. Des chiffres qui sanctionnent douloureusement une politique qui croyait résoudre tous les problèmes en multipliant ces maisons de retraite aux allures de « prisons pour vieux ». Heureusement les choses commencent à bouger. Les pouvoirs publics s'efforcent de favoriser le maintien à domicile et multiplient les aides personnalisées : clubs, foyers-restaurants, aide ménagère (dont bénéficient 280 000 personnes). Une action encore insuffisante et que complètent quelque peu les associations de bénévoles comme Accueil et service : une trentaine dans la région parisienne selon le recensement de la Banque du volontariat (2).

On peut sourire du mot « bénévolat » et des clichés surannés qu'il suggère. Mais, à lui seul, Accueil et service a aidé près de six cents personnes en 1979. Six cents aventures, que les quelque quatre-vingts bénévoles qui secondent Bruno Masurel et son épouse découvrent au fil de leurs rencontres.

Ainsi l'histoire de ce couple. Lui a quatre-vingt-onze ans, elle quatre-vingt-six. Tous les deux sont invalides. Il a perdu un bras lors de la première guerre, elle a été amputée d'une jambe et est clouée dans son fauteuil roulant. Ils habitent un quatrième. Sans ascenseur (évidemment !), et « lui », de plus en plus fatigué, peine pour faire les courses. Des bénévoles s'en chargent et s'occupent quotidiennement de la vaisselle et du ménage. Tous deux se racontent. Ou plutôt « elle » raconte. Ils n'ont pas toujours vécu ensemble. Ils se sont connus veufs, voilà « seulement » près de vingt ans. Avant d'unir devant le maire leur solitude, elle a imposé un mariage à l'essai de six mois. « *Comme les jeunes d'aujourd'hui* », glousse-t-elle avant d'expliquer : « *Parce qu'à notre âge on ne change plus de caractère et que le mariage c'est sérieux. Il convenait de vérifier que nous pouvions nous accorder.* »

Le récit se fait plus impitoyable quant à l'âge s'ajoute la solitude et que la raison, petit à petit, s'envole. Ainsi Mme S..., que le service surnomme « *madame keep smiling* ». Une petite vieille de quatre-vingt-dix ans qui répète à ses visiteurs : « *Dans la vie, il faut toujours sourire...* ». Veuve, elle occupe à la Nation un appartement plutôt bourgeois, meublé avec goût : secrétaires, armoires, tables de style. En fait, on ne voit que la partie supérieure du mobilier. Car, avec l'âge et la solitude, « *madame keep smiling* » a contracté la phobie de manquer. Une phobie qui la pousse à sortir le soir, à « faire les poubelles » et à ramener chez elle tout ce qu'elle peut trouver. Car « *on ne sait jamais, ça peut servir* », répète-t-elle en souriant.

Deux canaris

Quand les bénévoles d'Accueil et service sont arrivés chez elle pour la première fois, ils ont trouvé l'appartement si encombré que la cuisine, la salle de bains et les toilettes étaient inaccessibles. Jusqu'au lit qui ne se trouvait qu'à moitié disponible. Mme S... ne sait même plus ce que contiennent ses armoires dont les portes sont « murées » par l'entassement de ses découvertes nocturnes. Par ruse, ils ont réussi à dégager un passage vers la cuisine et la salle de bains : tandis qu'un bénévole lui parlait, le second, subrepticement, « volait » les détritus.

Depuis trois ans, Mme S... se nourrit quotidiennement de jambon, d'œufs crus et de fruits qu'elle consomme à même le papier d'emballage : les assiettes restent inaccessibles et le gaz a été coupé. Elle rêve d'une télévision dont E.D.F. refuse l'installation à cause des risques de court-circuit. « *Tant pis... Comme je dis : keep smiling... Non, ne touchez à rien, ça peut servir.* » Dès que les bénévoles sont partis, elle se précipite sur son téléphone. Six à sept fois par jour elle appelle « Accueil et Service » sous n'importe quel prétexte, tant la solitude l'effraye.

Plus dramatique encore le cas de cette veuve de quatre-vingt-quatre ans dont les deux canaris et la télévision (un poste noir et blanc d'occasion, offert par l'association à Noël) constituent le seul univers. Elle habite au sixième étage, sous les toits, rue de Reuilly, le même petit appartement depuis quarante ans. Le mois précédent, en rentrant de l'hôpital (où elle avait séjourné quatre mois), elle découvrit avec joie que les copropriétaires s'étaient décidés à installer un ascenseur. Hélas ! sa joie fut de courte durée. Elle ne pourra pas en profiter. Son propriétaire — qui habite un immeuble plus moderne — refuse de participer aux frais. « *Puisque c'est ainsi,* ont rétorqué les autres copropriétaires, *notre ascenseur fermera à clé et seuls ceux qui ont payé pour son installation auront un passe !* »

La pendule arrêtée

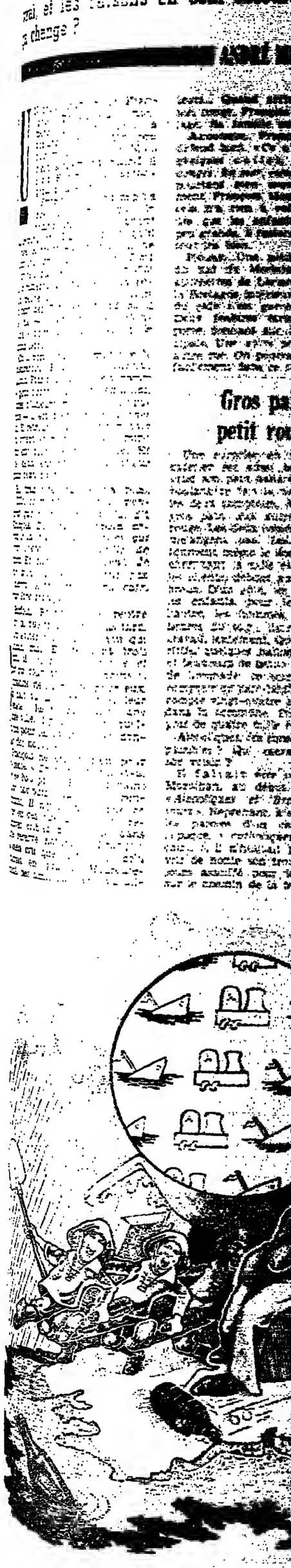
Au fil des visites, les pudeurs et les gênent s'estompent : « *Vous êtes une amie...* murmure cette autre veuve de quatre-vingt-trois ans à une bénévole qu'elle voit pour la seconde fois, *aussi, à vous je peux bien le dire. Après la mort de mon mari, voilà quarante ans, j'ai eu un ami... Un homme marié... Il passait encore me voir l'an passé. Mais voilà des mois qu'il ne me donne plus de nouvelles, je ne comprends pas pourquoi il ne vient plus. Sa femme a-t-elle découvert notre liaison ?* » Comme la bénévole suggère timidement que son ami (aussi âgé qu'elle) est peut-être malade, voire décédé, elle répond « *Oui..., mais comment en être sûr ? Ecrire ? Je n'oserai jamais ! Quel choc pour sa femme si elle découvrait, maintenant...* »

Et cette veuve qui retrouve le sourire et confesse : « *Depuis que vous venez me voir, je n'éprouve plus le besoin de tire à haute voix comme avant. Entendre ma voix, ça me tenait compagnie...* » Elle en oublierait presque sa pendule devenue silencieuse et que personne n'arrive à réparer. « *Et j'ai tant besoin de savoir l'heure.* » Compter le temps qui passe, c'est se convaincre qu'elle continue d'exister.

Le bénévole se rend compte qu'il reçoit autant qu'il donne. D'autant plus que souvent ce temps et ce dévouement qu'il consacre cachent un appel, un besoin. « *Pour beaucoup,* explique Bernadette Alexandre, responsable de la Banque du volontariat, *cette amitié, cette aide en faveur des isolés est une manière de vaincre leur propre solitude. Parmi les bénévoles j'enregistre de nombreux jeunes provinciaux montés, pour leurs études ou leur travail, à Paris, où ils ne connaissent personne. Ou encore des femmes au foyer dont les enfants ont grandi. Des jeunes divorcées qui cherchent à se rassurer. Des hommes qui voient, avec angoisse, approcher l'heure de la retraite et veulent prouver qu'ils sont encore « bons à quelque chose ». Voire tout simplement des gens déprimés (près de la moitié des candidats au bénévolat) qui doivent se sentir « obligés » pour aller vers les autres.* »

Le bénévolat c'est souvent aussi une manière de briser le cycle « métro-boulot-dodo ». ■

(1) Accueil et Service : 10, rue Rémard, 75002 Paris. Tél. : 345-46-67.
(2) Banque du Volontariat : 130, rue des Poissonniers, 75018 Paris. Des « banques » semblables existent dans les grandes villes de province : Marseille, Lyon, Strasbourg, Nice, Lille... Se renseigner auprès des services sociaux des mairies.



صكة امنه الاصل

CHAMPIONS

«Alcooliques et Bretons, toujours»

La Bretagne championne de France de l'alcoolisme. C'est toujours vrai, et les raisons en sont obscures. Mais veut-on réellement que ça change ?

ANDRÉ MEURY

UN brave garçon, ce François. Travailleur, honnête, toujours prêt à rendre service. Un peu bagarreur, bien sûr. Mais c'est seulement quand il a bu. Enfin ! Ça s'arrangera peut-être.

François ne compte que des amis qui le comprennent et soignent sa réputation. Lui, il faut qu'il bouge. A trente-deux ans, il ne tient toujours pas en place. C'est pour cela qu'il est devenu marin de commerce. La pêche — la petite pêche qu'on pratique dans ce port des Côtes-du-Nord où il est né — était trop « sédentaire » pour lui. Il voulait le grand large.

On a pensé que le mariage le changerait. Puis les enfants. Quand François arrive en congé — pour quatre ou cinq semaines, après plusieurs mois de navigation — il est bien accueilli chez lui. Il retrouve sa maison natale où vivent sa mère et sa femme qui ont réuni leur solitude. Et ses deux enfants. Le bonheur pour deux ou trois jours.

Et, très vite, ça ne va plus. « *Elles se montent la tête pendant que je ne suis pas là*, dit François. *Dès qu'un copain arrive à la maison, c'est elles qui vont chercher la bouteille de cidre. Et elles nous laissent. Je vois bien qu'elles ne sont pas d'accord. Alors, on va au café, pour être tranquilles.* »

Parfois, François ne rentre chez lui que trois jours plus tard. Pour éviter toute discussion qui finirait mal. Et, pendant trois jours, il « *se promène, rigole et boit un coup avec les copains* ». Personne ne s'inquiète pour eux. On sait où ils sont. Et si leur « piste » les conduit dans une autre ville, il y a toujours quelqu'un pour les avoir vus et donner des nouvelles.

François ne craint rien pour sa santé. « *En mer*, affirme-t-il, *je ne bois pas.* » Et les copains l'ont toujours sauvé des gendarmes. Il n'y a guère que ce jour où des oiseaux ont été retrouvés criblés de plombs dans une réserve naturelle. François a bien cru que cette fois, cela finirait en prison. Heureusement, des amis l'avaient vu ailleurs... Quand arrive la fin de son congé, François se sent soulagé. Sa famille aussi.

Alcoolique, François ? Il s'en défend bien. « *Ce n'est pas pour quelques cuites, pendant les congés. En mer, rien...* » Il change pourtant bien souvent d'armement, François. Mais, assure-t-il, cela n'a rien à voir. D'ailleurs, dès que les enfants seront un peu grands, il restera à terre. Là, tout ira bien.

Plouay. Une petite commune du sud du Morbihan. A vingt kilomètres de Lorient, c'est déjà la Bretagne intérieure. La façade du café n'est guère attrayante. Deux fenêtres étroites et une porte donnant sur la rue principale. Une autre porte sur une autre rue. On pourrait se cacher facilement dans ce café-là.

Gros pain, petit rouge

Une surprise en entrant. Le cafetier est aussi boulanger et vend son pain dans son café. La boulangère fait la navette entre les deux comptoirs. Aux uns, un gros pain, aux autres un petit rouge. Les deux commerces ne se mélangent pas. Les clients se tournent même le dos. A se toucher, tant la salle est étroite et les clients, debout au bar, nombreux. D'un côté, les femmes et les enfants, pour le pain. De l'autre, les hommes. Il est six heures du soir ; ils rentrent du travail, lentement. Quelques apéritifs, quelques ballons de bière, et beaucoup de petits rouges. Pas de limonade, ce soir-là, sur le comptoir du café-boulangerie. On compte vingt-quatre autres cafés dans la commune. Pour un peu plus de quatre mille habitants.

Alcooliques, ces consommateurs paisibles ? Qui oserait accuser son voisin ?

Il fallait être ce curé du Morbihan, au début du siècle. « *Alcooliques et Bretons toujours* ». Reprenant, à sa manière, les paroles d'un cantique de l'époque, « *catholiques et Français...* », il n'hésitait pas à couvrir de honte son troupeau toujours assoiffé pour le ramener sur le chemin de la tempérance. Peu de chose a changé depuis.

Comment nier les faits ? La Bretagne est la région de France où les décès dus aux cirrhoses du foie et à l'alcoolisme (psychoses alcooliques, troubles neurologiques et nerveux dus à l'alcool) sont les plus nombreux. Depuis longtemps et aujourd'hui encore.

Avec 58,2 décès par cirrhose et alcoolisme pour cent mille habitants, en 1978, la Bretagne devance largement ses suivants immédiats, le Nord (51.2) et la Haute-Normandie (47,2). La moyenne nationale n'étant que de 36,8. Depuis 1974, les décès par cirrhose et alcoolisme ont diminué d'une manière générale en France. En Bretagne aussi, mais moins qu'ailleurs. L'écart s'est encore creusé entre la Bretagne et le Nord : 4,3 points en 1974 ; 7 points en 1978.

Le nombre de décès par cirrhose et alcoolisme constitue le seul critère à peu près rigoureux pour mesurer l'alcoolisation d'une région. Mais cela ne constitue que la partie émergée de l'iceberg. Faut-il compter les lits d'hôpitaux psychiatriques, occupés pour beaucoup par des alcooliques ? La Bretagne compte dix mille lits d'hôpitaux affectés à la psychiatrie, soit quatre lits pour mille habitants, alors que la norme de l'Organisation mondiale de la santé n'est que de trois pour mille.

Leur fait quotidien

Faut-il dénombrer les débits de boissons ? La Bretagne possède plus de douze mille cafés en tout genre, soit 4,69 cafés pour mille habitants. La moyenne nationale est de 3,28 pour mille. A Châteaulin (Finistère), on compte trente-cinq débits de boissons pour moins de six mille habitants : 6,14 pour mille, soit près du double de la moyenne nationale. A Gourin (Morbihan), les trente-quatre débits de boissons (pour un peu plus de cinq mille habitants) représentent près des deux tiers des commerces alimentaires de la commune.

L'affaire semble entendue. Les Bretons boivent plus que les autres. Mais pourquoi ?

Le docteur Lucien Salié s'est installé il y a deux ans et demi à Plouay, frais émoulu de la faculté. « *L'alcoolisme*, dit-il, *personne n'en parle ici ; c'est un fait quotidien. Personne n'est montré du doigt ; il y aurait trop à faire.* » Lorsqu'un alcoolique entre dans le cabinet du docteur Salié, c'est le plus souvent sa femme qui l'y conduit. Parce qu'elle ne supporte plus les scènes de violence, parce que les gendarmes ont verbalisé ou que le médecin du travail a évoqué le licenciement.

C'est toujours à la dernière extrémité. « *C'est trop tard*, confie le docteur Salié ; *le plus souvent, il n'y a plus rien à faire médicalement.* » L'isolement dans les fermes, la mésentente avec le conjoint, le nouveau travail en usine qui ne fait pas oublier la campagne, la campagne qui n'attire plus les jeunes filles, le célibat, la solitude toujours. Les raisons ne manquent pas, selon ce jeune médecin de campagne, pour expliquer l'alcoolisme des uns et des autres. Chaque fois un cas particulier, avec toutefois une dominante : « *Ce sont des gens qui ont des difficultés de relations avec les autres.* »

Plus d'alcooliques en Bretagne qu'ailleurs ? C'est qu'il y a plus d'isolés en Bretagne qu'ailleurs, estime le docteur Sallé. Sans autres raisons particulières.

Selon les départements

Pour aider les jeunes médecins bretons à aborder les problèmes que pose l'alcoolisme, un certificat optionnel d'alcoologie a été créé en 1975 pour les U.E.R. médicales de Rennes. Quatre-vingt-quinze étudiants y sont inscrits cette année. C'est le certificat optionnel le plus fréquenté. « *Les étudiants sont sensibilisés*, explique le professeur Jean Zourbas, responsable de ce certificat ; *ils savent que leur clientèle sera constituée à 30 % ou 40 % d'alcooliques.* »

Le professeur Zourbas apprend à ses étudiants à distinguer les cas d'ivresse aiguë des buveurs excessifs ou des alcoolo-dépendants. Il pourrait faire le même cours dans une autre ville universitaire de France. Lui non plus ne croit pas à la « tache originelle » qui marquerait les Bretons dès leur naissance. Il distingue la France du Nord et la France du Sud. Les régions où il pleut et les régions où le soleil brille. Parce que le climat détermine la personnalité des gens, leur manière d'être, leur facilité à s'exprimer. « *D'ailleurs*, affirme-t-il, *l'alcoolisme varie fortement à l'intérieur de la Bretagne, selon les départements.* »

Les chiffres lui donnent raison. L'alcoolisme en Bretagne n'est pas monolithique. Dans le classement des départements français, selon le taux de mortalité par alcoolisme ou par cirrhose, les quatre départements de la Bretagne administrative n'occupent pas les quatre premières places.

Le Morbihan vient en tête avec 56,2 décès par cirrhose ou alcoolisme pour cent mille habitants. Mais la Nièvre précède les Côtes-du-Nord (54.1), comme les Vosges, la Loire-Atlantique, le Cantal et le Pas-de-Calais précèdent l'Ille-et-Vilaine (53,7) et le Finistère (52,7). Selon ce critère, le Morbihan ressemble plus aux Vosges ou au Cantal qu'à l'Ille-et-Vilaine ou au Finistère. En dépit des apparences, il ne faudrait guère compter sur l'alcoolisme pour marquer l'unité de la Bretagne... « *Au moment où l'alcoolisme régresse*, poursuit le professeur Zourbas, *il ne faut pas complexer les Bretons avec le préjugé habituel d'une hérédité alcoolique. Cette conception est une pure invention qui ne sert que la revendication autonomiste.* »

Des Bretons inventeraient leur propre malheur pour justifier leur combat ? Le reproche ne peut pas être fait à l'Union démocratique bretonne (U.D.B.), parti autonomiste et socialiste, proche de l'union de la gauche. Dénonçant l'alcoolisme comme l'un des moyens servant à l'Etat français pour « coloniser » la Bretagne, l'U.D.B. n'en fait pas un cheval de bataille. Pas une ligne, pas un mot sur l'alcoolisme dans le « programme démocratique breton » mis au point par l'U.D.B. pour les élections législatives de 1978. Et lorsque l'U.D.B. fait le point sur l'alcoolisme pour les lecteurs de son mensuel *le Peuple breton* — la Bretagne, championne du monde de l'alcoolisme, — elle leur présente les résultats d'une étude réalisée pour le compte du Haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme.

Ce travail a été réalisé par une trentaine de chercheurs, dirigés par Guy Caro, médecin et psychiatre du Bureau d'aide psychologique universitaire de Rennes, et Yvon Bertrand, économiste, chargé de recherche au C.N.R.S. Pendant trois ans, ils ont étudié les manières de boire en Bretagne. Entre 1974 et 1977, ils ont interviewé trois cents paysans, pêcheurs et ouvriers bretons, buveurs et non buveurs. Ils ont analysé la culture du pommier dans une commune des Côtes-du-Nord. Mais aussi la qualité des boissons alcoolisées consommées en Bretagne, ou les droits de circulation perçus sur le vin, le cidre ou l'hydromel de « chouchen » sortant de chez les grossistes établis dans chaque département breton.

Pas plus qu'ailleurs

Après une enquête dans une commune de deux mille sept cents habitants du Morbihan, le département le plus touché par l'alcoolisme, les chercheurs de Guy Caro et Yvon Bertrand ont constaté que la consommation annuelle par habitant de la commune ne dépassait pas la consommation annuelle de chaque Français. Leur étude sur la qualité des vins de consommation courante vendus en Bretagne leur permet d'affirmer que ces vins ne sont pas plus toxiques que ceux vendus dans le reste de la France.

Quantité égale, qualité identique, mais mortalité plus grande. Les Bretons ne boiraient pas nécessairement plus que les autres, mais en mourraient davantage ? « *Ce n'est qu'une hypothèse*, dit Guy Caro, *mais on peut poser la question. Il y a négation historique de l'identité bretonne. Le mépris de la langue et de la culture. Le découpage administratif qui sépare la Loire-Atlantique des quatre autres départements bretons. Le poids quotidien du centralisme parisien. C'est un sentiment d'impuissance qu'ont les Bretons. Regardez les marées noires. Tout est fait pour décourager les Bretons. Regardez Plogoff. Que va-t-il se passer dans un proche avenir et à long terme si la centrale nucléaire leur est imposée alors qu'ils l'ont refusée de toutes leurs forces ?* »

L'étude de Guy Caro et Yvon Bertrand est en train de modifier les idées reçues sur l'atavisme alcoolique breton. Difficultés psychologiques ? Soit. Conditions climatiques ? Soit. Mais s'il y avait autre chose ?

Guy Caro ne se satisfait pas d'explications qui conforteraient trop facilement ses convictions autonomistes. Il voudrait en savoir davantage. L'étude approfondie du phénomène alcoolique en Bretagne aurait, selon lui, une signification et une portée universelles. Il a donc réclamé les moyens financiers de poursuivre sa recherche. Par la création, notamment, d'un centre breton de recherches et d'information sur les manières de boire et sur l'alcoolisme.

M. Jean-Charles Sournia, directeur général de la santé au ministère de la santé, a pris bonne note de la requête. Mais pour renvoyer immédiatement Guy Caro et ses amis « *aux autres organisations qui travaillent actuellement à la lutte contre l'alcoolisme en Bretagne.* »

Justement. Ces organisations se sont réunies il y a plusieurs mois sous l'égide de l'établissement public régional de Bretagne. Un groupe de travail a été constitué, réunissant tous les chercheurs intéressés par les problèmes posés par l'alcoolisme en Bretagne. Médecins, économistes de l'université Rennes-II, chercheurs de la recherche médicale et agronomique, élèves de l'Ecole nationale de la santé et bien d'autres encore.

M. Francis Bernard, ancien directeur de l'Ecole nationale de perfectionnement de Rennes, chargé de coordonner les travaux de ce groupe, ne cache pas sa déception. Le rapport qu'il a fait parvenir au président du conseil régional de Bretagne reste lettre morte. Il ne demandait pas la lune pourtant : 500 000 F, dont 100 000 immédiatement pour organiser une banque de données, rassemblant les travaux effectués par les chercheurs depuis plusieurs années et mettre au point un essai de lutte anti-alcoolique au niveau d'une commune rurale.

Bouilleurs de cru

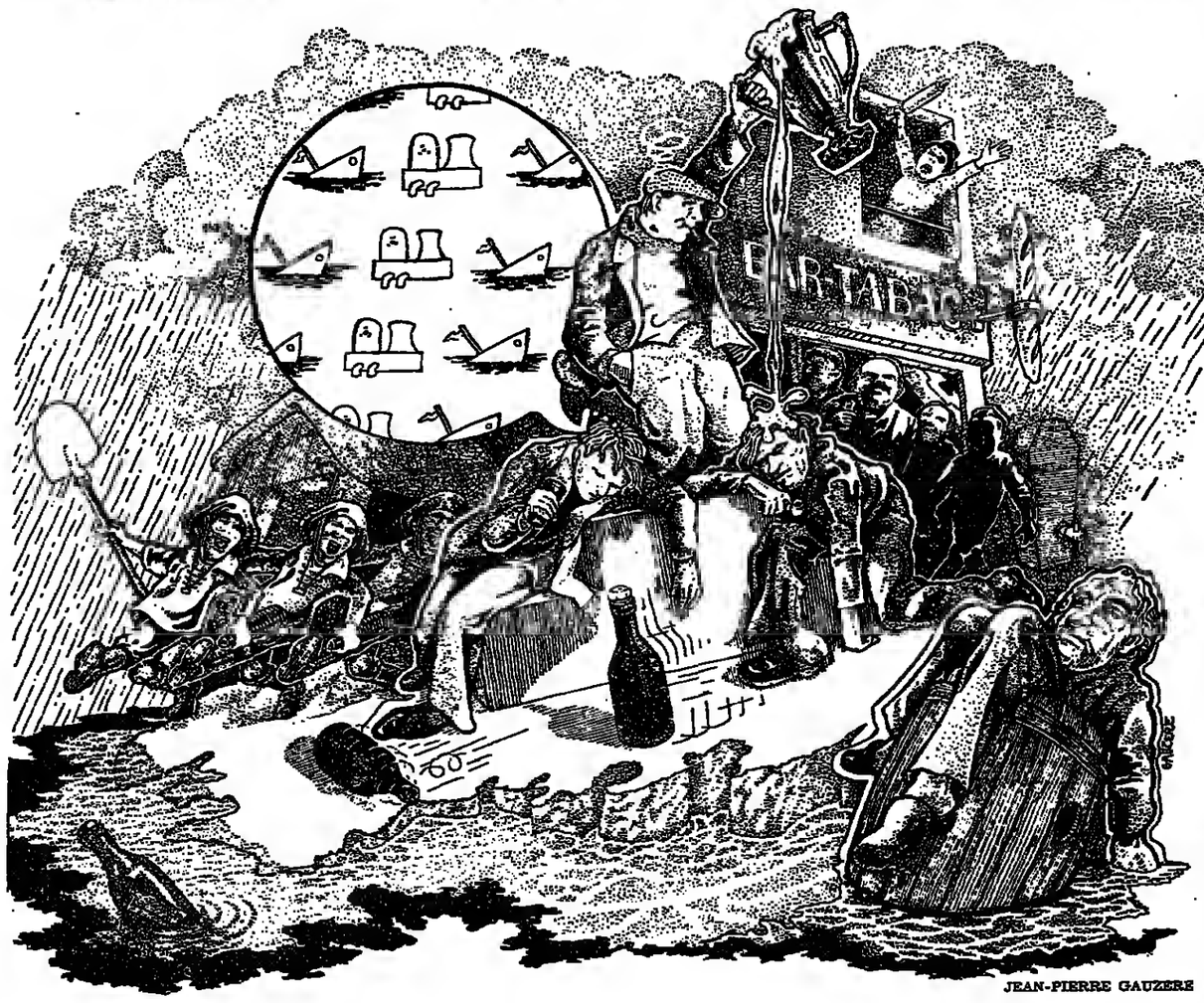
Volontiers divisés sur les causes de l'alcoolisme, les Bretons se rejoignent pour dénoncer la mauvaise volonté des hommes politiques en la matière. L'un évoque le poids de la société Ricard, implantée en Bretagne, à Noyal-sur-Vilaine (Ille-et-Vilaine) et qui inonde d'affiches publicitaires toutes les sociétés sportives désirant annoncer leurs rencontres à peu de frais. L'autre dénonce la pression électorale des bouilleurs de cru. Ils sont encore près de cent cinquante mille en Bretagne, bien décidés à faire respecter leurs droits et à réclamer le rétablissement du droit de bouillir pour les jeunes agriculteurs.

Trois cents bouilleurs de cru de la région de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine) se réunissent-ils pour défendre leurs droits ? Le conseiller général du canton est présent. A ses côtés, le député. « *Il faut taper haut*, dit celui-ci. *Dans l'échéance 1981, il faudrait placer en bonne position sur le programme des candidats cette lutte vers un rétablissement des droits à la bouillotte.* » Fort applaudi ce jour-là, le député aura sans doute quelque difficulté à voter des crédits au conseil régional pour la lutte anti-alcoolique...

Il n'y a pourtant pas de temps à perdre. Les étudiants du professeur Zourbas multiplient les thèses de doctorat en médecine sur l'alcoolisme. Parmi elles, cinq ont étudié, ces dernières années, le phénomène alcoolique chez les jeunes Bretons. Toutes les enquêtes réalisées à ces occasions font apparaître que, quel que soit le milieu d'origine, la première absorption d'alcool se produit vers l'âge de onze-douze ans. Dans 30 % des cas, au cours d'une réunion de famille. La première ivresse se situe entre quinze et seize ans, le plus souvent avec des camarades. 31 % des jeunes appelés du contingent interrogés, 17,9 % des apprentis, 30 % des lycéens, 30 % des jeunes travailleurs déclarent qu'ils sont ivres au moins une fois par mois.

Au cours d'une enquête effectuée dans un lycée de Rennes, il est apparu que le pourcentage des buveurs croît en fonction du nombre de personnes buvant dans la famille : 21 % de buveurs parmi les lycéens quand personne ne boit dans la famille, 32 % quand deux personnes boivent, 61 % quand quatre personnes boivent.

« *Alcooliques et Bretons, toujours* ». Les jeunes Bretons ressemblent à leurs aînés. Saura-t-on un jour pourquoi ? ■



JEAN-PIERRE GAUZERE

BACCALAUREAT SCIENCES PO
LIVRET CASSETTE
SIGMA
REVISEZ VOTRE PROGRAMME d'HISTOIRE XX^e
1914 - 1945
6 livrets de 50p. + 6 cassettes de 90mn
• États-Unis, Grande Bretagne
• L'empire russe, l'URSS
• Évolution de l'économie mondiale
• La France
• Italie, Allemagne
• Le Monde extra-Européen
Vente en librairie (diffusion Vuibert)
ou par correspondance
75 frs (en chèque) par livret-cassette
à Groupe SIGMA Éditions
18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - 325.63.30
documentation gratuite même adresse

CROQUIS

« Je reviens... »

La principale occupation de l'encadreur-peintre de la rue du Port-Coiffé est de revenir. « *Je reviens* », précise la pancarte jaunie, suspendue de guingois au loquet. Mieux vaut ne pas attendre et demander le Modern'Bar. Casquette sur les yeux, le teint *vigoureusement* coupe-rosé, Albert a confié ses 90 kilos à la chaise qui lui est réservée. Il alterne les coups de rouge et les coups de crayon. La feuille tremble, se froisse brusquement, aussitôt remise à plat par une main qui n'y va pas de main morte. J'ai pris l'habitude de tapoter l'épaule d'Albert pour éviter d'avoir à rajuster mes phalanges.

« *Cette fois-ci*, me dit-il, *je crois que je tiens quelque chose !* »

Sourires dans la vieille salle brunie, où les habitués disputent une éternelle partie de belote. Pour tenir quelque chose, l'Albert, il s'y connaît... Vers 11 heures, 18 heures, le geste devient lent et le discours confus. Albert Lapas — dit Lapalette, dit Picasso, dit Gros Rouge — visite alors son musée intérieur : tous les tableaux qu'il ne réalisera jamais ! Il pourrait les décrire, il voit même les détails. Mille fois plus beaux que ceux qu'il a accrochés aux murs du Modern'Bar, avec le prix sur une étiquette (et une mention « vendu » pour appâter). L'inspiration n'était pas au rendez-vous. Rien de tel, après avoir vu ça, qu'un petit remontant. Le patron y gagne.

Dès l'apparition des premiers touristes, Albert s'installe sur le port avec l'espoir de vendre sa camelote. Parmi la vingtaine de toiles commencées chez lui d'après carte postale, il a choisi celle dont la couleur générale est censée correspondre à la lumière du jour. Un dimanche de l'été dernier, le voici fixant sur son chevalet une marine qui claque comme trois drapeaux français. Il s'est trompé : le ciel est gris, l'eau plombée. Un curieux s'approche et s'étonne de voir tant de couleurs. « *Justement monsieur*, déclare Albert, *mon travail est de débusquer les couleurs.* »

Dégoûté par les béotiens, Albert laisse tout en plan et regagne le Modern'Bar. En travers de la toile, le pinceau-brosse chargé de vermillon a tracé les mots : « *Je reviens.* »

MICHEL REY.

Revers des monts du Jura

C'est un homme vieux, au dos courbé, à la peau du visage douce et rouge, et pourtant mal rasé. Sa femme m'a dit qu'il ne sort jamais. Elle m'a dit aussi qu'il tremble depuis que ses vaches, toutes, sont mortes. Il y a vingt ans de la maladie du charbon. Il tremble depuis vingt ans. Sa femme est toujours dehors. Elle travaille au jardin, donne à manger aux poules et aux lapins, débroussaille les haies.

Plusieurs fois par jour, il lui demande de rester dedans, à la maison. Il préfère quand elle n'est pas trop loin. Il lui dit : « *Assieds-toi un peu, reste tranquille.* » Lui est tranquille. Il aimerait, c'est naturel, que tout le monde le fût aussi. Sa femme parle vite, fait des gestes, avec un air pensif et, à chaque fin de phrase, elle dit : « *oui* ». Elle ne cesse de parler. Le silence, on dirait, ne rien faire, lui pèse. Alors elle sort l'apéritif. Les verres à moutarde se posent sur la table avec deux bouteilles. Elle lui demande s'il en veut un peu, et il répond : « *Un peu.* » Chaque fois que l'on s'adresse à lui, il tremble d'autant plus, ses deux mains sur sa canne qui tape sur le carrelage rouge et propre de la cuisine.

Un soleil rouge et jaune est entre dans la maison basse, par la porte, à travers la moustiquaire. Les fenêtres sont fermées. Il fait sombre mais il y a quand même de la lumière. La voilà maintenant qui se lance contre l'heure d'été, l'officielle. Celui qui tremble semble approuver. L'heure d'été n'est pas faite pour les paysans ; elle a été décidée par des citadins. Elle dit cela entre deux gorgées de pastis, très espacées, mélangées avec beaucoup d'eau. Lui aussi, de temps en temps, lève son verre jusqu'à sa bouche. Il se sent observé. Il en met sur ses gros doigts lisses, sur son bleu de travail propre, par terre. Elle continue à parler comme si rien ne s'était passé. Je me risque à leur dire que je vais prendre congé d'eux, déjà, ce je sais qu'il me faudra trois quarts d'heure pour quitter les lieux.

Par politesse, par rituel, parce qu'ici on n'est pas à la ville. Ici on passe toujours plus de temps à partir qu'à rester.

Et je m'en vais, une heure et demi après, trois verres de pastis dans la tête, avec pas beaucoup d'eau, avec le chien qui m'accompagne jusqu'au portail et qui aboie.

JEAN-MARC GARDÈRE.

Conte froid

de JACQUES STERNBERG

Le défi

Il sauta du haut d'un quinzième étage après avoir parié qu'il ne briserait pas, dans cette chute, sa montre-bracelet garantie antichocs.

USA
1.800F*
* Prix au 1/04/1980, pour un aller et retour New York en mai-juin 1980. En juillet-août 2.108 F.
CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE
Location voitures, hôtels, etc., demandez notre
GUIDE DU VOYAGE AUX U.S.A.
PACIFIC HOLIDAYS
28, av. GÉNÉRAL-LECLERC, 75014 PARIS
Tél. : 539.46.71
T.C.G. lic. A 961

PROGRÈS

Quand la verte Erin devient noire

L'Irlande des chaumières et des vastes étendues propices au galop des chevaux est en train de disparaître. Une forme de misère rurale aussi. Mais, malgré toutes les précautions, le prix du progrès est lourd à payer.

MARC AMBROISE-RENDU

QU'ELLE était verte la vallée de la Suire avant que la multinationale « Merck, Sharp and Dohme » ua jette son dévolu sur ces pâturages pour y planter une usine chimique ! On était pourtant bien content dans ce comté irlandais de Tipperary lorsque, en 1974, les prospecteurs américains de la firme, escortés par les fonctionnaires de l'agence de développement industriel (IDA) du gouvernement de Dublin, débarquèrent dans le secteur. Ils promettaient d'investir des millions de livres et d'embaucher deux cent vingt personnes. Ils ont tenu parole.

En leur imposant des normes antipollution « *aussi sévères qu'aux Etats-Unis* », comme dit le directeur de la boîte, les autorités irlandaises ont obligé la multinationale à construire une station d'épuration des eaux de 5 millions de livres (50 millions de francs). L'usine chimique de « Merck, Sharp and Dohme » est une usine propre, comme on dit aujourd'hui chez les industriels soucieux de s'intégrer dans leur environnement et de soigner leur image de marque. C'est vrai. Elle n'est même pas vilaine avec ses cheminées multicolores, ses grands halls peinturlurés de couleurs gaies, ses pelouses tondues comme un *green*.

Il n'empêche qu'au bord des pools à saumons ronronne une fabrique potentiellement aussi polluante qu'une ville de vingt mille habitants. Gare au premier accident ! Que même après traitement ses eaux ont une couleur bizarre. Que cette architecture industrielle viole par sa géométrie agressive les rondeurs de la vallée. Que par vent d'ouest les villageois de Cahir — le bourg voisin — humant des pestilences soufrées. Qu'à la place des carrioles d'antan, ce sont des camions-citernes qui grondent à travers les hameaux. La vallée de la Suire n'est plus et ne sera jamais plus ce qu'elle était.

Pourquoi soupirer ? alors que les Irlandais eux-mêmes paraissent ravis de ce changement. Les hommes de l'IDA (une agence de six cents technocrates qui absorbe 15 % du budget public at possède des milliers d'hectares de terrains industriels) sont fiers de faire visiter l'usine modèle aux journalistes étrangers. « *Vous voyez*, disent-ils, *notre pays s'industrialise tout en respectant l'environnement.* »

Trois records

Sur la premier point, impossible de ne pas leur donner raison. On pourrait même écrire sur l'Irlande de ces *vingt dernières années* une « *success story* ». Une jeune République pauvre et superbe, dont les fils sans emploi devaient s'exiler servait de terrain d'aventure aux chasseurs et aux pêcheurs fortunés du continent. L'Irlande *c'était*, à une heure de Paris, la misère verte, cachée derrière les charmes du sous-développement. Toits de chaume, feux de tourbe, routes buissonnières, « grouses », chasse au renard, et saumons. Or cette *même Irlande* détient aujourd'hui trois records d'Europe : celui de la croissance démographique (plus 13 % en dix ans), celui des constructions d'usines (600 entreprises internationales), celui de la croissance industrielle (doublement de la production en dix ans et augmentation actuelle de 8 % l'an).

L'Irlande, il y a quelques décennies, crevait de faim avec dignité. Elle respire à présent l'aisance. Ces anciens ruraux s'affairent produire et à exporter de l'électronique, des pièces mécaniques, des produits pharmaceutiques et chimiques, des fibres synthétiques, des articles de sport. Pour en arriver là ils ont littéralement déroulé un tapis vert sous les pieds des industriels baladeurs à la recherche d'un fructueux placement. Terrains aménagés, usines clés en main, fabuleuses exemptions fiscales, formation du personnel, salaires plus que raisonnables, telles sont les séductions irlandaises.

L'IDA mène son affaire avec astuce et obstination. Elle n'accepte que les entreprises d'avenir, rentables et « propres ». Elle les répartit sur l'ensemble du territoire pour fixer sur place les ruraux sans emploi. Elle tente de revivifier les vieux quartiers de Dublin en construisant des locaux pouvant accueillir quatre-vingts petites entreprises.

Mais la logique même du développement a quelque chose d'implacable. Dans la campagne, *les cheminées s'élèvent un peu partout*. Comment le visiteur ne serait-il pas chagriné de trouver à présent les tours et les vastes halls d'une fabrique japonaise de textiles artificiels à Killala, sur la côte ouest, ou les fumées d'une cimenterie de grande capacité à Drogheda ? Pourtant, cet essaimage n'empêche pas Dublin de s'enfler jusqu'à rassembler près de 30 % de la population de l'île.

Qui dit répartition des activités sur un territoire aussi vaste que les dix-huit départements français du grand Sud-Ouest dit développement obligatoire des communications. La ronde bruyante des long-courriers ne cesse plus au-dessus des aéroports, l'activité s'accroît dans les ports maritimes où les industries lourdes cherchent à s'installer. Dans les pages de nos magazines, l'office irlandais du tourisme vante toujours la délicieuse sinuosité des routes de son pays. « *Elles ont été tracées par les ânes*, dit-il, *qui savent que le chemin le plus embêtant d'un point à un autre est la ligne droite.* »

Astucieux, mais de moins en moins vrai. Le gouvernement va investir dans les dix ans qui viennent l'équivalent de 11 milliards de francs pour corriger ces « âneries ». Soixante villes et bourgs seront contournés par des voies express à quadruple chaussée, ourlées de stations-service, de motels et de panneaux publicitaires. Déjà le déferlement des camions enlève tout charme aux vieilles routes. Et les rend très périlleuses. Bilan annuel : six cents morts et neuf mille blessés.

La fièvre usinière a éveillé l'intérêt des Irlandais pour leurs ressources minérales. A Navan, on ouvre l'un des plus vastes gisements européens de plomb et de zinc. Richesse oblige : une fonderie de zinc démarre cette année même.

Charbon du pauvre

Rien de tout cela ne peut se faire sans énergies, évidemment. Aussi les prospections de pétrole « off shore » vont-elles bon train. On vient de découvrir un gisement sous-marin de charbon, juste en face de Dublin, et une belle poche de gaz est déjà en exploitation à 20 kilomètres au large de Cork. A quand les marées noires ?

Noires, les campagnes irlandaises le sont sur 70 000 hectares, là où de gigantesques engins aux allures préhistoriques grattent la tourbe. Ce charbon du pauvre est extrait au rythme de près de 8 millions de tonnes chaque année. Il alimente sept centrales électriques. Les surfaces qui pourraient être exploitées couvrent 350 000 hectares. Bien sûr, on commence à remettre en culture ces déserts sinistres lorsqu'ils ont cessé d'être rentables : un millier d'hectares transformés en prairies nourrissent du bétail. Mais on ne se préoccupe guère de savoir quel est l'impact sur la faune, la flore, le climat et le régime des eaux de l'exploitation intensive des tourbières. Au reste, on prévoit que celle-ci ne durera encore qu'une vingtaine d'années, comme le gaz de Cork. Aussi l'équivalent irlandais d'EDF a-t-il été autorisé à construire les quatre réacteurs de sa *première centrale nucléaire* sur la côte est à la pointe de Carnsore.

Les vastes horizons de l'Eire doivent se préparer à recevoir l'inévitable « ornement » des lignes haute tension comme la moindre route à être doublée de fil téléphonique. Le gouvernement va dépenser l'équivalent de 1,6 milliards de francs par an pendant quatre ans pour moderniser le réseau des télécommunications.

L'agriculture, en se mécanisant, en rasant les haies et en faisan appel aux engrais, suit le mouvement général. Conséquence prévisible : le taux des nitrates dans les rivières a doublé en cinq ans et va encore s'accroître. La pollution, pratiquement inconnue en Irlande, fait son apparition. Dublin s'inquiète des gaz dangereux que l'on respire dans ses rues. La prospérité incite partout à démolir les maisonnettes aux toits de chaume pour les remplacer par des fermes ou des pavillons assurément plus confortables mais qui sont autant de taches souvent disgracieuses dans le paysage.

Malgré les efforts des pouvoirs publics, l'exode rural n'a pas été compensé par les créations d'emplois industriels ou tertiaires. Les cinq cent mille agriculteurs de 1950 ne sont plus que deux cent vingt mille, et ils seront cinquante mille de moins dans cinq ans. Les plans tablent sur quatre cent cinquante mille ouvriers au lieu des trois cent mille d'aujourd'hui mais cela suppose que la chasse aux usines s'accélère. Les Irlandais attribuent à l'industrialisation le miracle d'une croissance démographique qui ne s'était pas vu depuis un siècle. Mais, du même coup, les voilà condamnés à une sorte de course en avant. A l'obsession de la disette s'est substituée celle du chômage qui frappe déjà cent mille travailleurs. On compte aujourd'hui dans le pays des emplois de « meilleure qualité » mais moins nombreux qu'il y a vingt ans. Et les nouveaux postes de travail fournis par des filiales de multinationales sont à la merci d'une crise ou de la décision d'un conseil d'administration siégeant aux antipodes.

L'Irlande se vantait de rattraper le niveau de vie de ses voisins européens sans commettre les mêmes bévues : surexploitation des richesses millénaires, concentration urbaine, désertification des campagnes, pollution, fragilité économique et sociale. Elle s'aperçoit que le décollage d'un pays sous-développé est toujours aussi acrobatique. La spirale du « progrès » est d'une telle puissance qu'elle entraîne tout avec elle. Même les meilleures intentions. ■

ÉGYPTE

Reconquérir l'Andalousie

La presse intégriste musulmane du Caire se déchaîne contre la contraception et va jusqu'à réclamer la reconquête de l'Andalousie.

JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

AYANT pris conscience que leurs violentes attaques, contre la paix avec Israël risquaient, à la longue, de leur nuire dans l'opinion publique ou d'entraîner une intervention de la censure, les publications fondamentalistes islamiques du Caire ont choisi, ces derniers temps, de faire porter leurs critiques sur des thèmes moins sensibles. Le numéro de mars de *Al-Mokhtar al-Islami* (la Sélection islamique), le dernier-né et le moins radical des mensuels intégristes cairotes, s'en prend à Tewfik El-Hakim, soixante-dix-huit ans, jusqu'ici reconnu comme le plus grand romancier arabe vivant.

« *Influencé par la pensée occidentale (...) et s'en faisant le propagandiste* », l'auteur du célèbre *Journal d'un substitut de campagne en France* (Plon, 1974) n'a plus droit au titre d'« *écrivain musulman* ». Pis, « *infatigable partisan de la réconciliation avec Israël* », il n'est qu'un « *défenseur du sionisme* » ébloui par la traduction en hébreu de certains de ses ouvrages.

Le contrôle des naissances en faveur duquel l'épouse du raïs, Mme Jehane el Sadate, a récemment lancé une campagne d'information, tandis qu'un programme est en cours d'application ave c l'aide américaine, n'est rien moins, selou *Al-Mokhtor*, qu'une « *tentavie d'extermination des musulmans* », tandis que « *les minorités* (chrétiennes) *sont autorisés à se multiplier sans frein* ». Le fait que le taux de natalité soit aussi élevé (2,81 %) chez les musulmans que chez les coptes et que l'adoption soit interdite en Egypte, en vertu d'une disposition de la loi islamique, n'empêche pas la revue d'ajouter que « *des enfants musulmans sont enlevés* (par des chrétiens) *en vue de les adopter et de les convertir* ».

Dans son numéro d'avril, *Al-Daoula* (l'Appel), organe officieux des Frères musulmans, fait dire à ur cheikh que « *la contraception est contre le Coran* » alors qu'en réalité le texte sacré des musulmans, pris à la lettre, ne contient aucune véritable condamnation de la régulation des naissances.

Le mensuel interpelle ensuite, avec vigueur, un ancien membre de la célèbre confrérie intégriste, participant, aujourd'hui, au dialogue islamo-chrétien : « *Où veux-tu en venir, cheikh Bakouri ?* » Celui-ci avait eu le malheur de dire cette banalité : « *Il ne doit pas y avoir de haine entre les religions* », phrase reprise par l'hebdomadaire copte *Al-Ouatani* (le National).

Al-Daouo inscrit, chaque mois, au « *tableau d'honneur islamique* », certains « *bons croyants* », tel M. Abdelkamid Oggi, parce qu'il a fait savoir qu'il n'accepterait le poste de doyen de la faculté féminine islamique d'Assiout que si toutes les étudiantes y assistaient aux cours complètement voilées.

Retour à l'Islam

Plusieurs publications fondamentalistes ont fait référence dernièrement à l'appel des étudiants de l'université islamique d'*Al-Azhar pour « un retour à l'islam »*. Ce document signé également par un parlementaire intégriste notoire, le cheikh Salah Abou Ismail, et par une vingtaine d'organisations fondamentalistes ou assimilées (Groupement universitaire islamique, Jeunesses de Mahomet, les Califes, Club des Pyramides, Confréries soufies, etc.), réclame notamment et pêle-mêle « *la récupération des républiques islamiques en Union soviétique et celle de l'Andalousie* », la destitution de M. Moussa Sabri, journaliste copte placé par le raïs à la tête du grand quotidien populaire *Al-Akhbar* (les Nouvelles), la mise sous surveillance des clubs Rotary « *sionistes* » et à « *buts suspects* », en liaison avec « *la franc-maçonnerie internationale* », sous couvert « *d'actions caritatives* », « *la fixation par le Parlement d'une date définitive pour la mise en application du droit islamique* », le boycottage par les étudiants de « *toutes les fêtes de danse, débauche et chants* », et enfin l'élection du cheikh Balazar, la plus haute autorité morale sunnite, par des théologiens de tout le monde arabe musulman alors qu'il est actuellement nommé par le chef de l'Etat égyptien.

Vie privée et calculs ou rêves politiques vont de pair, dans un total désordre, au fil des pages de la presse fondamentaliste égyptienne, où l'on chercherait en vain un article d'un niveau intellectuel un peu relevé. Même les détracteurs des Frères musulmans en viennent aujourd'hui à regretter l'époque où les Hassan El-Banna et les Sayed Kotb, aujourd'hui sans successeurs, élevaient le débat politico-religieux à une hauteur qui, malgré les convictions intégristes défendues par eux, faisaient en définitive honneur à l'islam. ■

JAPON

Les sous-lieuten... de l'entrepri...

« Toujours répondre oui et se... l'ouvrage immédiatement. » « S... comme un chien de chasse, intelli... un renard courageux comme un l... des commandements de l'école de F... qui forme les cadres des P.M.E...

PHILIPPE PONS

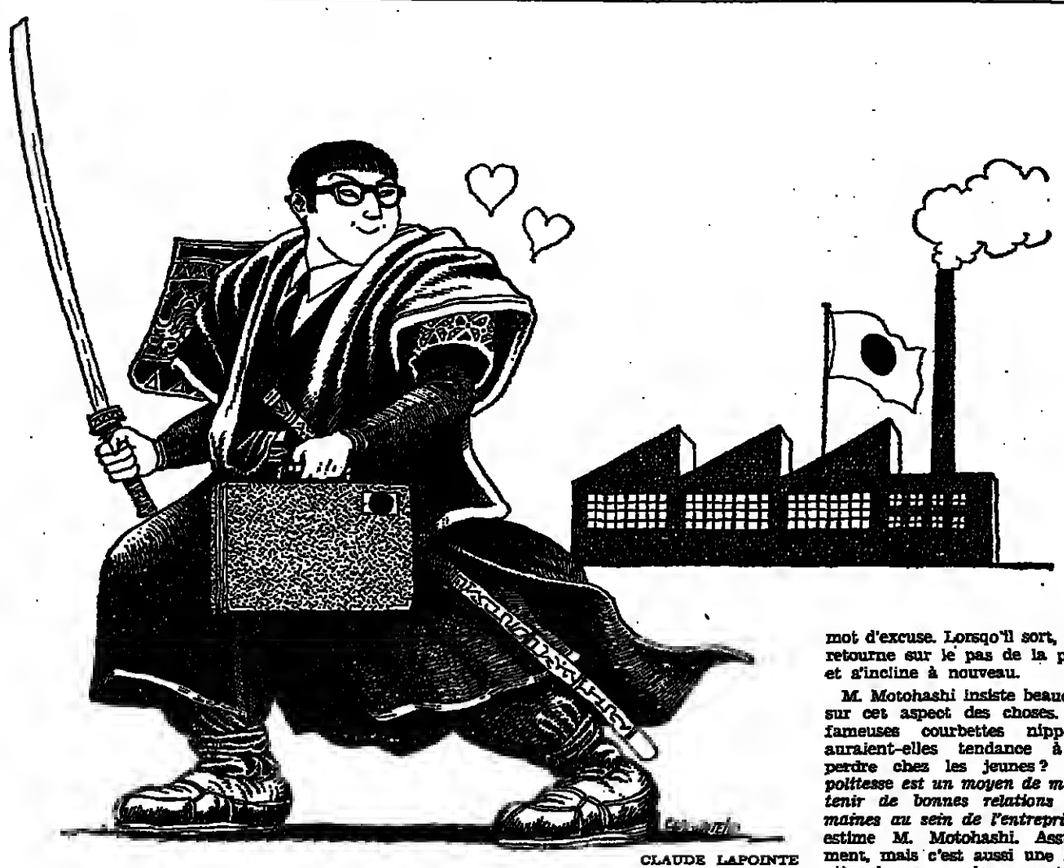
« J... leur premier... ...ent chez... ...%. Pour... « réforme... d'autre... ...responsable... ...jours, quatre... ...mes, âgés... ...soixante ans... ...quatre cents... ...ne, non loin... ...150 kilomètres... ...de l'une de ces... ...nne en plus... ...les chefs d'entreprise... ...qu'elles incorporent... ...ployés un certain nombre des... ...venus des traditionnelles : aux salariés modèles, mais que ceux-ci ont par le temps qu'il... ...comment, quelque peu tendance à oublier.

Il existe depuis longtemps, au sein des grands groupes industriels, ce genre de centres où l'on forme les nouvelles recrues à l'« esprit maison » pour en faire des « hommes de l'entreprise » (*kaishain*).

Le phénomène nouveau est l'apparition d'écoles, comme le centre de Fujinomiya, destinées aux employés des petites et moyennes entreprises (10 à 200 employés). Si l'on songe qu'il y a au moins une douzaine d'écoles de cette sorte qui prennent en main une centaine de cadres toutes les semaines ou tous les quinze jours, on peut imaginer le nombre d'entre eux qui sont ainsi « façonnés » — et accessoirement la rentabilité de ces opérations (en moyenne, un stage coûte l'équivalent de 3 000 F).

La journée des stagiaires au centre de Fujinomiya est bien remplie et minutieusement minutée. De l'aube à 21 h 30 — heure de l'extinction des feux, — ils s'affairent, revêtus de leur vareuse blanche, inspirée

هكذا في الأصل



CLAUDE LAPOINTE

JAPON

Les sous-lieutenants de l'entreprise

« Toujours répondre oui et se mettre à l'ouvrage immédiatement. » « Soyez fidèle comme un chien de chasse, intelligent comme un renard, courageux comme un lion. » Deux des commandements de l'école de Fujinomiya, qui forme les cadres des P.M.E. japonaises.

PHILIPPE PONS

« *Je veux devenir un employé capable de contribuer à la bonne marche de mon entreprise* ». Il est quatre heures et demie du matin quand les nouveaux stagiaires du Centre de formation des cadres de Fujinomiya commencent leur première journée en énonçant chacun sa profession de foi. Pour certains, il s'agit de se « *reformer soi-même* », pour d'autres, de devenir « *un homme responsable* », etc. Pendant treize jours, quatre-vingts à cent cadres, âgés de vingt-deux à soixante ans, sont envoyés des quatre coins du Japon à ce centre, non loin du mont Fuji, à 150 kilomètres de Tokyo. Il s'agit de l'une de ces écoles privées, de plus en plus nombreuses, dont les chefs d'entreprise espèrent qu'elles inculqueront à leurs employés un certain nombre des vertus dites « traditionnelles » aux salariés nippons, mais que ceux-ci ont par les temps qui courent, quelque peu tendance à oublier.

Il existe depuis longtemps, au sein des grands groupes industriels, ce genre de centres où l'on forme les nouvelles recrues à l' « esprit maison » pour en faire des « hommes de l'entreprise » (*kaishaningen*).

Le phénomène nouveau est l'apparition d'écoles, comme le centre de Fujinomiya, destinées aux employés des petites et moyennes entreprises (10 à 300 employés). Si l'on songe qu'il y a au moins une dizaine d'écoles de cette sorte qui prennent en main une centaine de cadres toutes les semaines ou tous les quinze jours, on peut imaginer le nombre d'entre eux qui sont ainsi « façonnés » — et accessoirement la rentabilité de ces opérations (en moyenne, un stage coûte l'équivalent de 5 000 F).

La journée des stagiaires au centre de Fujinomiya est bien remplie et minutieusement minutée. De l'aube à 21 h. 30 — heure d'extinction des feux, — ils s'affairent, revêtus de leur vareuse blanche, inspirée de celle de la marine. Nettoyage, gymnastique, méditation, chants, rédaction de rapports, cours de calligraphie, discussions, rapport téléphonique quotidien — minuté et commenté — à leur entreprise sur le déroulement du stage, marche de 20 kilomètres, puis de 40, de nuit, récitation par cœur des « dix commandements » de l'école.

Cela dit, on aurait tort de s'arrêter uniquement à cet aspect superficiel d'embrigadement de type militaire — quoique l'absence de conscription au Japon incline certains dirigeants à penser qu'il manquera toujours quelque chose à la nouvelle génération. Plus significatifs peut-être que les méthodes employées sont les problèmes auxquels ces écoles de cadres tentent d'apporter des solutions et le but qu'elles se sont fixé.

Pourquoi ces écoles ? D'abord pour une raison économique. Soumises en priorité, et beaucoup plus durement que les grands groupes, aux aléas de la conjoncture, les P.M.E. cherchent à éviter de recruter de nouveaux effectifs et donc à former rapidement — ce qui, autrefois, s'opérait sur une longue période — le personnel existant. A cela s'ajoute un phénomène nouveau : selon le ministère de l'éducation, 41 % des diplômés du secondaire changent fréquemment d'entreprise au cours des trois premières années de leur vie professionnelle. Pourquoi ? « *Simplement parce que l'entreprise voisine offre un peu plus* », nous dit un cadre de cinquante-trois ans, en stage à Fujinomiya, qui s'occupe dans son entreprise de la formation du personnel. Selon lui, « *l'harmonie dans l'entreprise et l'attachement du salarié à celle-ci sont des visions simplistes et erronées* ».

A l'encontre des clichés inlassablement ressassés en Occident s'opère au Japon une disparition progressive des valeurs d'attachement à l'entreprise : « *La famille ne joue plus son rôle*, nous dit M. Motohashi, directeur du centre, *et les plus anciens, dans l'entreprise n'ont plus l'ascendant nécessaire pour apprendre aux jeunes comment se comporter. Les employés expriment de plus en plus librement leur pensée. La discipline, autrefois respectée naturellement, tend à disparaître. Aux jeunes qui veulent devenir cadres, il s'agit de donner conscience de leur rôle. Aux plus âgés de leur redonner confiance en soi pour résister aux pressions des subordonnés. Le rôle d'un cadre, c'est d'atteindre l'objectif quantitatif fixé, mais aussi de faire régner une cohésion de groupe.* »

En d'autres termes, les écoles de formation de cadres nippons tentent de répondre à deux problèmes fondamentaux que rencontrent également les entreprises occidentales : le contrôle des employés et l'autorité. D'une manière symptomatique, l'école de Fujinomiya ne dispense pas un enseignement *ex cathedra* par d'éminents conférenciers sur la conjoncture et les grands flux de l'économie. « *A partir de thèmes simples, il s'agit de stimuler chez les salariés une manière de pensée et un mode de vie* », nous dit encore M. Motohashi.

Sur de petits cartons, M. Nakamura, *professeur au centre*, lui aussi revêtu, comme nous-mêmes d'ailleurs, de la rareuse blanche, nous montre les thèmes de discussion : « *Si votre employeur vous demande, sans préavis, des heures supplémentaires, que faites-vous ?* » ou encore : « *Après 5 heures du soir, est-ce qu'on est toujours obligé de suivre les ordres du supérieur ?* », etc. Il y a une centaine de thèmes.

« *Autrefois, ce genre de questions ne se posait pas mais, désormais, c'est fréquent* », nous dit M. Suzuki, âgé de soixante ans, qui tient un salon de coiffure et constate un fossé de plus en plus grand entre les générations : il est venu de lui-même à Fujinomiya pour apprendre à former un personnel qui « *ne veut plus ramasser les épingles* ». A la fin de la discussion, l'animateur donne une réponse modèle au « problème ».

A parcourir le recueil de ceux-ci, on ne peut que constater, évidemment, que toutes préconisent une coopération avec l'entreprise. « *Toujours répondre oui et se mettre à l'ouvrage immédiatement* », dit le deuxième commandement de l'école. Cet état d'esprit n'est-il pas « naturel » aux Japonais ?

Courbettes

Un jeune cadre de vingt-quatre ans, habitant à Yokohama, nous dit en riant derrière ses lunettes : « *Pour notre génération, ce sont nos intérêts personnels bien compris qui comptent : parfois, il est nécessaire d'aller dans le sens voulu par la direction, sinon la promotion et le « bonus » annuel s'en ressentiront.* » Refuser de venir faire un stage alors que la direction l'a demandé ? « *Ce serait très mal vu* », répondent tous les stagiaires que nous rencontrons. « *Ceux qui désertent le stage*, nous dit M. Motohashi, employant le mot utilisé dans l'armée, « *ne pourront facilement être réintégrés dans leur entreprise.* »

Dans l'enseignement, on met l'accent sur deux éléments essentiels : la politesse et la discussion. Avant d'entrer dans une pièce, chaque stagiaire s'incline profondément et prononce un mot d'excuse. Lorsqu'il sort, il se retourne sur le pas de la porte et s'incline à nouveau.

M. Motohashi insiste beaucoup sur cet aspect des choses. Les fameuses courbettes nippones auraient-elles tendance à se perdre chez les jeunes ? « *La politesse est un moyen de maintenir de bonnes relations humaines au sein de l'entreprise* », estime M. Motohashi. Assurément, mais c'est aussi une manière de marquer les rapports de hiérarchie : ce que les jeunes, au dire des Japonais d'une autre génération, ont tendance à oublier.

L'enseignement non directif par la discussion et la question n'est pas un avatar extrême-oriental du socratisme, mais vise, en fait, à former les cadres à argumenter, le cas échéant, en face de leurs subalternes. Ce rôle d'animateur orientant le débat, le cadre aura à l'assumer pour faire émerger le fameux « consensus » dans la pratique de la prise de décision. Celle-ci étant prise, dit-on, avec l'assentiment des employés. Dans l'abstrait, le consensus suppose des individus discutant à armes égales. Ce n'est jamais le cas dans la pratique : les personnes concernées ont des positions hiérarchiques différentes, et, en outre, certaines ont naturellement ou par formation une capacité supérieure pour argumenter.

Personnalité

Quel que soit le compromis, ce sera toujours en définitive le « message » que véhiculent ce type de personnes qui passera. Un cadre doit donc avoir cette faculté de parole qui lui assure une autorité par ascendant, apparemment non directive.

Cela dit, dans les petites entreprises, précisent des stagiaires, le « stratagème » du consensus n'est pas de mise : c'est l'autorité pure et simple qui s'exerce, sans masque. « *La politesse, savoir écouter les autres, mais oussi savoir s'imposer sont les trois principes de l'enseignement ici* », précise M. Nakamura.

Certains des stagiaires de Fujinomiya reçoivent leur diplôme en pleurant, nous dit-on. Le rapport de stage sera, d'autre part, transmis à l'entreprise. Que retirent les stagiaires de cette expérience qui est fort éloignée do « séminaire » pour cadres que nous connaissons en Occident ? La plupart la jugent positive. Ce qui est frappant, au dire des professeurs, c'est que beaucoup repartent avec une nouvelle confiance en soi, galvanisés : c'est d'ailleurs le slogan publicitaire du centre dans la presse économique : « *Vous nous donnez un homme vidé et nous vous rendons un cadre dynamique.* »

Accessoirement, un psychiatre noterait aussi, chez certains des stagiaires, un problème manifeste d'identification qui est révélateur de la société japonaise actuelle (absence du père, piège de la tendresse de la mère notamment) : il est douteux qu'en treize jonre de stage ils règlent ce problème. Certains nous disent avoir déjà été, à leurs frais, dans quatre ou cinq écoles, dans une quête, poignante et vaine, d'eux-mêmes.

D'autres résistent aux « commandements » de l'école (par exemple le troisième : « *Soyez fidèle comme un chien de chasse, intelligent comme un renard, courageux comme un lion.* ») Ce salarié d'Osaka, par exemple, qui, à la fin de son stage, déclara : « *N'existe-t-il pas un système de gestion qui permette de conserver so personnalité ?* » Question certes fondamentale, — en Japon comme ailleurs, — mais qui lui a valu une très mauvaise note. ■

REFLETS DU MONDE

ПРАВДА

Un rêve inassouvi

Le quotidien moscovite la *Pravda* invite les Soviétiques « *à fréquenter davantage les blanchisseries et à moins rêver de l'achat d'une machine à laver. Une telle machine occupe beaucoup de place et ne fonctionne que 5 % du temps. Il est regrettable que la faible fréquentation des blanchisseries soit due à la mauvaise qualité du service fourni* ».

Objet convoité par de nombreux Soviétiques, notamment les jeunes couples, la machine à laver est en U.R.S.S. un objet souvent difficile à se procurer, malgré son prix élevé : 130 roubles, près de 900 francs (le salaire moyen est de 150 roubles, et un rouble vaut 6,60 francs). Les heureux propriétaires de machines à laver ont pourtant à faire face à un problème d'importance : la pénurie fréquente de lessive.

AL BAYANE

Dans vingt ans ou dans six siècles ?

Le quotidien de Casablanca *Al Bayane* publie sous le titre « L'an 2000 de notre jeunesse » la chronique suivante :

« *Le récent sommet extraordinaire de l'O.U.A. qui s'est tenu à Lagos a décidé la création d'ici à l'an 2000 d'un marché commun africain. Sage décision et décision de sages penseront les observateurs. Mais quelques problèmes se posent, car le temps passe vite, et il n'est pas sûr du tout que cette idée formidablement originale et nouvelle sera rapidement concrétisée.*

» *De ce fait, les mauvaises langues posent une question simple et même ingénue. Quel est le calendrier retenu par les économistes pour ce marché de l'an 2000 ? Le calendrier grégorien, qui donne vingt ans pour sa concrétisation, ou l'hégirien, qui nous laisse encore six siècles ?* »

DER SPIEGEL

Alcool, quand tu nous tiens...

Le magazine onest-allemand *Der Spiegel* constate que « *les alcools étrangers sont de plus en plus prisés par les buveurs allemands : presque un quart des boissons à haute teneur alcoolique consommées en République fédérale proviennent de l'étranger. Rien que l'année dernière, les importations de spiritueux se sont accrues de 11 %, soit 428 000 hectolitres d'alcool pur. En revanche, la vente des alcools du pays stagne. Les alcools d'importation qui se classent les premiers sont le whisky et le rhum. Assez loin après on trouve les eaux-de-vie grecques et espagnoles, qui ont coiffé au poteau les cognacs et armagnacs français. Les grands perdants sont le gin, le genièvre, de même que le bourbon américain et le whisky irlandais* ».

ИЗВЕСТИЯ

Le vogue des gobelins

Le quotidien moscovite les *Izvestia* signale que « *l'art biélorusse ancien du « gobelin » vient d'être remis à l'honneur dans la ville de Borissov : les gobelins sont fabriqués au combinat local d'art appliqué. Ainsi, le peintre G. Garkoussov a récemment terminé le carton d'un « jardin doré » commandé par l'Institut biélorusse de recherche agronomique (...). Ces tapis muraux tissés, aux riches coloris dus aux artistes de Borissov sont fort populaires en Biélorussie.* »

UNITED PRESS INTERNATIONAL

De l'utilité des lacets

La police britannique a trouvé le moyen de prévenir les violences auxquelles les bandes rivales de jeunes « *Mods* » et « *Skinheads* » se livrent traditionnellement, lors des congés de Pâques et du 1er mai, sur les plages de l'Angleterre. Pendant le week-end du 1er mai à Brighton, note l'agence *United Press International*, « *la police a confisqué les lacets de plusieurs centaines de jeunes gens qui arrivaient en voiture, à moto ou par le train dans la station balnéaire. Sans lacets à leurs chaussures, ils ne pourront ni courir ni donner des coups de pied, a déclaré le chef de la police. Aux jeunes gens qui protestaient, on a assuré qu'ils pourraient récupérer leurs lacets en quittant la ville. En dépit de ces mesures préventives, soixante interpellations ont dû être effectuées* ».

LE SOIR

Des fruits utiles

La justice sait parfois ne pas être inutilement sévère. L'histoire que rapporte le quotidien bruxellois *le Soir* le montre bien : « *Poursuivi pour avoir « dérobé des champignons, fruits utiles de la terre, qui, avant d'être soustraits, n'étaient pas détachés du sol », un ancien mineur licencié pour raisons économiques, et sportif bien connu dans la région, M. Gino Contin, a été relaxé par le tribunal de police français de Briey.*

» *La Société des mines de Mancieulles (Meurthe-et-Moselle) avait poursuivi son ancien employé parce que, au mois de mai 1979, M. Contin, au cours d'un entraînement, avait franchi la clôture du pré de la mine pour chercher des mousserons. Les mineurs allaient d'ailleurs souvent cueillir ces champignons à cet endroit, mais la mine, qui a fermé ses portes en 1978, ne leur en avait jamais tenu rigueur. C'est ce qui a motivé la décision de justice.* »

La biomasse

Qu'est-ce que la biomasse ? Et comment s'en servir ? L'énergie tirée des matières organiques peut-elle venir suppléer les ressources pétrolières ? La France, de ce point de vue, n'est pas dépourvue. Il ne faut toutefois pas oublier que les déchets agricoles doivent pouvoir d'abord être utilisés pour les sols eux-mêmes et que la planète souffre davantage d'un déficit de vivres que d'une insuffisance de pétrole.

BERNARD VILAR

L'an I de l'énergie verte

LA crise du pétrole a permis de redécouvrir un gisement énergétique vieux comme le monde, la biomasse ou énergie verte. Les études commencées depuis quelques années vont connaître un essor considérable. De 3 millions de francs en 1979, le budget consacré à la biomasse est passé au total à 55 millions de francs cette année, toutes contributions confondues. Ce qui permet à Henry Durand, le président du Comes (Commissariat à l'énergie solaire) d'affirmer que 1980 sera l'an I de l'énergie verte. Un « programme vert » de développement de l'utilisation énergétique de la biomasse a été lancé et dix opérations pilotes subventionnées qui devraient être suivies de beaucoup d'autres. L'objectif est de produire 10 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) en l'an 2000, peut-être trois ou quatre fois plus vers les années 2050.

Bien que le terme « biomasse » désigne en principe toute la matière vivante animale et végétale qui naît, croît et meurt sous le soleil, il est, depuis l'aggravation de la crise pétrolière, surtout utilisé dans sa version énergétique. Plus le litre de super augmente et plus le potentiel d'énergie accumulé par la grâce de la photo-synthèse dans les plantes et les arbres de la planète paraît digne de considération.

Les déchets

Bien sûr, le rendement de la bioconversion de l'énergie solaire en énergie chimique accumulée est faible. S'il peut théoriquement atteindre 6 % on l'estime plus proche de 0,5 % à 1,5 % dans nos régions. Le résultat n'est pas pour autant négligeable. Pour un rayonnement incident de 1 000 tonnes équivalent pétrole par hectare et par an, et avec un rendement moyen de 0,6 %, on devrait obtenir 15 tonnes de matière sèche et 6 tonnes d'équivalent pétrole. Autrement dit 2,5 kilos de matière sèche valent environ 1 kilo de fuel.

A l'échelle planétaire, la production annuelle de la photosynthèse correspond théoriquement à environ 73 milliards de TEP : cinq fois plus que l'énergie fossile utilisée dans le même temps, deux cents fois la masse d'énergie consommée pour l'alimentation de la population du globe. Et la France n'est pas mal lotie non plus. Selon les estimations de l'Institut national de la recherche agronomique, la production de biomasse y représente, bon an mal an, 74 millions de tonnes équivalent pétrole. Une bonne partie de ce gisement pourrait être exploitée à des fins énergétiques sans que l'industrie et le secteur alimentaire y trouvent à redire. Actuellement, on estime à 6 millions de TEP la quantité de biomasse utilisée pour l'alimentation et à 3 millions de TEP seulement celle qui est transformée en énergie par les particuliers ou les industriels du bois.

Il suffirait dans un premier temps de convertir en énergie les déchets et sous-produits de l'agriculture. Les pailles de céréales et d'oléagineux (1), les tiges, les feuilles, les rafles et les spathes de maïs, les sarments de vigne, les feuilles et les collets de betteraves industrielles, les fumiers, les lisiers et les fientes d'élevage représentent à eux seuls 5 à 6 millions de tonnes équivalent pétrole, soit l'équivalent de la consommation énergétique de l'agriculture.

En forêt, il serait possible d'exploiter les rémanents, c'est-à-dire les branchages qui restent sur le sol après le passage des bûcherons. Leur volume est estimé à 7 millions de mètres cubes par an. Une partie est déjà utilisée pour le chauffage, mais le reste pourrait fournir l'équivalent de 350 000 à 700 000 TEP. N'oublions pas les écorces, les sciures, les délignures qui totalisent environ 1 million de TEP. Une exploitation plus rationnelle et soigneusement échelonnée des taillis peut également être envisagée. Production escomptée : 1,5 à 2 millions de TEP par an. Un meilleur entretien des forêts fondé sur la régénération et la plantation permettrait de récupérer 100 000 à 160 000 TEP par an. Un million de TEP par-ci, 100 000 TEP par-là, selon M. Philippe Chartier qui préside le comité « biomasse et énergie » placé auprès du Comes, ce sont au total plus de 10 millions de TEP (pour environ la moitié des déchets existants) qui pourraient être obtenues à terme grâce à une meilleure gestion.

Mais il est possible également de consacrer une partie des terres agricoles à ce qu'on appelle déjà les cultures énergétiques. Une première expérience a commencé en Camargue (voir ci-contre) avec la canne de Provence. Des essais pourraient être tentés avec la betterave fourragère, le sorgho, le topinambour et la pomme de terre pour la production d'éthanol (alcool obtenu par distillation). D'autre part, la jacinthe d'eau cultivée dans certaines conditions pourrait fournir en région parisienne une moyenne de 200 kilos de matière sèche par hectare. Comme toute la biomasse aquatique, elle serait d'ailleurs susceptible de jouer un rôle de dépolluant en se nourrissant des effluents urbains.

La forêt peut avoir, elle aussi, ses cultures énergétiques. L'on peut envisager par exemple la plantation de taillis exploitables au bout de cinq à dix ans, de résineux à forte densité utilisables au bout de vingt ans. Des études portent également sur certaines espèces d'arbres à courte révolution comme le peuplier, le saule, le platane, l'eucalyptus, l'aulne. De telles cultures sont très largement développées au Brésil, qui a mis en œuvre en 1975 un plan-alcool nécessitant 1 million d'hectares (eucalyptus et canne à sucre notamment) et destiné à produire 3 milliards de litres d'alcool-carburant par an.

D'abord se nourrir

La notion de « culture énergétique » fait pourtant l'objet de nombreuses critiques. « *N'est-il pas scandaleux de réserver des hectares de bonnes terres à la fabrication d'essence automobile ?* » interroge M. Claude Gudin, un spécialiste de la biomasse aquatique (laboratoire de la British Petroleum à Lavéra, Bouches-du-Rhône), question d'autant plus justifiée que, pour de nombreux pays en développement où la biomasse est abondante, le problème numéro un à résoudre est moins celui de l'énergie que celui de la *faim*.

En France, la question se pose plus en termes de choix d'utilisation des sols, de répartition entre les usages alimentaires, industriels et énergétiques, mais aussi en termes d'environnement et de rentabilité. Si les cultures énergétiques peuvent contribuer à redonner vie à certaines régions rurales défavorisées, on les voit mal entrer en concurrence avec les blés de Beauce ou d'Ile-de-France. En revanche, la bioconversion des déchets agricoles, forestiers ou urbains peut être encouragée sans réticence. Elle doit être rentable surtout dans de bonnes conditions de collecte et de transport. Si celles-ci sont réunies, l'on estime que le prix de revient de 1 tonne de biomasse est à peu près équivalent à celui de 1 tonne de charbon, et elle se trouve valorisée (2) de surcroît par sa contribution à l'élimination des déchets, à la dépollution ou à la récupération d'énergie autrefois gaspillée.

« *L'utilisation énergétique de la biomasse n'est valable que pour les sous-produits de l'agriculture et de la forêt dont on dispose sur place* », estime notamment M. Paul Reynaud, directeur du Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole (C.N.E.E.M.A.) de Nîmes.

Mais l'on peut penser à l'inverse que les actions de dépollution, d'entretien, se justifient d'autant plus qu'elles peuvent être valorisées par une utilisation énergétique. Ce qui permet aujourd'hui de considérer d'un œil neuf l'enlèvement des broussailles, des garrigues et du maquis provençal, qui, s'il avait été effectué systématiquement, aurait peut-être permis d'éviter les incendies à répétition de ces dernières années.

Les différentes filières de la bioconversion peuvent se trouver en concurrence, selon la matière dont on dispose et l'objectif recherché. S'agit-il de biomasse sèche, humide ? Veut-on produire de la chaleur, du gaz, de l'électricité, du carburant ?

M. Philippe Chartier cite l'exemple de l'Inde, où la bouse de vache était brûlée pour la cuisson des aliments. Comme l'humus fait actuellement défaut dans ce pays, on a préféré utiliser de façon plus judicieuse ces déchets d'une valeur de 14 millions de TEP. On a préféré à l'ancienne méthode celle de la fermentation, qui permet d'obtenir du gaz méthane et de l'humus. Autre avantage de la valorisation des déchets agricoles : elle peut produire à la fois de l'énergie et de l'engrais.

La biomasse nous amène finalement à remettre en cause nos anciennes habitudes de consommation et de gaspillage.

Mise en concurrence avec les utilisations traditionnelles du sol, elle ne peut être exploitée à l'aveuglette. Le choix de la filière, de la technologie, du matériel, exige une évaluation rigoureuse des conséquences agronomiques et de la rentabilité du processus. Celle-ci est encore la plupart du temps trop insuffisante pour que l'énergie verte puisse être mise en concurrence avec le pétrole. Mais il est prévisible que cet écart ne subsistera pas longtemps en raison de la hausse du prix de l'or noir. D'autre part, certains coûts peuvent être réduits, comme celui du transport par exemple. A cette fin, le C.N.E.E.M.A. s'efforce d'améliorer à l'aide de technologies appropriées le conditionnement de la paille de façon à réduire son volume. Quelle que soit l'échelle à laquelle on l'utilise — fermes, villages, coopératives agricoles ou même industries — la biomasse nous révèle que l'énergie se trouve souvent à portée de nos mains. ■

(1) Voir notamment Le Monde Dimanche du 18 novembre 1979

(2) *Un compte rendu* du colloque « Valorisation énergétique des sous-produits agricoles » a été diffusé par l'APRIA, 35, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

Les différentes filières de la bioconversion

Il existe plusieurs façon d'accommoder la biomasse. La plus simple et la plus connue consiste à la brûler dans un poêle, une chaudière, un brûleur. La commune de La Ferté-Saint-Aubin, dans le Loiret, a ainsi décidé de chauffer au bois de Sologne un lotissement de deux cents pavillons. On peut également brûler la paille. On estime que 3 tonnes de paille remplacent 1 000 litres de fuel. Les problèmes de conditionnement (briquettes ou granulés) font l'objet d'études très poussées du C.N.E.E.M.A. (Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole).

Le bois, le paille et les autres *déchets végétaux secs* peuvent également être convertie en gaz pauvre dans des gazogènes. Le gaz est susceptible d'être transformé à son tour en énergie mécanique ou électrique. Quant à la fermentation méthanique des déchets humides (fumier, lisier), elle produit du méthane et du gaz carbonique. Le procédé consiste à faire travailler des *bactéries* à l'abri de l'air pour décomposer la matière organique. On obtient ainsi 1 mètre cube de biogaz à partir de 5 kilos de matière organique.

Enfin, l'on peut obtenir du carburant à partir de la gazéification de la paille ou du bois (c'est le méthanol) ou à partir de la distillation de la betterave, de la canne à sucre, du sorgho, du topinambour, etc., (c'est l'éthanol).

ANDRÉ BONHOMME

En Camargue, la canne de Provence

Perdue dans le delta du Rhône au beau milieu du plat pays de Camargue, une ferme comme beaucoup d'autres dans la région. Des cultures à perte de vue à la façon beauceronne. Au premier abord, rien qui vaille le détour. Et pourtant le domaine du Grand-Manusclat est sans doute la première exploitation agricole française dont une partie des terres est réservée à ce qu'on appelle déjà dans le jargon des agronomes et des thermiciens la « culture » énergétique.

En effet, la canne de Provence qui prospère dans la région à l'état sauvage — ses tiges servent encore à fabriquer les cannis — n'est plantée, récoltée ici, que pour fournir au domaine l'énergie dont il a besoin.

Pourquoi la canne de Provence ? Un peu par hasard. La décision de développer cette espèce en Camargue a été prise dans les années 60. Il s'agissait alors de l'utiliser comme matière première pour la fabrication de pâte à papier. La canne réunissait en effet un certain nombre de qualités nécessaires et suffisantes : elle se plaisait dans les terres alluvionnaires situées au sud du 45e parallèle et sa richesse en cellulose la rendait concurrentielle avec certaines qualités de bois.

Pendant plusieurs années, la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) et le Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole (C.N.E.E.M.A.) étudièrent avec soin les méthodes de culture, mirent au point les machines les mieux adaptées pour la récolte et s'appliquèrent à trouver des solutions à certaines contraintes imposées par les papetiers de la Rochette-Cenpa.

Déshydratée

Ces derniers exigeaient notamment que la canne leur soit livrée sèche et débarrassée de ses feuilles. Comme la récolte s'effectue en décembre et en mars, il fallait donc trouver un moyen de déshydrater la plante, ne serait-ce que pour pouvoir la conserver et la stocker. Des études techniques réalisées par le Laboratoire national d'essai démontrèrent que le pouvoir calorique des composants de la canne — *une fois son taux d'humidité* abaissé à 15 % — avoisinait 4 000 thermies par tonne. D'où l'idée à cette époque de brûler les feuilles de la canne pour assurer le séchage de la tige.

C'est cette performance calorifique qui conduisit les dirigeants du groupement d'intérêt économique du domaine du Grand Manusclat à conserver la canne pour satisfaire les besoins énergétiques de la ferme lorsque les papetiers renoncèrent — voici deux ans — à leur projet. Le calcul de rentabilité était simple. A raison de 4 000 thermies par tonne de matière sèche et avec un rendement de 80 000 thermies environ par hectare, il était possible d'obtenir 8,5 tonnes équivalent pétrole par hectare, ce qui portait le prix de la thermie à 3,5 centimes au lieu de 6 centimes pour le fuel lourd et de 12 centimes pour le fuel domestique. A 3,5 centimes la thermie le prix de revient de l'énergie-canne de Provence se situait au niveau de celui du charbon.

A l'heure actuelle, le domaine du Grand-Manusclat exploite 130 hectares de luzerne, 80 hectares de canne de Provence et 0,7 hectare de serres. Il prévoit de prendre en location 70 hectares supplémentaires de luzerne, 142 hectares de canne de Provence et d'en planter 70. La surface des serres doit être portée à 1 hectare. L'essentiel de sa dépense d'énergie est constitué par le séchage de 5 000 tonnes de farine de luzerne, lequel nécessite 1 208 TEP tandis que le chauffage des serres et des locaux exige 342 TEP et le séchage de la canne de Provence 358 TEP. Si l'on ajoute 225 TEP électriques, c'est une consommation globale de 2 133 TEP qu'il faut satisfaire.

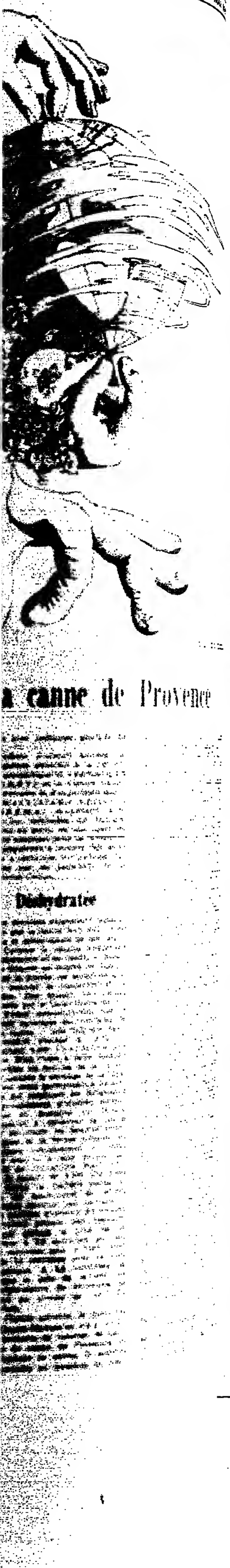
Elle le sera si l'on en croit les prévisions des techniciens du C.N.E.E.M.A. de Nîmes, qui assurent le suivi de l'opération. En effet, à raison de 7,62 TEP net par hectare, les 292 hectares de canne de Provence devraient fournir 2 225 TEP au total et les déchets de paille 208 TEP, soit au total 2 433 TEP. Non seulement l'autonomie du domaine est assurée, mais il sera possible de revendre l'énergie en surplus à E.D.F.

Pour le séchage, il est prévu de remplacer l'ancien brûleur à fuel lourd par un *ligno-brûleur fabriqué par la société Pillard*. Cet appareil sera alimenté par des copeaux, des feuilles de canne de Provence et par des brins de paille. La canne déjà sèche servira en hiver à sécher la canne humide fraîchement récoltée (décembre et mars) tandis qu'en été la paille viendra à son secours pour sécher la luzerne que l'on récolte en mai et septembre.

A plus long terme, un gazogène combiné à un turbo-alternateur assurera durant l'hiver le chauffage des serres et des locaux d'habitation et fournira durant l'été l'excédent de chaleur nécessaire au séchage. Il produira en outre toute l'électricité du domaine et restituera l'excédent à E.D.F. Le groupement d'intérêt économique a bénéficié dans cette opération de l'aide de l'Agence pour les économies d'énergie, qui accorde une subvention de 400 francs par tonne équivalent pétrole économisée, et de l'assistance technique du C.N.E.E.M.A. et de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique).

L'investissement « biomasse » est estimé à environ 3 millions de francs. Il devrait être amorti en trois ans. ■

هكذا من الأصل



Cinq émissions sur l'art vidéo aux Etats-Unis

La voiture qui pouvait voler

JEAN-PAUL FARGIER

QUAND vous regardez sur un téléviseur une pièce de théâtre, un opéra, un ballet, une émission sur un peintre ou même un film, il vous arrive peut-être de soupirer que si vous étiez au théâtre, à l'Opéra, dans un musée ou une galerie, ou même au cinéma du coin, l'œuvre que vous êtes en train de découvrir vous comblerait davantage, s'offrant à vous parée de plus de charmes. Frustration. Car ce que vous voyez, ce que l'on vous montre, n'est pas l'œuvre même : il lui manque son espace propre, celui pour lequel elle a été conçue ; il lui manque sa matière. Certes la petit écran vous en transmet une bonne part — il est des adaptations particulièrement réussies — mais cependant, à la limite, ce n'est plus elle, c'est autre chose. Entre l'œuvre et sa livraison chez vous, à domicile, quelque chose irrémédiablement s'est perdu.

Un seul art fait exception : lui, si la télévision — donc chez lui chez vous — c'est l'art vidéo. En le découvrant sur votre téléviseur, impossible de regretter un ailleurs idéal, un espace plus spécifique. C'est que l'art vidéo et la télévision ont la même matière, le même texture, le même support : l'image électronique, le tube cathodique.

Or paradoxalement, le seul art que la télévision n'inscrit jamais à son programme est l'art vidéo. Encore moins en produit-elle. C'est exactement comme si l'imprimerie (et tout ce qui s'ensuit : l'édition, les messageries, etc.) n'avait été inventée que pour multiplier les journaux, les cartes de visite ou les prospectus, mais pas les poèmes, les essais, les romans.

De bonne guerre, ce rejet ? Peut-être. Car l'art vidéo est né contre la télévision. De son dérèglement. L'art vidéo est né le jour où le Coréen Nam June-paik, musicien électro-acoustique, élève de Stockhausen et admirateur de John Cage, eut l'idée d'inverser une diode dans un téléviseur, perturbant ainsi le trajet des électrons dans le tube cathodique. Cela se passait en Allemagne, dans les années 1962-1963, et dans la mouvance de Fluxus, mouvement Néo-Dada qui s'ingéniait à radicaliser le critique des arts et de la vie quotidienne. En tripotouillant dans les circuits de l'image électronique, sans doute Nam June-paik ne cherchait-il qu'à porter un peu plus loin la dérision de l'objet téléviseur, que les artistes de Fluxus (et Vostell en particulier) avaient salement malmené, depuis le tin des années 50, dans diverses exhibitions (1). Mais ce faisant — il s'en aperçut vite — il venait de découvrir un nouveau continent d'images. Il avait mis le doigt sur des gisements ignorés de forces créatrices. « *Un jour les artistes travailleront avec des transistors, des résistances et des semi-conducteurs, comme ils travaillent aujourd'hui avec des pinceaux, des violons et des objets de rebut* », dit-il.

Avec Nam June-paik, le téléviseur — et plus seulement le téléviseur comme dans les « décollages » ou les « happenings » de Fluxus — entrait dans l'art moderne, l'image électronique cherchait sa place entre la peinture abstraite, la musique concrète, le cinéma expérimental, le ballet contemporain, la littérature d'avant-garde, etc., et ne tardait pas à le trouver. En quelques années, toutes les possibilités de produire des images non réalistes avec des caméras électroniques et une régie de télévision seront sollicitées, systématiquement explorées, combinées : balayage à vide, à rebours, déformations par électro-aimants, modulations des images par un signal son, feed-back (interaction à l'infini d'une image avec elle-même), usages pervers des figures autorisées par une régie (découpes, volets, fondu, négatif). Tout cela compose, à la fin des années 60, un éventail de principes formels d'une grande richesse.

Preuve par cinq

Bientôt, vers 1970, les premiers synthétiseurs-vidéo, inventés par les artistes eux-mêmes avec l'aide de génieux ingénieurs — Paik met au point le sien avec le japonais Shuya Abe — permettront de créer des images sans caméra, en jouant directement sur les diverses composantes du signal vidéo ; ils permettront aussi, bien sûr, de traiter à l'envie (formes, couleurs, durée) les images des caméras. Un peu plus tard, on saura brancher des ordinateurs sur le complexe magnétoscope-synthétiseur-régie et générer des images digitales.

Pas rancunière, la télévision. Du moins certaines chaînes à San-Francisco, New-York, Boston. Très vite, presque dès les premiers balbutiements, sans même attendre l'invention des synthétiseurs, elles manifestent leur intérêt pour les petits monstres de l'art vidéo, invitent ces artistes turbulents et « télé-clastes » à travailler dans leurs studios, avec les machines de leurs laboratoires.

C'est ainsi que Nam June-paik et cinq autres célèbres « provocateurs » (dont Otto Piene et Allan Kaprow) participent, en 1970, à une émission d'une demi-heure produite par Frad Barzyk pour la W.G.B.H. de Boston : *The medium is the medium* (titre ironique pour McLuhan, le grand théoricien de l'ère des mass-médias, qui d'ailleurs se voyait intégré là, de la part de Paik, à l'aide d'un électro-aimant, une sorte de « massage vidéo » délormant irrespectueusement son visage).

Cette commande obligera les artistes à un véritable bond en avant, sinon à un saut dans le vide. « *Quand on m'a demandé ce programme*, raconte Paik, *c'était comme si, après avoir appris à conduire une Volkswagen, on me demandait de piloter un Boeing 747. En le réalisant, je suis passé d'un coup du jardin d'enfants à l'université.* » C'est qu'il ne s'agissait plus alors, comme dans les galeries d'avant-garde, de produire une image, mais des centaines, des milliers, puis de les assembler. Selon leur logique, aussi extravagante soit-elle, selon leurs rythmes, aussi désaccordés et endiablés soient-ils. Bref, de tenir l'équivalent d'un discours.

Et pour un coup d'essai, ce fut un coup de maître : Paik mit le feu au Boston Symphony Orchestra. Electroniquement, s'entend.

Suivront, également commanditées par des télévisions, *Global Groove*, *A tribute to John Cage*, *Suite 212*, des œuvres somptueuses, drôles, intelligentes, quasiment géniales. Certains disent même : indépassables. « *Tous les Américains, voire même les Français*, déclare Dany Bloch, directrice de l'ARC du Musée d'art moderne de Paris, *lorsqu'ils ont eu accès à du matériel sophistiqué, n'ont fait en quelque sorte que copier la première bande de Paik*, Global Groove, qui fut *le point de départ de toute le vidéo aux Etats-Unis. C'était déjà la perfection. Par la suite, même Paik, avec des moyens de plus en plus perfectionnés, n'a jamais fait que se recopier lui-même.* »

Destin des œuvres fondatrices, génériques. Paik n'a pas fini, aujourd'hui encore, d'épuiser tous les prolongements de son œuvre maîtresse. Il a beau se répéter, chacun de ses nouveaux programmes ne manque jamais de nous ravir. De nous réveiller. Car il ne cesse de faire la démonstration — pour reprendre les termes de sa mégisphore — que ce que nous prenons pour une Volkswagen est en fait un Boeing qu'on empêche de décoller. Oui, la télévision est capable de voler. L'art vidéo en est la preuve.

Et cette preuve, le voici aujourd'hui enfin sous nos yeux. Preuve par cinq. Car ces images nouvelles, ces images qui volent, cinq fois — faites attention, consultez les horaires — cinq fois vont traverser le ciel de nos écrans. Ces images que l'on ne pouvait voir qu'au Musée d'art moderne ou au Centre culturel américain, les voici pour la première fois portées par une antenne française jusqu'aux confins de l'Hexagone. C'est un événement.

Certes, ce ne sont que des fragments, des extraits — et il est souhaitable qu'un jour une chaîne inscrive dans ses grilles la diffusion d'œuvres intégrales, une sorte de vidéo-club, — mais leur force est telle que le charme opère néanmoins. Et envoûtés nous pénétrons dans une nouvelle dimension de la télévision. Ce n'est pas une anthologie commentée, une visite de musées, mais une plongée dans les pratiques les plus matérielles où s'élaborent, les secrets de ces images magiques. On entre dans les ateliers, on voit les artistes au travail (certains ont refait, pour les caméras d'Antenne 2, quelques-unes de leurs anciennes expériences). On voit les machines, les outils, les trucs, les bricoles. Et l'on s'aperçoit alors à quel point cet art est manuel, tactile, artisanal. Boutons, manettes, cureurs, bagues, sensibles à la moindre impulsion du corps. Soudures-miracles, branchements aléatoires, calculs confus : l'arsenal du jeu.

Fin de l'art ?

Nam June-paik est le pape incontesté de l'art vidéo : une émission entière lui est consacrée, la plus séduisante sans doute de la série. Mais il n'y a pas que lui, il y a aussi John Sanborn, Kit Fitzgerald, Peter Campus, Ed Emshwiller, Shigeko, Kubota, Stephen Beck, John Witney, Lilian Schwartz, Skip Sweeney, Woody et Steina Vasulka, Bob Abel (les effets spécieux de *2001*, le film de Kubrick), d'autres encore, qui représentent une bonne part de l'histoire (déjà) et de l'actualité, de la vitalité de cet art si contemporain, si moderne. Cet art qui prétend même parfois périmer tous les autres. « *Si Joyce vivait aujourd'hui*, proclame Paik en pensant peut-être à lui-même, *il cuisinerait son* Finnegans Wake *en vidéo, tant sont vastes les possibilités manipulatoires et combinatoires des réseaux magnétiques d'informations.* » Art ultime ? Dernière station avant l'autoroute de la fin de l'art ?

Est-ce parce qu'elle redoute d'être périmée elle aussi par l'art vidéo que la télévision lui fait si peu de place ? N'en diffuse jamais (hormis cette exceptionnelle série de Catherine Ikam) ? N'en produit — même expérimentalement — que très peu ? N'offre pas aux artistes français (Belloir, Cohen, Kuntzel, Croisat, Yalter, etc.) d'accéder plus facilement et plus souvent aux machines, de pousser plus loin leurs recherches, de réaliser enfin des programmes ?

Enfin, dernière remarque : la partie reportage de ces cinq émissions a été tournée en 3/4 de pouce, format habituellement cantonné dans des retransmissions sportives. Résultats remarquables. Et cela aussi, d'une certaine façon, constitue une preuve. De légèreté possible. Une promesse supplémentaire d'envol. Car maintenant que nous savons que la télévision, fondamentalement, n'a rien d'une guimbarde, nous aimerions le voir voler plus souvent.

● « Les Visionnaires du Golden Gate », 25 mai à 22 h. 45 ; « Le monde de Nam June-paik », 1er juin 22 h. 25 ; « Ed Emshwiller, un vidéordinateurs », 5 juin à 22 h. ; « Les Enfants de Magritte », 8 juin à 22 h. 25 ; « Ed. Emshwiller, un vidéo portrait », 11 juin à 22 h. 55.

(1) C'est vers cette époque, en France, que Jean-Christophe Averty, qui sera le premier et longtemps le seul téléaste à faire quelque chose des trucages électroniques, se livre à de retentissantes profanations du fétiche-téléviseur (*les Raisins verts*), sans doute inspirées par Fluxus.

Portrait d'un distributeur

Légende américaine

MATHILDE LA BARDONNIE

IL a commencé par charger et décharger des bobines de films. C'est cela : à dix-huit ans, Michaël Solomon était à New York manutentionnaire pour la United Artists corporation. Aujourd'hui, la quarantaine à peine dépassée et l'air d'avoir vingt-huit ans tout juste, il est à la tête de sa propre compagnie de distribution (Telepictures Corporation). Il est en train de devenir aussi un producteur de télévision avec lequel les grosses compagnies — les Majors — ont à compter. Il se lance également dans la coproduction pour le cinéma.

Il était à Cannes en avril dernier pour le MIP-T.V. Le voilà à Cannes de nouveau, où il présente, par tous les bials du Festival international du film, quelques longs métrages de cinéma dont il assure la distribution. Il raconte sa propre histoire comme une aventure qui lui plaît bien. Il décrit, enthousiaste, l'essor de sa maison où les dix-huit employés permanents sont, pour posséder des parts dans l'affaire, intéressés aux bénéfices.

« *J'ai créé* ma *propre société* en *septembre 1978. J'avais tout juste 5 000 dollars. Et voilà, en janvier dernier*, un *an* et *quatre* mois *plus tard, nous sommes cotés* en *Bourse* à *Wall Street. Et*, de *ce fait, notre capital* a *encore augmenté* de *7 000 000* de *dollars.* »

Au départ tout de même, il a trouvé quelqu'un prêt à mettre de l'argent — 1,2 million de dollars — dans son entreprise naissante. Avec cela, il avait acheté un package (un paquet) de quatorze films et une mini-série de télévision, une seule, « The Sacketts », quatre heures de western avec Glenn Ford, qu'il avait payée très cher : la grosse mise, le risque. Le pari a été gagné : au MIP 1979, ce programme s'était très bien vendu. Au MIP 1979 aussi, il avait conclu des accords avec le Proche-Orient : Telepictures distribuerait depuis Beyrouth les produits d'autres firmes américaines. A Munich, à Sydney en Australie, à Tokyo, Telepictures aurait des partenaires. A Los Angeles, Telepictures vendrait des films pour les réseaux de télévision câblés, pour les compagnies d'aviation et les hôtels, les écoles, pour les télés à péage et les circuits vidéo. Et puis, surtout, Telepictures achèterait toute une masse de films à destination exclusive de l'Amérique latine.

Pour son compte

L'Amérique latine, pour les distributeurs, c'est le nouvel Eldorado. Evidemment, les pays pétroliers du Golfe ont plus de moyens, mais on ne peut leur vendre n'importe quoi pour des raisons de morale coranique. Il n'y a que les chaînes de télévision françaises pour solder leurs produits et pratiquer des dumpings impressionnants sur le marché sud-américain, dans le but très culturel d'« assurer la présence française à l'étranger » (sic), « en accord avec le ministère des affaires étrangères » (re-sic). Où l'on s'aperçoit que, décidément, nos chaînes nationales sont bien les antennes du gouvernement.

Non, lui, Michael Solomon, fait du « business » avec le Brésil, le Pérou et la Colombie... en gros, il vend du western. Il a d'ailleurs fait cela pendant près de vingt ans pour le compte de la United Artists, puis celui de la M.C.A. Au Panama d'abord, puis dans le Honduras, dans tous les pays où, en 1960, ne passaient que des films mexicains. Il arrivait dans les petites villes avec son catalogue sous le bras, et « un *P 38 dans la poche* ». Il était « agent » et circulait en autobus. Comme il vendait bien, on l'a chargé d'ouvrir un bureau à Lima, il devenait « manager », puis à Mexico, il devenait représentant exclusif de M.C.A. pour toute l'Amérique du Sud, puis à Rio et à Sao-Paulo : il était, à vingt-neuf ans, vice-président de la compagnie.

Alors, après dix ans à la tête des opérations internationales de celles-ci, à trente-neuf ans, il s'est dit qu'il allait jouer pour son compte. Il n'en revient pas tout à fait : « *Il n'y a qu'aux Etats-Unis que des choses pareilles arrivent* ». Il ajoute aussitôt qu'il travaille dur et que ceux qui l'ont suivi dans l'aventure font de même (ils ont aussi quitté des grosses boîtes). La devise : « *Faire tout ce qu'il faut pour aboutir à la meilleure vente* ». Et il précise : « *Rien de deuxième ordre* ». Ne distribuer, ne co-produire que la bonne qualité, c'est-à-dire savoir lire un scénario. Etre le premier dans certains « coups », comme tel documentaire sur les boat people du Vietnam ou encore cette série de N.B.C., « Golden Moment », où un athlète soviétique tombe amoureux d'une jeune Américaine pendant les Jeux olympiques (cette série de quatre heures a été prête juste un mois avant l'invasion de l'Afghanistan).

Avec « Mort d'une princesse », ce documentaire contre lequel les ministères des affaires étrangères, soucieux de garder de bons rapports avec l'Arabie Saoudite, mettent en garde les chaînes de télévision de leurs pays respectifs, Michaël Solomon savait bien qu'il ferait à sa maison une certaine publicité. Au fait, l'enquête sur l'exécution d'une femme adultère, qui a fait la bruit que l'on sait en Grande-Bretagne et qui, avant même d'être programmée, suscite des remous à Washington, fera-t-elle l'objet d'un prochain « Dossiers de l'écran » ?

les films de la semaine

Les notes de JACQUES SICLIER
★ A VOIR. ★★ GRAND FILM

Le Cottage enchanté

DE JOHN CROMWELL
Lundi 19 mai
TF 1, 14 h 25

★ *Un pianiste aveugle compose un poème symphonique pour raconter la légende d'un cottage « enchanté » de la Nouvelle-Angleterre et l'histoire d'un couple malheureux (il est défiguré, elle est laide) que l'amour transfigure. Ce n'est pas un film fantastique mais une comédie sentimentale sur l'illusion, et la « voyance » des êtres sensibles. Une œuvre imprégnée de poésie, de tendresse, délicatement traitée.*

La Nuit des espions

DE ROBERT HOSSEIN
Lundi 19 mai
A 2, 15 h 15

★ *Les surprises de l'espionnage et de l'amour dans un tête-à-tête Marina Vlady-Robert Hoesein, au rendez-vous ténébreux d'une cabane de Normandie en 1941. Quatre-vingt-dix minutes dans un seul décor pour découvrir — en même temps que les personnages — qui sont exactement ces deux êtres qui se méfient l'un de l'autre (quatre solutions possibles) tout en s'attirant mutuellement. Cet exercice de style sur un suspense plus mélodramatique que psychologique eut, en 1959, un certain succès critique.*

Cosa Nostra

DE TERENCE YOUNG
Lundi 19 mai
FR 3, 20 h 30

★ *D'après un document authentique : le témoignage de Joseph Valachi, homme de la Mafia qui livra au F.B.I., dans les années 60, les secrets de la « Cosa Nostra », le syndicat du crime. Conçu avant le* Parrain *(livre et film) mais réalisé après l'adaptation par Coppola du best-seller de Mario Puzo, ce thriller entrecoupé de retours en arrière, ne suscite aucune admiration à l'égard des « familles » criminelles et refuse les morceaux de bravoure du* Parrain.

Le Chat

DE PIERRE GRANIER-DEFERRE
Lundi 19 mai
TF 1, 20 h 35

★ *Un des romans de mœurs les plus noirs de Simenon, parfaitement transposé (décor social, atmosphère pesante, méthode narrative). Dans un pavillon de Courbevoie, cerné par les chantiers de construction, l'invasion des grands ensembles, Jean Gabin, sans coups de gueule ni éclats spectaculaires, Simone Signoret, pathétique et désespérée, vivent le drame d'une vieillesse à la dérive.*

Heidi

D'AKLAN DWAN
Mardi 20 mai
FR 3, 20 h 30

★ *Racontée, il y a plus de quarante ans, par un des grands spécialistes hollywoodiens du film d'aventures, l'histoire attendrissante de la petite héroïne du roman de Johanna Spyri, qui inspira, plus tard, Luigi Comencini (son film, lui, est resté inédit en France) et, récemment, un feuilleton de télévision. Rétro en diable : il n'y a plus au cinéma, d'enfants prodiges comme Shirley Temple.*

Le Juge et l'assassin

DE BERTRAND TAVERNIER
Mercredi 21 mai
FR 3, 20 h 30

★★ *Un ancien sergent au cerveau fêlé qui se dit « l'anarchiste de Dieu », qui viole et tue des bergers et des bergères (Michel Galabru révélé comme grand acteur dramatique), tombe dans les filets d'un juge de Privas, homme d'ordre et de pouvoir (Philippe Noiret, retors, inquiétant) qui gagne sa confiance pour lui arracher des aveux. Ce fait divers de la fin du dix-neuvième siècle est admirablement mis en situation dans la France des débuts de l'affaire Dreyfus. Mise en scène en Panavision large (hélas ! le petit écran...), beauté expressive des images de Pierre-William Glenn, interprétation puissante... c'est une œuvre de réalité historique, avec thèmes de réflexion humaniste sur la folie, la justice de classe et la peine de mort, meurtre légal.*

Hiroshima mon amour

D'ALAIN RESNAIS
Jeudi 22 mars
TF 1, 22 h 30

★★ *Hiroshima en 1957. Nevers sous l'occupation allemande. Un premier amour maudit et honteux, une liaison éphémère, la guerre refoulée par l'oubli, la guerre présente dans la ville japonaise qui connut la catastrophe atomique. Le présent qui fait resurgir la mémoire du passé se confond avec lui : « Tu n'as rien vu à Hiroshima — « Tu me tues, tu me fais du bien », phrases incantatoires sur les images mentales d'Emmanuelle Riva, hantée, douloureuse, admirable. Ecrit par Marguerite Duras, réalisé par Alain Resnais en parfaite osmose cinématographique avec son travail littéraire, ce film qui fut, par son écriture moderne, la véritable « révolution » de la Nouvelle Vague, n'a jamais été présenté à la télévision. On le loge avec désinvolture dans la case des films d'érotisme et de violence réservée aux adultes couche-tard. Appel à la paix et au respect de tous les hommes, extraordinaire tentative (réussie) de filmer la pensée, la conscience, Hiroshima mon amour est une des plus grandes œuvres du cinéma mondial contemporain.*

Le Sang d'un poète

DE JEAN COCTEAU
Vendredi 23 mai
FR 3, 23 h 05

★ *Premier essai cinématographique de Cocteau, grâce au mécénat du vicomte de Noailles, qui permit également à Bunuel de réaliser l'Age d'or à la même époque. Rien à voir, encore que la confusion ait été parfois entretenue, avec la révolte et la subversion surréalistes. Dans des effets d'images bien artificiels aujourd'hui, Cocteau a fait passer, par un voyage « de l'autre côté du miroir », ses obsessions secrètes et sa mythologie narcissique.*

Mélodie en sous-sol

D'HENRI VERNEUIL
Dimanche 25 mai
TF 1, 20 h 35

Un casse au casino de Cannes, d'après un roman Série noire de John Trinian adapté par Albert Simonin. Dialogues de Michel Audiard (piétinant dans la vulgarité), savoir-faire technique de Verneuil, Gabin en vieux truand coriace, Alain Delon en jeune voyou. Quatrième diffusion depuis 1973. Inutile de demander pourquoi : cela fait toujours le plein d'audience.

Gabriel over the White House

DE GREGORY LA CAVA
Dimanche 25 mai
FR 3, 22 h 40

★ *Voilà un inédit qui réserve bien des surprises. On croirait une fable sociale à la Capra : élu président des Etats-Unis, un certain Judson Hammond (joué par Walter Huston, le père de John Huston), qui n'a pas envie de s'attaquer aux problèmes de l'heure, devient, par l'intervention de l'ange Gabriel, un homme d'Etat qui s'occupe en priorité de la crise économique, du chômage, du gangstérisme, et règle les relations internationales. C'était indiquer, en 1933, à Franklin D. Roosevelt, au début de son mandat, ce qu'on attendait de lui.*

A VOIR

Les aventuriers de la Gironde

DOCUMENT OE CREATION : LES MARINS-PECHEURS

Lundi 19 mai
A 2, 21 h 40

« Lou mar de Bourdeu », disait-on au Moyen Age. On parlait alors de la mer de Bordeaux parce qu'ici la Gironde, au bout de sa course, se déploie sur mille kilomètres carrés avant de se fondre définitivement dans l'Océan. Tout au long de ses rives vaseuses, vivent discrètement quelque trois cents familles, marins-pêcheurs, s'égrenant, avec les leurs, au fond de petits ports inconnus, abrités, cachés plutôt, sous d'immenses ramages de roseaux.

La cemère de Jean-Marc Soyez nous fait découvrir ces hommes d'une autre époque, leurs usages, leur vie. Seuls sur leurs yoles, ils partent chercher le subsistance de leurs proches. Toujours seuls ; seuls à pêcher, seuls à défier les profondeurs du fleuve, à lui arracher les richesses qu'il abrite. Car ici on pêche du poisson de luxe, entre autres, si le chance est là, le « créa », l'esturgeon et son ventre de caviar. Somptueuse récompense tant elle est rare, pour ces eventuriers de la Gironde.

Vampires et monsires

POUR LES JEUNES : LES ANIMAUX ET LE CINEMA FANTASTIQUE

Mardi 20 mai
FR 3, 18 h 30

Depuis le sempiternel King Kong, la bestiaire propre au cinéma fantastique s'est considérablement enrichi. L'animalité et, concrètement, les animaux ont trouvé une place de choix dans le catalogue des thèmes que ce genre méconnu feuillette régulièrement à la grande joie des « fans », et cela malgré l'incompréhension du reste du public. Quoi de plus normal au sein d'un cinéma qui nous montre le rejet aveugle de l' « autre » ?

L'autre, ce sera l'animal incompris que l'absence de chaleur humaine pousse à la violence : le loup-garou, le « bête » que Cocteau a immortalisée, le singe géant ou le yéti. Mais aussi l'animal complice qui aide l'homme discrètement : on pense aux productions Disney, à Elliott le dragon, rares spécimens d'animaux sympathiques. Car dans cet univers où se côtoient créatures réelles et monstres imaginaires l'hostilité pure et simple triomphe souvent : dinosaures venant par exemple dévaster nos plus beaux monuments (« Gorgo »). Dès que ces petites bêtes se rassemblent, il n'y a plus rien à faire, surtout lorsque des radiations les ont quelque peu transformées : rats de « Soudain les monstres ! », araignées, vers géants, chauves-souris vampires, bref tout ce qui est répugnant et de surcroît méchant.

Pour une fois que le fantastique a droit de cité à la télévision, espérons que l'émission, loin d'être exhaustive, fera la part des choses. Entre les créations de passionnés tels que Willis O'Brien ou Roy Harryhausen et les sinistres bandes aujourd'hui trop nombreuses, il y eut précipice. Le fantastique peut aussi être intelligent.

Un humour chatouilleux

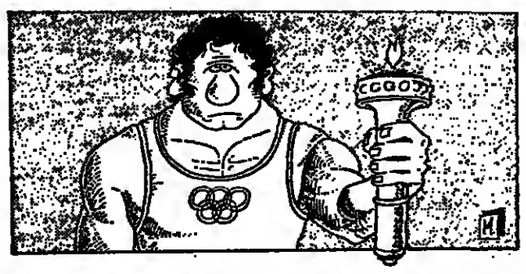
DRAMATIQUE : UNE PUCE DANS LA FOURRURE

Mardi 20 mai
TF 1, 20 h 30

La petite annonce promettait à l'étudiant un palace de poche, la réalité lui offre quatre murs et une liste d'interdictions. Dès lors le nouveau locataire fera des pieds et des mains pour s'installer petit à petit dans l'appartement de sa propriétaire comme une puce dans la fourrure. Déjà, il obtient une place dans le réfrigérateur pour ses canettes de bière...

Une dramatique de Jean-Pierre Prévost d'un humour spécial et chatouilleux, interprétée par Thierry Lhermitte, Danièle Darrieux et Catherine Rétoré.

Le rénovateur des Olympiades



LES DOSSIERS DE L'ECRAN : PIERRE OE COUBERTIN

Mardi 20 mai
A 2, 20 h 40

Qui a écrit une histoire universelle en quatre volumes et d'innombrables brochures, notices et études ayant trait à la politique, la sociologie, l'instruction générale, la réforme de l'éducation, l'enseignement des sports ? Quel est l'auteur de quelque soixante mille pages, qui avait la prunelle gaillarde et le moustache calamistrée ? Un hobereau normand dont les origines remontaient à Guillaume le Conquérant, Pierre de Fredi... baron de Coubertin.

Eh oui ! le rénovateur des Jeux olympiques de l'ère moderne était avant toute chose un auteur prolixe, passionné par les problèmes d'éducation au point d'en avoir méprisé les carrières politiques et militaires qui semblaient tout naturellement lui être promises. Ses idées, qui s'inspiraient des pratiques anglo-saxonnes ont fait scandale en France et n'ont guère été mises en pratique.

Pour beaucoup, il ne reste donc de l'œuvre de ce pédagogue méconnu que les Jeux olympiques à leur tour menacés tout à la fois par le crise internationale actuelle et par l'hypertrophie du mouvement olympique. A vrai dire, Pierre de Coubertin n'en serait que modérément surpris : au fil des Olympiades, il sentait que l'esprit des jeux qu'il avait voulus sportifs et culturels se dénaturait. Aussi n'avait-il pas hésité à prédire que les Jeux olympiques pourraient mourir à nouveau.

Ces temps sont-ils arrivés ? Quatre jours avant que ne soit connue la liste des comités olympiques nationaux ayant répondu à l'invitation de Moscou en dépit de l'appel au boycottage du président Carter lancé après l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, il sera intéressant d'en débattre après avoir regardé le portrait de Pierre de Coubertin traité par Antoine Blondin et Pierre Chany.

A. G.

Lundi 19 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 13 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui :
Variétés ; 14 h. 5, Plongées en Méditerranée (émission du C.N.D.P.).
14 h 25 Cinéma : « le Cottage enchanté ».
Film américain de J. Cromwell (1945), avec D. Mac Guire, R. Young, H. Marshall, M. Natwick, S. Byington. (N.)
Un homme défiguré à la guerre et une jeune fille laide et disgraciée se voient mutuellement beaux et séduisants, à vivre ensemble dans un cottage de la Nouvelle-Angleterre qui passe pour enchanté.
15 h. 50, Les rendez-vous de Mireille ; 16 h. 20, La vie à trois âges : Une Parisienne pas comme les autres ; 17 h. 20, Rendez-vous au club ; 17 h. 45, A votre service ; Les aides juridiques.
18 h TF 4.
18 h 30 L'Ile aux enfants.
18 h 55 Les inconnus.
18 h 10 Une minute pour les femmes.
Les locations d'été.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40.
Journal d'un printemps tragique (Pourquoi Pétain ? Pourquoi Weygand ?).
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « le Chat ».
Film français de P. Granier-Defarre (1970), avec J. Gabin, S. Signoret, A. Cordy, J. Bispal, N. Desailly, Harry-Max. (Rediffusion.)
Dans un pavillon de banlieue qui doit être démoli, un homme et une femme, mariés depuis vingt-cinq ans, vivent côte à côte, liés par l'habitude. La haine s'installe entre eux lorsque la femme tue un chat recueilli par son compagnon.
21 h 45 Sports : Tennis.
En direct de Londres : Le match du bonheur, à Battersea Park.
23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : le Secret des Valincourt.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui, madame.
De la parole à l'action.
15 h 15 Cinéma : « la Nuit des espions ».
Film français de R. Hossein (1959). Avec M. Vlady, R. Hossein, R. Le Béal, R. Crouzet, C. Harari, M. Etcheverry. (N.)
En 1941, une espionne allemande opérant en Angleterre rencontre, dans une cabane isolée de la campagne normande, un officier allemand. Mais l'Intelligence Service est intervenu. Qui sont, réellement, cette femme et cet homme ?
16 h 50 Libre parcours.
La sculpture : Henry Moore.
17 h 20 Fenêtre sur... Café théâtre story.
Les Bronzés au théâtre.
17 h 50 Récré A 2.
Les Bubbles ; Mia-Mia-O ; Le livre de la semaine ; Albator.
19 h 30 C'est la vie.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Carnet sur table.
Avec MM. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., André Bergeron, secrétaire général de F.O. et Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T.
21 h 40 Document : Des hommes.
Les marins pêcheurs.
(Lire notre sélection.)
22 h 15 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo Jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Association des écrivains de langue française.
19 h 10 Journal.
18 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : La nation sans le roi.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « Cosa Nostra ».
Film italien de T. Young (1972), avec C. Bronson, L. Ventura, J. Ireland, W. Chiari, J. Wiseman, G. O'Loughlin, A. Wassari.
Au début des années 60, un gangster américain, détenu à la prison d'Atlanta, et menacé de mort par la Mafia, consent à révéler au F.B.I. les secrets de l'organisation.
22 h 30 Journal.

Mardi 20 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
Etre à la une ; 14 h. 5, Les rapaces (émission du C.N.D.P.) ; 14 h. 25, Variétés (et à 15 h. 30, 17 h. 30, 17 h. 55) ; 14 h. 30, Série : Mariages ; 15 h. 35, Regard des femmes sur la santé : Le rein artificiel à domicile ; 16 h. 30, Chant et contre-chant ; 16 h. 50, Mardi-guide ; 17 h. 10 Livres-service ; 17 h. 30, Cuisine : Sardines farcies ; 17 h. 45, Vie pratique.
18 h TF 4.
18 h 30 L'Ile aux enfants.
18 h 55 Les inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Spécial parents.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40.
Journal d'un printemps tragique (les Allemands arrivent à la mer).
20 h Journal.
20 h 35 Caméra une, première : Une puce dans la fourrure.
Réalisation J.-P. Prévost, avec D. Darrieux, C. Rétoré, T. Lhermitte.
(Lire notre sélection.)
21 h 30 La roue de la vie.
Ils sont beaux, ils ont la jeunesse.
A Paris, à Lille, à San-Francisco, en Côte-d'Ivoire... les nouveaux adolescents libérés ont les mêmes problèmes, se posent et posent à leurs parents les mêmes questions. Série de portraits pour une enquête.
22 h 25 Une approche d'Alain Resnais.
Révolutionnaire discret.
D' « Hiroshima mon amour » à « Providences », le style Resnais. Témoignages de Jean Cayrol, Jorge Semprun, Alain Robbe-Grillet, Jacques Sternberg.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : le Secret des Valincourt.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui, madame.
Vers quels lendemains ?
15 h 15 Série : : Le Justicier.
La terreur du ciel.
16 h 10 Sports : Cyclisme.
Tour d'Italie.
17 h 20 Fenêtre sur... Point 3000.
La génétique des arbres.
17 h 50 Récré A 2.
Papivole ; Les Bubbles ; Discopuce ; Les Quat'z'amis ; Mes mains ont la parole.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Pierre de Coubertin.
(Lire notre sélection.)
22 h Débat : La flamme olympique va-t-elle s'éteindre ?
Avec MM. V. Popov, vice-président du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Moscou ; P. Abada, athlète français ; Mmes M. Berlioux, membre du Comité international olympique ; B. Dumont, vice-président du Comité olympique français ; M. N. Nissiotis, vice-président du Comité olympique grec.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps : en direct de Cannes, les animaux et le cinéma fantastique.
(Lire notre sélection.)
18 h 55 Tribune libre.
S.O.S. environnement.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Blancs et Bleus.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « Heidi ».
Film américain d'A. Dwan (1937), avec S. Temple, J. Herholt, A. Treacher, H. Westley, P. Moore, T. Beck. (N.)
Une petite fille, orpheline, se fait aimer de son grand-père qui vit en ours dans les montagnes du Tyrol et, placée dans une famille bourgeoise de Francfort, rend la santé à une jeune infirme.
21 h 55 Journal.

Mercredi 21 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les visiteurs du mercredi.
De O. Izard.
Avec les marionnettes Sibor et Bora : Heidi ; 14 h. 5, Scoubidou ; 14 h. 30 Interdit aux plus de dix ans ; 15 h., Prince noir ; 15 h. 20, Spécial 10-15 ans ; 15 h. 25, La petite science ; 16 h. 20, La parade des dessins animés ; 16 h. 45, Les infos ; 17 h., Rintintin ; 17 h. 25, Studio 3.
18 h 10 Auto-mag.
18 h 30 L'Ile aux enfants.
18 h 55 Les inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Un enfant de plus à la maison.
18 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 1940.
Journal d'un printemps tragique (Weygand : une tentative désespérée).
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : L'été indien.
Réalisation J. Delannoy, adaptation S. Ganzl, avec B. Fossey, P. Vernier, F. David, B. Agenin.
Brigitte Fossey joue Françoise, cette femme séparée de son mari et à laquelle celui-ci, onze ans après leur mariage veut faire croire que tout peut recommencer.
22 h 35 La rage de lire.
Magazine de G. Suffert. Les femmes savantes. Avec Mmes H. Suyin *(la Moisson du phénix)*, C. Malraux *(Rahel, ma grande sœur)*, D. Desanti, C. Herrmann.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : le Secret des Valincourt.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui, madame.
Vingt ans hier et aujourd'hui.
15 h 15 Série : Au cœur du temps.
Pearl Harbour.
16 h 10 Récré A 2.
Rébus ; Wattoo-wattoo ; Marabout'ficelle ; La panthère rose ; Anagrammes ; Popeye ; Zeitron ; La soif de l'an 2000 ; Sport ; Albator.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Chefs-d'œuvre des musées nationaux.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Collaro show.
21 h 40 Magazine sportif : Grand stade.
22 h 40 Histoires courtes.
Carole ; La champignonne.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

Mercredi 21 mai 8x
18 h Travail manuel.
Le cordonnier ; Les métiers de l'agro-alimentaire.
18 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc : Jeu ; Les moteurs jouets ; Le moteur à sable.
18 h 55 Tribune libre.
Centre international de formation européenne.
19 h 10 Journal.
18 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Fin de la Convention.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (un film, un auteur) : « le Jugo et l'assassin ».
Film français de B. Tavernier (1975), avec P. Noiret, M. Galabru, I. Huppert, J.-C. Brialy, R. Faure, C. Vassort, Y. Robert, J.-R. Caussimon.
A la fin du siècle dernier, un juge intelligent et implacable s'acharne à confondre, pour l'envoyer à la guillotine, un vagabond d'l'esprit égaré qui a commis douze meurtres en Ardèche.
22 h 30 Journal.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 19 MAI

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Sam et Sally ; 21 h., *C'est toujours oui quand elles disent non*, film de N. Panama.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : L'homme de l'Atlantide ; 21 h. 5, *la Salamandre d'or*, film de M. Trégamey.
- TELEVISION BELGE : 20 h., *le Bon et les Méchants*, film de Cl. Lelouch, suivi d'un entretien avec J. Villeret ; 23 h., *France tour détour, deux enfants*, de J.-L. Godard. — *Télé 2* : 20 h. 25, Portrait wallon : Villers-le-Temple, suivi de : A chacun sa musique.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, Les origines de la Mafia ; 21 h., Au-delà de l'histoire ; 21 h. 55, Rose d'or de Montreux.

MARDI 20 MAI

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : L'homme qui valait 3 milliards ; 21 h., *Kakemono Hôtel*, film de F. Appraderis.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Les Robinson suisses ; 21 h. 5, *les Voyages de Gulliver*, film de D. Fielaber.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Cycle Alain Delon : *l'Homme pressé*, d'Z. Molinaro ; 21 h. 25, Rémentaire, mon cher Einstein. — *Télé 2* : 19 h. 55, The Muppets Show ; 21 h. 30, Le monde du cinéma ; 22 h. 20, Actualité de Flandre.
- TELEVISION SUISSE : 20 h. 10, Tell quel, émission d'information ; Une télévision suisse dans l'espace ? ; 21 h., *la Dernière Séance*, film de P. Bogdanovitch ; 23 h. 5, Football.

MERCREDI 21 MAI

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hit-parade ; 21 h., *l'Apache*, film de W.A. Graham.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Les éclaireurs du ciel ; 21 h. 5, *la Carrière d'une femme de chambre*, film de D. Risi.
- TELEVISION BELGE : 20 h., Feuilleton : La conquête du ciel ; 21 h. 5, Eurovision en direct d'Antibes : Jeux sans frontières 1980. — *Télé 2* : 19 h. 55, Football : Coupe U.E.F.A. (Eurovision en direct) ; 22 h. 20, Arte-Hebdo.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, Jeux sans frontières, en direct d'Antibes ; 21 h. 30, La vie à vif : Joseph et Marie.

JEUDI 22 MAI

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Starsky et Hutch ; 21 h., *Sous le ciel bleu d'Hawaï*, film de N. Taurog.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Drôles de dames ; 21 h. 5, *Le Gorille a mordu l'archevêque*, film de M. Labro.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 15, *l'Attentat*, film d'Y. Boisset ; 22 h. 15, Le carrousel aux images. — *Télé 2* : 18 h. 55, Risquons tout (jeu) ; 20 h. 45, Printemps à Vienne (en Eurovision) ; 22 h. 20, Cours d'anglais.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, Temps présent : Modestement suisses ; 21 h. 10, Série : Winnetou ; 22 h. 5, L'antenne est à vous : le groupe d'information Vennes.

VENDREDI 23 MAI

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Sauve qui peut ; 21 h., *la Fiancée du Vampire*, film de D. Curtis.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Histoire du chevalier des Grieux et de Manon Lescaut ; 21 h. 5, *la Chevauchée des Bannis*, film d'A. Toth.
- TELEVISION SUISSE : 19 h. 55, A suivre ; 21 h. 10, *Ma sœur est du tonnerre*, film de P. Quine. — *Télé 2* : 21 h., *Jean sans Terre*, film de G. Grangier ; 22 h. 20, Inter-Wallonie.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, *la Mémoire inutile*, film de R. Barat ; 21 h. 10, Récital : ensemble Syrinx (Rossini, Donizetti, Bassi, Ponchielli) ; 21 h. 50, *Retournez les fusils*, émission sur le dernier ouvrage de J. Ziegler.

SAMEDI 24 MAI

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., *la Dernière Enquête*, film de D. Lowell Rich ; 21 h. 45, Ciné-sélection ; 22 h. 15, *The Boy Friend*, film de K. Russel.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Kung-Fu ; 21 h. 5, *la Part des lions*, film de G. Lariaga.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, *Le jardin extraordinaire* ; 20 h. 25, *Acapulco, madame !*, pièce d'Y. Jamiaque enregistrée en public au Théâtre Royal du Parc, réal. TV L. Verlant.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30, Série : Mon ami Gaylord ; 21 h. 25, Gilbert Bécaud : gala de clôture de la vingtième Rose d'or de Montreux 1980.

DIMANCHE 25 MAI

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : La petite maison dans la prairie ; 21 h., *la Loi du Seigneur*, film de W. Wyler.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : La grande vallée ; 21 h. 10, *Une femme sous influence*, film de J. Cassavetes.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 35, Les feux de la rampe ; 21 h. 30, *le Soleil des loups*, téléfilm d'après F. Linarès.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 18 h. 45, *les Assassins de l'ordre*, film de M. Carné ; 21 h. 20, Chefs-d'œuvre de la littérature de toujours ; 21 h. 10, Vêpérales.

هكذا من الأصل

Jeudi 22 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Emissions régionales.
13 h 50 Objectif santé.
Le virus de la poliomyélite.
14 h Les vingt-quatre jeudis.
Emission du C.N.D.P.
Spécial travaux d'élèves : 14 h. 30, A la découverte de la limace ; 14 h. 55, Comment peut-on être parents ? ; 15 h. 7, Venise ou le monde moderne ; 15 h. 35, Les grands mammifères et la chasse en forêt de Rambouillet ; 16 h., La mémoire ; 17 h., Une addition différente : La soustraction ; 17 h. 45, Information sur le travail autonome.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 Mai-juin 40.
Journal d'un printemps tragique (L'Angleterre refuse son aviation).
18 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
18 h 45 Formations politiques.
Le parti communiste.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Kick.
Raoul, la moto, les jeunes et les autres. Réalisation de M. Simenon, avec R. Dandry, M. Chevit, C. Le Prince...
21 h 30 L'événement.
Emission d'Henri Marque et Julien Besançon.
22 h 25 Journal.
22 h 30 Cinéma : « Hiroshima mon amour ».
Film français d'A. Resnais (1959), avec E. Riva, E. Okada, B. Fresson, S. Dassas, P. Barbaud. (N.)
Une Française, venue à Hiroshima tourner un film sur la bombe atomique, a une brève liaison avec un Japonais. Il ramène en elle le souvenir de son amour de jeunesse pour un soldat allemand d'occupation et lui fait prendre conscience de la tragédie dont le Japon fut victime.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : le Secret des Vaincourt.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
15 h 15 Série : Le justicier.
16 h L'invité du jeudi : Le professeur Marian Apfelbaum.
17 h 20 Sports : Cyclisme.
Tour d'Italie.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal
20 h 35 Cinéma : « l'Homme à la Buick ».
Film français de G. Grangier (1967), avec Fernandel, D. Darrieux, J.-P. Marielle, G. Descrières, B. Dhéran, M. Lonsdale. (Rediffusion.)
Un chef de triands, intitulé à Bonfleur, sous la personnalité d'un bourgeois riche et respectable, voit sa tranquillité compromise par une jolie veuve, elle aussi à double face.
22 h 10 Courte échelle pour grand écran.
En direct de Cannes.
23 h Magazine : Première.
Lynn Harrel (violoncelle) interprète des œuvres de Fauré, Bach, Bloch, Davidov, Dinicu-Heifetz.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

16 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Le Centre national des indépendants et paysans (C.N.I.P.).
18 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma (cycle John Wayne) : « les Cow-boys ».
Film américain de M. Rydell (1972), avec J. Wayne, R. Lee Browne, B. Dern, C. Dewhurst, S. Pickens, L. Chapman. (Rediffusion.)
Ses cow-boys l'ayant quitté pour participer à la ruée vers l'or ; un éleveur de bétail engage un groupe d'enfants et d'adolescents qui vont l'aider à convoyer son troupeau, et dont il fait l'éducation virile.
22 h 35 Journal.

Vendredi 23 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Spécial Festival de Cannes.
Palmarès.
13 h Journal.
13 h 35 Emission régionale.
14 h 5 L'art de la Belle Epoque.
Emission du C.N.D.P.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 Les inconnus.
18 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
18 h 45 Mai-juin 40.
Journal d'un printemps tragique (Discorde entre les Alliés).
20 h Journal.
20 h 30 Au théâtre ce soir : « Beaufils et fils ».
De R. Praxy, mise en scène de C. Duroc. Réalisation P. Sabbagh, avec B. Godillot, G. Beller, F. Lax, P. Mazzotti...
Le matin de son mariage, l'ingénieur Roland sauve une jeune amnésique de la noyade. Une suite de quiproquos s'ensuit.
22 h 10 En direct de Cannes.
Gala de clôture du Festival.
23 h Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : le Secret des Vaincourt.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui, madame.
15 h 15 Série : Le justicier.
16 h Quatre saisons.
La Hollande.
17 h *La télévision des téléspectateurs.*
17 h 20 Fenêtre sur... Ceylan.
Un thé très amer.
17 h 50 Récré A 2.
17 h 55 Sports : Football.
France-U.R.S.S., en direct de Moscou.
18 h 45 *C'est la vie.*
18 h Sports : Football.
France-U.R.S.S. (deuxième mi-temps).
18 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Sam et Sally.
La malle.
21 h 35 Apostrophes.
L'Afrique noire racontée par des romanciers. Avec MM. A. Brink *(Une saison blanche et sèche)* ; J. Cau *(la Conquête de Zanzibar)* ; T. Monenembo *(les Crapauds-brousse)* ; W. Sassine *(Jeune homme de sable)* et Mme F. Constant *(Ouragans)*.
22 h 55 Journal.
23 h 5 Ciné-club (cycle Cocteau) : « le Sang d'un poète ».
Film français de Jean Cocteau (1930), avec R. Rivero, L. Miller, P. Carton, P. Benga, J. Desbordes. (N. Rediffusion.)
Un poète, qui veut ouvrir les portes interdites de la vie et de la mort, passe à travers un miroir et découvre un étrange univers.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Douze pour l'aventure : Le raid moto Caracas-Rio ; Des livres pour nous : Chaplin.
18 h 55 Tribune libre.
La C.G.T. (Confédération générale du travail).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 V 3 - Le nouveau vendredi : *Trafic du sang* : l'or rouge.
Une émission de J.-M. Cavada et M. Thoulouse ; Réal. : R. Delourme.
(Lire notre sélection.)
21 h 30 Dramatique : So long, rêveuse.
(Lire notre sélection.)
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassa.

Samedi 24 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 Emissions régionales.
12 h 30 Cultivons notre jardin.
12 h 45 Jeune pratique.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi.
Chapeau melon et bottes de cuir : 14 h. 45, *Un* nom en or (et à 15 h. 40, 17 h. 25, 17 h. 50) ; 14 h. 50, Plume d'élan : 14 h. 55, Découvertes TF 1 ; 15 h. 10, Maya l'abeille ; 15 h. 35, Avec des idées, que savez-vous faire ? ; 15 h. 45, Les années d'illusion ; 15 h. 45, Temps X ; 17 h. 30, Holmes et Yoyo.
18 h Trente millions d'amis.
18 h 35 Magazine auto-moto.
18 h 55 Les inconnus.
19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40.
Journal d'un printemps tragique (Tout est perdu en Belgique).
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Numéro un.
Annie Cordy.
21 h 30 Série : Ike.
Une idylle naît entre Ike, général en chef américain nommé à Londres en 1941, et une jeune auxiliaire de l'armée britannique.
22 h 30 Télé-foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.
12 h La vérité est au fond de la marmite.
12 h 30 Samedi et demi.
13 h 35 Monsieur cinéma.
14 h 25 Les jeux du stade.
17 h 20 Les moins d'vingt et les autres.
18 h 10 Chorus.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Télé-film : « la Grande Chasse ».
De J. Sagols et J. Douyau, avec M. Galabru, M. Albertini, F. Dougnac.
A Floirac, avant la Révolution, un jeune aristocrate tourmenté se moque des superstitions populaires. Mais les faits étranges se succèdent. On en appelle à l'exorciste.
22 h 25 Variétés : Direct.
Les Wings autour du monde.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Un regard s'arrête : Email, or et argent ; Raconte quand tu étais petite : Les vendanges.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Retransmission lyrique : « la Grande Duchesse de Gerolstein ».
(Lire notre sélection.)
22 h 25 Journal.
22 h 45 Ciné-regards.
Journal impressionniste du Festival de Cannes.

Dimanche 25 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
En direct du temple de la Fondation John Bost, à La Force (Dordogne).
11 h Le jour du Seigneur.
Messe de la Pentecôte, en l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire (Loiret).
Prédicateur : Père A. Quilici.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h. 30 C'est pas sérieux.
14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.
De Michel Drucker, en direct de Cannes.
15 h 30 Sports première.
16 h Dramatique : Le coup monté.
De J. Cosmos. (Rediffusion.)
18 h 25 Les animaux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « Mélodie en sous-sol ».
Film français de H. Verneuil (1962), avec J. Gabin, A. Delon, V. Romance, C. Marlier, M. Biraud, C. Cerval, J.-L. de Villalonga, G. Montero. (N. Rediffusion.)
Un vieux truand, sorti de prison, prépare le cambriolage du casino de Cannes, avec un jeune voyou qui en est à sa première grande affaire.
22 h 15 Théâtre musical contemporain : « L'Antichambre ».
De J. Komives, réalisation M. Rabinovsky.
Un homme, à qui l'on a demandé de patienter et que l'on semble avoir oublié dans l'antichambre, s'impatiente et songe, seulement distrait par le tic-tac d'une horloge et les allées et venues d'une énigmatique soubrette. Une pièce créée l'année passée à l'Espace Cardin.
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h Emissions pédagogiques.
12 h 15 Il était un musicien.
Monsieur Stravinski.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Colorado.
Le vent de la mort.
14 h 55 Jeu : des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h 45 *Des animaux et des hommes.*
16 h 40 Série : Un juge, un flic.
Parce que.
17 h 45 Mejax : Passe-passe.
18 h 15 Dessine-moi un mouton.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Hunter.
Le disparu.
21 h 25 Document : Un homme... un château.
Pierrefonds.
21 h 50 Magazine : Voir.
22 h 40 Documentaire : Vidéo U.S.A.
Les visionnaires de Golden Gate.
(Lire notre article, page IX.)
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Emissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés.
Images d'Algérie.
10 h 30 Mosaïque.
Emission préparée par T. Fares et J.-L. Ormbona. Reportage : La sidérurgie (Usinor-Dunkerque) ; Variétés : N. Pereira (Brésil), Las Sevillanos (Espagne), F. Oujdi (Algérie), Marieke-en-Bart (Flandres françaises), Nass el Jonad (Maroc).
16 h 40 Prélude à l'après-midi.
« Tableaux d'une exposition », de Moussorgsky. Piano : M. Beroff ; Orchestre de Philadelphie, dir. : E. Ormandy.
17 h 40 Jeu : Tous contre trois.
18 h 40 Documentaire : le continent de glace.
18 h 30 Documentaire : « la Pieuvre ».
Un film de J. Fouche-Creteau. *« Ancre d'or »*, au sixième Festival international du film maritime et d'exploration.
18 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Dessin animé : l'Ister Magoo.
20 h 30 Villes au trésor : Rouen.
De la place Saint-Sauveur, où fut brûlée Jeanne d'Arc, au musée des Beaux-Arts en passant par l'église Saint-Maclou. Encore une bien belle ville française.
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : L'arbre de vie.
En direct du Lincoln Center à New-York, Frédéric Rossif présente des images du Canada.
22 h 40 Cinéma de minuit (cycle l'Amérique et son président) : « Gabriel Over the White House ».
Film américain de G. La Cava (1933), avec W. Huston, E. Morley, F. Tone, A. Byron, D. Moore, C.H. Gordon, D. Landau, S. Hinds. (v.o. sous-titrée. N.)
Sauvé d'un accident par l'intervention miraculeuse d'un ange, l'homme qui venait d'être élu président des Etats-Unis et semblait peu fait pour son rôle se révèle un grand homme d'Etat.

A VOIR

L'or rouge

MAGAZINE V 3 : TRAFIC DU SANG
Vendredi 23 mai
FR 3, 20 h 30

Le commerce du sang, au Brésil, est en passe de devenir plus intéressant que celui de l'or ou du pétrole. Le train du sang, celui qui part de la Baixada-Fluminence, banlieue nord de Rio et qui conduit à la capitale en apporte une première preuve. Renaud Delourme nous invite à *ce voyage : 40 kilomètres.* A chaque station, l'affiche prometteuse d'une banque du sang appâte celui qui n'a plus rien en poche... Ce sera le premier volet de cette enquête. On suivra José, l'un des habitants de la Baixada, immense « favela » où s'entassent quelque sept cent mille personnes. José a vingt-cinq ans. Il vend régulièrement son sang dans trois banques de produits sanguins implantées là. Il touche 150 cruzeros (environ 15 francs) pour un demi-litre de son sang, le prix de cinq paquets de cigarettes ou de quelques tickets de train. Au Brésil, explique le réalisateur, il y a ainsi des dizaines de milliers de José, les plus pauvres, les malades qui monnaient leur sang dans les neuf cents banques commerciales que compte le pays.

Des commerçants, des médecins honorablement connus sont propriétaires de ces baoques. Maria du sang, n'hésite pas à affirmer une interlocutrice de Renaud Delourme qui, tout au long de cette émission, s'est attaché à rechercher pourquoi *et comment le sang humain est*, au Brésil, l'objet de tant de convoitise.

Ce document ne peut que susciter l'intérêt, même si en France il n'existe pas cette *« ruée sur l'or rouge »*. Les quelque deux cents centres et postes de produits sanguins répartis dans le pays fonctionnent tous sans but lucratif. Les prix de cession du sang qu'ils prélèvent auprès de donneurs bénévoles sont fixés par le ministère de la santé et unifiés sur l'ensemble du territoire. De plus, la Sécurité sociale rembourse à 100 % toute transfusion sanguine. — A. R.

Cinéaste imaginaire

DRAMATIQUE : SO LONG, REVEUSE
Vendredi 23 mai
FR 3, 21 h 30

A l'origine de la réalisation de *So long, Rêveuse*, un fait divers, la surprenante histoire d'un médecin hautement compétent possédant pour tout diplôme une blouse blanche. Partant de cette idée, Jacques Ordines a fait une transposition : le médecin est devenu cinéaste. Il fabrique une caméra en bois qu'il baptise « Rêveuse ». Il opère à cœur ouvert, visionne l'insolite et le quotidien, rencontre des personnages aux yeux trop grands pour l'objectif : une dame myope, un play-boy, un animateur de jeux... La caméra aveugle ouvre l'œil. Le flot des figurants embouteille la ville, alerte l'opinion publique, la presse et attire l'attention d'une productrice. « Rêveuse » pourrait bien ne plus rester de bois et laisser le champ à une authentique émission de télévision.

Le comédien Jacques Hansen prête son regard vif au cinéaste imaginaire malade de la pellicule.

Offenbach et le général Boum

RETRANSMISSION : LA GRANDE-DUCHESSE DE GEROLSTEIN
Samedi 24 mai
FR 3, 20 h 30

Fritz, un soldat un peu simple, aime une jeune paysanne, Wanda. Il est naturellement payé de retour et tout irait bien si la grande-duchesse, qui préside aux destinées d'un petit Etat mystérieux, le Géroistein, n'avait un faible pour les militaires en général, et pour l'ami Fritz en particulier, qu'elle va s'empresser d'anoblir et de mettre à la tête de ses armées. Cela, on le conçoit, ne plaît guère au général Boum, d'autant plus que le grande-duchesse est promise en mariage au prince Paul. Contre toute attente, Fritz remporte une éclatante victoire sur l'ennemi et tout semble perdu. Le général Boum, grâce à une amusante cascade, saura cependant convaincre Fritz de lui rendre sa charge et les prérogatives qui s'y rattachent. La grande-duchesse se consolera en invoquant le bon sens populaire : « Quand on n'a pas ce qu'on aime, il faut aimer ce que l'on a. »

Réalisé en collaboration avec le Grand Théâtre de Bordeaux et filmé par FR 3-Toulouse au théâtre du Capitole, dans une mise en scène de Robert Dhéry et sous la direction de Michel Pleeson, cet opéra bouffe d'Offenbach contient quantité de pages qui sont encore dans toutes les mémoires ou qui vont y entrer pour ne plus en sortir. Le livret de Meilhac et Halévy ne brille pas toujours par la subtilité de ses ingrédients, mais lorsqu'on s'amuse faut-il toujours se demander pourquoi ? — G. C.

EN GRÈCE DEMAIN?
GUIDES "AUJOURD'HUI"!
40 Titres. 2 millions d'exemplaires. Editions J.A. Chez votre libraire.

A ÉCOUTER

Visages de Luigi Nono

PORTRAIT POUR LE SIÈCLE

Lundi 19 mai

France-Musique, 0 h 5

Depuis trente ans le nom de Luigi Nono est prononcé dans le même souffle que ceux de Boulez et de Stockhausen. Très exactement depuis que ses *Variations canoniques* sur une série de douze sons empruntée à Schoenberg ont marqué ses débuts à Darmstadt. Né à Venise en 1924, élève de Malipiero puis de Scherchen, Nono a très tôt trouvé les orientations esthétiques et politiques qui ont déterminé l'ensemble de son œuvre et lui assurent une indéniable originalité.

Tout d'abord il montre une prédilection pour les voix, aiguës en général, et les voix de femmes en particulier. Le lyrisme de son écriture mélodique, directement issu de la tradition italienne, évite cependant les complaisances habituelles et, en cela, se rattacha à l'école de Vienne. De Schoenberg il a repris également, pour les approprier à son style, les principes du dodécaphonisme qu'il traite d'une façon rigoureuse et très personnelle. A partir de 1960, Luigi Nono a réservé dans son œuvre une place assez importante aux moyens électro-acoustiques qu'il met en concurrence avec les instruments et permettent une ouverture sur les rumeurs du monde extérieur. Ce dernier aspect est lié, bien entendu, à la prise de position politique du compositeur, qui se refuse à considérer la musique seulement comme un refuge, alors qu'elle favorise aussi une prise de conscience et peut devenir un moyen de provocation ou de participation.

Pour cette raison, l'esthétique de Nono est à l'opposé de celle qu'on prône dans les pays socialistes. Inconfortable sans doute, sans compromissions, la situation de Nono n'est pas seulement exceptionnelle, elle est aussi en parfait accord avec sa musique. — G. C.

Les errances de Baudelaire

UN HOMME, UNE VILLE

Les vendredis 23, 30 mai et 6 juin

France-Culture, 14 h 45

Jean Montalbetti continue ses promenades citadines, associant au nom d'une ville celui d'un écrivain, d'un philosophe, d'un poète. Retour à Paris, après quelques excursions dans les grandes cités d'Europe, en compagnie non plus de Proust, comme lors d'une précédente émission, mais de Baudelaire, dont les errances parisiennes contrastent avec le confinement obstiné de l'auteur de la Recherche. Mais Paris n'est qu'un prétexte et, à travers l'itinéraire qui va du Dandy du Quartier latin (le 23 mai) au Marginal sous le règne du roi bourgeois (le 30 mai), puis au Martyr romantique (le 6 juin), c'est l'œuvre tout entière du poète des Fleurs du mal qui est évoquée. Trois poètes d'aujourd'hui témoignent : Yves Bonnefoy, Eugène Guillevic, Pierre Emmanuel. Les textes sont dits par Daniel Mesguish.

ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

● **FRANCE-INTER** (informations toutes les heures) : 4 h. 30, Bon pied, bon œil ; 6 h. 30, F. Douglas ; 7 h. 25, Bloc-notes économique de B. Hartemann ; 7 h. 40, L'humeur du jour, de P. Poivre d'Arvor ; 7 h. 50, Parlons clair, de J. Paleton ; 8 h. 25, La chronique d'E. Sahler ; 8 h. 45, E. Ruggieri et S. Grand ; 10 h. 5, Information des consommateurs, par R. Pujol ; 11 h., G. Klein et R. Hulot ; 12 h., Le Luron de midi ; 13 h. 45, Le jeu des 1 000 F.

13 h. 30, Vises, par C. Villers et M. Desbarbat ; 15 h., Henri Tisot et Claude Chabel ; 16 h., Les cinglés du music-hall, de J.-C. Averty ; 17 h., Radioscopie : Jacques Loussier (lundi), Mgr Marty (mardi), Gabrielle Hamelin (mercredi), Charles Aznavour (jeudi), Louis Bériot (vendredi) ; 18 h., Le magazine de P. Bouteiller ; 19 h. 10, Le téléphone sonne (le mercredi : Face au public).

20 h. 5, Loup-Garou, de P. Sianc-Francard ; 21 h. 5, Feed back, de S. Leuoir ; 22 h. 10, Y'a de la chanson dans l'air, de J.-L. Fouquier et C. Pither ; 23 h. 5, José Artur et Muriel Hess ; 1 h., Allô Macha ; 3 h., Au cœur de la nuit.

● **EUROPE 1** (informations toutes les heures) : 5 h., C. Barbier ; 8 h., P. Gildas et Maryse ; 8 h. 45, Bonjour la France, de P. Sante ; 8 h. 30, I. Leval ; 8 h. 45, A vos souhaits, avec S. Collaro et Brigitte (la guerre des moutons) ; 11 h., Le sweepstake ; 12 h., Sisco, de P. Bellemare ; 13 h., Europe midi, avec A. Arnaud.

13 h. 30, Interpol, de P. Bellemare ; 14 h., Histoire d'un jour, de P. Alfonsi ; 15 h., Show-Time, de J. Martin ; 18 h. 30, Bon appétit, la France ; 17 h., Hit-Parade, de J.-L. Lafont ; 18 h., Journal.

19 h. 30, Boom Hollywood, de Y. Hegann ; 20 h. 30, Chlorophylle, de M. Abraham ; 22 h. 40, Un livre, un succès, de F. Kramer ; 23 h. 10, Service de nuit, avec J.-C. Laval ; 1 h., La ligne ouverte.

● **R.T.L.** (informations toutes les demi-heures) : 5 h. 30, M. Favières ; de 5 h. 45 à 9 h. 15 (toutes les demi-heures), Léon Zitrone ; 6 h. 18, A. Frossard ; 8 h. 33, Anne-Marie Peysson ; 11 h., La grande parade, de M. Drucker ; 13 h., Journal de P. Labro.

13 h. 30, Joyeux anniversaire, d'E. Pagès ; 14 h. 30, Méuis Grégoire ; 15 h., Le temps d'une chanson ; 18 h. 30, Les grosses têtes, de P. Bouvard ; 18 h., Journal de J. Chapus.

18 h. 30, Hit-Parade ; 20 h. 30 et 22 h. 30, Relax Max, avec M. Meynier ; 22 h., Le journal d'R. Pellet et « Leader » ; 0 h., W.R.T.L., avec G. Lang ; 3 h., Variétés.

● **R.M.C.** (informations toutes les heures) : 5 h., Informations et jeux ; 6 h. 40, J.-P. Foucault et Léon ; 11 h., Le million, avec M. Denisot ; 12 h., Starmidi ; 13 h. 30, Quitte ou double ; 14 h. 30, Vie privée ; 15 h. 15, Enquête sur une vedette ; 15 h. 45, Toute la vérité ; 17 h., Croque-musiques, avec P. Roy ; 19 h., Capsule, avec M. Toesca et C. Borde ; 21 h., Demain 2000 ; 22 h., Magazine littéraire.

LE WEEK-END
SAMEDI

● **FRANCE-INTER** : 5 h., L. Bozon ; 8 h. 30, Revue de presse ; 8 h. 45, Chronique de M. Droit ; 9 h. 10, La Clef verte ; 10 h. 30, Avec tambour et trompette, de J.-F. Kahn ; 12 h., Vécu, de M. Taurisc ; 12 h. 45, Le jeu de 1 000 F ; 13 h., Samedi actualité magazine, d'Y. Mourousi ; 14 h. 5, L'oreille en coin ; 18 h., Les étoiles de France-Inter ; 19 h., Journal ; 20 h., Le tribune de l'histoire, par A. Castelot et A. Decaux : Victoria la scandaleuse (le 17) ; Colbert (le 24) ; 21 h. 15, La musique est à vous, par J. Fontaine ; 22 h. 10, Les trétaux de la nuit ; 23 h. 5, Au rythme du monde, de M. Godard ; 0 h., J. Artur et M. Hess ; 1 h., Allô Macha ; 3 h., Au cœur de la nuit.

● **EUROPE 1** : 5 h., Y. Hégann ; 8 h., A. Dumas ; 9 h., Le journal de P. Lescure ; 8 h. 15, A vos souhaits ; 12 h., Le Sisco ; 13 h., Europe-Midi ; 14 h., Pierre qui roule, de P. Lescure ; 17 h., Hit-Parade, de J.-L. Lafont ; 19 h. 30, Football ; 20 h., Hit-Parade des clubs, de F. Divo ; 22 h. 30, Europe panorama ; 23 h. 45, Concerto pour transistor, d'E. Lipmann ; 0 h., Viviane ; 1 h., Service de nuit, avec P. Divo.

● **R.T.L.** : 5 h. 30, J.-P. Imbach ; 8 h. 20, Stop ou encore, avec P. Sabatier ; 13 h., Le journal inattendu : Jacques Chirac (le 17) ; 14 h., W.R.T.L., rock de B. Schu ; 22 h. 15, W.R.T.L. Live, de D. Parrau ; 3 h., Variétés.

● **R.M.C.** : 8 h. 15, L'événement de la semaine, avec M. Ullmann ; 9 h., La grille musicale ; 11 h., Chouette-club ; 12 h., Télé-match ; 13 h. 30, La discothèque d'une personnalité ; 15 h., Hit-parade, avec P. Suiak ; 17 h., Ceux nés de music-hall ; 18 h. 30, Le journal de P. Zehr ; 19 h. 15, J. Paoli ; 20 h. 30 Musique classique.

DIMANCHE

● **FRANCE-INTER** : 8 h., L. Bozon ; 9 h. 30 (et à 14 h. 5), L'oreille en coin ; 12 h., Dimanche actualités magazine, avec Y. Mourousi ; 18 h., Spectacle Inter ; 20 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Jam-parade, d'A. Francis ; 23 h. 5, Mirages, de J. Pradel ; 0 h. 5, Inter-danse ; 1 h. 30, Les choses de la nuit.

● **EUROPE 1** : 8 h., Julie ; 8 h. 35, C'est dimanche, de Christian Morin et Maryse ; 12 h. 30, *Europe midi dimanche* ; 13 h. 30, Les années 50, de R. Villar ; 14 h., Dr Jingle et Mr Yann, de Y. Hégann ; 18 h., Hit-parade ; 18 h. 30 Europe-soir ; 19 h. Le club de la presse : Yasser Arafat (le 18) ; 20 h., Journal automoto ; 20 h. 15, Chlorophylle ; 23 h., Pour ceux qui aiment le jazz ; 0 h., Viviane ; 1 h., Service de nuit.

● **R.T.L.** : 8 h., J.-P. Imbach ; 8 h 20, Stop ou encore ; 13 h. 15, L'interview-événement ; 13 h. 30, Poste restante, de J.-B. Hébey ; 18 h 30, Hit-parade, avec A. Torrent ; 21 h., Grand orchestre de P. Hiegel ; 22 h. 15, W.R.T.L., Hit-parade des clubs avec B. Schu ; 3 h., Variétés.

● **R.M.C.** : 9 h. 30, J. Amadou ; 10 h., Banco, avec P. Suiak ; 11 h., Le Chouette-club, avec C. Chabrier ; 12 h. 50, Le hit-parade des 45 tours avec J. Meiedo ; 15 h., De la musique et du sport, avec S. Spindler et P. Suiak ; 10 h., Le hit-parade des 33 tours ; 20 h. 30, Musique classique ; 22 h., Magazine littéraire, de P. Saint-Germain.

Lundi 19 mai

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Goethe et l'hermétisme (le serpent vert) ; à 8 h. 32, Malthus ou les hantises de la population (Malthus économiste).
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Les lundis de l'histoire : L'Amérique vue par les Français.
10 h. 45, Le texte et la marge : « Quand Paris allait à l'exposition », de J.-J. Bloch.
11 h. 2, Evénement-musique.
12 h. 5, Agora... avec E. Coopfermann, directeur de la collection « L'échappée belle ».
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Atelier de recherche instrumentale : Claviers tempérés.
14 h., Sons : Sur la jetée de Dieppe.
14 h. 5, Un livre, des voix : « les Nuits », de P. de Boisdeffre.
14 h. 47, Bureau de contact.
15 h., Centre de gravité : L'hygiène dans la ville.
16 h. 15, Les travaux et les jours... d'une mère de famille d'un village S.O.S. Enfants.
16 h. 50, Actualité : L'effet Placebo.
17 h. 32, Les romantiques de Californie.
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, Présence des arts : Un musée à connaître, l'ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.
20 h., « l'Affaire de la rue de Lourcine », d'E. Labiche, avec H. Courseaux, M. Lonsdale, P. Peyrou, J. Staup, A. Weber.
20 h. 40, Musique enregistrée.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : La vierge en noir et blanc ou le vase et la rose.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Sortie de secours.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien-Musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens, toute la semaine, le Parnasse français, par Jacques Merlet : œuvres de Charpentier, Mesangeau, Mouliné, Bousignac, Boberday, L. Rossi, Carissimi, Donati, Bernardi, Grandi, Srevi, Monteverdi, Guesdon. Le Blanc et Boesset.
12 h., Musique de table, musique de charme : « le Coq d'or » (Rimski-Korsakov) ; 12 h. 35, Jazz classique ; Les disques de la victoire ; 13 h., La musique en images.
14 h., Musiques : Les chants de la terre, la magie du rythme ; 14 h. 30, Piano : « Sonate » (Balakirev). « Etudes transcendantales » (Liapunov) ; 15 h. 30, « Stellaires » (M. Carles) ; 15 h. 45 : Opéra : « Tiefland » (Eugen d'Albert).
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 18 h. 5, En duplex : Festival de Cannes ; 20 h., Les chasseurs de son.
20 h. 30, Musique de chambre : « Bénédiction de Dieu dans la solitude » et « Funérailles » (Liszt), « Quatuor n° 2 pour la tempa de la Passion » (J.-J. Warnar), « Quintette pour clarinette et cordes » (Brahms), avec Sylvia Carbonnet, piano, le Quatuor Athenæum et Guy Deplus, clarinette.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Le vingtième siècle, INA-G.R.M., la musique des sons dans l'espace, œuvres de Poirier, Lejeune, Kandinsky et Maiso ; 23 h. 3, Les solistes d'aujourd'hui : Régis Pasquier, violon (Milhaud, Boccherini) ; 0 h. 5, Portraits pour le siècle : Visages de Luigi Nono.
(Lire notre sélection.)

Mardi 20 mai

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Goethe et l'hermétisme (Goethe et la franc-maçonnerie) ; à 8 h. 32, Malthus ou les hantises de la population : Malthus économiste ; à 8 h. 50, La clairière de feu.
9 h. 7, La matinée des autres : Les postérités de Pan Tadeusz ou l'intelligentsia polonaise et son peuple.
10 h. 45, Un quart d'heure avec... T. Maulnier et J. Eltelstein : Dialogues inattendus.
11 h. 2, Les romantiques de Californie (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Agora : « les Chambres », avec I. Schavelzon.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Sons : Six heures, la criée à Dieppe.
14 h. 5, Un livre, des voix : « les Abîmes du cœur », par C. Elhoit.
14 h. 47, Magazine international.
16 h. 35, Contact (et à 17 h. 25).
16 h. 50, Actualité : La bio-économie, une science nouvelle ?
18 h. 38, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, Sciences : Conservation et restauration des peintures murales au Louvre.
20 h., Dialogues franco-français : « Comment préserver son identité culturelle ? », avec K. Kirkinou et E. Le Roy Ladurie.
21 h. 15, Musiques de notre temps : « Alban Berg », avec D. Jameux.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Bruits de pages.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien-Musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens, le Parnasse français : œuvres de Monteverdi, Lambert, Mouton, Charpentier, Carissimi, Dumont et Cavalli.
12 h., Musique de table : Les auditeurs ont la parole ; 12 h. 35, Jazz classique : Les disques de la victoire ; 13 h., La musique en images.
14 h., Musiques : Les chants de la terre ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée : 15 h., Concerto : « Variations concertantes pour guitare et douze cordes » (Chaynes), « Concerto pour hautbois » (Carpentier), « Concerto pour cor et orchestre » (Strauss) ; 18 h., Les caprices musicaux, Mozart, ses amis, ses élèves : « Sextuor » (Eberl) ; « Quintette à cordes », K. 174 (Mozart) ; « Symphonie concertante » (Abel) ; « Messe Waisenhaus », K. 139 (Mozart).
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Sonate n° 4 », opus 7 (Beethoven) ; 19 h. 30, France et musique ; 20 h., Actualités lyriques.
20 h. 30, Concert : « Symphonie n° 9 en ré majeur », de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Léonard Bernstein.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Les domaines de la musique française, éditions et manuscrits musicaux ; 23 h., Portraits de famille : les Alain ; 1 h., Douces musiques : Kodaly.

Mercredi 21 mai

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Goethe et l'hermétisme (« la Flûte enchantée ») ; à 8 h. 32, Malthus ou les hantises de la population : un « malthusianisme » de fait.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « Elsa, le Viennois », de Pierre Daix.
11 h. 2, Les romantiques de Californie (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Agora : « Album Giono », avec A. Giono et H. Godard.
12 h. 45, Panorama : En direct du Festival de Cannes.
13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h., Sons : Femmes de pêcheurs, femmes de marché, à Dieppe.
14 h. 5, Un livre, des voix : « le Bon Apôtre », de P. Soupault.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : L'enfant face au couple en crise (après le divorce).
15 h. 2, Point d'interrogation : Les civilisations précolombiennes.
16 h., Contact.
16 h. 10, Les travaux et les jours... d'un facteur.
18 h. 30, Actualité : Le site de Brou et le chantier de l'église de Marguerite d'Autriche au seizième siècle.
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, La science en marche : La génétique des populations contre les idées reçues.
20 h., La musique et les hommes : Correspondance de R. Strauss et H. von Hofmannsthal.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Le prix des livres.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien-Musique ; 8 h. 30, France et musique.
9 h. 17, Le matin des musiciens, le Parnasse français : œuvres de Monteverdi, Lambert, Charpentier, Rossi, Brevi, Brossard, Campra, Bernier, Blamont et Rebelle.
12 h., Musique de table : Musique de charme (Boieldieu, Grétry ; 13 h. 33, Jazz classique : Les disques de la victoire ; 13 h., La musique en images.
14 h., Microcosmos, par D. Barnager ; 14 h. 10, Les nouveaux répertoires : Le conservatoire du Blanc-Mesnil ; 14 h. 30, Kaléidoscope ; 15 h. 30, Les grotesques de la musique ; 16 h., Galerie de portraits ; 16 h. 30, Jeu des énigmes ; 16 h. 50, Haute infidélité ; 17 h. 15, En contrepoint.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 5, En duplex : Festival de Cannes ; 20 h., Nouveaux talents, premiers sillons : Samuel Schaidt, par Aniko Harvath, clavecin.
21 h., Prestige de la musique (en direct de la Salle Pleyel) : Récital de chant Evelyn Lear et Thomas Stewart, avec Rudolf Jansen, piano : « In Questa Tomba Oscura », « Sehnsucht n° 2 », opus 83, « Wonne der Wehmut », « Ich Liebe Dich Neue Liebe, Neues Leben » (Beethoven) ; « Röslein », « Die Kartenlegerin », « Der Nussbaum », « Meine Rose », « Auftrage » (Schumann) ; « Ich Wolt Meine Liebe Ergetzen », « Abendlied », « Mirgilockchen », « Herbstlied » (Mendelssohn), et des œuvres de Wolf et Brahms.
23 h., Ouvert la nuit : La voix, le lied schubertien (l'intégrale) ; 23 h. 30, Concert Brahms, dirigé par Fr. Reiner ; 1 h. 30, Les grandes voix : Vanni Marcoux.

Jeudi 22 mai

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Goethe et l'hermétisme (les Urworte de Goethe) ; à 8 h. 32, Malthus ou les hantises de la population : le mouvement néomalthusien ; à 8 h. 50, La clairière de feu.
9 h. 7, Matinée de la littérature.
10 h. 45, Questions en zigzag : « le Carnet de croûte », avec J. Ferniot.
11 h. 2, Les romantiques de la Californie (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Agora : Un professeur de l'enseignement secondaire, avec J. Souris.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Renaissance des orgues de France : L'église de Maisons-Alfort.
14 h., Sons : Le marché à Dieppe.
14 h. 5, Un livre, des voix : « la Bonne Rosée », de J. Anglade.
14 h. 47, Départementales : à Bourg-en-Bresse.
16 h. 50, Actualité : L'anthropologie et la sociologie.
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : Hémostases et thromboses.
20 h., Nouveau répertoire dramatique : « l'Escargot », de G. Folesy, avec C. Piéplu et J. Seiler ; « le Vanteur », de R. Pinguet, avec M. Lonsdale et l'auteur.
22 h. 30, Nuits magnétiques : En direct du Festival de Cannes, le 1 mai 1980.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien-Musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Eveil à la musique.
9 h. 17, Le matin des musiciens, le Parnasse français : œuvres pour clavier de Leclair, L. Couperin, Frescobaldi, Ganitier, Mouton, J.-S. Bach, Marchand, Bohm.
12 h., Musique de table ; 12 h. 35, Jazz classique : Les disques de la victoire ; 13 h., La musique en images.
14 h., Musiques : Musique au piano, œuvres de Milleker, J. Strauss, Sandauer, Schubert ; 14 h. 30, Visage du romantisme (le fantastique français) : « Roméo et Juliette » (Berlioz), « Grande Sonate » (Alkan) ; 15 h. 30, Répertoire choral : œuvres de Sheppard, Tallis et Britten ; 16 h. 30, Symphoniques : « Chromophonie » (Y. Taira), « le Prince des bois » (Bartok).
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Concert (en direct de Radio-France) : Récital Brigitte Engerer, « Sonate en la mineur », K. 310 (Mozart) ; « Six variations en ré majeur », opus 76 (Beethoven) ; « Carnaval » (Schumann) ; 20 h., Les chants de la terre.
20 h. 30, Concert : « Cinquième concert en sextuor » (Rameau), « Sérénade pour orchestre à cordes » (Daniel-Lesur), par l'Orchestre de chambre national de Toulouse, dir. Georges Armand.
21 h., Concert : « les Créatures de Prométhée », ouverture (Beethoven) ; « Deuxième Concerto pour piano » (Bartok), avec G. Oppitz ; « Symphonie fantastique » (Berlioz), par l'Orchestre symphonique N.D.R., direction U. Segal.
23 h., Ouvert la nuit : La musique de chambre ; 23 h. 30, Inédits et références : œuvres de Berg, Schoenberg et Mozart ; 1 h., Jazz Forum.

Vendredi 23 mai

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Goethe et l'hermétisme (de Goethe à R. Steiner) ; à 8 h. 32, Malthus ou les hantises de la population : modernité de Malthus.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h. 45, Le texte et la marge.
11 h. 2, Les romantiques de Californie.
12 h. 5, Agora : « la Mémoire longue », avec F. Zonabend.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Jeu-thème et variations.
14 h., Sons : à Dieppe, le cirque est là.
14 h. 5, Un livre, des voix : « les Promesses de l'équinoxe » et « Minuit à Sérempore », de M. Elisée.
14 h. 47, Un homme, une ville : Baudelaire à Paris.
(Lire notre sélection.)
15 h. 50, Contact.
16 h., Pouvoirs de la musique.
18 h. 38, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne : Les collisions entre tous lourds.
20 h., L'autre moitié de l'Europe, par J. de Beer et M. Nicolesco.
21 h. 30, Black and blue : « Bud Cole blues », avec G. Archambault.
22 h. 30, Nuits magnétiques : La place des Abbesses.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien-Musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens, le Parnasse français : œuvres de Sainte-Colombe, Marin-Marais (1656-1728), Rameau, Forqueray, Guignon, Leclair, du Buisson, Geminiani, Duphly, Vivaldi et Corelli.
12 h., Musique de table : Musique de chambre, œuvres de Chopin, Rachmaninov ; 12 h. 35, Jazz classique : Les disques de la victoire ; 13 h., La musique en images.
14 h., Musiques : Les chants de la terre ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Grands solistes : Josef Suk (J.-S. Bach, Dvorak, Suk) ; 15 h. 45, L'art de Hermann Scherchen : « Concerto brandebourgeois n° 2 », « Cantate Actus Tragicus », « Art de la fugue » (J.-S. Bach) ; 17 h. 15, « Duo concertant pour harpe et guitare » (J. J. Werner) ; 17 h. 30, Premières loges : « Lieder » (F. Schubert).
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 5, En duplex : Festival de Cannes ; 20 h., Concours international de guitare.
20 h. 20, Concert : « Benvenuto Cellini », ouverture (Berlioz), « Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ut mineur » (Beethoven), « Symphonie n° 3 en sol mineur » (Rousseil), par l'Orchestre national de France, dir. S. Baudo, avec Bruno Leonardo Gelber, piano.
22 h. 15, Ouvert la nuit : Portrait par petites touches, « Sonate n° 4 » (Beethoven), avec D. Merlet ; 23 h. 5, Vieilles cires : Cycle Caper, « Dixième quatuor » (Beethoven) ; 0 h. 5, Les musiques du spectacle (en direct de Cannes).

Samedi 24 mai

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Regards sur la science.
8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : L'administration.
9 h. 7, Matinée du monde contemporain : Le Festival international du film à Cannes.
10 h. 45, Démarches... avec R. Camus.
11 h. 2, La musique prend la parole : 1979-1980, « Les Maîtres chanteurs », de R. Wagner.
12 h. 5, Le pont des Arts.
14 h., Sons : La fête foraine, à Dieppe.
14 h. 5, Fellini et la cité des femmes.
16 h. 20, Livre d'or : W. Van Twillert, à l'orgue de l'église Saint-Stephanus de Nimègue.
17 h. 30, Recherches et pensée contemporaines : Le problème de la réalité, avec R. d'Espagnat.
19 h. 30, La R.T.B.F. présente : « la Lettre brouillée », de R. Georgin (Saten).
20 h., « les Trente Millions de Gladiator », d'E. Labiche, avec D. Ajoret, M. Amiel, J. Amos, etc.
21 h. 30, Musique enregistrée.
21 h. 55, Ad lib, avec M. de Bretenil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Terre natale : Musique pour les étudiants et les travailleurs étrangers (Uruguay, I).
7 h. 46, Concert-promenade : œuvres d'Auber, Lanner, Novacek, Heydeg, Bizet, Sandauer, J. Strauss, Zelweker, Brahms ; 8 h. 30, Musiques chorales : Liturgie slavone orthodoxe.
9 h., Samedi (émission de Jean-Michel Damian) : L'air du temps de la musique, à travers l'actualité du disque.
18 h., Musiques à découvrir : œuvres de Geminiani, Bonporti, Locatelli, Vivaldi et Monteverdi.
17 h. 15, Ouverture : Présentation de la Semaine du matin des musiciens, par Antonio Ruiz-Pipo ; Verdi ; 19 h. 15, Le concert du matin des musiciens : le Parnasse français.
20 h. 5, Soirée lyrique : « Stiffelio », de Verdi, par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de O.R.F., dir. L. Gardelli, avec J. Carreras, S. Sass, M. Wunderrra, Th. Moser.
23 h. 5, Ouvert la nuit : Comment l'entendez-vous ? La musique et la mort, par M. Schumann, œuvres de Stravinski, Ravel, Liszt, Wagner, Berlioz, Verdi, Fauré Mozart ; 1 h. 15, Le dernier concert : Récital G. Premy, piano (Stockhausen, Schoenberg, Foucseur et Scriabine).

Dimanche 25 mai

FRANCE-CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte.
7 h. 15, Horizon, magazine religieux : la Grande Loge nationale française.
7 h. 40, Chasseurs de son.
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : L'Unique nationaliste.
10 h., Messe pontificale de la Pentecôte, à l'abbaye Saint-Pierre de Solesmes.
11 h., Regards sur la musique : « Momente », de Stockhausen.
12 h. 5, Allegro.
12 h. 45, Disques rares... d'I. Stravinski.
14 h., Sons : à Dieppe (ferry, les Anglais repartent).
14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Il est important d'être aimé », d'après O. Wilde.
18 h. 5, Musiciens français.
17 h. 30, Rencontre avec... J.-P. Bagot.
18 h. 30, Ma non troppo.
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., Albatros : Poésie russe.
20 h. 40, Atelier de création radiophonique : Opérettes entre guillemets.
23 h., Musique de chambre : Dupin, Scherchen.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musiques pittoresques et légères.
7 h. 46, Les classiques favoris : œuvres de Schubert, Beethoven.
9 h. 2, Les chants de l'âme : messe de Taizé.
9 h. 30, Cantate : « Erwünschtes Freudenlicht », BWV 184, de J.-S. Bach.
10 h. 15, Les classiques favoris : Stravinski.
11 h., Les petites oreilles : disques présentés par les enfants (Bartok, Stravinski, Penderecki, et musique malgache).
12 h., Midi-dimanche : « Rondo en ut majeur pour violon et orchestre », K. 373, et « Symphonie n° 40 en sol mineur » (Mozart), par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. E. Krivine, avec A. Grumiaux.
13 h. 5, Tous en scène : Fred Astaire.
13 h. 36, Jeunes solistes : Michel Oudar, pianiste (Liszt, Debussy, Messiaen).
14 h. 15, Les après-midi de l'orchestre : ouverture de « Don Juan » (Mozart), extrait de « Tannhauser » (Wagner), extrait d' « Iphigénie en Aulide » (Glück), ouverture de « Martha » (Flotow), ouverture de « Jubel » (Weber).
18 h. 15, La tribune des critiques de disques : « la Pastorale », symphonie n° 6 (Beethoven).
19 h., Jazz vivant : Les quartettes des organistes Jimmy Smith et Eddie Louiss.
20 h. 5, Le concert du dimanche : présentation.
20 h. 30, Concert : « Prélude et mort d'Isolde » (Wagner) ; « Concerto pour violon et orchestre n° 1 en sol mineur », opus 26 (M. Bruch) ; « Symphonie n° 6 en si mineur Pathétique » (Tchaïkovski), par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. S. Ozawa, avec I. Perlman, violon ; 22 h. 30, Une semaine de musique vivante.
23 h. 30, Ouvert la nuit : Equivalences (émission ouverte aux interprètes aveugles) : « Septième Nocturne », « Thème et Variations » et « Cinquième Impromptu » (Fauré) ; 0 h. 5, Rites et traditions populaires.

La terre cru
sérieusement

[illegible] pour construire en matériaux [illegible] peut-être [illegible] Paris-Dauphine, [illegible] technologies de pointe, que vient de se tenir, les 10 et 11 avril, un congrès national [illegible] en terre, organisé par l'[illegible] Faculté de l'[illegible] [illegible] pour les économies d'énergie.

Riches d'une tradition [illegible] [illegible] d'architecture [illegible] particulier dans [illegible] Languedoc, l'Aquitaine [illegible] les Etats-Unis sont à l'avant-garde de la [illegible] des techniques de construction en terre.

En France, il existe aussi des traditions régionales d'architecture en terre crue : dans le Sud-Ouest, entre Toulouse et Bordeaux, la Beauce, l'Ouest et la Vendée, Villefranche, et surtout dans la région Rhône-Alpes, la qualité exceptionnelle de l'habitat rural était réalisée en pisé, jusqu'à l'aube de la Seconde guerre mondiale. En effet, le retour à l'architecture en terre n'est, en France, encore que timidement caressé par quelques architectes connaissant les vertus de ce matériau et [illegible] jusqu'ici d'expérimenter [illegible] leur savoir-faire dans ce domaine à l'étranger.

Pourtant, l'idée fait son chemin : au Centre Georges-Pompidou, le Centre de création industrielle prépare une exposition sur l'architecture en terre d'hier et de demain, dont l'ouverture est prévue à partir d'octobre 1981.

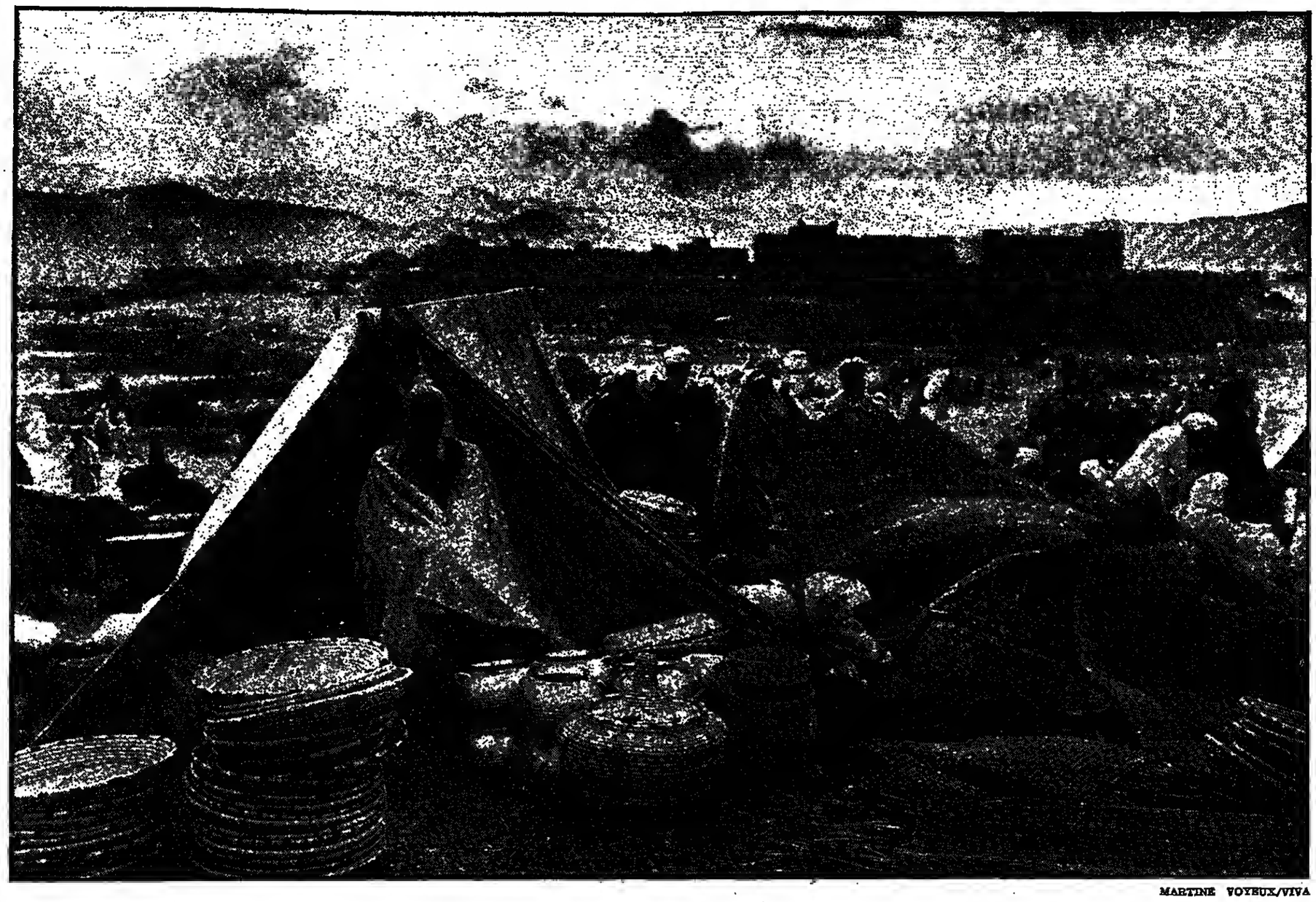
Jean Dethier, responsable des expositions d'architecture au Centre Georges-Pompidou, est à l'origine de ce projet ; il croit

Le Maroc est [illegible] qui possède [illegible] tradition de [illegible] pisé, explique J. [illegible] Marrakech est [illegible] ville du monde [illegible] ment en terre ! Depuis [illegible] sans les plus modestes [illegible] palais royal. Mais [illegible] local est progressivement [illegible] dans les [illegible] dans les campagnes [illegible] matériaux importés. Au détriment de la [illegible] paysannats : il faut [illegible] cher les systèmes [illegible] modernes et [illegible] provenant des pays [illegible] ainsi que les brevets [illegible] ingénieurs étrangers.

« L'utilisation [illegible] matériaux locaux [illegible] économies substantielles [illegible] réalisant les économies de construction indispensables pour [illegible] démographique. »

Le raisonnement [illegible] beaucoup de pays [illegible] monde tempérément [illegible] loge qui commence [illegible] cher des solutions [illegible] leur entièrement [illegible] suivant un développement [illegible] mique sur d'autres [illegible] progrès clés en [illegible] par l'Occident. [illegible] industrialisés explique [illegible] coût croissant du [illegible] peut-être le premier [illegible] retour aux matériaux [illegible] Conçu en 1969, à [illegible] du pétrole bon marché, [illegible] Beaubourg commence [illegible]

هكذا مسند الأصل



MARTINE VOYEUX/VIVA

ÉCONOMIES

Le retour de la maison en terre

La terre crue, le pisé, matériau de construction de l'avenir ? Des architectes y travaillent sérieusement. L'exemple vient des Etats-Unis, et d'ailleurs.

MARIE-JOSÉ BERNARDOT

« LAISSE *béton...* » Les architectes seraient-ils en passe de suivre ce conseil d'un chanteur à la mode pour amorcer leur retour à la terre ? Le plus ancien matériau du monde, la terre crue ou pisé, utilisée depuis neuf mille ans pour construire les habitations, est peut-être aussi l'un des matériaux du futur. Preuve de sa modernité retrouvée : c'est aux Etats-Unis, pays d'élection des technologies de pointe, que vient de se tenir, les 18 et 19 avril, un congrès national sur l'architecture en terre, organisé par l'université de l'Oklahoma, en collaboration avec l'Agence fédérale pour les économies d'énergie.

Riches d'une tradition régionale d'architecture en pisé, en particulier dans le Nouveau-Mexique, l'Arizona et la Californie, les Etats-Unis sont à l'avant-garde de la réactualisation des techniques de construction en terre.

En France, il existe aussi des traditions régionales d'architecture en terre crue : dans le Sud-Ouest, entre Toulouse et Bordeaux, la Beauce, l'Ouest et la Vendée, l'Ille-et-Vilaine, et surtout dans la région Rhône-Alpes, la quasi-totalité de l'habitat rural était réalisée en pisé, parfois jusqu'à l'aube de la seconde guerre mondiale. En revanche, le retour à l'architecture en terre n'est, en France, encore qu'un rêve caressé par quelques architectes convaincus des vertus de ce matériau... et contraints jusqu'ici, d'expérimenter leur savoir-faire dans ce domaine à l'étranger.

Pourtant, l'idée fait son chemin : au Centre Georges-Pompidou, le Centre de création industrielle prépare une exposition sur l'architecture en terre d'hier et de demain, dont l'ouverture est prévue à partir d'octobre 1981.

Jean Dethier, responsable des expositions d'architecture au Centre Georges-Pompidou, est à l'origine de ce projet ; il croit dur... comme fer à l'avenir du matériau terre. Cet architecte de quarante ans n'est pas un doux rêveur : c'est un homme de terrain qui a travaillé pendant huit ans en Afrique du Nord, notamment au Maroc, avec une équipe chargée de proposer au gouvernement une politique de l'habitat et de l'urbanisme adaptée aux spécificités locales.

« *Le Maroc est l'un des pays qui possèdent la plus ancienne tradition de construction en pisé*, explique Jean Dethier. *Marrakech est la plus grande ville du monde réalisée entièrement en terre ! Depuis les maisons les plus modestes jusqu'au palais royal. Mais ce matériau local est progressivement supplanté dans les villes et même dans les campagnes par les matériaux importés d'Occident. Au détriment de la balance des paiements : il faut payer très cher les systèmes constructifs modernes et le savoir-faire provenant des pays industrialisés, ainsi que les brevets et les techniciens étrangers.*

» *L'utilisation massive des matériaux locaux permettrait des économies substantielles tout en réalisant les énormes programmes de construction rendus indispensables par l'explosion démographique.* »

Le raisonnement vaut pour beaucoup de pays du tiers-monde importateurs de technologie, qui commencent à rechercher des solutions pour limiter leur endettement tout en poursuivant un développement économique sur d'autres bases que le « progrès clés en main » vendu par l'Occident. Dans les pays industrialisés eux-mêmes, le coût croissant de l'énergie sera peut-être le principal atout du retour aux matériaux locaux. Conçu en 1969, à la belle époque du pétrole bon marché, le Centre Beaubourg consomme chaque jour l'énergie d'une ville de vingt-cinq mille habitants...

Le verre, l'acier, le béton, l'aluminium, ces panacées de l'architecture contemporaine, vont peut-être devenir un luxe : non seulement ils incorporent une énorme quantité d'énergie en amont lors de leur fabrication, mais encore, du fait de leur nature, ils induisent un gaspillage d'énergie en aval pour le chauffage ou la climatisation des bâtiments.

Huiles usées

La terre crue, en revanche, nécessite une petite quantité d'énergie de transformation ou de transport ; l'achat du terrain fournit sur place le matériau de construction ; la seule condition nécessaire est la présence d'un sol argileux, ce qui est le cas sur environ un sixième du territoire français.

En aval, l'économie d'énergie est aussi considérable : « *La terre constitue le meilleur isolant thermique si l'architecture du bâtiment est bien conçue*, affirme Jean Dethier. *Les murs épais de pisé assurent, par leur inertie thermique, une absence de déperdition de chaleur. L'hôpital régional d'Adrar, construit en terre par l'architecte belge Luyckx, en 1951, est, sans artifices techniques ou énergétiques, l'un des plus confortables du Sahara : la fraîcheur y est conservée même en pleine canicule, et la température y est très confortable durant les nuits glacées du désert.* »

Le regain d'intérêt pour la construction en pisé n'est pas sans motivations qualitatives : il coïncide avec l'émergence d'un « ras-le-bol » de l'architecture internationale uniformisée au mépris des spécificités régionales, tant culturelles que matérielles.

Encore faut-il adapter ce matériau traditionnel aux exigences de la modernité. Plus question de stabiliser la terre crue en la mélangeant avec de la paille, des cailloux ou de la bouse de vache, procédés communément employés autrefois. L'inconvénient majeur du pisé était, en effet, sa faible résistance à certaines intempéries, les crues et les inondations étant capables de faire fondre littéralement les constructions traditionnelles. Dans la plupart des régions où l'habitat était en terre crue, toute la population se réunissait jadis, une fois par an, pour procéder à l'entretien rituel des bâtiments collectifs (remparts, bâtiments publics).

Ces traditions sont aujourd'hui presque oubliées : dans les villages du Sud marocain, seules les maisons d'habitation continuent à être régulièrement entretenues, et au Mali les somptueuses mosquées en terre crue sont désormais conservées grâce à des fonds en provenance d'Arabie Saoudite...

Mais les techniques de construction en terre ont évolué. Pour pallier les inconvénients de ce matériau, en particulier sa vulnérabilité aux eaux, les architectes lui incorporent désormais un faible pourcentage de ciment (ou d'un autre « stabilisant ») qui solidifie sans ôter à la terre ses qualités esthétiques. Autre procédé expérimenté aux Etats-Unis : utiliser comme additif les huiles usées des moteurs. Un moyen astucieux de recycler des déchets encombrants...

Dans le tiers-monde, un certain nombre de réalisations récentes illustrent les possibilités de la terre crue : l'hôpital de Mopti au Mali, conçu par les architectes Lauwers et Ravertavet, construit il y a un an grâce aux crédits du Fonds européen de développement, la faculté d'agronomie du Sénégal, élaborée par l'architecte belge Dellicour, ou encore l'aéroport d'Aden. Au Nouveau-Mexique, la ville nouvelle de La Luz, mise en chantier en 1974, a été entièrement construite en pisé.

En France, les professionnels du bâtiment commencent à s'intéresser eux aussi à la terre : « *Nous avons intérêt à être dans le coup à l'avance* » dit-on à la chambre syndicale des sociétés d'études et de conseil, un secteur qui « pèse » 5 milliards de francs à l'exportation et entraîne près du quart des ventes françaises sous forme de gros travaux réalisés à l'étranger.

Le passé ou l'avenir

Dans la décennie à venir, la crise du logement va devenir cruciale dans bon nombre de pays en voie de développement. « *Pour prendre (ou garder...) pied sur ces marchés*, affirme Thierry Chaput, chargé d'études au Centre Georges-Pompidou, qui prépare également l'exposition, *la seule solution pour les sociétés occidentales sera de proposer des technologies plus appropriées aux réalités locales, moins passe-partout et moins chères. C'est pourquoi la terre crue devrait les intéresser...* »

Divers organismes publics et privés, nationaux ou régionaux, semblent depuis peu amorcer une évolution dans ce sens. L'initiative prise par le Centre Georges-Pompidou de rechercher en France et à l'étranger des partenaires et des sources d'information pour l'exposition de 1981 constituera une excellente occasion de vérifier si, en France, concepteurs et décideurs surtout sont prêts à s'engager concrètement.

Pourtant, le « retour à la terre » n'est pas tout à fait pour demain. De multiples blocages s'y opposent, économiques et financiers : un matériau gratuit, cela ne fait pas l'affaire de tout le monde. Au Maroc, la construction d'un ensemble en terre réalisé à Ouarzazate a été stoppée il y a déjà quelques années, par le gouvernement sous la pression de grandes sociétés du bâtiment et de bureaux d'études inquiets de la concurrence d'une technologie qui menaçait de casser les prix et de supprimer le monopole des technologies importées. Et les techniciens du bâtiment, dont la rémunération est, officiellement ou non, liée au montant des travaux, ont peu de goût pour les réalisations par trop économiques...

Obstacles réglementaires : plus ou moins tatillonne selon les pays, l'administration a édicté des normes, dressé des listes de matériaux autorisés, etc. En France, aucun texte officiel ne prévoit l'utilisation de la terre dans le bâtiment, bien qu'une partie importante du patrimoine immobilier rural soit en pisé... Obstacle psychologique enfin : c'est sans doute le plus difficile à vaincre pour les partisans de l'architecture en terre. Les préventions de cette nature semblent encore plus fortes dans les pays du tiers-monde où la tradition millénaire de la construction en terre est assimilée à la pauvreté et à l'archaïsme. « *Dans ces pays*, explique Jean Dethier, *les décideurs voient parfois cela comme un plan machiavélique pour les enfermer dans une vision passéiste comme de bons sauvages dans une réserve. L'aspiration à accéder à tout prix à la modernité occidentale s'exprime dans les grandes villes du tiers-monde par un débordement de béton et d'acier, par de stériles et ruineuses copies des clichés des pays industrialisés, par une redoutable négation de leurs propres ressources culturelles et techniques.* »

Beaucoup de technocrates européens de l'urbanisme et de la construction ne réagissent guère autrement. ■

IMAGES

Les balbutiements de la télé grand écran

Le poste de télévision à très grand écran n'est pas encore commercialisé. En attendant, des systèmes de téléprojection ont séduit quelques centaines d'entreprises et de particuliers.

CHRISTIAN ANTONI

ON a connu la vague des petites télévisions à mini-écran ; on peut s'étonner de ne pas trouver en revanche de postes à très grand écran. Le plus grand des tubes cathodiques ne dépasse pas 1 mètre de diagonale. La raison en est simple. On pourrait bien fabriquer des postes à écran beaucoup plus grand, mais, dans l'état actuel de la technique, leur volume serait trop important. Une télévision avec un écran de 2 mètres de diagonale serait un meuble si encombrant que personne n'en voudrait, et qui coûterait très cher.

A défaut d'une télévision à grand écran, on peut imaginer tout simplement d'agrandir l'image de son récepteur en la projetant sur un grand écran indépendant pour réaliser ainsi à domicile un petit cinéma en direct. C'est de la téléprojection. L'idée est simple ; quant à sa mise en œuvre, elle paraît relativement facile. On peut en effet bricoler soi-même son installation. Il suffit de placer devant son récepteur un système optique pour agrandir l'image projetée sur un grand écran. Le plus dur est de mettre au point le système optique (choix et installation des lentilles grossissantes) et de régler l'ensemble.

Le procédé est rudimentaire ; il est à la portée de tout amateur-bricoleur qui s'est familiarisé avec quelques notions d'optique. On ne doit pas évidemment s'attendre à un résultat d'une très grande qualité. Les amateurs qui ont su réaliser des systèmes de téléprojection aussi grossiers se sont sans doute étonnés du retard des professionnels dans ce domaine. La commercialisation des téléprojecteurs est en effet très récente, et encore ne concerne-t-elle pour l'essentiel que des appareils destinés aux professionnels, non au grand public.

La téléprojection est à l'étude depuis déjà sept à huit ans. Les fabricants ont, bien sûr, immédiatement songé au procédé do bricoleur. Ils ont donc mis au point un système optique qui se fixe devant le récepteur ; l'image est agrandie par des lentilles et projetée sur un écran de plus de 1 mètre à 2 mètres de diagonale. L'appareil de télévision doit être légèrement modifié pour éviter que l'image ne soit déformée. Le système présente certains inconvénients : il faut mettre ao point sont installation, la régler parfaitement ; comme c'est l'appareil de télévision qui fournit la source lumineuse, il faot le régler au maximum de ses possibilités.

Au dire des distributeurs, le poste risque de « claquer » au bout d'un an... Ces professionnels jugent d'ailleurs l'image téléprojetée trop médiocre : certains l'appellent justement du « bricolage ». Ils ne sont guère séduits par cette téléprojection « à la loupe ». Malgré un prix très économique par rapport aux autres procédés, ce système coûte au minimum 3 500 F et jusqu'à 15 000 F... En fait, on n'en est pas encore au stade de la diffusion de la téléprojection dans le grand public.

Une tonne

La téléprojection n'a pris son véritable essor que depuis deux ans avec les modèles à usage semi-professionnel. La satisfaction d'une clientèle professionnelle exigeait la mise au point de systèmes plus perfectionnés et plus fiables que pour le grand public. Les fabricants ont donc élaboré d'autres procédés à système électronique. Plus de téléviseur avec lentille. Le téléprojecteur est constitué, schématiquement, de trois tubes de projection de faisceaux électroniques (rouge, bleu et vert) diffusés sur un écran. Les téléprojecteurs les plus sophistiqoés permettent de réaliser des images de plus de 2 mètres de base, jusqu'à 4 et 6 mètres... Le plus important, le « Gretag 5170 », offre des images de 3 à 25 mètres de base ; mais il pèse près de 1 tonne et coûte 1 million de francs.

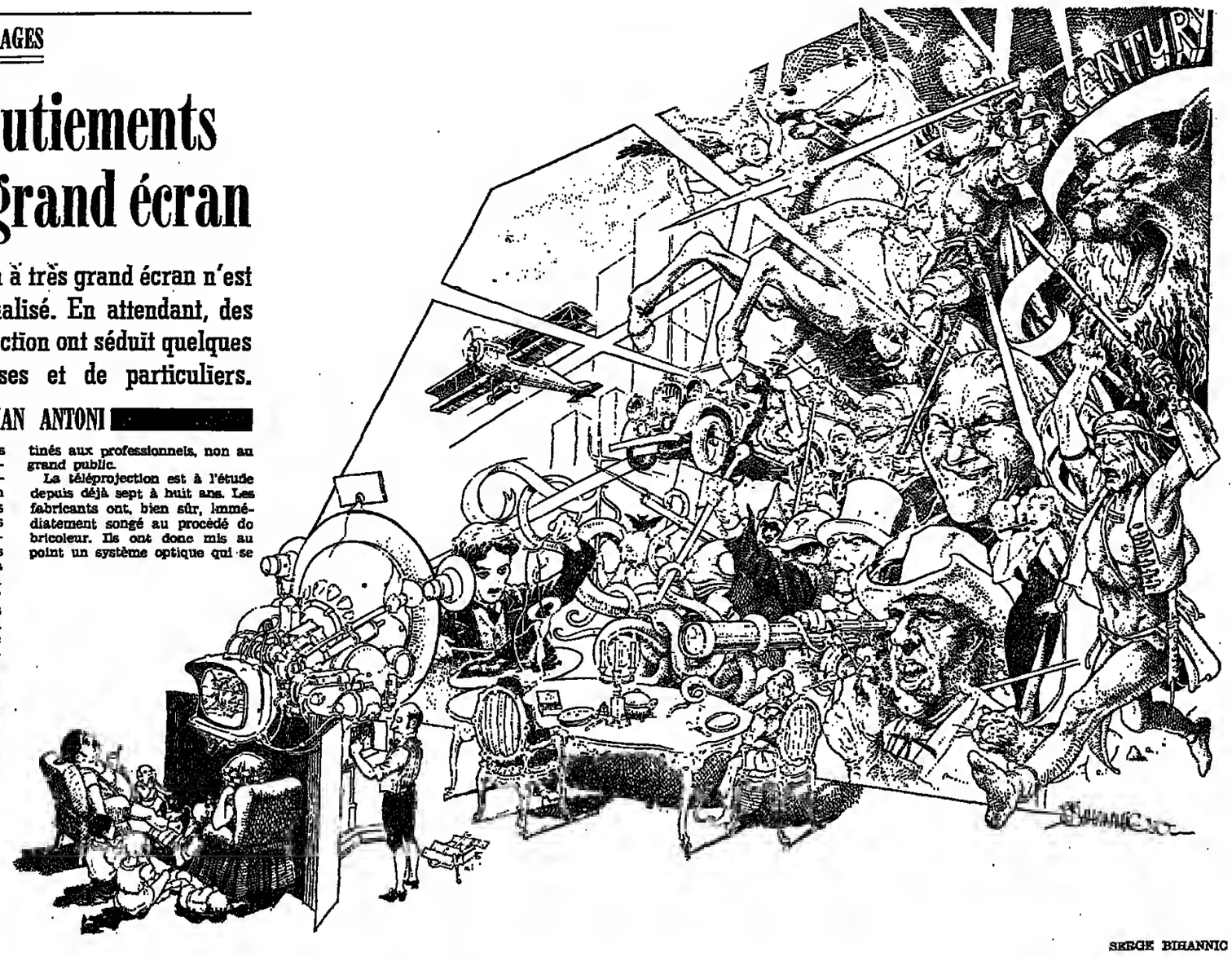
Ces téléprojecteurs ne peuvent intéresser qu'une clientèle très spécialisée et restreinte, d'autant plus qu'on n'en tronve pas à moins de 70 000 F... Les appareils semi-professionnels sont plus modestes. La dimension des écrans (en diagonale) est toujours supérieure à 1 mètre et peut atteindre 2 mètres. Ce sont néanmoins des meubles assez encombrants, et lourds... de 50 à 110 kilos. On les trouve sous deux formes. Avec écran séparé (il faut alors placer l'appareil à une distance déterminée) ou monobloc (le téléprojecteur et l'écran ne formant qu'un seul meuble : il n'y a pas d'installation ni de réglage particulier à faire).

Les téléspectateurs ont sans doute aperçu de tels écrans dans les studios d'information de la télévision. Les sociétés de télévision ont été l'un des premiers clients pour ces équipements. Mais la clientèle ne se limite pas aux professionnels de l'image ; beaucoup d'entreprises s'équipent de téléprojecteurs pour leurs salles de conférences. Le téléprojecteur est, comme une télévision, un écran de visualisation qui peut introduire toutes sortes d'informations ; c'est un « terminal » polyvalent qui peut présenter aussi bien un programme en direct qu'un programme vidéo.

Il offre donc plus de possibilités qu'un projecteur cinéma de 16 mm ; rien de révolutionnaire par rapport à une télévision... sinon une grande image, ce qui est très appréciable tont de même. Une vingtaine ou une cinquantaine de personnes peuvent voir le programme sans difficultés. Ces appareils semi-professionnels toucheront toutes les activités à caractère collectif. Des musées, des universités, commencent à s'en servir. Le système intéresse les compagnies aériennes, car il peut fonctionner en plein jour. Certains particuliers même s'offrent le luxe d'acquérir ces téléprojecteurs semi-professionnels, malgré des prix prohibitifs pour le grand public : de 25 000 F à 60 000 F..., le prix d'une voiture.

A moins d'une sensible baisse de prix, la clientèle grand public restera une clientèle marginale d'amateurs d'équipements les plus sophistiqués at les plus récents, et sans trop de soucis financiers... Actuellement, le développement de ce marché en est an même stade que celui du magnétoscope à ses débuts, il y a trois ans. Les ventes se comptent par centaines par an (et non par milliers comme aux Etats-Unis : 20 000).

Le téléprojecteur qoe l'on voit le plus fréquemment est aujourd'hui un modèle monobloc de fabrication japonaise (Sony). Cette maison va mettre an point des téléprojecteurs dérivés des procédés électroniques semi-professionnels et destinés au grand public. De taille plus réduite, ils aeront bien sûr moins sophistiqués et moins performants. L'image ne sera pas aussi bonne, mais certainement meilleure qu'avec un simple système optique. En outre, le téléprojecteur risque fort de subir la concurrence d'une innovation majeure : l'écran plat de télévision, qui pourra faire plus de 1 mètre ou 2... Il apparaîtra, selon les spécialistes, dans cinq ans au plus tôt, dans dix au maximum. ■



SERGE BIHANNIC

REPÈRES

Minicopieur électronique

Conon vient de lancer aux Etats-Unis une machine à photocopier pas plus grosse qu'une machine à écrire électrique et qui, comme elle, utilise du papier ordinaire. La miniaturisation de cette photocopieuse résulte de l'utilisation d'un faisceau mince de fibres optiques associé à un système original de développement faisant largement appel à l'électronique. L'appareil peut accepter n'importe quel type de papier jusqu'au format 27,9 × 43,2 cm. La cadence est de vingt copies à la minute. L'entretien sera considérablement réduit par le faible nombre de parties mécaniques. Prix : 995 dollars. (SOURCE : *Produits Nouveaux*, publication de la Presse économique, 5, rue du Coq-Héron Paris-2e).

Plus de cinquante mille ordinateurs au Japon

L'Association pour le développement de l'informatique du Japon a publié le Livre blanc sur l'informatique 1979. Le nombre d'ordinateurs installés à la fin juin 1979 se chiffrait à 50 273 unités, soit, + 19,9 % en un an. En valeur, le parc représentait 2 894 710 millions de yen, soit + 12, 9 %. (Source : Japon Economie, n° 128. Office franco-japonais, 14, rue Clmarosa, 75116 Paris.)

CONSERVATION

Des poireaux frais sur l'Atlantique

L'hibernation des légumes. Un procédé français permet la conservation – donc le transport – pendant plusieurs semaines. Il reste à le mettre définitivement au point.

J.-C. MURGALÉ ET B. DE LA GRANGE

CONSERVER plusieors dizaines de jours fruits, légumes et fleurs dans le même état de fraîcheur qo'au moment de la cueillette, pouvoir ainsi régoler les marchés et exporter par bateau vers n'importe quel point do globe... De telles perspectives peuvent être, aujourd'hui, sérieusement envisagées grâce à on procédé mis au point en France voilà plusieurs années par un jeune ingénieur physicien, M. Blaizat, en collaboration avec l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Après les premières expériences en laboratoire, des expéditions grandeur nature ont été réalisées avec succès ao début de 1979 vers les Antilles. Tout cela restait encore au stade artisanal. A la fin du mois de mars 1980, les promoteurs du procédé ont donc tenté de passer la vitesse supérieure avec l'expédition, par bateau, de plusieurs tonnes de fruits et légumes « *préalablement traités* », de Nantes vers le Canada. Nos correspondants étaient aux rendez-vous.

● NANTES, 25 MARS. — Dans le vaste entrepôt de la station légumière de la coopérative des maraîchers do Val de Loire, on prépare les produits. Des jeunes femmes en ciré rouge ébarbent et lavent des montagnes de poireaux. Des manutentionnaires évacuent des palettes de champignons empaquetés... Le procédé de M. Blaizat associe deux fonctions naturelles : la température et la respiration. Les produits d'abord réfrigérés sont ensuite conservés dans une atmosphère enrichie en gaz carbonique. Un appareil est nécessaire pour l'opération, le *vacuum cooling*, sorte de grand caisson à faire le vide dont sont déjà équipées les stations légumières qui exportent de la Communauté européenne à destination de l'Afrique (où le transport maritime reste cependant inférieur à une semaine). La station des maraîchers nantais est équipée d'un tel appareil.

Respiration

Les paniers de champignons, de carottes ou de radis sont d'abord engagés dans un cylindre de plus de 2 mètres de diamètre et de 5 à 6 mètres de long. Un claquement, la porte se referme, la pompe à vide se met en marche. Quand le chargement sort de l'appareil par le tapis roulant, à l'intérieur de la housse de plastique la température du produit est descendue à 2 degrés environ. Le vide a entraîné une sudation des légumes, qui a produit un brusque abaissement de la température. Une seconde opération consiste à disposer en fermeture de chaque palette une membrane qui va assurer une véritable respiration : entrée da l'oxygène, sortie du gaz carbonique. Une hibernation qui maintient la vie.

300 kilogrammes de champignons, 1 tonne de concombres, 1 800 kilogrammes de poireaux, 2 400 bottes de radis, 300 douzaines de laitues et 108 de batavias, 2,5 tonnes de choux-fleurs sont ainsi prétraités. Les choux-fleurs, cueillis la veille dans les champs de Saint-Pol-de-Léon, étaient le produit-test.

Et le lendemain, mercredi 26 mars, les conteneurs isothermes quitteront le port du Havre à bord d'un cargo de la Compagnie générale maritime. Destination : Halifax (Canada), puis Montréal.

● MONTREAL, 8 AVRIL. — Les sept variétés de légumes viennent de parvenir aux halles du marché central. Las ! Seuls les poireaux sont commercialisables. Le représentant de l'INRA, M. Claude Pélisse, ne cache pas sa déception. Un défaut d'étanchéité sans doute. Le contrôleur de température indiquait qu'ao départ de Nantes les champignons, par exemple, étaient passés de 2 à 10 °C. Pour les établissements Breton, dans le Loiret, qui avaient monté l'opération, c'est un coup dur. Le directeur, M. Jacques Vérin, espère beaucoup dans ce nouveau procédé pour développer ses exportations vers l'Amérique.

Pour les responsables de Control Data, qui a financé l'expérience, ce n'est que partie remise. Pourquoi Control Data ? La firme américaine suit de très près les problèmes de production et de commercialisation des petits exploitants du Minnesota, où est installé son siège social. Un procédé permettant la conservation des produits de dix à quatre-vingt-dix jours selon les variétés ouvrirait de nouveaux marchés à la petite agriculture, y compris l'Europe, où les prix sont généralement plus élevés pour les fruits et légumes.

Control Data a fait l'acquisition de plusieurs centaines d'hectares dans le Minnesota et a créé une dizaine de petites unités de prodoction, confiées à des agriculteurs auxquels on apprendra à rationaliser leur travail avec l'aide d'ordinateurs. Chaque ferme devrait être bientôt équipée d'un terminal, et la firme envisage d'étendre l'expérience à la Nouvelle-Angleterre, où le paysage montagneux se prête bien à la petite exploitation. Grâce à l'informatique et à la conservation sous vide, celle-ci pourrait réduire ses coûts de production.

Sans doute cette bataille perdue apportera-t-elle de l'eau ao moulin de tous ceux que cette innovation dérange. Il reste que ce demi-échec ne devrait pas remettre en cause l'intérêt même du procédé. Plusieurs pays ont déjà manifesté leur curiosité. Le Japon vient d'acheter la licence, et l'Espagne s'apprêterait à le faire. Des essais ont eu lieu avec le Mexique, et une expédition d'asperges est prévue prochainement vers l'Argentine.

Mais — les industriels le savent bien — il n'est pas si aisé de passer do stade de l'expérimentation à celui de la grande série... ■

CONFRONTATION

Georges Dever… ethnopsychi…

Disciple de Marcel Mauss et de … Georges Devereux, globe-trotter … poursuit une réflexion insolite … logie et la psychanalyse.

GENEVIÈVE DELAIN

P…

« Malgré l'… guerre, malgré … du grand pay… scientifiques … faire demain … psychologie, … de l'ethnologie … pluriel ?

Dans la jungle

A ce moment, en Europe, on est en pleine hystérie xénophobe après l'affaire Starisky, et Devereux ne peut baigner aucun poste en France. Il retourne donc aux U.S.A. où il restera encore vingt-huit ans, années difficiles sur le plan matériel, pendant lesquelles il n'obtient que des postes provisoires dans une série d'universités et d'hôpitaux psychiatriques. En 1942, il s'engage dans la marine américaine et assure à un moment la liaison avec la mission militaire de la France libre en Chine, dans le Setchouan.

Sa situation s'améliore un peu pendant les sept ans qu'il passe en poste à l'hôpital psychiatrique de Topeka (Kansas), où se trouvait aussi un centre de formation psychanalytique, la Menninger Clinic. Il termine là, en langue allemande (avec R. Jokl), lui-même analysé par Freud, une psychanalyse commencée brièvement en hongrois avec Géza Roheim à New-York et poursui…

هكذا من الأصل

CONFRONTATION

Georges Devereux ethnopsychiatre

Disciple de Marcel Mauss et de Geza Roheim, *Georges Devereux, globe-trotter et polyglotte*, poursuit une réflexion insolite entre l'ethnologie et la psychanalyse.

GENEVIÈVE DELAISI

PERSONNALITE provocante, paradoxale, solitaire, mais chaleureuse et pleine d'humour, tel est Georges Devereux. Sa vie est inséparable de sa carrière scientifique ; mais, plus encore, elle permet de comprendre l'expérience — souvent douloureuse — de la pluridisciplinarité : travailler tour à tour dans deux domaines (l'ethnologie et la psychanalyse), avoir partagé la culture de différents pays, avoir été obligé de se servir couramment de plusieurs langues (hongrois, allemand, roumain, français, anglo-américain et même sedang moi), tout cela n'est pas très confortable et ne favorise pas une notoriété rapide.

Georges Devereux est né en septembre 1908 dans le Banat, en Hongrie. Sa famille paternelle était d'ascendance lorraine, ce qui explique la consonance française de son nom. La guerre de 1914-1918 amène de nombreuses vicissitudes dans sa vie scolaire : ses études commencées en hongrois — et en allemand grâce à une gouvernante autrichienne, sans compter les leçons d'anglais — passent brutalement, après 1918, au roumain, avec le français en seconde langue. Cela lui donne en tout cas l'envie d'aller voir le monde. Ses études secondaires terminées, il arrive à Paris en 1926 et étudie d'abord la physique théorique avec Jean Perrin et Marie Curie. Plus tard, tandis qu'il gagne sa vie comme lecteur d'ouvrages étrangers dans une maison d'édition, il passe son diplôme de malais aux langues orientales, car il rêve d'Extrême-Orient.

Au hasard de ses lectures, il découvre sa vocation : l'ethnologie. En cours d'année universitaire, il débarque au Musée de l'homme chez Paul Rivet et à l'Ecole pratique des hautes études, auprès de Marcel Mauss, c'est-à-dire au cœur de cette extraordinaire pépinière intellectuelle de l'époque, qui a formé la quasi-totalité des ethnologues français nés dans le premier quart de siècle. Sujet brillant, il se voit offrir à vingt-quatre ans une bourse de la Fondation Rockefeller et part d'abord chez les Indiens Hopi, en Arizona. Peu après, le dauphin de l'anthropologie américaine, A.L. Kroeber, l'envoie étudier la vie sexuelle des Indiens Mohave, sujet sur lequel il soutiendra plus tard sa thèse à l'université de Californie, à Berkeley. Entre-temps, après un bref séjour en Papouasie, il arrive en Indonésie, chez les Sedang Moï, où Paul Rivet lui avait demandé d'aller ; il y reste dix-huit mois.

Dans la jungle

A ce moment, en Europe, on est en pleine législation xénophobe après l'affaire Stavisky, et Devereux ne peut briguer aucun poste en France. Il retourne donc aux U.S.A. où il restera encore vingt-huit ans, années difficiles sur le plan matériel, pendant lesquelles il n'obtient que des postes provisoires dans une série d'universités et d'hôpitaux psychiatriques. En 1943, il s'engage dans la marine américaine et assure à un moment la liaison avec la mission militaire de la France libre en Chine, dans le Setchouan.

Sa situation s'améliore un peu pendant les sept ans qu'il passe en poste à l'hôpital psychiatrique de Topeka (Kansas), où se trouvait aussi un centre de formation psychanalytique, la Menninger Clinic. Il termine là, en langue allemande (avec R. Joki, lui-même analysé par Frend), une psychanalyse commencée brièvement en hongrois avec Geza Roheim à New-York et poursuivie un an en français avec Marc Schlumberger à Paris.

En même temps qu'il pratique l'analyse (par la suite à Philadelphie et à New-York), il écrit, entre la fin de la guerre et son retour en France, plus de cent articles et plusieurs livres qui, à l'époque, furent très peu lus. Enfin, en 1963, appuyé par Claude Lévi-Strauss (qu'il avait connu aux Etats-Unis), par Fernand Braudel et par Roger Bastide, il revient en France, d'abord comme directeur d'études suppléant à l'E.P.H.E., poste qui fut assez vite transformé en celui de directeur d'études associé.

Depuis lors, il y dirige un séminaire d'ethnopsychiatrie. En 1979, il obtient le prix Ferenczi, premier auteur à obtenir cette distinction accordée par le « Journal of Psychological Anthropology ». A ce jour, il a publié plus de deux cent cinquante articles, écrits en majorité en anglais et français, une douzaine de livres dont trois ont paru en cinq langues : français, anglais, allemand, espagnol, italien. La traduction française de *De l'angoisse à la méthode* vient de sortir chez Flammarion ; écrit dans les années 30 — commencé dans la jungle indochinoise, il est terminé à Berkeley, — cet ouvrage dut attendre trente-cinq ans pour paraître, d'abord en anglais, en 1967. Depuis, il a été traduit en allemand (même en édition de poche) et en espagnol (au Mexique).

***

« Malgré l'importance de votre œuvre, vous êtes peu connu, tant du grand public que des milieux scientifiques pourtant proches de votre domaine (tels ceux de la psychologie, de la psychiatrie, de l'ethnologie). Comment l'expliquer ?

— C'est plus encore que ce que vous suggérez. On peut dire que, jusqu'à 1971, j'ai parlé aux sourds. Mes cinq premiers livres furent rapidement soldés ; parfois, je ne trouvais même pas de maison d'édition qui veuille lire mes manuscrits. Au début, seuls Claude Lévi-Strauss et Roger Bastide, en France, semblent avoir compris ma démarche et contribué à me faire connaître. C'est seulement le succès de mes « Essais d'ethnopsychiatrie générale » (1) qui m'a fait comprendre, à l'âge de soixante-deux ans, que mes idées « passaient » enfin.

— N'est-ce pas précisément parce que vos idées dérangent que personne n'a voulu vous entendre ? *Dans sa préface à « De l'angoisse à la méthode »*, l'ethnologue américain Weston La Barre vous appelle — pour rire — un « vilain fâcheux ». Est-ce vrai ?

— Ce qui est vrai, c'est que je manque d'hypocrisie. Par exemple, je n'hésite pas à faire ressortir les contradictions des auteurs avec eux-mêmes ou avec les faits ; je le fais non par méchanceté mais par rigueur intellectuelle. Je me suis donc toujours bien entendu avec les physiciens, qui, eux, m'ont compris dès le début.

— Cela vaut pour la forme mais, pour le fond, n'est-ce pas à cause de votre exigence méthodologique qui demande au chercheur d'analyser ses propres motivations que vous avez dérangé ? Vous n'hésitez pas à affirmer que souvent les spécialistes en sciences humaines, croyant parler de leur « terrain » (pour les ethnologues) ou de leurs patients (pour les psychanalystes), ne parlent en réalité que d'eux-mêmes ; leurs œuvres, dites scientifiques, ne seraient, sous certains rapports, que d'intéressantes autobiographies !...

— Vous savez, je ne critique jamais l'auteur, seulement l'œuvre. Et, puis, le seul analyste du comportement que je critique de façon systématique, c'est moi-même. Dans mon dernier ouvrage, j'analyse avant tout mes propres déformations, cécités, angoisses, inhibitions devant les données que j'ai collectées tant *sur mes terrains que dans mon* matériel clinique.

Tout s'analyse

— Il s'agit ici d'une des caractéristiques essentielles de votre démarche scientifique : la prise de conscience, l'utilisation du contre-transfert. Qu'entendez-vous par là ?

— Je me situe dans la ligne de Freud, qui a établi que, dans la psychanalyse considérée soit comme thérapie, soit comme méthode d'investigation, le transfert est la donnée la plus fondamentale. J'ai fait un pas de plus dans cette voie en montrant que c'est l'implication personnelle du chercheur — et en particulier son angoisse devant les données qu'il recueille et analyse — qui est à la fois la difficulté centrale et la donnée la plus fructueuse de toute science du comportement.

— Pouvez-vous en donner un exemple ?

— Je cite — entre autres exemples — dans *De l'angoisse à la méthode*, le cas de l'ethnologue Geza Roheim : il ne se rendait pas compte que certaines différences dans son interprétation de deux cultures étaient dues non seulement au fait que ces cultures étaient en effet différentes, mais en grande partie aussi à ce que l'une et l'autre de ces communautés ne lui avaient pas attribué, à lui ethnologue, le même statut social. L'étude du contre-transfert montre aussi que ce n'est pas par hasard qu'un ethnologue part étudier telle ou telle tribu ou qu'un analyste prend tel ou tel patient en thérapie. N'importe quel chercheur ne peut étudier également bien n'importe quel sujet. Sa subjectivité — tout comme le comportement du sujet observé ou les perturbations déclenchées par ses activités d'observateur — fait partie de l'objet de son observation. Par exemple, si j'ai pu étudier les Indiens Mohave en profondeur, c'est que je ne suis pas un obsessionnel ou un maniaque ; si je l'étais, je les aurais trouvés insupportables, et eux de même pour moi.

— Mais, alors, a-t-on une chance d'atteindre une objectivité quelconque ?

— Oui. A travers l'analyse de son propre « manque d'objectivité ». Quand je bute sur une difficulté, je sais qu'il faut en chercher la solution en moi-même et non dans la réalité extérieure : le problème est presque certainement dans ma tête. Il faut donc faire disparaître l'obstacle contre-transférentiel. C'est en ce sens que j'ai écrit que la subjectivité devait devenir un instrument d'objectivité.

— Quels sont les facteurs principaux de contre-transfert ?

— Le vécu, le sexe, l'âge, la profession, l'idéologie, la culture et la position personnelle du chercheur. J'en donne de très nombreux exemples dans mon livre.

— La sexualité tient dans votre œuvre une place prépondérante. N'est-ce pas précisément un sujet qui déclenche tout particulièrement les réactions contre-transférentielles du chercheur (son voyeurisme, son exhibitionnisme, ses perversions éventuelles) ?

— Oui, on me l'a déjà fait remarquer, surtout pour justifier le refus de me comprendre : c'est tant pis : tout s'analyse... même si cela prend du temps. Et puis, de quoi d'autre voulez-vous qu'on parle ? N'est-ce pas là la réalité humaine la plus profonde ?

— Tout de même, en feuilletant vos ouvrages et articles, on est frappé par la récurrence de thèmes tournant autour de la vie sexuelle et sur lesquels tant les analystes que les ethnologues sont assez peu prolixes : avortement, grossesse, accouchement, menstruation, puberté, contraception, délinquance sexuelle des jeunes filles, ou encore masturbation, positions pendant le coït, paternité, rôle du sperme, homosexualité.

— Je m'attache à décrire la réalité la moins bien étudiée — sans m'en indigner. Il y a, en outre, ici, un élément culturel très important. J'ai l'impression que les Indiens Mohave, par exemple, pensent que c'est le refus des rapports sexuels qui exige une explication, et non l'inverse comme chez nous. Ils disent aussi que l'on reconnaît facilement ceux qui viennent de faire l'amour : leur port est fier et leurs yeux étincellent. On est loin, là, de notre adage : « *Post coitum, omne animal triste.* »

— Vous semblez, en effet, avoir toujours souffert du puritanisme occidental (et surtout de celui des Américains)...

— J'ai surtout souffert de l'impersonnalité et de la stérilité des recherches sur la sexualité humaine poursuivies dans des laboratoires de sexologie déshumanisés. La sexualité est un des meilleurs moyens de communiquer avec autrui.

Vomir les tièdes

— Vous parlez très souvent dans votre œuvre de l'homosexualité masculine. Pourquoi ?

— Même pour quelqu'un — comme moi — qui regarde la vie des homosexuels du dehors, elle semble très dure, très malheureuse. Il y a dans l'homosexualité un élément irréductible d'agressivité qui, dans l'hétérosexualité, n'existe pas ou est sublimé. Les célibataires sedang, par exemple, qui pratiquent une homosexualité « de carence », *trouvent eux-mêmes* que ce qu'ils font est une perversion, et ils accusent leurs dieux maîtres-chanteurs de les pousser à pareil comportement. Pour ma part, j'estime avoir mal conduit une analyse si un patient homosexuel angoissé devient un homosexuel content ; l'analyse n'est réussie que s'il devient un hétérosexuel content !

— C'est un point de plus. — l'engagement personnel du chercheur ou du clinicien dans son étude ou dans sa thérapie — sur lequel vous différez de nombre de vos confrères...

— Je sais. Mais c'est d'abord que je crois à mes idées. Ensuite, je pense qu'est tout à fait illusoire la prétendue neutralité de l'observateur — en tout cas en ethnologie. Comment peut-on rester indifférent lorsqu'on étudie des coutumes indigènes qui vous choquent, par exemple la tauromachie ou d'autres actes de cruauté gratuite vis-à-vis d'animaux ? Si l'on est assez tenace, il est toujours possible de faire passer ses propres conceptions. Mais, pour le faire, il faut s'engager, être chaud — ou froid, — « vomir les tièdes de sa bouche »... C'est justement ce à quoi sert l'analyse du contre-transfert.

Grand-Guignol

— Spécialiste du contre-transfert, vous êtes aussi celui du contre-œdipe, autre thème majeur de votre œuvre. Vous postulez l'antécédence du complexe parental sur le fameux complexe œdipien de l'enfant.

— En effet. L'Occident tend à faire de l'enfant un bouc émissaire : il le charge de toutes les responsabilités, comme si tout ce qui arrivait était de sa faute. Il y a là un véritable escamotage de la participation de l'adulte. Le point de départ de ma réflexion est le mythe d'Œdipe : à l'origine de la malédiction dont Œdipe fut la victime et qui lui fit tuer son père et coucher avec sa mère, il y a un crime de son père, Laïos, l'inventeur de l'homosexualité (d'après les Grecs). Le jeune et beau Chrysippe (double d'Œdipe) avait déclenché en Laïos des pulsions homosexuelles. Le père de Chrysippe prononça alors contre Laïos une malédiction : son fils devait le tuer et épouser ensuite sa propre mère. C'est pour cette raison qu'Œdipe, plus tard, tua Laïos. De toute façon, dans nombre de sociétés, les parents ont des tendances incestueuses ou meurtrières à l'égard de leurs jeunes enfants : *chez les Indiens* Navaho comme chez les paysans hongrois, on caresse le sexe des bébés qui crient pour les calmer — ce qui déclenche automatiquement des pulsions œdipiennes.

Voulant se blanchir de tout cela, l'adulte s'est construit un personnage digne et noble et, dans un mouvement projectif, a tout rejeté sur l'enfant. Comment, en effet, imaginer qu'à l'âge d'un an l'enfant puisse avoir des pulsions « cannibaliques » ! L'œdipe à l'âge de six mois est l'un des fantasmes de Mélanie Klein. Il ne faut tout de même pas pousser trop loin de telles constructions fantasmatiques ! Le psychisme du bébé n'est quand même pas le Grand-Guignol !...

— Vous rejetez Mélanie Klein ; mais, pour le psychanalyste freudien rigoureusement classique que vous dites être, est-ce que vous ne vous séparez pas pourtant de Freud sur pas mal de points ?

— C'est vrai que c'est parfois en contredisant Freud que je me suis situé par rapport à lui.

— C'est-à-dire ?

— Je ne suis pas toujours d'accord avec le Freud d'après 1919 : je ne crois pas à l'instinct de mort, et je pense que moins on parle de « Moïse et le monothéisme », mieux ça vaut... Je me méfie de la tendance qu'ont les grands savants vieillissants à faire un délire d'omniscience théologique.

— Et vous ?

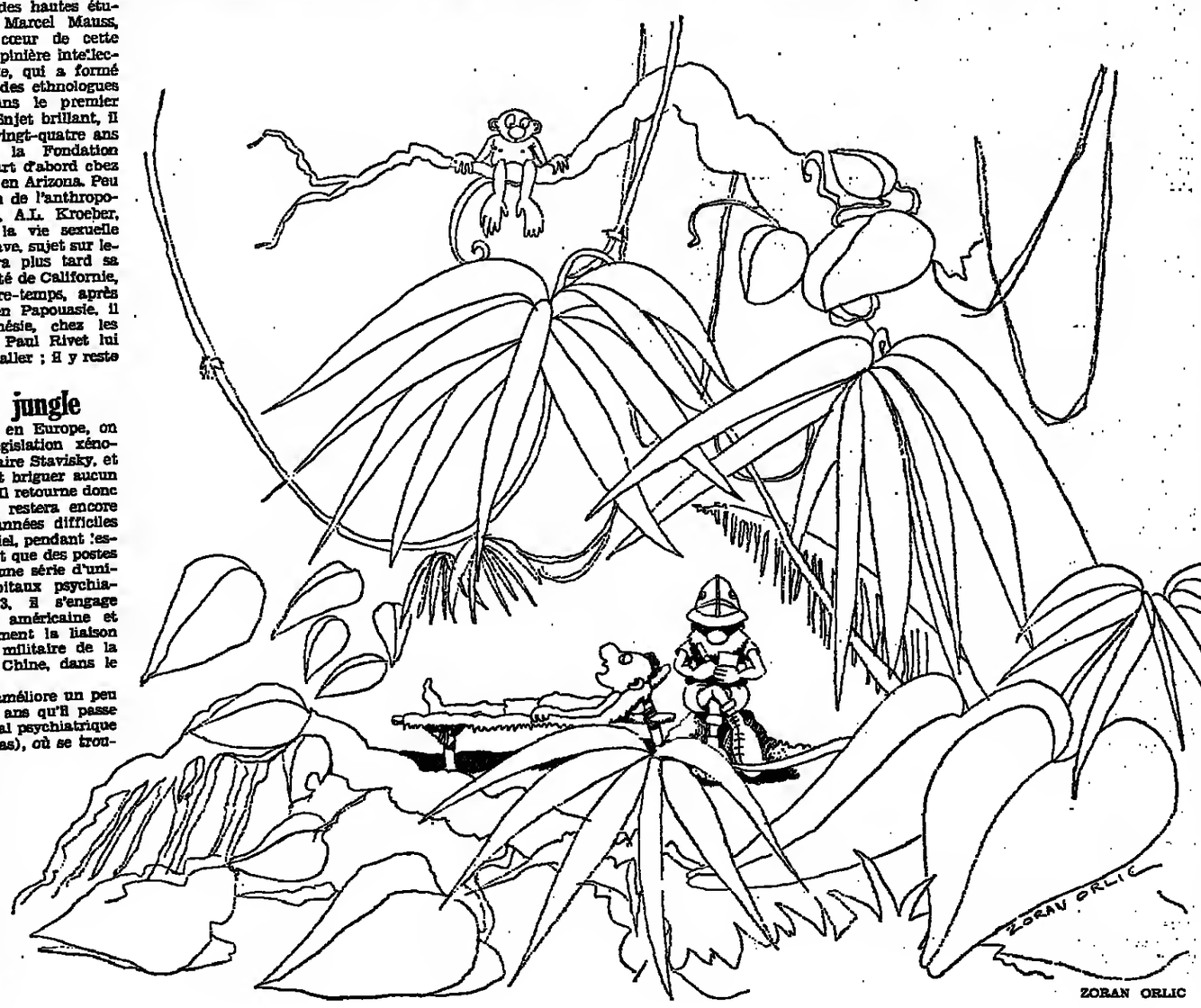
— Moi, depuis une dizaine d'années, je réfléchis avec beaucoup de scepticisme chaque fois que j'ai une idée nouvelle ayant une portée plus que moyenne. Je suis décidé à éviter le leurre de l'omniscience sénile.

— Nous n'avons pas parlé de l'étude que vous poursuivez depuis presque vingt ans sur les mythes grecs et que vous appelez votre « dernier terrain » (2)...

— J'ai actuellement un livre en préparation qui s'intitule : « Baubo. La vulve personnifiée » : mythe grec dont Clément d'Alexandrie donne une version passionnante. J'y fais, entre autres, une analyse du fantasme de la transformation de la vulve en verge et réciproquement.

— Vous lisez le texte en grec ?

— Je n'ai commencé le grec qu'à l'âge de cinquante-cinq ans, et ma *connaissance de cette langue* n'est donc pas parfaite. Je m'aide de bons dictionnaires... pour décrypter les phrases-clés. » ■



ZORAN ORLIC

(1) Parus en 1970 chez Gallimard (traduit de l'anglais), préface de Roger Bastide.

(2) Voir notamment *Tragédie et poésie grecques - Etudes ethnopsychanalytiques*, Flammarion, 1975, et *Dreams in Greek Tragedy*, Oxford, Blackwell, 1976.

ATELIER

Les jardins de Jean Bazaine

C'est en regardant les arbres que Jean Bazaine a compris que toute peinture est un mélange de réalisme et d'abstraction. Et c'est en errant dans le jardin de la peinture française qu'il a trouvé ses racines.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

Né en 1904, Bazaine vient d'avoir soixante-quinze ans : cela ne l'empêche pas d'être l'un des plus jeunes peintres français de notre époque... Dans son vaste atelier de Clamart, perdu au fond d'un jardin mystérieux, les toiles sur lesquelles il travaille actuellement — une dizaine à la fois — éclatent de vie et de couleur : les bleus, les rouges, les mauves, s'arc-boutant les uns contre les autres, composent une sorte d'hymne à la joie, de cathédrale française légère et élancée. Une cathédrale que le soleil inonde la matinée durant : les verrières, en effet, donnent à l'est. Ce n'est pas très réglementaire, mais peu importe : l'atelier de Braque n'était-il pas, lui, orienté au midi ? La seule chose qui compte, et Bazaine l'explique bien, c'est l'amour du travail :

« J'arrive à mon atelier vers 7 heures du matin. Je commence par regarder mes toiles, tapi dans un coin comme une araignée. Ce sont les seuls instants dans la journée où l'on voit son travail objectivement, de l'extérieur : après, très vite, on est dedans, on perd toute lucidité. Puis je circule, je réfléchis, je marche. Peindre c'est marcher : des kilomètres pour chaque toile. On n'a pas toujours quelque chose à dire sur un tableau ; seulement, il faut être là, il faut le surveiller. Je reste ainsi toute la journée dans l'atelier : des heures et des heures d'attente sont nécessaires pour que le geste vienne. Le soir, je suis claqué. La nuit, j'en rêve encore... Les vacances n'en parlons pas ! Si je passe trois jours sans peindre, je deviens fou. Les voyages ? Mais là encore je « m'imprègne » comme disait Braque (qui d'ailleurs, comme beaucoup de peintres, n'aimait guère voyager) et, des années après, sans que je sache pourquoi, ça ressort... »

Devant nous, les toiles en gestation plus ou moins avancée se côtoient, sans gêne, dans un sympathique désordre. Il y en a de tous les formats : rectangulaires, carrées, hautes, allongées...

« Le format, dit Bazaine, détermine ce qu'on met dans la toile. Alors, comme j'aime me remettre en question, je m'efforce d'en changer le plus souvent possible. Jadis, comme beaucoup de peintres de ma génération, je travaillais sur de petits tableaux ; puis j'ai éprouvé le besoin de formats plus grands qui déterminent de tout autres rapports avec le monde : on le domine moins, on y est plus perdus... »

Dans l'atelier, deux palettes se regardent en coin : celle que Bazaine utilise actuellement, où prédominent les roses et les violets, et puis une autre, fixée au mur, qui paraît beaucoup plus ancienne.

« Celle-là, dit-il, date d'une époque lointaine. A ce moment-là, je me dissolvais dans la sensibilité : j'avais trop de couleurs, trop de quarts de ton. Alors j'ai décidé de changer de palette et de repartir avec cinq couleurs seulement. Depuis peu, je reviens à un plus grand nombre de tons, mais je ne les utilise pas encore tous à égalité. C'est curieux, cette histoire : il y a longtemps, par exemple, je faisais de grandes toiles à dominante verte ; puis le vert a disparu de ma gamme. Pendant vingt ans, je l'ai laissé sécher sur ma palette. Et voilà qu'un beau jour, récemment, j'ai éprouvé le besoin de le reprendre. Il a resurgi sans que je le veuille, sans que je comprenne pourquoi ; il m'encombre ; je n'ai même pas idée de ce que je vais en faire... La force de l'inconscient, ça existe. Et c'est bien lui qui nous mène profondément, mais à plus ou moins longue échéance... »

Pourtant, le lyrisme de Bazaine n'a rien d'onirique ou d'automatique ; il se tient aussi loin de la démesure expressionniste ou de la mécanique surréaliste que des froids calculs de l'abstraction géométrique. Celui qui restera l'un des maîtres de l'école de Paris, l'un des « abstraits » les plus inspirés de son temps, récuse tout dogmatisme, toute affirmation que ne viendrait pas tempérer une certaine intelligence, chaude et lucide à la fois : l'intelligence de la lumière... Et, bien qu'il ait écrit deux livres — deux tentatives, à vingt-cinq ans de distance, pour jeter quelques lueurs sur la longue marche aveugle du peintre (1), — il ne cède pas davantage à la tentation, si commune aujourd'hui, de tout théoriser.

« J'ai toujours refusé de me laisser enfermer dans le vieux débat « figuration contre abstraction ». Entre les deux, pour moi, il n'y a pas de différence : le réalisme pur est impossible, toute peinture est nécessairement abstraite, même la peinture figurative, même celle de Van Eyck. Cela, je l'ai compris pendant la guerre. Je me suis alors trouvé, pendant assez longtemps, dans une espèce de no man's land. Je n'avais guère le temps ni la possibilité d'y faire des croquis, mais je vivais au milieu de la nature, et je voyais, comme du dedans, un monde précaire, fragile, incertain de lui-même : à chaque instant, cet arbre pouvait être déchiqueté, ce paysage changer du tout au tout. J'ai donc passé un on ninsi, jusqu'à ce que je finisse par ressentir une sorte d'intériorisation du monde en moi. Les choses n'étaient plus dans des rapports simples les unes par rapport aux autres, l'espace m'apparaissait multiple, cette lumière entre les branches des arbres pouvait être aussi bien par-devant que par-derrière. Parfois, j'étais dedans, moi !... Depuis, j'ai toujours su que nous sommes solidaires du monde dit « extérieur ». Et même le peintre le plus radicalement abstrait n'arrivera pas à s'évader de ce monde, à peindre comme s'il n'existait pas ! »

— Même s'il le voulait ?

— Même en ce cas. D'ailleurs, j'ai remarqué qu'on peut souvent deviner la nationalité d'un peintre abstrait rien qu'en regardant ses toiles. Il y a des abstraits espagnols, des abstraits hollandais et des abstraits allemands : que nous le voulions ou non, nous avons tous nos racines. Les miennes sont françaises, c'est évident. »

Bonnard

Bazaine sourit. Il n'est pas dupe de l'illusion historique, mais il lui plaît d'errer dans ce jardin qu'une intelligence légère a dessiné, où le mystère des perspectives fait cependant écho aux préoccupations du cœur : le jardin de la peinture française. Celle qui va du Maître d'Avignon à Philippe de Champaigne, à Poussin, à Chardin, et surtout à Bonnard — dont une photo orne le mur, derrière Bazaine.

« Bonnard a été mon père spirituel. Quand je travaille, il ne me quitte jamais. Il reste là, dans mon dos : il me regarde... »

Pourtant, Bazaine ne s'accroche pas systématiquement à la tradition : s'il se sent l'arrière-petit cousin — dit-il modestement — des grands peintres français d'autrefois, il a aussi frayé son propre chemin, contre tous les académismes. Avec mesure, mais avec enthousiasme — et une certaine persévérance que le temps n'entame pas. De ne jamais conserver une toile lorsqu'il l'a terminée j'y aide sans doute : seul compte, pour lui, le travail en cours. Passé et dépassé : termes synonymes.

« J'ai toujours l'impression, quand j'entreprends une nouvelle toile, que je n'ai jamais peint. Que ça va commencer pour de bon. Naturellement, il y a quand même un lien : chaque fin de tableau est le commencement d'un autre. Pourtant, chaque fois, il me semble que je repars de zéro. D'ailleurs, je n'ai jamais voulu m'installer définitivement quelque part. Pendant des années, je n'ai eu que des ateliers provisoires. Se sentir en voyage — c'est important. « On a toujours » trop de confort », me disait parfois Giacometti. Figurez-vous qu'un jour, en 1946, mon atelier a brûlé avec tout ce qu'il y avait dedans — les tableaux en cours et toutes les toiles d'avant 1939, que je n'avais guère vendues — je me suis senti léger, disponible, et j'ai peint dans une mansarde les toiles les plus joyeuses de ma vie. Pour être franc, j'accepterais beaucoup moins volontiers la même épreuve : j'ai sans doute vieilli. »

Deux flammes

Cet étonnant pouvoir de renouvellement éclate tout particulièrement dans la dernière série d'aquarelles que Bazaine vient de finir, ainsi que dans les cartons — en voie d'achèvement — des vitraux qu'il destine à une ravissante petite chapelle bretonne, à Saint-Guénolé.

Les cartons sont là, pendus au mur. Comme deux flammes allongées, attirées l'une par l'autre, les deux formes symétriques du Christ et de Marie-Madeleine, saisies dans la cascade de leur drapé, se pencheront doucement l'une vers l'autre au-dessus de l'autel, et le soleil couchant les fera rougeoyer : arabesque spirituelle, peinture mystique... mais surtout peinture pure — et c'est là le principal.

Bazaine s'approche pour rajouter une parcelle de couleur.

« C'était votre dernière toile ?

— Ma dernière toile ? »

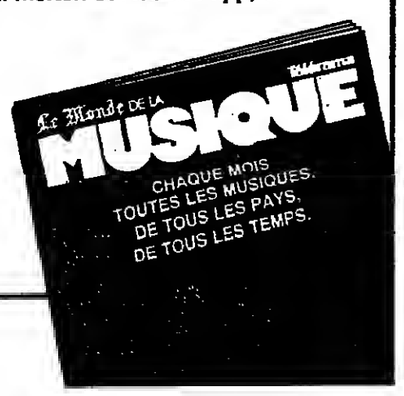
Il éclate de rire.

« Oui, c'était ma dernière toile. Et la première, c'est celle que je commencerai demain ! » ■

(1) *Notes sur la peinture d'aujourd'hui* (Floury 1948, Le Seuil 1953) et *Exercice de la peinture* (Le Seuil 1973).

PIANO : UN GUIDE D'ACHAT

Le Monde de la Musique est le mensuel de vos découvertes. Ce mois-ci l'achat d'un piano, le maquis des cassettes, l'abc du rock, tous les concerts du mois et la sélection commentée, les disques nouveaux. Et puis aussi, « les grands papiers » = la musique du IIIe Reich, le Salsa antillais, Paco Ibanez et Philippe Harreweghe, Jelly Roll Morton et Robert Fripp, et cœtera.



TÉMOINS

Deux généraux français à Dachau

L'un était célèbre : Delestraint. L'autre peu connu. Mais ces deux généraux français, déportés à Dachau, ont laissé dans la mémoire d'un de leur compagnon de déportation, un souvenir vif et ému.

NERIN E GUN

Le foi enthousiame que j'éprouvai lors de la libération, le 29 avril 1945, du camp de concentration de Dachau fut assombri par la mort de deux généraux français.

Je n'avais rencontré qu'une seule fois le premier des deux. La veille de son exécution. Son nom était Delestraint et il avait été le résistant le plus important de France, puisqu'il avait été le représentant de de Gaulle. L'autre allait devenir pour moi un véritable ami. Peu importe son nom, car je ne crois pas qu'il ait joué un rôle exceptionnel durant la guerre.

Les SS des camps, sans doute à cause de leur animosité envers la Wehrmacht, l'armée régulière, n'affichaient que du mépris envers les généraux qu'ils comptaient parmi leurs prisonniers. Aux yeux des SS, ces généraux, ennemis mais parfois aussi allemands, étaient plus méprisables encore que les autres détenus et ils multipliaient les tracasseries à leur égard.

Inflexible

Charles Delestraint, dit Vidal, venait du camp de Natzweiler. Il était arrivé à Dachau au début de l'été 1944, en compagnie de l'évêque de Clermont-Ferrand, Mgr Piguet. Tous deux étaient alors dans un état d'épuisement lamentable, après avoir été, durant le trajet, continuellement maltraités par leurs gardiens.

Le général Delestraint avait été choisi par le général de Gaulle parmi les officiers généraux de l'armée active restée en zone non occupée, pour y organiser cette armée secrète (A.S.) qui devait s'opposer effectivement aux Allemands. En octobre 1942, de Gaulle en avait informé Jean Moulin qui jusque-là coordonnait l'ensemble de la Résistance.

Delestraint s'était établi dans la région de Lyon et, d'accord avec Jean Moulin, avait contacté un jeune ingénieur, René Hardy, dit Didot, qui dirigeait la section Sabotage-Fer et qui s'était révélé fort audacieux. Mais Delestraint et Moulin ignoraient la surveillance dont Hardy était l'objet de la part de Klaus Barbie, le chef de la Gestapo de Lyon, qui avait soudoyé — c'est ce qu'on devait prétendre au procès qui eut lieu en 1947 — un certain Multon.

Hardy avait donné rendez-vous à Delestraint pour le 9 juin à Paris. Mais la Gestapo était dans le train et Hardy fut arrêté en gare de Châlons-sur-Marne. Le système d'alerte de la Résistance ne fonctionna pas ce jour-là et Delestraint attendit vainement, devant la sortie du métro la Muette, son homme de confiance. Ce fut Multon qui l'aborda et qui, prétextant un changement de routine, l'attira dans une auto de la Gestapo.

Le général, qui jusqu'au moment de sa mort sera persuadé qu'il avait été trahi par Hardy, fut incarcéré dans la prison de Lyon, puis à l'École de médecine militaire et enfin à la prison de Montluc. Les Allemands ignoraient sa véritable identité, malgré la torture qu'ils lui infligèrent comme aux autres résistants qu'ils avaient, entre-temps, capturés. On sait que Moulin, Christian Pineau et d'autres se trouvaient dans les mains de Barbie, comme d'ailleurs Hardy qui lui, toutefois, s'évada.

Delestraint fut transféré à la prison de Fresnes alors que Moulin, dirigé vers l'Allemagne, succomba à ses blessures. C'est à Fresnes qu'il eut son premier contact avec Edmond Michelet, autre résistant fameux — et futur ministre de la Ve République — qu'il devait retrouver à Dachau.

Cependant, les Allemands n'avaient pas tout à fait compris le rôle important que devait jouer l'homme tombé dans leurs filets, et ils s'étaient contentés de le déporter à Dachau.

Il sut toujours garder sa belle prestance, malgré les fatigues et les privations. Ses yeux, d'un azur profond, étaient à la fois autoritaires et empreints de bonté. Son énergie ne l'avait pas abandonné ! Même en tenue de bagnard, il restait le chef militaire qui sait commander, qui exige, qui attend et ne remercie que par courtoisie. Il se montrait inflexible envers ceux des Français qui étaient au camp pour d'autres motifs que des actes de résistance (marché noir, larcins, viols, désertion...) Il ne pouvait admettre que ses compatriotes ne l'eussent pas tous suivi dans la « rébellion ».

On essaya de le caser au *« revier »*, l'infirmerie, mais les kapos communistes ne voulaient pas de cet intrus « militariste », et il fallut bientôt le transférer au bloc 24, où les Français étaient en majorité. Ceux-ci se rallièrent aussitôt à ses étoiles et l'acceptèrent d'emblée comme leur « leader ».

Je ne lui ai jamais adressé la parole tant qu'il se trouvait dans l'enceinte du camp. J'étais trop jeune, étranger, je débutais au camp, et Dachau était fait de privilèges et bâti sur des hiérarchies. Il ne se laissait approcher que par des militaires de haut rang ou par ceux des prisonniers qui s'étaient mis spontanément sous ses ordres et qu'il considérait comme ses *« bravi »*. C'était pourtant un homme très babile, qui savait à l'occasion se montrer affable, persuasif et qui certainement releva le moral et le prestige du clan français. C'est à lui qu'on doit l'idée de former à Dachau un comité international des prisonniers.

Le bunker

Je le remarquais, le soir au crépuscule, à l'angle de la grande place, s'adressant avec autorité à un petit groupe de courtisans qui l'entouraient de près pour mieux l'entendre et aussi pour le protéger contre le menu fretin.

C'est cette prestance superbe qui devait causer sa perte.

Un jour, le camp reçut la visite d'un colonel-inspecteur des SS. On avait fait aligner les déportés du baraquement 24, et Delestraint, le plus naturellement du monde, s'était placé au premier rang. Malgré sa petite taille, il avait une façon de redresser le buste qui ne pouvait manquer de le faire remarquer.

Selon Edmond Michelet, qui se trouvait tout près du général, le nazi interrogea le petit Français aux cheveux blancs et à l'allure décidée :

« Quelle profession ? demanda-t-il.

— Général de l'armée française, répliqua crânement Delestraint. Et il ajouta : *Aux ordres du général de Gaulle, qui fut naguère sous mon commandement. »*

La réponse en imposa-t-elle à l'officier SS ? La Gestapo était-elle déjà informée du rôle que Delestraint avait assumé à Dachau ? S'agit-il uniquement d'une coïncidence administrative, l'ordre de Berlin n'ayant été transmis qu'à retardement ? Ce qui est certain, c'est que le général fut envoyé, peu après, au bunker dit d'honneur.

Le bunker se trouvait derrière les cuisines, à la lisère sud du camp. C'était un lieu d'horreurs et de tortures. Et d'isolement total. Un immense bloc de béton armé, destiné sans doute, à l'origine, à servir de blockhaus, sans portes ni fenêtres.

Delestraint fut logé dans l'un des cachots. Il s'était un moment réjoui — car tel était son caractère — de cette marque de distinction. Il avait même été autorisé à revêtir la tenue qu'il portait le jour de son arrestation ! Il n'était pas d'ailleurs la seule personnalité de ce bunker. Il avait là pour compagnon d'infortune l'évêque de Clermont-Ferrand, puis le célèbre pasteur protestant Niemoeller, le maire de Vienne et bien d'autres encore. Mais le plus intéressant, peut-être, de ces prisonniers d'élite était un certain Eller, alias Georg Elser, auteur de l'attentat manqué contre Hitler du 9 novembre 1939.

Le 5 avril 1945, alors que les armées américaines s'approchaient de Dachau, un message secret vint de Berlin : *« Vous devez éliminer Eller... »*

Le général Delestraint avait remarqué la disparition soudaine du menuisier ; mais il s'était imaginé que le détenu avait été évacué vers le Tyrol italien. Il ne se doutait pas qu'une partie du message secret de Berlin le concernait, d'autant plus qu'il avait quitté le bunker proprement dit pour un baraquement voisin qu'on surnommait, parce qu'il était bien plus confortable, *« le pensionnat de jeunes filles »*.

Ubu de carnaval

Ce déménagement avait une explication : un convoi d'illustres prisonniers. Léon Blum et son épouse, le chancelier autrichien Kurt von Schuschnigg et sa famille, des généraux allemands en disgrâce, le neveu de Molotov, les parents des conspirateurs du 20 juillet 1944, des chefs de gouvernement étrangers, plus de cent trente personnes, devait faire étape à Munich, en route vers le Tyrol du Sud. Himmler voulait les échanger contre des concessions des alliés. Il avait donné l'ordre de bien traiter mais de bien garder ces otages *« qui valaient plus que toute une division »*. Munich étant en flammes, les SS eurent l'idée de loger ce groupe dans le bunker, transformé en hôtel de passage. Les otages étaient libres de circuler dans l'intérieur du bunker, ils étaient relativement bien nourris, on leur avait promis une libération imminente et pour eux Dachau n'eut rien de sinistre.

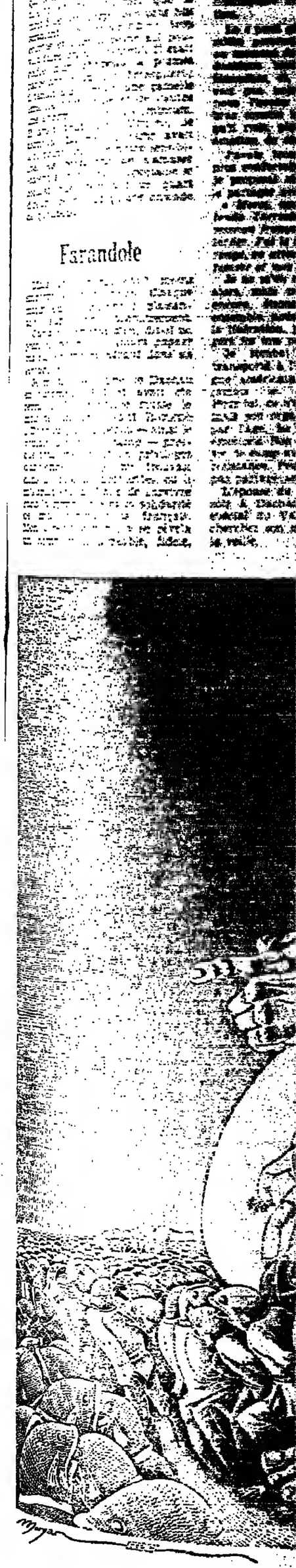
Mais la confusion était telle que Delestraint et les autres locataires du bunker purent parler avec eux, de même que les quelques déportés du camp qui avaient été réquisitionnés pour servir à table ou pour les corvées de nettoyage. J'avais été de ceux-là, car, parlant plusieurs langues, je devais servir d'interprète ! Edmond Michelet m'avait confié un message pour Delestraint ! C'est ainsi que je fus un des derniers à pouvoir lui parler. Le message de Michelet relatait des nouvelles des préparatifs de révolte des déportés et d'autres détails sur la situation du camp.

Mgr Piguet, l'évêque de Clermond-Ferrand, célébrait quotidiennement la messe pour tout ce beau monde venu du Nord, et Delestraint, qui était très pieux, l'assistait. Le 19 avril au matin, peu après la communion, un sergent SS se présenta et ordonna : *« Le général français est prié de partir sur-le-champ. Qu'il prenne ses effets... »* Et, quelques minutes plus tard, Delestraint disparaissait.

Le sous-officier revint et, presque en plaisantant, expliqua que tout le monde allait bientôt être transporté à Innsbruck. Une voiture, déjà prête à partir, avait une place de libre, qu'on avait offerte au général ! *« Vous le retrouverez dans un jour ou deux »*, ajouta-t-il.

Mais, quelques heures plus tard, devant le mur du crématoire, Delestraint, la tête haute, le corps entièrement nu, après avoir creusé sa propre fosse, était abattu de deux coups de pistolet.

Je ne crois pas que l'autre général ait joué un rôle exceptionnel dans la Résistance. Il avait été pris comme otage pour avoir commandé une vague garnison en Savoie, où le maquis était puissant. Il aurait dû être depuis longtemps à la retraite puisqu'il avait dépassé soixante-dix ans. C'était un tout petit bonhomme, de 1,50 mètre environ, à la chevelure argentée, au visage rond, et qui avait quelque ressemblance avec les images populaires du roi Louis-Philippe. Il



était arrivé à Dachau seulement vers la mi-avril, après de pénibles pérégrinations. La Gestapo ne l'avait jamais interrogé ; prise de panique devant l'avance américaine, elle ramassait les hommes au hasard dans ses prisons et les entassait dans les derniers convois.

Il arriva en courant, car il ne pouvait suivre le gros de la bande en marchant et le chef de chambrée le prit d'abord pour un enfant. Le pauvre avait été attifé avec les hardes les plus inimaginables : une culotte qui lui arrivait à peine aux genoux, des godillots percés, un chandail de matelot, un manteau brun rouge qui avait dû appartenir à une fillette et ne couvrait que la moitié de son corps. Ses bras nus sortaient des manches trop courtes et c'est à peine s'il pouvait faire un mouvement. Il était coiffé d'un chapeau à plumes rappelant ceux des *bersaglieri* ; il tenait d'une main une gamelle émaillée toute sale et de l'autre une énorme cuiller d'aluminium. *Il avait tout d'un Ubu-roi de* carnaval. La vie du camp avait à ce point émoussé notre sensibilité, les occasions de s'amuser étaient si rares et le spectacle si cocasse que, pendant un quart d'heure, ce ne fut qu'une cascade de quolibets.

Farandole

Mais le général était moins embarrassé que nous. Chaque matin, en s'habillant, il plaisantait sur son accoutrement. « *Quand je sortirai d'ici*, dit-il un jour, *je pourrai toujours gagner ma vie en me montrant dans un cirque...* »

Je m'étais échappé de Dachau en automne 1944 et avait été repris à la frontière suisse le mois de janvier suivant. Ramené à Dachau, j'avais perdu — ainsi le voulait la règle du camp — presque tous mes douteux privilèges d'ancienneté et je me trouvais dans un bloc de déshérités, où il m'aurait été difficile de survivre sans la sympathie et la solidarité de mes compagnons français. Mon « petit général » se révéla un compagnon agréable, fidèle, loyal, qui partageait mes tracas quotidiens. J'éprouvais pour lui des sentiments tout filiaux. Nous formions d'ailleurs un petit groupe avec un *médecin* de Toulouse, un monteur parisien, deux Lorrains et un jeune Corse au sourire de gosse.

Le général me parlait de son chalet en Savoie. Déjà, il m'y avait invité pour la première communion de ses petits-enfants... Il me parlait du temps où lui aussi écrivait des vers, de la première rencontre avec la future « *Madame la générale* », de ses petits-fils. Je crois que son souhait le plus cher aurait été de retrouver les photos de ses enfants, qui lui avaient été confisquées lors de son arrestation.

Le « petit général » fut la première personne que j'embrassai au moment de la libération. Nous dansions tous, en une longue farandole, et, comme il ne suivait pas notre rythme rapide, nous l'avons *soulevé dans* nos bras comme une poupée, tandis qu'il riait, pleurait, parlait avec émotion de ses petits-enfants.

J'avais trouvé un logis bien plus confortable hors du bloc et je proposai au général de venir le partager avec moi.

« *Merci*, me dit-il, *mais j'attends l'arrivée de la première mission française, elle ne saurait tarder. J'ai le sourire, mais je me ronge, en attendant de revoir ma femme et mes petits...* »

Je ne m'en rendais pas compte alors, mais nous qui, la veille encore, étions prêts à mourir ensemble, nous redevenions, avec la libération, presque des étrangers les uns pour les autres.

Je tombai malade et fut transporté à l'hôpital de campagne américain. Je ne retrouvai jamais le « petit général ». Pour lui, ce n'était pas le typhus, mais son organisme était épuisé par l'âge, les privations et les émotions. Son cœur flancha, la vie de camp avait eu raison de sa résistance. Peut-être, s'il n'avait pas partagé ses colis...

L'épouse du général arriva un soir à Dachau avec un convoi spécial du Vatican. Elle venait chercher son mari. Il était mort la veille. ■

MEXIQUE

L'ogre philanthropique d'Octavio Paz

Les libéraux et les marxistes croyaient à son extinction. Il n'a jamais été aussi omnipotent. L'Etat est un ogre qui dévore les peuples pour leur bien.

ANNICK LEMPÉRIÈRE

Sur la couverture du nouveau recueil de l'écrivain mexicain Octavio Paz, *El ogro filantropico*, un tableau de Goya, *le Colosse*, illustre le titre énigmatique. Un géant nu au poing menaçant, à demi tourné mais laissant voir une face hirsute, hermétique et fruste, domine de sa masse une sinistre vallée occupée par une foule affolée : chariots, piétons, cavaliers, bétail, tout un peuple fuit en désordre et le sens de son épouvante n'est pas clair. Fuit-il le colosse ? Ou bien celui-ci est là au contraire pour garder cette foule contre ce qui la terrifie ?

L'ogre philanthropique, c'est l'Etat du vingtième siècle dans toute son ambiguïté : « *Il s'est révélé comme une force plus puissante que celle des anciens empires et comme un maître plus terrible que les anciens tyrans et despotes. Un maître sans visage et sans âme (...).* » Le titre de l'ouvrage est celui d'une longue étude consacrée à l'Etat mexicain. Ni Léviathan ni Etat-Providence, l'ogre représente pour Paz l'Etat totalitaire, mais aussi, désormais, toute forme d'Etat, toute organisation *qui dégénère* en bureaucratie.

Les libéraux comme les marxistes croyaient à son extinction, soit par la libre entreprise soit par le socialisme. Mais tous se sont trompés : c'est la société civile qui est en train de disparaître, dévorée par le « monstre froid » bureaucratique et idéologique.

A travers une trentaine de textes, presque tous écrits entre 1971 et 1978, Paz dénonce les idéologies, l'Etat, l'étouffement des cultures par les bureaucraties ; mais il le fait en tant qu'écrivain et que Mexicain. Il le dit lui-même ; son étude n'est pas celle d'un « spécialiste » et elle n'a rien de systématique. Il veut surtout souligner l'urgence d'une réflexion sur l'Etat en Amérique latine et particulièrement au Mexique. L'Etat sera en effet « *l'administrateur de notre imminente et inespérée richesse pétrolière : est-il préparé à ce rôle ?* »

En d'autres termes, saura-t-il répartir cette manne équitablement et consolider ainsi les acquis de la Révolution de 1910 ? Le pays trouvera-t-il un modèle original de développement au moment où il a la chance inouïe de pouvoir peut-être échapper au tiers-monde ? (1).

Paz rejette à la fois le modèle du monde capitaliste et celui des pays socialistes. Au Mexique, l'ogre prend évidemment la forme du puissant voisin : les Etats-Unis « *sont toujours présents parmi nous, même quand ils nous ignorent ou quand ils nous tournent le dos : leur ombre couvre tout le continent. C'est l'ombre d'un géant. L'idée que nous en avons est celle des contes et des légendes. (...) A l'image du géant bonasse et un peu niais s'ajoute celle du Cyclope rusé et sanguinaire. Image infantile et licencieuse : l'ogre dévoreur d'enfants de Perrault, et l'ogre de Sade, de Minsk (...).* »

Trop de différences culturelles séparent les deux pays : la tradition nord-américaine, protestante et démocratique, n'est pas celle du Mexique catholique et hiérarchisé. Ainsi les Etats-Unis sont-ils pour les Mexicains un « *miroir indiscret* », un *modèle* envié mais inadapté.

Les peuples

D'un autre côté, au-delà de la critique des « *bureaucraties communistes* », Paz dénonce surtout dans le socialisme son incapacité à résoudre les problèmes du tiers-monde. Il a été conçu par Marx et Engels dans et pour des pays déjà industrialisés : « *Une des tragédies du vingtième siècle est que les révolutions n'ont pas eu lieu là où la théorie les attendait, dans les pays avancés, mais à la périphérie, dans des pays au capitalisme commençant, aux structures politiques archaïques (...). Le socialisme n'est pas une méthode pour développer plus rapidement une économie ; il doit être envisagé comme une conséquence du développement.* »

Paz pense le problème de l'Etat à partir des peuples et de leur existence culturelle. Depuis *Labyrinthe de la solitude*, qu'il a publié en 1950, il n'a cessé de s'interroger sur les racines de la « mexicanité ». La tradition de son pays, révélée par la révolution de 1910, est hétéroclite et elle se cherche encore. L'enjeu est d'importance, comme le montre l'intervention de l'écrivain en 1951 à Paris devant des exilés espagnols ; évoquant la résistance des Catalans à l'unification de l'Espagne par la Castille, il parlait de la prétendue « *éducation de masse* » : « *Seulement voilà, il n'y a pas de masses ; il y a des peuples.* » Ce sont ces peuples qui pourraient seuls permettre l'édification des Etats nationaux dont le tiers-monde a tant besoin.

Au Mexique, un tel Etat est né de la révolution ; mais il n'est plus suffisamment représentatif du peuple dans son ensemble pour que les intellectuels puissent, sans se renier, s'y identifier : ils doivent garder une distance critique.

Cependant, dans un pays où la rareté des élites ne permet pas un grand cloisonnement entre les fonctions intellectuelles, l'intelligentsia se fond souvent dans le personnel politique : « *Au Mexique, tous ou presque tous les écrivains, sans exclure des personnes qui furent l'indépendance même comme Cosio Villegas* (2), *nous avons servi dans le gouvernement.* » Depuis qu'il a démissionné de son poste d'ambassadeur en Inde en 1968, à la suite de la fusillade des étudiants à Mexico, Paz a refusé toute fonction et tout honneur officiels. *L'Ogre philanthropique* est le bilan d'un travail intellectuel. La majorité des articles proviennent en effet de deux revues mensuelles que Paz a successivement animées : *Plural*, de 1971 à 1976, *Vuelta*, depuis 1976, et qui existe toujours.

Un vide

La première est née au moment où, avec le président Echeverria, la vie politique mexicaine semblait devoir se démocratiser. Sans accorder un soutien inconditionnel au nouveau gouvernement (comme l'ont fait Carlos Fuentes et d'autres écrivains), Paz choisit de jouer le jeu de l'ouverture à gauche : il accepta de créer et de diriger, dans le cadre du grand quotidien *Excelsior*, cette revue « *littéraire au sens large du terme : invention verbale et réflexion sur cette invention, création d'autres mondes et critique de notre monde* ».

Après un conflit avec la direction, qui, selon Paz, sonne le glas de la libéralisation, l'équipe de rédaction démissionne. Mais c'est pour fonder aussitôt *Vuelta (Retour)*, selon les mêmes principes.

Il faut souligner que les deux revues sont parmi les meilleures que le Mexique ait connues, et surtout les plus lues. Le tirage de *Vuelta* est de 25 000 exemplaires ; compte tenu de la réalité culturelle mexicaine, ce chiffre est considérable. Son équivalent serait, en France, un mensuel tirant à 100 000 exemplaires et dirigé par un intellectuel ou un écrivain de grand prestige. La revue s'adresse en fait à la classe moyenne cultivée ; c'est sur elle que compte Paz, implicitement, pour créer les conditions d'un véritable pluralisme des partis et d'une démocratisation.

Tous les articles publiés dans le livre sont précisément datés ; presque tous sont directement inspirés par l'actualité. A aucun moment, pourtant, Paz ne se donne le titre de journaliste, comme le fait si volontiers, par exemple, G. Garcia Marquez. Utilisant des moyens (revues ou journaux) qui lui donnent une plus large audience que ses livres, il veille à ne jamais se départir de la sorte d'autorité que lui confère son statut d'écrivain.

Son activité, il l'appelle critique : il pense qu'il manque au Mexique une véritable tradition intellectuelle, et il s'est, visiblement, donné pour tâche de combler ce vide. *L'Ogre philanthropique* est là pour en témoigner. ■

(1) Voir sur ce sujet l'article d'Alain Rouquié, « Mexique : pétrole et démocratie », dans *le Monde Dimanche* du 30 décembre 1979.

(2) Daniel Cosio Villegas (mort en 1976), économiste, historien, politologue, a créé le Colegio de Mexico (comparable à notre École pratique des hautes études) ; il a souvent représenté le Mexique dans des conférences internationales (par exemple Bretton Woods).

MORGAN

● *El ogro filantropico*. Seix Barral, Barcelone, 1979.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 431.

MYTHES

Le culte d'Héliogabale

PIERRE TALEC

OU va nous mener cet exode des vacanciers, chaque année grandissant, vers les pays du *soleil* ? Jusqu'où va aller, sous couvert de soleil, la montée du nudisme sur les plages du monde entier ? Et l'été en plein Paris, les fanatiques du soleil s'exposant sur les pavés en monokini et cache-sexe, vont-ils envahir toutes les berges de la Seine ? A-t-il peur celui qui pose de telles questions ? Peur d'Héliogabale ? On sait comment cet empereur romain, gamin de quatorze ans, s'érigeant en prêtre du Soleil à Emèse sema l'anarchie dans l'ordre romain en instituant la religion du Soleil. Que révèle ce culte du Soleil aujourd'hui ?

Le culte du moi...

Pourquoi chercher midi à 14 heures ? Le soleil, c'est précisément le dieu de midi. Le midi de la vie. Le culte du Soleil, c'est d'abord le culte de la vie. Quand on passe toute une année dans la grisaille de nos climats du Nord, le soleil c'est la libération du moi. Se livrer au soleil, c'est ressentir en soi de manière sensuelle la joie de vivre.

A la montagne, l'homme est « spirituel ». Volontariste, il maîtrise son corps bien couvert pour atteindre les sommets toujours plus hauts. Le soleil, c'est pour lui l'appel à l'au-delà, à la lumière. A la mer, l'homme est « charnel ». Il brandit son corps, le montre comme s'il voulait qu'on sache avant tout qu'il est sexué. Le soleil, c'est l'alibi d'un exhibitionnisme inavoué. En se pommadant, l'homme se protège du soleil comme s'il revêtait un habit invisible, en fait c'est pour mieux s'offrir à l'astre et par là rendre un culte à son corps dénudé.

Le soleil, c'est sentir que je suis corps. Corps-esprit. A la limite, on pourrait dire : il n'y a pas de soleil sans corps qui a conscience du soleil, mais aussi paradoxalement sans perte de conscience. Le corps ensoleillé se grise de lui-même, s'étourdit, à l'extrême, « se shoote ». Le soleil, c'est alors une drogue pour s'évader, une ivresse pour l'esprit avide de paradis artificiels.

Ainsi de dénuement en dénuement, du corps et de l'esprit, on peut se demander si l'homme, faisant du soleil l'archétype des expressions déguisées de son désir, ne se dissimule pas son angoisse d'être. Mais le soleil est malin. Pour exorciser l'inquiétude humaine il a trouvé un bon tour, celui de faire miroiter à nos yeux tous les plaisirs dont il a la clef.

Dieu du plaisir

Les fabricants de voyage ont trouvé cette clef. Ils connaissent bien les fantasmes du tourisme épris d'un soleil enchanteur. Ils savent « faire » du charme. Leurs dépliants publicitaires vous aguichent. Ils vous promettent cette nouvelle trinité d'un même dieu en trois « S » distincts : *Sea-Sond-Sun*. Qu'il s'agisse de Djerba ou des Antilles, des Seychelles ou des Maldives, c'est toujours le même cliché : la mer qu'on voit danser le long des plages de sable fin, avec en premier plan un magnifique palmier et l'inévitable jolie fille.

Sous la banalité voulue de ce décor se cache une mise en scène qui n'est pas innocente. Le soleil tient le rôle du personnage principal, mais on ne peut le saisir que dans le jeu des acteurs secondaires. Ce n'est pas le soleil pour le soleil, mais le soleil pour le plaisir. Le plaisir de l'eau d'abord.

Les « psycho » vous expliqueront que cette alliance eau-soleil est l'expression de la nostalgie fusionnelle de l'homme éprouvant le désir, inconscient de ne faire qu'un avec les éléments primordiaux de la vie : humidité et chaleur. Désir de retrouver le ventre de sa maman dans la matrice de la mère nature. Interprétation bien connue, mais faut-il aller chercher si loin des explications quand l'évidence s'impose ?

Mer au soleil veut dire merveilleuse baignade, planche à voile, bateau et tous les plaisirs de la plage avec le sable qui symbolise les plaisirs de la terre : ceux de la chair et de la bonne chère. Si légitimes ces petits câlins rendus tellement plus faciles sous le parasol en attendant le pastis du soir sur le port ! Le soleil est permissif. Il vous apporte le plaisir des petites et des grandes libertés. On se tutoie. On s'appelle par le « petit nom »... On s'habille comme on veut ou l'on ne s'habille pas. On couche ou l'on découche. Et tout cela, grâce au soleil, dans le plaisir flatteur de croire qu'on n'est pas conformiste.

Phénomène humain, le soleil est inévitablement un fait de société. Il se manifeste dans des comportements apparemment très anodins mais très révélateurs de notre société, par exemple le bronzage. Bronzer, c'est peut-être d'abord sentir que dans sa peau ça sent bon vivre. Mais le bronzé risque d'être le dindon de la farce sociale, farce qui a réussi à imposer la teinte marron d'Inde comme canon de la beauté.

Piège

Autres temps, autres mœurs. En 1925, les femmes se protégeaient du soleil. On ne voulait pas avoir l'air d'une « petzouille ». La peau que l'on recherche précisément de rigueur. Aujourd'hui, être bronzé ne signifie pas simplement être beau, être belle, mais « faire » le beau. Au retour des vacances, surtout, paraissez bronzé (e) sinon votre entourage vous soupçonnerait d'avoir loupé votre été ! Le bronzage est devenu signe de la réussite sociale des vacances. Un signe parfois cuisant. Il arrive que l'offrande de son corps au soleil ne soit plus un plaisir, mais un sacrifice. Sacrifice à la mode. Le bronzé, esclave du soleil, est un « réifié » selon le mot de Marcuse, désignant ainsi le processus de chosification qui réduit l'homme à n'être que le produit de la société.

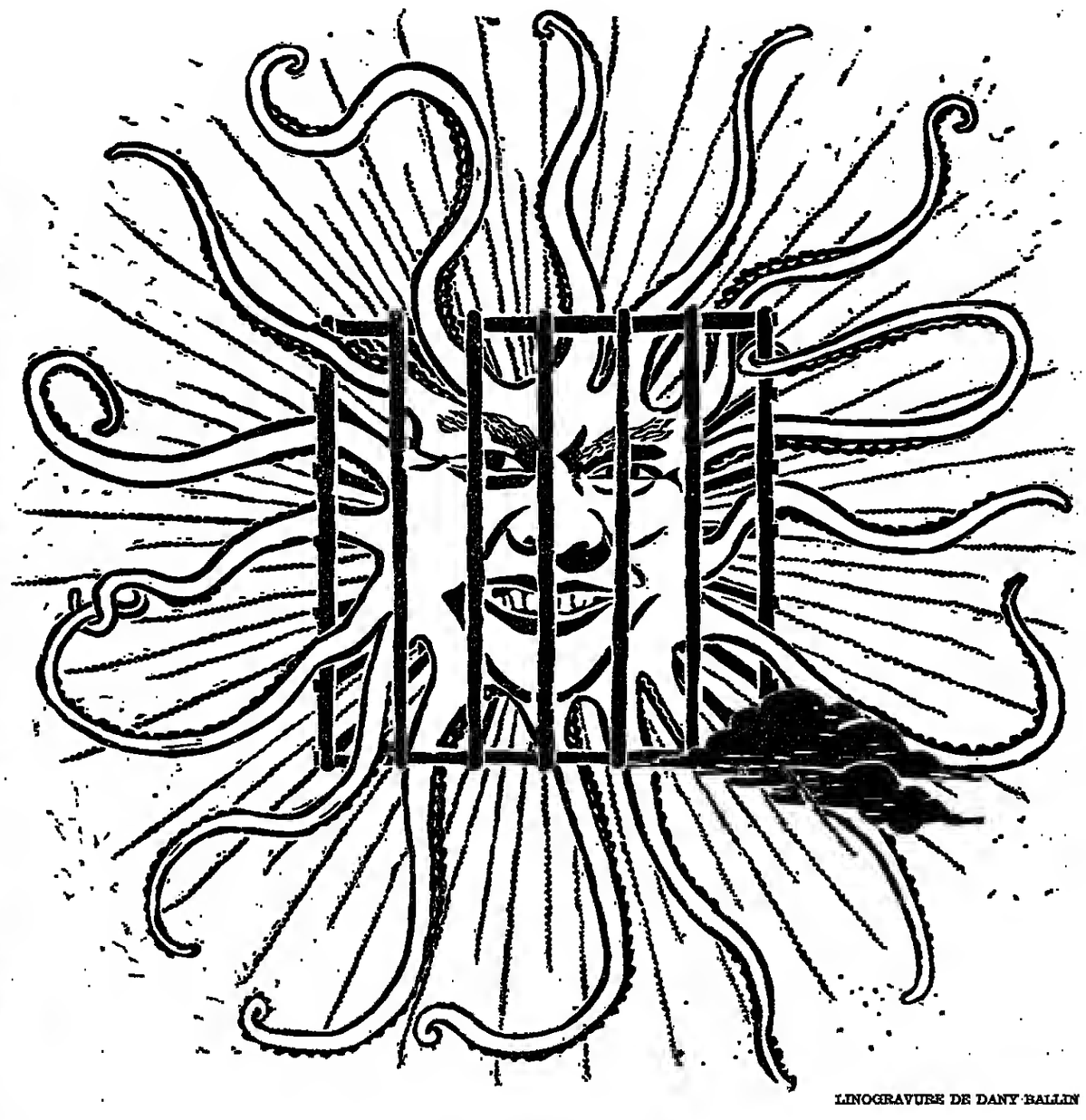
On ne peut se couteuter d'un simple constat d'ordre sociologique. Sacrifier à la mode, n'est-ce pas sacrifier à la liberté que l'on recherche précisément dans le soleil ?

« Ils ne mouraient pas tous... » Mais tous étaient frappés de ce fameux « atress » de la ville. Oui, on ne le sait que trop, les gens des grandes villes ont la réputation de mener une vie de fou. N'exagérons rien, mais reconnaissons que le soleil représente la chance de pouvoir rompre avec un cadre de vie contraignant. Le soleil, c'est la détente, le farniente. Mais c'est aussi pour cet homme exigeant qu'on dit en quête d'absolu une invitation à la sagesse, à la contemplation. Le soleil d'En-Haut symbolise en ce cas le soleil intérieur.

Que ce désir de soleil soit prosaïque ou mystique, il est vécu sincèrement par les uns et les autres comme une aspiration à autre chose que l'impitoyable quotidienneté du travail. Mais le vacancier se rend-il compte que son désir le plus authentique est piégé dans son surgissement même ? Il est téléguidé par la façon dont la société prédétermine les fantasmes de son rêve, manipulé par les besoins artificiels que la société plaque sur son désir. C'est ainsi que, devenu inconditionnel du soleil, il se laisse mystifier : bronzé, il ne change pas de peau et, changeant de décor, il ne change pas d'attitude. Fuyant la ville, il emporte avec lui ce qui va lui permettre de vivre comme à la ville. Il se veut libéré des contraintes de la société, en fait, il la renforce dans son pouvoir de pression puisqu'il devient ce qu'elle fait de lui : son prisonnier.

Avouez que la réussite est belle : sous prétexte de soleil, provoquer une évasion pour mieux rattraper les fuyards et ainsi maintenir l'ordre établi ! Et, d'autre part, faire croire que le soleil engendre une certaine anarchie des mœurs aujourd'hui alors que celle-ci est due, au moins en grande partie, au système de société qui la provoque.

Est-ce que ça va changer un jour ? Pourquoi ne pas le demander à Héliogabale ? Peut-il y avoir quelque chose de nouveau sous le soleil ? ■



LINOGRAVURE DE DANY BALLIN

LANGAGE

Dites : A-A-A...

JACQUES CELLARD

AVEC le *Dictionnaire de la prononciation* d'Alain Lerond (1), nous disposons aujourd'hui de trois ouvrages contemporains sur le sujet : celui de Léon Warnant (troisième édition 1968, Duculot éd., Gembloux, Belgique), le *Dictionnaire de la prononciation française dans son usage réel*, d'André Martinet et Henriette Walters (France-Expansion) et *Conseil international de la langue française* (éd. 1976) et le premier cité.

Comme il s'agit, dans les trois cas, et en dépit du titre, non de la prononciation française, mais de celle des « mots » français considérés isolément, il est légitime d'ajouter aux dictionnaires cités ceux que représentent, de la même façon, les indications phonétiques des grands dictionnaires de langue. Ce n'est donc pas la documentation qui manque.

La formule du Dictionnaire de la prononciation, est inévitablement ambiguë. Doivent-ils constater ce qui est, ou dire ce qui doit être ? En fait, les trois dictionnaires cités hésitent entre les deux politiques. Celui de L. Warnant est essentiellement normatif : la phonétique des mots français y est traitée, dans l'ensemble, comme l'est son orthographe. A une centaine d'exceptions près (c'est-à-dire fort peu sur une masse de cinquante mille mots), les mots du français n'admettent qu'une « écriture » ; de la même façon, il y a, ou il devrait y avoir, une prononciation correcte et une seule pour près de la totalité de notre vocabulaire.

La réalité est très différente. Il suffit, en effet, qu'un son soit prononcé, dans une partie de la France, autrement qu'il l'est à Paris, pour que la prononciation de milliers de mots (ceux qui contiennent ce son) s'écarte automatiquement de celle qu'indique le dictionnaire. Et si cet écart régional porte sur une dizaine de sons (de phonèmes), ce qui est le cas pour une bonne partie du Midi de la France, l'écart quantitatif entre le dictionnaire et la réalité régionale prend des proportions inquiétantes.

Les auteurs ne l'ignorent pas. Ce qu'ils décrivent, c'est la prononciation d'un groupe social à la fois minoritaire et majoritaire, celui de « la bonne bourgeoisie parisienne », « des milieux parisiens cultivés ». Minoritaire si on le rapporte en nombre à l'ensemble du pays ; majoritaire parce que, des cinq ou six groupes régionaux qui présentent des caractéristiques de prononciation importantes (le Midi, la Bourgogne, le Nord, etc.), il est à la fois le plus important en nombre et le plus « pénétrant ». La prononciation parisienne-bourgeoise est en effet, non seulement celle de Paris, mais surtout celle de millions de Français vivant dans les provinces.

D'où le parti retenu par A. Lerond dans son dictionnaire. Sa base de travail est bien le français « moyen-bourgeois » de Paris. Le R roulé de Bourgogne et les *aung* ou *enng* du Midi ne sont pas pris en compte. Mais non plus, deux faits que l'auteur considère comme caractéristiques de la prononciation parisienne : la perte du son *un* de *brun* ou *emprunt*, et la distinction entre les A de *pâte* et *patte*, *tâche* et *tache*. Pour l'auteur, c'est Paris qui fait, ici, cavalier seul. D'après ses observations, en ce qui concerne le premier point, le français moyen, Paris excepté « conserve une voyelle nasale *un* dont la vitalité ne semble pas véritablement atteinte ». Les avis là-dessus sont à tout le moins partagés.

Le second point entraîne la création d'un signe de transcription nouveau : A pour un *a* moyen, celui qui est utilisé à peu près indifféremment pour les *pâtes* alimentaires et les *pattes* de poulet. Par ailleurs, A. Lerond considère que, Paris compris cette fois, nous avons de plus en plus tendance à négliger la différence entre les *eu* de *peur* et de *deux*, et à produire dans les deux cas un son intermédiaire, pour lequel *il propose un signe nouveau : oe*. Et, de la même façon, un troisième signe pour un E intermédiaire, qui s'emploierait aussi bien pour *sec* que pour *blé*.

Ces innovations sont heureuses. Même si l'on ne partage pas les vues de l'auteur sur la quasi-disparition des différences entre les deux A, les deux E ou les deux EU, il est certain que les voyelles intermédiaires existent, et qu'il fallait leur donner une notation.

On peut en effet douter qu' « une grande partie des nouvelles générations n'a pas acquis la distinction passagère, et aujourd'hui moribonde » entre les *a* dits « d'avant » et « d'arrière ». Mais il est très difficile de se faire une opinion objective dans ce domaine. La distinction apparaît certainement si l'on demande à cent Français, questionnés au hasard, de lire une des phrases telles que : « *Tu as une chemise neuve, tâche de ne pas te tacher* », ou bien : « *Il se cache, ce lâche.* » Ce serait, d'ailleurs, une vérification à faire, qui ne présente pas de difficulté.

Utiles différences

De la même façon, il serait instructif de comparer, pour un échantillon représentatif de Français (phonétiquement) moyens, les réalisations d'opposition telles que : « *Ma sœur a eu peur* », d'une part ; « *Des œufs, j'en veux deux* », d'autre part. On noterait, pour les deux essais, le pourcentage d'oppositions réalisées « à l'ancienne », c'est-à-dire avec un net écart d'ouverture entre les deux *a* ou les deux *eu* ; le pourcentage de neutralisation de l'opposition, et éventuellement les cas d'inversion.

Quant à la différence de réalisation entre les deux *e* accentués, est-elle encore aussi vivante qu'il y a trente ou cinquante ans, alors qu'elle était considérée comme indispensable à la réussite des dictées ? On peut en douter, et il est certain que le *é* réalisé est bien souvent intermédiaire.

Mais qu'en serait-il dans une expérimentation portant sur : « Je bois du lait frais », d'une part ; et « *Il a* mangé *son* blé *en herbe* », d'autre part ?

Quant à savoir si l'enseignement du français (langue maternelle ou langue étrangère) doit conserver ces oppositions, le débat reste ouvert. Il serait sans intérêt d'enseigner des différences entres les deux *a*, les deux *eu*, les deux *é*, etc., si des différences ne sont plus perceptibles à l'oreille de l'enfant (ou de l'étranger) dans le français qu'il entend autour de lui.

Mais ces oppositions conservent une place importante dans le système général de la langue, même si leur fonction de différenciation est parfois faible. Et ce serait bien dommage de les dire en voie de disparition, s'il existe encore, à travers l'école et la télévision, une chance appréciable de les sauver. ■

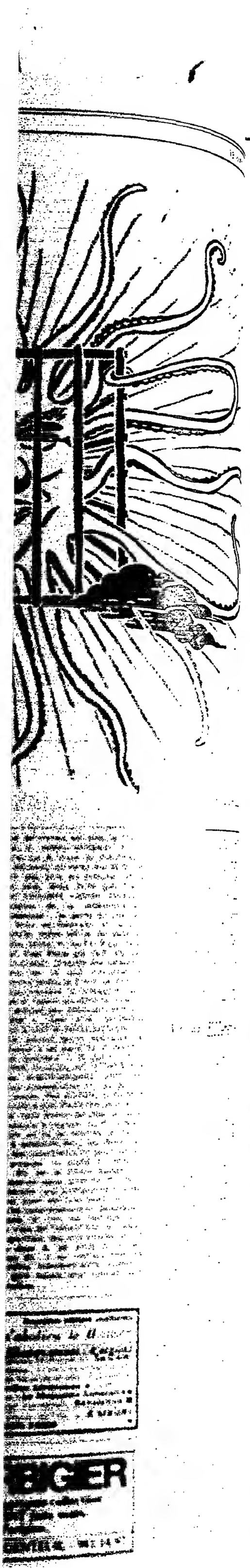
(1) Alain Lerond (université de Paris-X), *Dictionnaire de la prononciation*, 589 pages, reliure toile, Librairie Larousse éditeur, 1980.

STÉPHANE MALLARMÉ — Première édition conforme
Un coup de Dés jamais n'abolira le Hasard
(format 28,5 cm x 38 cm) ■ Coédition **Change errant / d'atelier**
■ « Pour la première fois grandeur nature... Saluons l'événement ! » **La Quinzaine Littéraire** ■ « Conforme non conformiste... En soi, cela, un fait de civilisation » **Libération** ■ « Une naissance, une façon de révéler... Écrivains et typographes, même combat ! » **Les Nouvelles Littéraires** ■ « Cet acte d'érudition est avant tout un acte théorique » **Le Magazine Littéraire** ■ « Pour que les poètes apparaissent tels qu'en eux-mêmes » **Révolution** ■
En librairie, autour de **140 F** ; sinon écrire à **d'atelier**
48, rue Mazarine - 75006 PARIS

Style Rustique Decoration Tapisserie
R. BERBIGIER
Présente une importante collection de TAPIS *d'ORIENT faits main. Avec certificat d'origine.*
72, rue H.-Barbusse - 95100 ARGENTEUIL - 961.14.97

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



SPORT

La troisième mi-temps du rugby

Le rugby est bien plus qu'une histoire de ballon. Dans une équipe de banlieue, c'est le retour à la communauté villageoise, le défoulement, la palabre.

MARIE-CLAUDE BETBEDER

A VILLENEUVE, entre Argenteuil et Saint-Denis, ils sont nombreux, chaque dimanche, autour du terrain de rugby : hommes, femmes et enfants. L'équipe de Villeneuve compte des Normands et des Lorrains, aussi bien que des Antillais, mais le rite reste lui-même à travers ces brassages. Pas question, en particulier, de négliger la « troisième mi-temps » : celle où joueurs et supporters communient dans la ferveur sportive autour de canettes de bière, celle du rire et de la palabre, pendant laquelle chacun élabore et défend sa sélection de joueurs pour les grands matches nationaux, critique les stratégies adoptées, refait l'histoire du rugby depuis les origines.

Grâce à la présence des supporters, une sorte de communauté de village, de bourg ou de quartier se reconstitue à cette occasion : *« Il y a la mammo, le tonton, le fils maudit qui joue de la guitare... »*, chantonne Jojo avec malice, Catalan exilé à Paris par la grâce des P.T.T.. Il y a Charlie, le râleur perpétuel, la mère X..., qui s'occupe de la buvette, les jeunes-qui-n'arrêtent-pas-de-chahuter et les anciens-qui-racontent-toujours-les-mêmes-histoires..., tout un monde très typé, rassurant, avec son folklore et ses histoires édifiantes : *« Voilà trois ou quatre ans, la mère X... a dû être opérée ; quand le chirurgien est arrivé, elle lui a dit : Laissez-moi un quart d'heure pour que je finisse de lire* Midi-Olympique *(un magazine de rugby, évidemment). Il a attendu. Quand on l'a endormie, elle était tranquille et détendue. »*

Pour Jean-Louis, Pierre et Jojo, piliers du club de Villeneuve, l'histoire du rugby est à relier à celle de la rivalité séculaire qui oppose entre eux les villages voisins. *« Quand j'étais enfant*, explique Jojo, *je l'ai entendu raconter par mes grands-pères : chaque jeudi, tous les enfants allaient affronter ceux du village d'à côté, et on se jetait des cailloux de par et d'autre du lit desséché d'un torrent. C'était à qui ferait le plus de blessés dans le camp d'en face. Quand ils ont grandi, ils ont continué à se battre sur un terrain de sport, en remplaçant les cailloux par un ballon. La population des deux villages venait assister au match, mais elle ne se mélangeait jamais ; même les cafés qui les accueillaient après la partie étaient distincts. S'il y avait eu mélange, ç'aurait été la bagarre, à coup sûr... sauf si un troisième larron, en débarquant, avait fait l'unité contre lui ! »*

Même si le rugby a été inventé par des étudiants anglais, il colle parfaitement à cette réalité rurale : une équipe qui fait bloc a de bonnes chances de l'emporter sur une autre plus forte mais moins soudée ; et une solidarité indéfectible entre joueurs est plus payante que tous les exploits individuels. Jojo, Pierre, Jean-Louis et sans doute tous les « vrais » amateurs ressentent comme un non-sens qu'une équipe puisse se constituer à partir de coups de téléphone et d'échanges de courrier, comme il arrive au niveau national. *« Le rugby, c'est un tas de connivences... »* Ils disent aussi : *« Une harmonie. »*

Cela se traduit par d'innombrables heures passées ensemble, à chaque week-end, chez l'un, chez l'autre, dans une salle municipale ou dans les petits restaurants des environs. La femme de Jojo remarque qu'ils ont assez rarement l'occasion de se retrouver en tête à tête, mais elle y voit, tout compte fait, plus d'avantages que d'inconvénients ; celle de Pierre, moins captivée par le rugby, ressent parfois celui-ci comme un envahisseur.

Pour beaucoup de Méridionaux, cette vie de groupe intense est l'occasion de retrouvailles avec leur culture d'origine, quelquefois même d'une découverte de celle-ci : *« Quand tu te retrouves transplanté, tu essayes de définir ce que tu es. C'est tout de même autre chose qu'un accent ! Et tu t'aperçois que tu ne connais rien de tes racines. »*

Ripailles

C'est à Paris que Jojo a appris le catalan, qu'il comprenait mais ne savait pas parler ; c'est à Paris qu'il a découvert l'histoire des cathares. Mais ce retour aux sources n'est pas le résultat d'une nostalgie, du moins en ce qui le concerne ; après douze ans passés en pays d'oïl, il s'y sent désormais chez lui. Il faut voir là plutôt une fierté, le désir de ne pas se sentir démuni dans le face-à-face avec d'autres cultures. Et les fêtes du rugby mêlent sans complexe ce qui vient d'oïl et ce qui vient d'oc.

De temps en temps, la « troisième mi-temps » prend la forme d'une grande virée, avec ripaille et beuverie ; heures rabelaisiennes, carnavalesques, où tout devient permis, où le monde s'inverse : « souvenir » scatologique laissé par chacun (des adultes !) sur son siège au restaurateur qui vous a mal accueilli, chapardage massif dans un magasin près duquel un car de jeunes joueurs s'est arrêté, liberté sexuelle... Car le rugby est défoulement, brèche ouverte dans le mur des contraintes quotidiennes, irruption de la vie indomptée et joyeuse complicité avec ses extravagances.

Le groupe permet ces extravagances en leur assurant une impunité à peu près totale ; et les extravagances faites en commun soudent le groupe, le rendant capable d'aller également au-delà de ses limites dans l'effort physique ou dans la solidarité.

Ainsi chacun retrouve-t-il une certaine vérité originelle. Il laisse à la porte du stade les fausses pudeurs, les tabous et même les politesses : *« Il y a un Noir dans notre équipe ; personne n'hésite à le traiter de « sale nègre » et sa réponse est « sale Blanc ». Il y a aussi un pied-noir qu'on a baptisé Merguez... Ni lui ni personne ne se vexe. »* Tout peut être dit parce que tous sont également soumis à la même brutale franchise, parce que tous disposent de la même liberté de critique, et parce que la dureté du jeu ramène à chaque instant tout le monde à la même modestie. Epreuve de transparence que symbolise et renforce encore la nudité partagée sous la douche.

« Quand tu sens, pendant un match, que ceux qui font équipe avec toi ne font qu'un, « sont en phase », tu éprouves quelque chose de très intense, un sentiment qui vient de très loin. C'est dans ces cas-là que les joueurs se mettent à pleurer à leur retour dans les vestiaires. On croit que c'est d'énervement, ou parce qu'ils sont fatigués, mais non : ils ont vécu quelque chose de grand et ils sont bouleversés. »

Lieu d'émotions puissantes, le rugby est aussi une fête du corps que sa richesse apparente à la fête sexuelle. Il faut entendre Jojo, Pierre et Jean-Louis décrire la préparation des joueurs dans les vestiaires : joie de se retrouver, excitation à la pensée du match qui approche, et plaisir des odeurs qui commencent à monter : odeurs des pommades, odeur puissante du camphre dont on se frotte pour faciliter l'échauffement et éviter courbatures et claquages, odeur des maillots lavés de frais... Sans compter celles qu'on sent venir : *« Tout à l'heure, tu vas tomber, tu vas sentir l'odeur de la terre et de l'herbe, tu vas sentir la sueur des autres... »*

Trop tendres

Ils sont unanimes : s'il y a une « fleur » du rugby comme il y a une fleur de la farine, c'est cette avant-première, cette préface au match, toujours pareille et pourtant toujours nouvelle — *« comme de faire l'amour »*. La comparaison a fusé, aucun ne la conteste. *« Tu dirais de jeunes mariés en train de se préparer. Et, s'il manque le quinzième de l'équipe, on croirait que c'est le marié qui manque à la mariée. »* Attente, fièvre... *« Et puis le coup d'envoi est donné et c'est la fin de l'angoisse. Tu es libéré ! »*

Quand ils quitteront le terrain, ils seront couverts de bleus et de plaies. Heureusement encore s'ils n'ont rien de cassé ! La violence fait partie du défoulement ; pour éprouver le bien-être et la détente qui suivront, il faut se donner comme si la vie en dépendait, comme s'il s'agissait d'une véritable guerre. Et on en sort épuisé.

Le fait qu'il s'agisse d'un jeu implique que cette violence est circonscrite, mais la dose optimum d'agressivité est difficile à obtenir. A Villeneuve, depuis quelque temps, la balance penche du côté de la violence. Jean-Louis l'explique par le fait que leur équipe se trouve à un niveau intermédiaire, à égale distance des débutants — qui pratiquent un jeu respectueux des règles et sans prétentions — et des joueurs de haut niveau, qui ont assez d'habilité et d'assurance pour se passer des coups bas. C'est le niveau où la brutalité est reine, où l'on cherche systématiquement à blesser, où l'on profite d'une mêlée pour piétiner l'adversaire à terre au lieu de l'enjamber.

Paradoxalement, cette violence résulte, aussi, d'une réticence de certains à l'accepter : l'équipe a intégré en début d'année un groupe important de juniors de l'an dernier. *« Ils ne sont pas habitués à donner des coups, ils sont trop tendres. »*

Même les façons régulières de faire mal à l'adversaire pour l'affaiblir et enfoncer ses défenses les font hésiter. *« C'est le rugby moderne*, dit Jean-Louis avec un peu de regret, *les jeunes aspirent à un jeu moins brutal. Dans le match, cela se traduit par la voie laissée libre à la violence de l'adversaire. »*

Mais les jeunes ne sont pas les seuls à éprouver ces réticences : à quarante ans, Pierre en a eu assez des côtes cassées et des traumatismes vertébraux, et, s'il continue à entraîner les cadets de Villeneuve, il fait désormais partie d'une équipe « folklo » dans une localité avoisinante ; on y pratique un jeu sans hargne, tout en souplesse et habilité, mieux adapté aux âges où une certaine fureur s'apaise.

L'important n'est-il pas de continuer à jouer ? Tous vous le diront : les dimanches sans rugby sont de tristes semaines. ■

ÉTATS-UNIS

Prêt-à-porter pour femmes fortes

L'ennui, la surconsommation, l'automobile, ont, aux Etats-Unis comme ailleurs, multiplié le nombre des femmes qui ont renoncé à maigrir. Un vaste marché pour le prêt-à-porter.

NICOLE BERNHEIM

ON les a longtemps ignorées, ou on a affecté de croire qu'elles finiraient par maigrir. Mais elles sont là, elles y restent, elles n'ont pas toutes l'âge où on ne s'habille plus et nombre d'entre elles ont des moyens financiers appréciables. Qui ? Les femmes *« grosses »*.

Une femme *« grosse »*, dans l'univers du prêt-à-porter international, commence à la taille 46. Mais aux Etats-Unis, la vie morne des banlieues, la civilisation automobile, le suréquipement ménager et les états d'âme compliqués ont fait naître, en vingt ans, une population — surtout féminine — d'obèses qui « taillent » allégrement au-delà du 50.

Avec son sens abrupt des réalités, le marché du prêt-à-porter a fait établir des statistiques qui lui ont donné à penser : 30 % de la population féminine américaine, c'est-à-dire 25 millions de clientes potentielles, s'habillent en 46 et au-delà. Cinq millions d'entre elles ont moins de trente-cinq ans et en ont par-dessus la tête de ne trouver dans les magasins que des modèles informes, couleur de muraille ou, pis, ridiculement criards parce que, depuis des années, psychologues, psychiatres et psychanalystes se sont efforcés de « guérir » l'obésité en adjurant leurs clientes d'assumer leur état en refusant leur « différence ».

Depuis un an, les grands magasins ont ouvert des rayons spécialisés aux noms pudiques, comme « plus 12 », chez Saks, à New-York. Les boutiques spécialisées se multiplient sous des enseignes ingénieuses comme « la Femme oubliée ». Les stylistes rivalisent d'ingéniosité (et de technique) pour permettre aux femmes qui dépassent les mensurations *« haricot vert »* de suivre la mode : Gloria Vanderbilt vient de lancer pour l'été une ligne de jeans en velours de coton ou en toile, avec chemisiers ou « polos » assortis qui permettront aux « 46-56 » d'abandonner les hideux tailleurs-pantalons en jersey synthétique vert pomme ou rose bonbon qui leur étaient jusqu'ici réservés.

Pour convaincre la clientèle, les stylistes du *« 50 »* et plus engagent des mannequins aux dimensions très supérieures à celles traditionnelles dans la profession. Les journaux de mode, prenant le train en marche, présentent des pages entières de modèles destinées aux femmes plantureuses : des femmes du monde, des chanteuses, des comédiennes, ne dédaignent pas de prêter leur concours à ce marketing qui est aussi un exercice de déculpabilisation, salué avec enthousiasme par les féministes. Paraphrasant un poète qu'elles ne connaissent peut-être pas, les nouvelles Junon tiennent à le faire savoir : *« Je suis grosse, mais je suis belle... »* ■

SAFARI PHOTO dans la vanoise

avec le Club Images et Connaissance de la Montagne

Découverte des parcs alpins, promenades et excursions en montagne, écologie, flore et faune, randonnées et nuitées en refuge.

Le territoire des parcs de la Vanoise et du Grand Paradis est très diversifié.

La faune et la flore protégées ont retrouvé une densité spectaculaire.

C'est dans leur biotope que vous irez découvrir chamois et bouquetins.

Vous assisterez aux ébats des marmottes, aux jeux cruels des gracieuses hermines, aux vols planés des aigles, aux foudroyants piqués des faucons crécerelles.

Le flore est d'une incomparable richesse. Vous vous pencherez sur le plus petit arbre du monde, les plantes carnivores, le plus ancien végétal existant sur notre planète, seize espèces de gentianes, des edelweiss à profusion, le rarissime cortuse de Melhiole, le renoncule des glaciers.

Nous vous enseignerons l'art et la manière de les photographier et nous vous prêterons, si nécessaire, le matériel approprié pour y parvenir.

Val-d'Isère est entouré de « villages musées », témoins de la vie alpine au cours des siècles passés.

Nous vous y conduirons.

Des passionnantes expériences vécues, un contact direct avec un monde en voie de disparition, un plongeon dans le passé.

Et aussi l'apprentissage de la montagne. Ecole de neige, école de glace, randonnées et raids.

pour tous renseignements :
IMAGES ET CONNAISSANCE DE LA MONTAGNE
B.P. 47 - 73150 VAL-D'ISERE

Calendrier 1980

Stage	3	du	29.06	au	5.07	Stage	8	du	3.08 au 9.08
	4	du	6.07	au	12.07		9	du	10.08 au 16.08
	5	du	13.07	au	19.07		10	du	17.08 au 23.08
	6	du	20.07	au	26.07		11	du	24.08 au 30.08
	7	du	27.07	au	2.08		12	du	31.08 au 6.09
							13	du	7.09 au 13.09

Tarifs

avec hébergement				
durée	catégorie A (3 étoiles)		catégorie B (2 étoiles)	
	single A1	double A2	single B1	double B2
6 jours	1 580	1 350	1 450	1 200
13 jours	3 160	2 700	2 900	2 400
sans hébergement				
6 jours : 550		13 jours : 1 100		

Conditions

Prix en francs français, par personne.

Les séjours avec hébergement comprennent :
- les prestations techniques propres au Safari-photo,
- la pension complète en hôtel, du dimanche midi au samedi midi inclus (dont une soirée-animation avec fondue ou buffet campagnard),
- les éventuelles nuitées en refuge,
- les repas froids à emporter pour les sorties d'une journée complète et les repas en refuge.

Les séjours sans hébergement comprennent :
- les prestations techniques propres au Safari-photo,
- le repas de la soirée-animation (fondue ou buffet campagnard),
- les éventuelles nuitées en refuge.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

VARIATIONS

Un certain nombre

BRUNO FRAPPAT

LES tics de langage marquent une époque. Dans le ronron dormitif que les élites politiques et intellectuelles déversent sur nous à longueur d'ondes, il est une formule qui résume notre temps et son parler fat et mou, il s'agit d'« *un certain nombre* ».

Ce nombre rien moins que certain se glisse partout, impose sa suffisance, sa précision seulement apparente. Derrière ce certain se cache, mal, l'incertitude, l'absence de choix, le défaut de rigueur. Ce nombre épais contient tous les nombres exacts sans en signifier un seul. Il va, selon les cas, du zéro à l'infini. Il ne s'additionne pas : un certain nombre plus un certain nombre égale toujours un certain nombre. Il ne se multiplie pas. Si l'on soustrait un certain nombre d'un autre nombre du même métal, il reste encore un certain nombre, irréductible, indestructible, invérifiable. Ce nombre-là n'est pas mathématique.

La rhétorique contemporaine dont il est une des fleurs les plus précieuses contient... un certain nombre d'autres clichés du même creux; sortis du même moule technocratique. Au premier degré il ne dit rien, mais il dit tant de choses, par son seul emploi, sur celui qui, croyant faire sérieux, l'utilise à chaque hésitation, à chaque détour comme une béquille du parler mou.

Il a des cousins dans le langage officiel. Citons « *tout à fait intéressant* », « *absolument normal* », « *bien décidé* », « *absolument essentiel* », « *on pourrait envisager* », « *nous veillons à ce que* », « *selon les cas* », « *plus ou moins important* », « *considérable* ». Grâce à ces chevilles on peut tout dire, c'est-à-dire rien.

Voici un ministre en situation », c'est-à-dire visitant un collège, répondant à une question écrite, inaugurant un chrysanthème. Ecoutons-le : « *Mesdames, messieurs, il y a un certain nombre d'années que le problème que vous évoquez, et je ne saurais vous donner tort entièrement sur ce point, l'a été sans solution apparente. Je vous demande toutefois de considérer que les efforts consentis par la collectivité ont été tout à fait considérables et, eu égard au progrès accompli, on doit prendre conscience du fait que la conjoncture étant ce qu'elle est, le résultat est très remarquable. Cela dit, un certain nombre d'efforts devront être poursuivis, voire rattrapés, et ce dans plusieurs directions tout à fait distinctes. Mais beaucoup reste à faire et, je m'y engage, le sera afin que l'avenir réponde à nos espérances.* »

On voit mal, en revanche, la ménagère faisant son marché et passant ainsi sa commande : « *Je souhaiterais que vous envisagiez de me faire livrer, dès que possible, un certain nombre de carottes ou de légumes approchants, ainsi, par la même occasion, qu'un certain nombre de pots de yaourt qui sont tout à fait indispensables à la conduite de la politique familiale qui est la mienne et qu'il ne saurait être question d'abandonner, surtout en cette période difficile que nous traversons.* »

Un certain nombre de scènes pourraient être imaginées qui donneraient d'un certain nombre de clichés de notre langage un certain nombre d'images flottant sur la rhétorique comme des œufs battus en neige sur la crème anglaise. ■

Le Monde

UNE NOUVELLE INÉDITE

Chepé Bolivar

par Augusto Roa Bastos

« *AH ! Chepé Bolivar ! Bien sûr que je me souviens de lui !* — dit la femme assise à côté de moi dans l'autocar. Grand, *maigre, des pattes d'oiseau. Toujours en poncho, été comme hiver, à cause de ces fameuses plaies qui ne guérissaient jamais. Les nuits de lune, il s'enfonçait un chapeau jusqu'aux yeux et pardessus, pour plus de sûreté, il se couvrait encore d'une ombrelle. Il partait se balader dans le coin et il faisait peur aux gens. Sûr que je vais me souvenir de Chepé Bolivar, le télégraphiste de Manora !* »

L'odeur de jadis imprégnait peu à peu ma somnolence quand le car commença à brinquebaler sur le chemin de terre du village. Chepé Bolivar reprenait forme dans la voix de fausset de la vieille au milieu des cages à poules, des sacs d'oranges et des paquets de feuilles de tabac.

A propos de la solitude de Chepé, la vieille Manoréenne ne meutait pas. Je le vois encore, tout nu, ses escarres enduites de graisse de lézard, cloîtré dans sa cabane, à travailler le bois de son cercueil à la lueur d'une bougie. Et l'image confuse s'ajoutait, sans se confondre avec elle, à la voix de la vieille, voilée par le cigare. Au loin, on entendait, dans la nuit, les coups de l'herminette et du néron sur le tronc d'arbre. « *Voilà Chepé qui est encore en train de télégraphier* », disait-on dans le village, quand on entendait ce picotage enfoui d'oiseau charpentier.

Tout pêle-mêle, la réalité et les réalités.

Le car transperçait de ses phares la nuit poussiéreuse. La voix de la vieille grinçait de temps à autre, proche ou lointaine, au gré des coups de vent.

« *Chepé est mort quand les troupes du gouvernement sont arrivées, l'année de la grande crue, pendant la révolution de 47.*

— *Il n'est pas mort par balle,* dis-je pour dire quelque chose.

— *Il y en a qui ont dit que c'était d'avoir eu peur de la fusillade et d'autres que c'était une balle perdue* », répliqua la revendeuse.

Mais ce n'est pas vrai. Chacun meurt à sa façon et jamais la veille du jour fixé. Vous avez raison. Chepé est mort quand son heure a sonné. Il avait attendu sa mort trop longtemps. Il a mis vingt ans à façonner cette caisse de palissandre dans laquelle nous l'avons enterré.

Le Chepé de la vieille et celui de mon enfance, habitants d'une même mémoire, n'étaient pas les mêmes. Et il restait l'antre Chepé, celui qui avait voulu être autre pour obéir plus fidèlement encore à son propre destin. Oiseau d'un seul vol entre deux cieux.

CE qui est certain, c'est que de son vivant il n'y avait pas un homme dans tout Manora-del-Guaira qui ait mieux connu que Chepé l'histoire de Simon Bolivar et les guerres de l'indépendance. Plus précisément, il était le seul à la connaître dans ce bourg perdu au milieu des fleuves, des forêts et des collines, et probablement le seul parmi les paysans de tout le Paraguay, même en comptant les lettrés de la ville. Du moins, Chepé était le seul qui avait appris l'histoire de cette façon. Il finit par en faire quelque chose d'aussi personnel que ses rêves et que son sang : une obsession vidée de tout souvenir autre que la vision de cette effervescence peuplée d'images et de fracas, au centre de laquelle se dressait la figure du libérateur.

Chepé parlait de Caracas en l'appelant parfois *Mba'e-veraguasu*, la ville resplendissante du vieux mythe de l'Eldorado. Posséder une telle ville, dans ce bourg de cabanes et de roseaux, ça n'était pas, disait Chepé, « *se moucher du pied* ». Sous le hangar croulant de la gare du chemin de fer, sur la place, sur le parvis, sur les chemins, il racontait, sentencieux, à qui voulait bien l'écouter, l'histoire de ces luttes. Sous les regards incrédules ou éblouis, il évoquait la splendeur de Caracas, d'où étaient parties les armées de Bolivar pour libérer d'autres peuples. « *Nous autres, nous n'avons pas eu cette chance* », murmurait-il, sous son chapeau de paille en resserrant la cocarde qui en maintenait le bord replié. « *Au prix d'une marche de milliers et de milliers de lieues, le grand capitaine a voulu venir libérer également le Paraguay, mais ceux de Buenos-Aires lui ont barré le passage...* »

Pour la plupart des gens, Chepé était un fou, le fou bavard, celui du « *petit machin en fer de la gare* ». Impassible et halluciné, il continuait à raconter cette histoire pleine de noms étranges et familiers. Pour lui, les noms étaient des images, et les images les seules choses véritables dans leur révélation fondamentale. « *La vérité,* disait-il, *ne fait pas de bruit, et ses visages ne peuvent être que complètement cachés.* »

Tout avait commencé avec les palpitations électriques du télégraphe.

Quelqu'un, un vague étudiant d'Asunción, employé au service de nuit, découvrit le moyen de mémoriser ses leçons d'histoire ou de s'en amuser en les transmettant en morse à ce collègue semi-analphabète de Manora.

Nuit après nuit, le crépitement de l'appareil fit pénétrer dans l'âme, dans l'esprit simple du télégraphiste, l'histoire sans temps ni frontières, qui, étant à tout le monde et à personne, lui était à la fois si personnelle et si étrangère.

Cipriano Ovelar se piqua à ce jeu grandiose. Sans sortir de Manora il partit vivre à Caracas. Il sentit que le sang du libérateur coulait dans ses veines. Il sentit qu'il était autre et que son nom devait être autre. Dès lors, Chepé Ovelar s'appela Chepé Bolivar. Il sentit que c'était là le seul nom digne de son obsession ; le seul qui exprimait la part la plus vraie et la meilleure de sa vie inutile. Lorsqu'on l'appelait de son nom périmé il restait silencieux. De son vivant on ne l'en ferait pas démordre.

Nuits après années et après nuits, Chepé Bolivar transmit infatigablement, à son tour, à d'autres oiseaux insomniaques perchés comme lui sur le manipulateur de bronze, l'histoire du long sommeil éveillé des opprimés. Ce sommeil, qui sue le sang chez les vivants et chez les morts, se déployait lentement à travers les paroles somnambuliques de Chepé. Salustro, le professeur de musique, faisait parfois éclater aux oreilles sourdes de Chepé deux ou trois notes rauques de son vieux trombone. « *J'arrive...* », disait Chepé, illuminé, en affrontant la lumière crue qui remplissait le jour précédant le jour.

LORS de la révolte agraire de l'année 12, Chepé Bolivar rejoignit les rangs des guérilleros du Guaira, dans le sud du Paraguay. Il fut fait prisonnier et les réguliers furent sur le point de le fusiller parce qu'il refusa de transmettre une fausse nouvelle, ruse diabolique qui attira dans une embuscade le gros des troupes paysannes.

Chepé racontait qu'on l'avait fusillé à ce moment-là. Ce qui était une façon de dire la vérité. Depuis la défaite du soulèvement agraire il était mort de la plus humaine des morts. « *Moi je n'existe plus...* », disait-il lointain et aveugle, peau et os sous les haillons de sa blouse. Même ses plaies étaient mortes, effacées guéries. Si quelque cicatrice en restait, il était lui-même tout entier cette unique cicatrice. Croûte du néant. Silence. Mutisme.

Rien d'autre et tout à la fois. Il continuerait à contempler le cœur du flamboiement qui le fascinait. Et ce que lui ne vit pas mais que certains voyaient les jours de brume, c'était l'aigle sombre posé sur le faîte de la cabane de Chepé.

« *Ah, le vieux brigand !,* murmura la vieille Manoréenne. *Il s'échinait à trouver ce qu'il ne cherchait pas. Pour les pauvres le bonheur est toujours ailleurs...* »

Dans le temps dépourvu de temps de Chepé, le décompte était simple. Après dix ans de prison pour « *outrage à militaire et propagande subversive au moyen du système des communications de l'Etat* », Chepé revint à Manora, cette fois vraiment lointain et fantomatique.

Il survécut plus de trente ans à sa mort, cloîtré dans sa cabane, tandis que son ombre errante suivait en pèlerinage la route de Bolivar à travers la moitié du continent.

Il y a un moment où le libérateur, veuf de la gloire, s'enfuit de Caracas au milieu des portraits brisés et de l'indifférence qui tapissent son départ vers l'exil. D'un coin de la Plaza Mayor, à demi-caché par les arcades, Chepé le regarde passer. Il s'avance vers le fugitif, en retirant son chapeau. « *Partons pour le Paraguay, mon général !...* », c'est ce que Chepé dit qu'il avait dit à son homonyme en disgrâce. *Là-bas vous avez encore beaucoup à faire...* » Les taies de ses cataractes tremblaient, humides, secouées par la bourrasque qui soufflait du tréfonds de lui-même.

PENDANT vingt ans — reprit la voix de la vieille dans le car — Chepé travailla le bois de son cercueil. A la fin, on l'avait oublié. Quand les troupes du gouvernement sont arrivées et ont attaqué le village, Chepé nous a claqué tout bêtement dans les doigts. Son âme s'est enfuie par un trou quelconque...

« *On arrive,* dit-elle. *A ce que je crois, vous n'êtes pas d'ici, il me semble.*

— *Non,* mentis-je sans remords.

— *Que venez-vous faire à Manora ? Enfin... si on peut le savoir.*

— *Rien,* m'entendis-je dire entre mes dents.

— *Ah ! bon* », dit la vieille. Ce rien est un bon remède. C'est ce qu'a pris Chepé en fin de compte. Le chrétien a parfois de la peine à mourir. Par manque d'habitude, d'après moi. Quand les troupes du gouvernement sont arrivées et ont attaqué le village de tous les côtés, quelqu'un est venu dire que Chepé était couché dans sa caisse, mort. C'est dans cette caisse qu'on l'a enterré. Mais pas dans le cimetière. Le cortège n'a pas pu traverser la fusillade qui encerclait le village. Il a fallu qu'on enterre Chepé dans un enclos pour les bêtes. Ces choses-là aussi il faut les dire sans vouloir vexer personne. Le village aimait beaucoup Chepé malgré tout et pour tout. Il n'y avait pas au monde d'homme aussi inutile que lui. Mais il valait pour ce qu'il était : il savait beaucoup de choses sans savoir qu'il les savait et il n'avait pas honte d'être propre et honnête au milieu de tant de sacripants. Son vice était l'espoir qu'a le pauvre de tout vouloir pour tous. Et Chepé était même capable de rétrécir son ombre pour ne gêner personne. Voilà ce qu'a été Chepé, et un peu plus et un peu moins. On l'a enterré dans un enclos sous la pluie, le vent et les balles. Chacun a laissé son bouquet sur le fumier et dans la boue. Personne n'a voulu manquer le cortège de ce mort à qui beaucoup chez nous, parmi les plus vieux, devions la vie. ■

Traduction de :
CLAUDE FELL.

La diabolique douceur de Pol Pot

(*Suite de la première page.*)

Qui plus est, l'individu qui commet l'acte n'a pas conscience d'être un assassin, car à travers lui c'est le groupe qui tue. Et plus on tue, plus on acquiert de mérites dans cette nouvelle foi qui se substitue à l'ancienne.

Selon un adage bouddhiste, « *toute vie d'un homme se résume à un bol de cendres* ». En effet, les bouddhistes incinèrent leurs morts. Mais, chez les Khmers rouges, les êtres vivants ne sont déjà que cendres. La mort est inscrite dans la matière. Les cadavres sans sépulture s'intègrent indifféremment à la matière, de leur propre vertu. A conserver un homme, nul profit ; à l'éliminer, nulle perte.

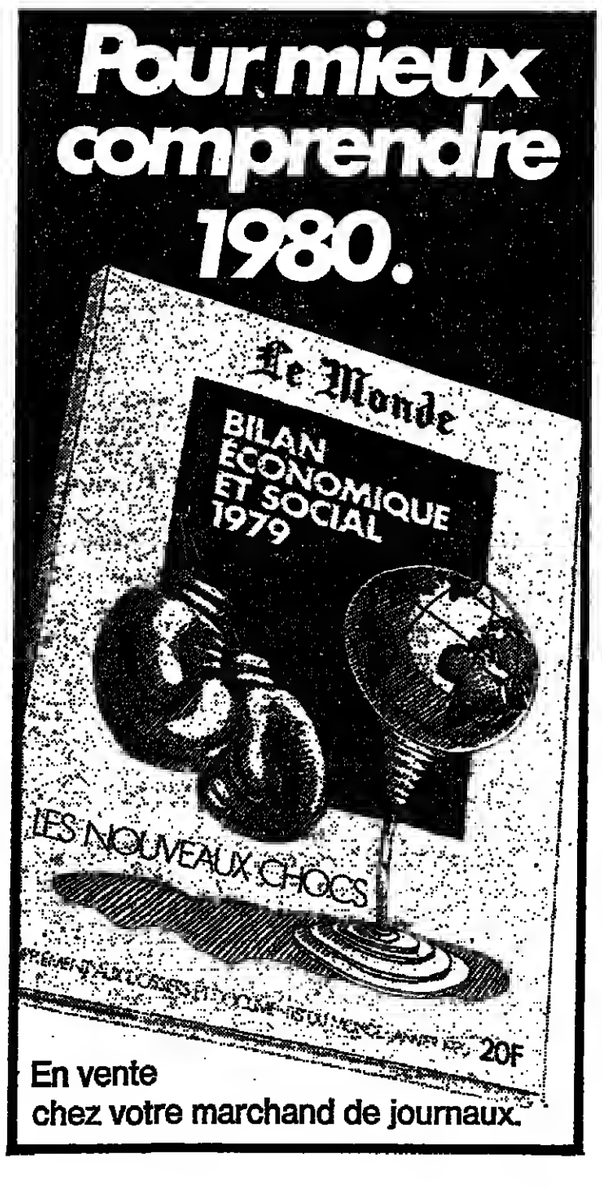
L'univers khmer rouge résulte du plus audacieux voyage au bout du matérialisme. L'homme est un robot standard, il a perdu son esprit. Et l'âme bouddhiste se traduit dans le langage des Khmers rouges par le « *jardin de l'individu* ». Des paysans illettrés auraient-ils inventé une formule aussi poétique ? Ce jardin bourgeois est encombré de ronces et de mauvaises herbes dont il faut se défaire. Une petite culture, un petit diplôme, tout cela doit être arraché et jeté au loin, au-delà même de l'étang sans rides de l'*être* et du *non-être* qu'est le Nirvana. Chez l'individu, pas de jardin secret, pas de souvenirs, pas de compassion, pas de sentiments amoureux. L'âme ne doit être meublée d'aucune façon. Elle est entrée dans le néant, et le corps matériel l'y suivra.

Et dans ce romantisme du meurtre, qui réussit à galvaniser une partie du peuple, la lente moutée de la folie collective finit par entraîner les enfants eux-mêmes au rang des victimes et des bourreaux « objectifs ». Car les Khmers rouges ne tiennent pas à rentrer au maquis une seconde fois, et : « *Mieux vaut commettre une erreur par avance que de la commettre trop tard.* »

Jamais l'arme terrible qu'est le langage humain n'a montré une efficacité aussi satanique. Le verbe khmer rouge a bien provoqué une apocalypse. Bien souvent des penseurs et des poètes se sont amusés avec des mots qui ont des relents du nihilisme : du Bouddha à Nietzsche en passant par Dostoïevski... Mais ils se sont toujours retenus à temps au bord du précipice. Au dernier moment ils désamorcent le sortilège verbal. Mais avec Pol Pot, le fou qui se prend pour une divinité vengeresse, c'est le dérapage intégral de l'intelligence. Une vie ne vaut rien. Un homme, c'est un pou. On l'écrase. Une prophétie cambodgienne se réalise : « *Les savants descendent en enfer ; les ignorants montent au paradis...* » ■

SOTH POLIN.

Né en 1943 à Kompong Cham (Cambodge), SOTH POLIN a été professeur de philosophie à Phnom-Penh, puis directeur et éditorialiste du quotidien *Nokor Thom*. Il quitta précipitamment le Cambodge en 1974, pour s'exiler à Paris, où il est actuellement chauffeur de taxi. Il vient de publier un roman, *l'Anarchiste* (La Table Ronde).



ضمكنا منه الأصل

... DE LA MATINÉE — N° 10.900

POUR RÉPRIMER L'AGITATION POPULAIRE

L'armée sud-coréenne a pris le contrôle du pays

LIRE PAGE 9

Le sommet de

Cavalier seul ?

• Paris
• L'Inde
• Téhéra

« Dema

Cuba

RAD DES

" Jacqueline Gr américain...

PAGE 11

Le début d'une étude de Noël-Jean Bergeroux : SIX ANS APRÈS L'ÉLECTION DE M. GISCARD D'ESTAING